



## L'heure de la clémence en Afrique du Sud

**E**n annonçant, jeudi 24 novembre, que Nelson Mandela ne retournera pas en prison, le gouvernement sud-africain s'est, en fait, résigné à la libération du plus célèbre détenu du monde, en la désignant pour ménager les susceptibilités d'une extrême droite plutôt remuante. Il craignait, en outre, qu'une mesure de clémence plus solennelle ne conduise, au sein de la communauté noire, à des débordements d'émotion difficile à contrôler.

Pretoria avait posé de longue date comme préalable à la libération de Nelson Mandela que celui-ci renonce publiquement à la violence. Le chef historique du Congrès national africain ne semble pas davantage prêt à accepter ce marché aujourd'hui qu'hier.

**M**ais au fur et à mesure que le temps passait et que se faisaient plus vives et plus nombreuses les pressions internationales, ce détenu devenait de plus en plus encombrant pour le pouvoir. On a pu dire que le président Botha était prisonnier de Nelson Mandela autant que ce dernier l'était de lui.

En tout cas, aussi bien au bagne de Robben-Island qu'à la prison de Pollsmoor, Mandela a vécu à l'écoute de ce qui se passait dans son pays. Il a pu entretenir des contacts non seulement avec sa famille et ses proches, mais aussi avec des responsables qui lui rendaient régulièrement visite. Récemment, lorsque trois militants anti-apartheid s'étaient réfugiés au consulat américain à Johannesburg, c'est lui qui, après quelques jours, leur avait fait indirectement savoir qu'ils devaient cesser leur mouvement de protestation.

**L'**assouplissement des conditions de détention de Mandela intervient vingt-quatre heures après la grâce accordée par le président Botha aux « six de Sharpeville », quelques heures aussi après le sural à exécution d'un jeune Noir. Ainsi, coup sur coup, les autorités de Pretoria, qui se sont longtemps refusées à la magnanimité, multiplient-elles des gestes de bonne volonté qu'on n'osait plus espérer.

Il apparaît aussi que le gouvernement sud-africain, qui a retiré ses troupes du sud de l'Angola, où elles étaient en fâcheuse position, se soit fait à l'idée de la prochaine indépendance de la Namibie, comme vient de le confirmer la conclusion de l'accord de Genève. En agissant ainsi, il cherche à l'évidence à donner une meilleure image de lui-même.

On le comprend : l'Afrique du Sud a plus que jamais besoin de concourir extérieurement pour remettre sur pied son économie, ébranlée par la fuite des capitaux et par le départ de sociétés étrangères, américaines notamment. La récente rencontre, en Suisse, du président Botha avec des banquiers helvétiques n'avait pas d'autre but. La mise en résidence surveillée de Nelson Mandela ne se résume pas à un simple geste humanitaire. Elle obéit aussi à des considérations plus terre à terre.

(Lire nos informations page 6.)

M 0147 - 1126 D - 4,50 F



## L'aggravation de la crise dans le Caucase

### Les Arméniens se disent victimes de « pogroms » en Azerbaïdjan

La « Pravda » reconnaît que « la situation s'est détériorée » dans le Caucase. Des Arméniens sont victimes d'affrontements en Azerbaïdjan — ils font même état de véritables « pogroms » — en dépit du déploiement de forces soviétiques. Le couvre-feu nocturne est

en vigueur dans plusieurs villes de cette République et dans la capitale arménienne, Erevan, où des blindés ont été déployés, tandis qu'un mouvement de grève générale était annoncé vendredi.

(Lire l'article de Bernard Guetta page 4.)

## La rencontre Mitterrand-Gorbatchev à Moscou

Le président de la République, qui entend reprendre sa place dans le dialogue entre l'Est et l'Ouest, est arrivé vendredi 25 novembre à Moscou, où il devait avoir dans l'après-midi son premier entretien avec M. Gorbatchev, un second tête-à-tête étant prévu pour samedi matin.

Samuel, en fin de matinée, le président s'envolera pour le centre spatial soviétique de Baïkonour, au Kazakhstan, où il assistera au lancement d'un vol habité avec la participation du cosmonaute français Jean-Loup Chrétien.

M. et Mme Mitterrand devaient être reçus à dîner vendredi soir par M. et Mme Gorbatchev.

(Lire l'article de JACQUES AMALRIC page 3.)



## Les entreprises et le rôle de l'Etat

### Industrie : les clés du succès

par Roger Fauroux  
ministre de l'Industrie  
et de l'aménagement du territoire

Pochiney vient de faire grimper d'un seul coup la cote d'attention et peut-être de popularité de l'industrie en annonçant en même temps l'achat d'American National Can aux Etats-Unis et la construction en France, en coopération avec EDF, d'une gigantesque usine d'aluminium : 11 milliards de francs d'investissements engagés d'un seul coup — 6 milliards là-bas, presque autant ici — un chiffre d'affaires augmenté de moitié, une position de leader mondial acquise sur un marché en

expansion, 1 000 emplois créés à Dunkerque, voilà beaucoup de médailles gagnées en même temps et la France a de bonnes raisons de se sentir fière de son champion industriel.

L'occasion est peut-être bonne pour s'interroger brièvement sur les chances et malchances de notre industrie en l'an 4 avant l'avènement du marché unique et de relancer le débat, ouvert naguère à grand bruit par les idéologues et devenu rapidement cacophonique, sur la légitimité d'une politique industrielle.

L'industrie française se porte bien ou, plutôt, elle se porte

mieux : la production industrielle s'accroît en 1988 de 5 %, les investissements productifs de 13 % et le taux de marge des entreprises atteint 31 % : bref, nous sommes en train de vivre, en même temps que nos voisins et contre toute attente, une et sans doute deux années « glorieuses », après quinze années fileuses qui ont vu un effondrement des bilans, une baisse des investissements, une détérioration de nos échanges et surtout une montée calamiteuse du chômage, entre autres maux dont nous ne sommes que partiellement ou pas du tout sortis.

(Lire la suite page 2.)

## A l'Assemblée nationale

### Municipales de Marseille : M. Joxe fait échec au PS

La tentative de M. Pezet, soutenu par le PS, de barrer la route au maire de Marseille, M. Vigouroux, candidat à un nouveau mandat, s'est heurtée, le 25 novembre à l'Assemblée nationale, au refus de M. Joxe. Celui-ci, dont la position exprimait celle de M. Mitterrand, a fait échec à un amendement approuvé par le groupe socialiste.

Alors même que la droite relève la tête, les socialistes la perdent quelque peu. Ils s'épuisent en des conflits internes dont on a souvent du mal à comprendre l'exacte signification. Il en va ainsi du combat gagné par M. Pierre Joxe dans la nuit du 24 au 25 novembre à l'Assemblée nationale contre ses propres amis, contre le groupe parlementaire socialiste, contre le bureau exécutif du PS. Objet de cette lutte intestine : l'obligation de présenter des listes complètes pour les élections municipales dans chacun des secteurs des trois principales villes françaises : Paris, Lyon, Marseille.

C'est M. Pezet, soutenu par son parti, candidat désigné par le PS pour Marseille, qui réclame cette disposition, défavorable au maire sortant M. Vigouroux, également socialiste, qui serait dans l'incapacité de réunir le nombre de candidats nécessaires. Les termes du

débat ne sont donc pas dénués d'arrière-pensées, même si l'initiative des socialistes s'appuie sur une logique très V<sup>e</sup> République : permettre de dégager des majorités de gouvernement municipal.

Ce duel Joxe-PS est sous-tendu par un affrontement d'autorité entre M. Mitterrand et le Parti socialiste. Le président n'a pas pardonné à l'état-major socialiste d'avoir préféré M. Mauroy à M. Fabius, et d'avoir méconnu son propre arbitrage dans l'affaire de Marseille (M. Vigouroux, tête de liste, céderait la place à M. Pezet au bout de trois ans...).

L'affaire se complique lorsque les principaux dirigeants socialistes y mêlent leurs ambitions personnelles. Les amis de M. Jospin — lequel était en Nouvelle-Calédonie — ont soutenu jusqu'au bout M. Pezet à l'Assemblée.

J.-Y. L.

(Lire la suite page 8.)

## Les tensions en Algérie

Protestations contre la torture sur fond d'agitation sociale

PAGE 7

## Conflits sur la nomination de professeurs

Plusieurs décisions du Conseil national des universités vivement contestées

PAGE 12

## Grèves à la Sécurité sociale

Plusieurs centres de province touchés par le mouvement

PAGE 32

## Un entretien avec Michel Platini

PAGE 14

Le sommaire complet se trouve en page 32

## L'affaire Boulouque hors la politique

### Le secret de l'instruction, un mythe

En attendant que la chambre criminelle de la Cour de cassation statue le 21 décembre sur la requête en suspension légitime déposée par l'inculpé et détenu Fouad Ali Salahi contre « son » juge d'instruction, M. Gilles Boulouque, l'occasion est bonne de dire à la fois qui est ce magistrat et de rappeler les vicissitudes du secret de l'instruction fixé par une loi qui ne satisfait personne.

par Jean-Marc Théolayre

Au-delà des médiocres, mais parce que publics, tellement compréhensibles comportements qu'elle entraîne de la part d'une opposition qui y trouve matière, il est vrai, à se refaire une santé, ce qu'il faut appeler l'affaire Boulouque est et restera d'abord, pour le temps que l'histoire judiciaire voudra bien en garder le souvenir, une affaire touchant au fonctionnement de la justice

pénale dans le domaine très particulier et circonscrit des applications de l'article 11 du code de procédure pénale, relatif au secret de l'instruction. Il en avait d'ailleurs été exactement de même voici environ un an lorsqu'un autre juge d'instruction, M. Claude Grellier, s'était trouvé poussé sous les feux de la rampe. Au premier il est aujourd'hui fait reproche par un inculpé impliqué dans une affaire de terrorisme d'avoir exprimé sans ambages à l'occasion de déclarations ou d'interviews l'idée qu'il se faisait de son « client », ce qui assurément peut être considéré comme une entorse à cette obligation de réserve imposée en général aux magistrats et une violation, en particulier, de ce secret professionnel auquel la loi astreint tous ceux qui concourent à une procédure au cours de l'enquête et de l'instruction.

Le cas de M. Claude Grellier se présentait différemment. Ses détracteurs, en l'occurrence M. Michel Droit et ses avocats,

portaient seulement l'idée que si la presse avait pu écrire que l'académicien membre de la CNCL était inculpé, l'information n'aurait pu être fournie que par le magistrat instructeur ou, en tout cas, avec son accord. Attitude obligatoirement à approuver, elle aussi, à une violation du secret de l'instruction.

Deux affaires en un an mettant en cause deux magistrats... Diable !

(Lire la suite page 11.)

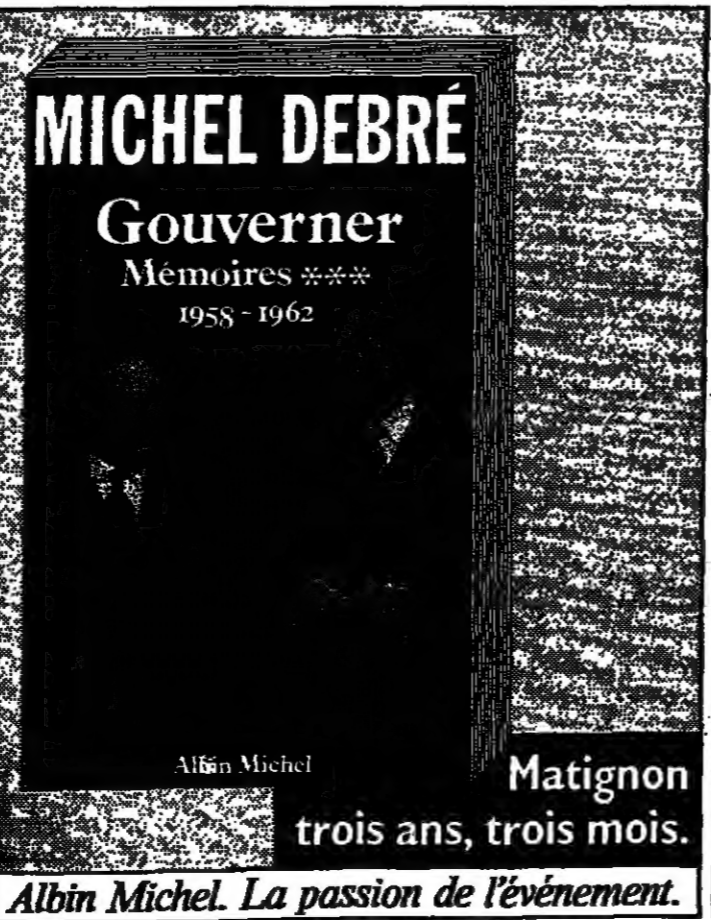
## Le Monde

### SANS VISA

Potosi, dans les Andes boliviennes, « monument naturel et culturel de l'humanité »

■ Gastronomie ■ Escapes ■ Jeux

Pages 15 à 18



# Débats

## Servitude et considération

par JEAN SUR (\*)

ÉTRANGE destin des mots. On définit aujourd'hui dans les rues pour réclamer ce qui dégoûtait si fort. Il y aura bientôt cinquante ans, le petit garçon que j'étais, cette « considération » déjà fort vieillotte à l'époque et dont les images étaient à chercher dans les livres de classe de mon grand-père : un monsieur moustachu soulevant dédaigneusement son chapeau melon au passage d'une dame gonflée de crinolines, un épier obsequieux s'inclinant devant un client au lorgnon distingué. Et il paraît qu'il y a eu Sartre ! Et il paraît qu'il y a eu les Mots !

Ce retour en force du vocabulaire petit-bourgeois est plus tragique que ridicule. Mon petit doigt me dit d'ailleurs que si les gens veulent de la considération, ils vont être servis, et ce pour deux raisons. D'abord, parce que c'est une denrée qui ne coûte pas très cher. Ensuite parce que, pour une fois, ils demandent exactement ce qu'on souhaite qu'ils demandent.

On doit la vérité aux amis : s'il vous faut la considération de l'autorité, c'est que vous êtes passablement intoxiqués. Notons au passage que cette réapparition de la considération dans le monde social n'est pas due au hasard. Elle vient tout droit de la psychologie sociale d'influence américaine, et tout particulièrement d'un certain Maslow, inventeur d'une « pyramide des besoins humains » qu'escalade

chaque jour sans sourciller dans les déserts de la formation des centaines et des milliers d'ouvriers, d'employés et de cadres.

L'extraordinaire est que cet excellent outil d'analyse n'est contesté par personne. Il parvient à faire admettre sans douleur que la considération est une étape nécessaire et prestigieuse de l'individuisme de l'individualisme. C'est la même inspiration qu'on retrouve dans le fameux Prix de l'excellence, navrant bréviaire des managers, construit tout entier sur une idée voisine : il faut que les gens aient l'impression d'être libres.

Ici finira une ironie qui, on le sent, n'est pas pour les victimes. Comment on a réussi à troubler à ce point leur désir que cette misérable, cette ringarde et considération devienne en eux presque synonyme de dignité, ce serait la plus pathétique des histoires, la geste à rebours du vingtième siècle, le lamento des cocufés, la chronique du plus cruel hold-up des temps modernes.

Comment cet humble et profond besoin d'être digné, ce « blanc souci » de dire vrai et de faire bien, qui revient plus obstinément encore à chacun de nous que les pères de nos turpitudes, finit par bredouiller cette lâche et minable demande de considération, implorant ainsi la reconnaissance du pouvoir et de

l'argent, c'est peut-être la tragédie première de notre temps.

Ils réclament la considération parce qu'ils savent bien qu'ils ne peuvent pas réclamer la dignité. L'argent, les conditions de travail, le statut, oui, mais pas la dignité : l'argent ne s'échange pas ou seulement dans l'amour ou l'amitié. Ils se laissent aller à vouloir la considération comme une cote mal taillée entre le oui et le non, le difficile refus et l'impossible collaboration. Le drame le plus désolant, ce n'est plus l'affrontement classique de ceux qui possèdent et de ceux qui ne possèdent pas : c'est une vieille pièce encore tragique mais qui on commence à savoir comment jouer. Le drame le plus désolant, c'est de voir la dignité s'adresser à ce qui bafoue la dignité.

Au besoin de considération des salariés répond le cynisme du Prix de l'excellence : « Si vous voulez la productivité et les sanctions financières qui en découlent, vous devez considérer votre personnel comme votre atout le plus important. » Sur quoi prolifèrent dans les entreprises, pour valoriser les atouts, les relations humaines, le développement humain, le potentiel humain, les ressources humaines, tant d'humanité en

(\*) Formateur et écrivain.

vitrine pour en mieux solder le stock ! Ce n'est pas par la complexité mercantile et la considération qui on est le fascisme mensonger que les gens de ce temps se rencontreront jamais. Réveiller en eux les illusions serviles. Etienne de La Boétie l'avait compris qui voyait dans la solitude des hommes « tous singuliers dans leurs fantasmes » — quelle définition de l'érotisme informatif ! — la conséquence même de leur servitude, de leur impossibilité tragique de vivre « en compagnie ».

Quand on est immergé dans le monde du travail, il y a des passages du Discours de la servitude volontaire qu'on ne peut entendre sans frémir de tristesse et d'espérance. A quatre siècles près, les images se superposent. On dira qu'on n'a pas fait de progrès. Sait-on ? Mais la voix est restée, elle sera encore dans la mémoire des hommes quand Maslow et l'Excellence n'habiteront plus que celle de l'ordinateur : « Ils disent qu'ils ont toujours été sujets, que leurs pères ont ainsi vécu, ils pensent qu'ils sont tenus d'endurer le mal (...) et fondent eux-mêmes sous le longueur du temps la possession de ceux qui les tyrannisent, mais pour vrai les ans ne donnent jamais droit de mal faire. »

Je ne saurais dire ici le millième de l'affolante actualité de ce bref Discours, de La Boétie, la tendresse vigilante et forte du jeune homme qui l'écrivait à moins de dix-huit ans, le souffle de confiance intrépide qui anime ces pages et transforme le paysage de la vie comme la vraie jeunesse, au bal, disqualifie les tardifs. Quel extraordinaire formateur aurait fait de La Boétie si d'aventure quelqu'un avait songé à l'employer ! La conscience, plus aigüe des difficultés, des lenteurs, des lourdeurs, se marie chez lui sans effort à la plus désirable, la plus aérienne des exigences. Le voici sans sévérité devant les habitudes qui nous enservent et que nous chérissons pourtant, devant les frontières, les limites que nous défendons contre ce qui, en nous, voudrait franchir. Et soudain la voix, s'élève, moqueuse : « A l'homme toutes choses lui sont comme naturelles à quoi il se nourrit et s'accoutume : mais cela seulement lui est natif, à quoi la nature simple et non altérée l'appelle. »

Nous manquons de livres, et ce n'est pas la « modernité » qui nous en offre de bien nourissants.

A quand, Monsieur le ministre de l'Éducation nationale, le Discours de la servitude volontaire au programme de toutes les classes de seconde ?

## Industrie : les clés du succès

(Suite de la première page.)

Au-delà de l'ambition que nous apporte pour un temps la conjoncture mondiale, constatons, en tout cas, que les dirigeants des grandes entreprises, après avoir, pendant près de dix ans, lutté tenacement et obscurément pour améliorer leur productivité, ont maintenant les yeux tournés vers les comptes mensuels et de prendre leur rang — qui est souvent le premier — dans les grands regroupements mondiaux : juste avant le coup d'éclat de Pechiney, il y a eu, dans un domaine voisin, et en Europe cette fois, celui de Carnaud, le rachat d'Honeywell par Bull, et un peu plus tôt, la prise de gage de Thomson dans la télévision américaine ; d'autres suivront, n'en doutons pas.

On peut, à propos de ces événements, rappeler trois évidences :

1) Ce sont les bonnes entreprises, c'est-à-dire les entreprises riches, financièrement, techniquement, humainement, qui exportent et investissent à l'étranger : les Allemands ou les Japonais n'ont pas inventé de potion magique administrative pour doper leurs entreprises sur les marchés extérieurs, ils ont su mieux que nous créer les conditions fiscales, monétaires, culturelles, de leur

développement ; de bonnes marges sauvegardées pendant plusieurs années et des dirigeants bien choisis et bien formés valent tous les MITI (1) du monde.

2) La querelle entreprises privées/entreprises publiques relève, par rapport à ces enjeux, de la pensée primitive : les « privées » n'ont pas des semelles de vent, les « publiques » des semelles de plomb. Pechiney a eu besoin de trois jours, dans le cadre, bien sûr, d'une stratégie qui était connue et approuvée, pour obtenir, pour son double investissement, la bénédiction du ministère de l'Industrie et celle du ministère de l'Économie et des Finances, celle de son conseil d'administration... et leur silence à tous. Le gouvernement s'est engagé par surcroît à aménager sa propre orthodoxie pour permettre à l'entreprise de financer ses investissements en plaçant sur le marché le capital de ses filiales étrangères.

3) La continuité est la mère de toute stratégie : en clair, il faut que les dirigeants des entreprises disposent du temps et de la sérénité nécessaires pour élaborer une stratégie, en poursuivre la réalisation et en assumer les conséquences pour le meilleur et pour le pire. L'État paraît en voie de

changer de déplorables habitudes et d'épargner à ses filiales les affres du *spoils system* (2). Il restera à la communauté économique-financière à suivre ce bon exemple et à mettre les entreprises privées et les nerfs de leurs dirigeants à l'abri des coups de main boursiers : la vague actuelle des OPA procure certes de beaux bénéfices à quelques intermédiaires financiers, des satisfactions momentanées au petit peuple des actionnaires et l'occasion d'immenses parloires aux médias mais, pour le reste, elle transforme en mauvais lieu la place financière et met en coupe réglée les réserves financières des entreprises jetées à tous les vents de batailles d'amour-propre autant que de capitaux. Quand comprendra-t-on que les Japonais et les Allemands, qui ont su mettre leurs entreprises à l'abri de ces folies, sont en avance et non pas en retard par rapport aux Anglo-saxons ?

### Le mariage blanc...

On a dit ce que l'État devait faire, on ne pas faire, vis-à-vis des grands groupes : bien choisir les administrateurs et les dirigeants qui relèvent de lui d'abord, conclure ensuite avec eux un contrat d'objectifs et, pour le reste, résister à la tentation de les « orienter », de les « coordonner » à tout bout de champ, voire de les choyer en leur réservant ses commandes ou en leur versant des subventions. La grande crise a creusé dans certains bilans des abîmes qu'il faut combler ; cela fait, l'actionnaire public n'a pas qu'à souhaiter bon vent à ses filiales et à encaisser régulièrement les dividendes qu'elles lui doivent.

Le credo libéral voudrait que l'État contracte avec l'entreprise

une sorte de mariage blanc : un environnement confortable, une grande considération... et beaucoup de distance ! Ce n'est pas ainsi que l'on fait des enfants et il suffit d'aller sur le terrain rencontrer des patrons pour être persuadé qu'ils attendent de l'État autre chose. De fait, l'adversaire des PMI rappelle celle des premiers navigateurs d'autrefois perdus sur l'océan dans leurs coquilles de noix et cherchant sur de vieux portulans la route de l'Amérique : beaucoup de foi, une admirable audace, un travail acharné, mais peu de ressources, une technique parfois incertaine et peu d'informations sur leur marché et leurs concurrents : rien d'étonnant si beaucoup disparaissent avec leur équipage parce que les provisions étaient trop courtes, le savoir mal gré, ou qu'un concurrent jusque-là inconnu, surgi de quelque horizon asiatique, a d'un seul coup rendu vains leurs dérisoires efforts. Le résultat se lit, hélas ! dans la statistique des faillites, la courbe ascendante du chômage et celle descendante du commerce extérieur.

Pendant que les salons bruissent du célèbre problème des dilts, il s'en crée une à petit bruit à travers la France entière : celle des entrepreneurs. L'essor actuel et quasi miraculeux de ces nouvelles vocations ne doit certes rien à l'État, mais à l'un de ces basculements culturels qui, venus d'on ne sait où, modifient de temps à autre la physiologie d'un pays : nous sommes en plein dans cette révolution et l'État, manifestement, peut y jouer son rôle de plusieurs manières.

D'abord en canalisant, sans pour autant mettre tout à l'équerre, les compétences et les ressources que les administrations, les collectivités locales, les chambres consulaires, parfois

même les banques, et d'autres bonnes volontés foisonnantes mettent à la disposition des entreprises naissantes ou adolescentes : il y faut très peu de réglementation mais, sur place, des fonctionnaires compétents et disponibles capables de distinguer les vrais entrepreneurs des chasseurs de primes et de distribuer peu d'argent avec beaucoup de discernement afin d'aider les dirigeants à se former, à s'équiper, à se gérer, à embaucher, à exporter, la fin ultime de cette pédagogie étant de permettre à l'élève de se passer de son mentor et de voler de ses propres ailes. Quand il s'agit de PME, le face-à-face est une nécessité et le saupoudrage intelligent la clé d'une politique industrielle.

### Un rôle d'éclaireur

Il faut aussi faciliter le transfert de l'innovation des laboratoires aux usines. Nous avons en France des chercheurs éminents, d'excellents ingénieurs, de très bons financiers, parfois même de bons commerçants, mais ces spécialistes ont entre eux un dialogue de sourds de faïence. Il est pourtant clair que l'État, qui dépense beaucoup de crédits pour la recherche, a comme devoir primordial de donner aux entreprises un accès direct à ces travaux qui leur reviennent et qu'elles ont contribué à financer par leurs impôts.

Plus les relations entre universités et entreprises seront directes, mieux cela vaudra ; mais l'État et ses correspondants ont encore fort à faire pour dresser des passerelles entre l'industrie et la recherche car nos déboires, en matière d'échanges extérieurs, ont pour quasi unique cause l'insuffisante qualité technique de notre offre. Une dévaluation n'y chan-

gerait évidemment rien ! C'est la qualité et l'innovation des produits allemands ou japonais qui ont fait du mark et du yen des monnaies dominantes et non pas le génie des financiers de Francofort et de Tokyo.

Enfin, il faut que l'État, et tout particulièrement les ministères que l'on dit techniques, s'organise pour emmagasiner des données techniques et commerciales et les diffuser au plus près des entreprises. Notre planète s'est unifiée au plan industriel : ce qui se fabrique à Taiwan, ce qui s'invente à Stanford, peut poser une question de vie ou de mort pour telle entreprise de Perpignan. Mais en même temps, tout s'imprime, tout se sait ou devrait se savoir et tout peut se diffuser. Que les administrations s'équipent pour collecter l'information, la contrôler, la trier et la communiquer, en régime interactif, aux entreprises ! Il n'y a rien à inventer, les Japonais le font.

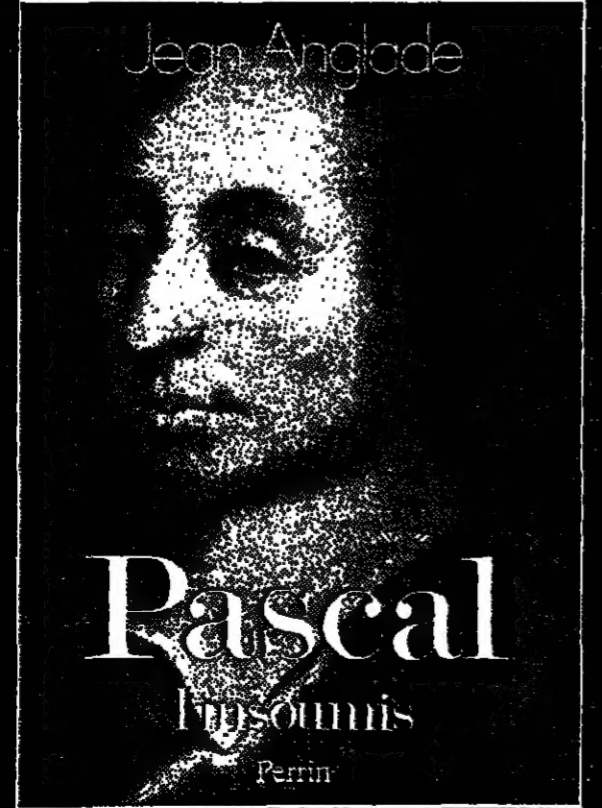
Nous avons oublié en chemin la politique industrielle, comme M. Jourdain oublierait qu'il parlait en prose, tellement celle-ci va de soi : nos stupides querelles sur les problèmes d'avant-hier nous ont fait oublier l'essentiel d'aujourd'hui, c'est-à-dire que les chefs d'entreprise n'étaient pas toujours infaillibles, que les fonctionnaires n'étaient pas tous stupides et qu'il fallait une puissante lanterne pour éclairer les voies mystérieuses et changeantes du marché.

Dans sa modestie apparente, ce rôle d'éclaireur est l'un des devoirs fondamentaux de l'État moderne.

ROGER FAUROUX.

(1) Le ministre japonais de l'Industrie et du Commerce extérieur.  
(2) Le « système des dépositions », en usage aux États-Unis, qui entraîne après chaque élection présidentielle une valse des hautes responsabilités.

Jean Anglade



**Rascal**  
Indompté  
Perrin

"Une extraordinaire épopée spirituelle."  
ANDRÉ BRINCOURT "LE FIGARO"

"Cette biographie, au ton simple et direct, donne pour finir une fameuse leçon d'énergie." FRANÇOIS CROZET "LE FIGARO MAGAZINE"

"Sans doute le livre le plus important de Jean Anglade."  
JEAN-CLAUDE DELAYGUES "LA MONTAGNE"

"Une étude savante et chaleureuse." ERIC DESCHODI "VALEURS ACTUELLES"

PERRIN

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Bonnier-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauret (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wouss.

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet.

Conducteur en chef :  
Claude Sales.

ABONNEMENTS  
PAR MINITEL  
36-15 TAPES LEMONDE  
code d'accès ABO

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

Représentations sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 42-47-99-81.

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composé 36-15 - Tapes LEMONDE

**Le Monde**  
PUBLICITE  
5, rue de Montmorency, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

**BULLETIN  
D'ABONNEMENT**

**DURÉE CHOISIE**

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

VEUILLEZ AVOIR L'OBLIGANCE D'ÉCRIRE  
Tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

BA080 88

# Etranger

La visite du président de la République en URSS

## Le chef de l'Etat entend reprendre place dans le dialogue qui se développe entre l'Est et l'Ouest

MOSCOU  
de notre envoyé spécial

Reprendre place dans le dialogue Est-Ouest alors qu'il est en train de se développer grâce aux initiatives de M. Gorbatchev, tel est le but du très bref voyage de M. Mitterrand en URSS les 25 et 26 novembre.

Alors que les commentateurs soviétiques insistent lourdement sur les deux années qui auraient été perdues pour la coopération entre Paris et Moscou du fait de la cohabitation en France — on n'a pas encore digéré ici le langage abrupt tenu par M. Chirac en 1987, tant à propos des droits de l'homme que de la dissuasion nucléaire — on ne cache pas ses intentions du côté français : il est plus que temps, dit-on, de se manifester et de le faire sur tous les plans. Il ne faut pas non plus, ajoute-t-on, raisonner à court terme, mais songer à se placer en prévision de la situation qui prévaudra dans dix ans. Cela n'empêche pas la partie française de ne penser qu'au dialogue Est-Ouest et aux questions de désarmement.

### Des crédits pour l'URSS

Les dures réalités de la coopération économique et commerciale sont aussi à l'ordre du jour. La France ne vient-elle pas de se faire prendre la place de troisième partenaire commercial occidental de l'URSS par l'Italie (après la RFA et la Finlande) ? C'est pourquoi, outre sept ministres, M. Mitterrand est accompagné de plusieurs hommes d'affaires, dont

M. Haderer, président du Crédit lyonnais, qui devrait signer un protocole d'intention portant sur des crédits d'un montant de 12 milliards de francs. Une partie de cette somme devrait permettre le financement de la création d'une importante société mixte franco-soviétique dont le partenaire français serait Pechiney.

Les questions économiques ont bien sûr des prolongements et des implications diplomatiques. Les Soviétiques évoqueront donc, sinon avec M. Mitterrand, du moins avec sa suite, les restrictions en matière d'exportations en URSS de produits de haute technologie et prendront le pouls de leurs interlocuteurs pour savoir comment va se comporter cette Europe du marché unique qui doit théoriquement voir le jour le 1<sup>er</sup> janvier 1993.

Après avoir dénoncé dans la construction européenne une manœuvre américaine, les experts soviétiques ont rectifié le tir et se demandent aujourd'hui comment tirer le meilleur parti de cet ensemble économique et comment, grâce à lui, enfoncer un nouveau coin entre l'Europe occidentale et les Etats-Unis. D'où, sans doute, cette idée encore floue de « maison commune européenne » vantée par M. Gorbatchev et qui peut aller, selon les interlocuteurs de passage, de l'Atlantique à l'Oural ou de San Francisco à Vladivostok.

Le concept a encore été présenté à M. Mitterrand, qui a pris quelque distance dans une interview diffusée par la télévision soviétique, expliquant notamment : « L'expression maison commune européenne est une

bonne expression. Je ne la reprends pas à mon compte : elle appartient à celui qui l'a exprimée, mais l'idée est belle et que nous retrouvons chacun le moyen de vivre sous le même toit, ce n'est pas si mal ! »

### Force de frappe et désarmement

Autre grand sujet que les Soviétiques ne manquent pas d'aborder : celui de la force française de dissuasion. Comment peut-on se dire en même temps favorable à la réduction des armements et rester fidèle à la force de frappe, feignent-ils de se demander. La question revient sous différentes formes dans une interview de M. Mitterrand que publie la Pravda, vendredi. Les réponses du président de la République sont sans surprise et ne laissent prévoir aucune évolution dans la position française. Mais il en faudra beaucoup plus pour décourager les diplomates soviétiques.

Les positions sont, en revanche, plus proches entre Paris et Moscou en ce qui concerne la réduction des armements conventionnels et l'interdiction des armes chimiques, deux sujets sur lesquels Paris a récemment modifié ses vues : la France a abandonné l'idée d'autoriser la création d'un stock minimal de sécurité d'armes chimiques pendant la période où les gros détenteurs de ce genre d'armes se préparent à s'en débarrasser. Elle a également accepté le principe de la réunion d'une conférence sur les Droits de l'homme dans le cadre de la CSCE, à Moscou, en 1991.

Jusqu'à présent, l'URSS exige une telle approbation, pour en finir avec le réexamen des accords d'Helsinki, qui se déroule depuis deux ans à Vienne et dont dépend l'ouverture des négociations sur la réduction des armes conventionnelles en Europe.

Le troisième et dernier grand sujet au programme de la visite de M. Mitterrand : les crises régionales en général, mais, plus particulièrement, la guerre d'Afghanistan et le conflit israélo-arabe. A propos de l'Afghanistan, le président de la République devrait être demandeur d'éclaircissements sur les intentions soviétiques. A propos du Proche-Orient, on devrait, de part et d'autre, constater une assez grande communauté de vues, et M. Mitterrand pourrait profiter de l'occasion pour relancer son idée d'une initiative des cinq membres permanents du Conseil de sécurité en faveur du projet de conférence internationale. Encore qu'il ne s'agisse pas d'un projet à très court terme, Israël n'ayant toujours pas de gouvernement et les Etats-Unis devant attendre le 20 janvier pour avoir un nouveau président.

Le dialogue franco-soviétique doit, en principe, rebondir le printemps prochain, lorsque M. Gorbatchev effectuera une visite officielle en France. Entre-temps, il aura rencontré, début décembre, M. Bush à New York et, quelques jours plus tard, M. Thatcher à Londres. A l'Elysée, on affirme que le président de la République n'est pas « jaloux » du traitement de faveur réservé par M. Gorbatchev à la « Dame de fer ».

JACQUES AMALRIC.

## Les seize pays de l'alliance atlantique présentent leur évaluation des forces classiques en Europe

L'arrivée de M. Mitterrand à Moscou coïncide avec une intéressante initiative de l'alliance atlantique : ses seize membres, y compris la France, ont présenté vendredi 25 novembre un document de trente pages intitulé « Forces classiques en Europe : les faits », qui se veut à la fois, explique-t-on à Paris, un « effort de transparence militaire » et une première contribution aux négociations en préparation sur la stabilité conventionnelle en Europe.

C'est une innovation sur le plan de la procédure : les chiffres sur les effectifs et équipements à l'Ouest ont été fournis par chacun des gouvernements de l'alliance, les données sur les forces correspondantes à l'Est correspondant aux « meilleures estimations » des services de renseignement respectifs. Tout ce qui se trouve entre l'Atlantique et l'Oural a été compté, sauf les forces navales, qu'il est difficile de consigner au

seul théâtre européen, mais en incluant les forces africaines qui, selon les Occidentaux, doivent être exclues des négociations à ce stade.

Afin de ménager les susceptibilités des pays non membres de l'organisation militaire intégrée, de la France notamment, les « blocs » ont été ignorés : c'est au lecteur de faire les totaux pour chaque alliance... On précise à ce sujet à Paris que les divergences franco-américaines sur la procédure des négociations conventionnelles ont été réglées pour l'essentiel à la satisfaction des deux parties, et qu'elles ne devraient pas retarder un accord, vraisemblablement à la fin de l'année, sur leur ouverture.

Les chiffres du document allié recoupent pour l'essentiel les données publiées antérieurement par les divers instituts spécialisés et par l'appareil de l'OTAN, les diffé-

rences s'expliquant surtout par une classification plus rigoureuse. Ils confirment en tout cas la supériorité « tous azimuts » des forces du pacte de Varsovie, qu'il s'agisse des chars (le total est de 51 500 pour l'Est contre 16 300 pour l'Ouest) ou des armes antichars (43 700 contre 18 200), des avions (8 250 contre 4 077) ou des systèmes anti-aériens (24 400 contre 10 309), enfin des effectifs : 3 090 000 (dont 2 200 000 Soviétiques) contre 2 213 593 très exactement pour l'alliance atlantique, y compris 216 000 Américains, 267 000 Français et 695 Luxembourgeois...

Ces chiffres — qui seront très probablement contestés du côté soviétique — n'ont évidemment qu'une valeur relative dans la mesure où ils ignorent les facteurs qualitatifs. Mais, comme l'a dit à Bruxelles M. Werner, secrétaire général de l'OTAN, ce sont les nombres seuls

qui comptent dans les négociations sur le contrôle des armements, et le traité liquidant les missiles intermédiaires n'avait fait aucune distinction de qualité entre le Pershing-2 américain et le SS-20 soviétique.

Pour la même raison, il n'est pas question non plus dans le document de la « posture offensive » que les responsables militaires de l'OTAN reprochent au dispositif soviétique (le Monde du 24 novembre). Surtout, l'on interprète de cette manière la comparaison établie en matière de « véhicules de pontage blindés », ces engins capables de franchir les rivières en cours des pertes en territoire ennemi : le pacte de Varsovie en a cinq fois plus que l'alliance occidentale, et le contingent soviétique en Europe dix-sept fois plus que le corps expéditionnaire américain : 1 700 contre 100...

MICHEL TATU.

### Le sommet franco-espagnol de Montpellier

## La solidarité dans la lutte antiterroriste doit être « sans faille », affirme M. Mitterrand

MONTPELLIER  
de notre envoyé spécial

Il y a quelques années encore, on s'imaginait pas que M. Felipe Gonzalez pût jamais s'adonner au plaisir du bain de foule dans les rues de la vieille ville de Montpellier, au cœur de la région qui fut la plus farouchement hostile à l'entrée de son pays dans la CEE, comme il l'a fait jeudi 24 novembre en compagnie de M. Mitterrand et Rocard. Le temps des passions, celui où les contentieux franco-espagnols s'exprimaient dans la rue, est révolu. Au plan politique, l'Europe, qui a trouvé en M. Gonzalez un partenaire mature et l'un des plus sérieusement convaincus, a été le vecteur d'un très étroit rapprochement entre les deux pays, dont le sommet de Montpellier a donné une nouvelle illustration. Et si sur un seul sujet, celui du terrorisme, quelques suspicions traînaient encore dans certains esprits outre-Pyrénées, la clarté des propos tenus, jeudi, par le président de la République devrait les avoir dissipées.

« Je tiens personnellement beaucoup, a déclaré M. Mitterrand, à ce que la solidarité entre la France et l'Espagne soit sans faille dans la recherche, l'investigation, l'action et la sanction. Chacun agissant selon

ses propres lois, mais, comme il s'agit de deux démocraties, ces lois apportent généralement les mêmes garanties. » Si les chefs militaires de l'ETA courent encore en France, ce n'est pas parce qu'ils y jouissent de l'impunité, mais parce qu'on ne les trouve pas : « Si on trouve, a dit le président, nous ferons ce qu'il faut pour démanteler les réseaux. »

A la froide détermination du président de la République — qui ne fit directement allusion ni à l'attentat de lundi à Madrid ni au message de sympathie qu'il avait envoyé au roi Juan Carlos — répondit, en contrepoint, l'indignation de M. Gonzalez qui s'éleva contre cette dernière tentative de l'ETA, « d'assassiner des dizaines de personnes, comme à Saragosse ». « Toutes les formes d'expression sont permises, dit encore avec émotion le chef du gouvernement espagnol, sauf celle-là. » M. Gonzalez avait trouvé dans les propos tenus par son interlocuteur français « une solidarité sans équivoque » dont il le remercia. Il fit remarquer au passage que tout ce qui en découle au plan de la stratégie et de l'organisation de la lutte antiterroriste ne peut être du domaine public.

L'harmonie est sans faille aussi sur les questions européennes, et cela tombe bien, puisque les deux pays vont successivement présider le

conseil des ministres de la communauté, en 1989, et qu'il faudra, en plus de la réalisation du grand marché et de l'harmonisation des fiscalités, faire avancer les dossiers de l'Europe monétaire, de l'Europe de la culture et de l'Europe sociale. M. Gonzalez a souligné l'efficacité des procédures d'information et de coopération établies entre administrations lors du séminaire ministériel de Lyon, en octobre. Le président de la République, pour sa part — et cela sonnait une fois encore comme une réponse à M. Thatcher — a insisté sur son attachement et celui de M. Gonzalez à la dimension sociale de la construction européenne : « L'Europe sociale trouve en la France et l'Espagne deux pays décidés à franchir — je dirais presque enfin — une étape décisive. » M. Mitterrand, qui a évoqué notamment le projet de directive sur les conditions de travail et l'idée de conventions collectives européennes, venait sans doute saisir cette occasion de marquer sa détermination face aux investissements britanniques, avant le conseil qui doit réunir, la semaine prochaine, à Rhodes, les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze, où la question de l'Europe sociale ne devrait en principe pas figurer à l'ordre du jour. M. Gonzalez, pour sa part, a exprimé son adhésion au projet à l'idée française d'un « Eureka de l'audiovisuel ». Il

a, en outre, indiqué que son pays, qui souhaite « participer à tous les aspects de la construction européenne » (y compris, en l'occurrence, l'aspect monétaire), ne tarderait pas à prendre sa décision concernant l'entrée de la peseta dans le système monétaire européen.

Les deux délégations à Montpellier avaient une forte composante culturelle, et MM. Lang et Sempren se sont entendus sur de multiples projets. On a décidé d'entreprendre la révision de l'accord culturel entre les deux pays, qui date de l'époque franquiste. L'Espagne a fait connaître son désir de s'associer au projet de chaîne de télévision franco-allemande, qui a été annoncé au dernier sommet de Bonn. Elle souhaite, M. Gonzalez l'a rappelé, encourager l'apprentissage de la langue française, imposer prochainement dans son système d'enseignement une deuxième langue obligatoire. L'Espagne devrait accueillir une conférence européenne du Livre, du type de celle que Jack Lang avait organisée à Arles. On voudrait aussi faire revivre les chemins de Compostelle et organiser en juillet, à Saint-Jacques, une « grande fête de l'antiquité européenne ». Pour ne citer que quelques-unes des manifestations communes envisagées par les deux ministères de la culture.

CLAIRE TRÉAN.

## Les échanges franco-soviétiques tournent au ralenti

« Médicaments, pour ne pas dire franchement mauvais. » Ce jugement d'un spécialiste sur les échanges franco-soviétiques tranche avec le prudent espoir de renouveau des milieux gouvernementaux, bancaires ou industriels français. Il ne s'agit certes pas d'euphorie, à peine d'optimisme. Tout au plus attend-on à Paris un « frémissement » encourageant de la multiplication des contacts bilatéraux : entre la visite du président Mitterrand à Moscou et celle de Mikhaïl Gorbatchev prévue en France au printemps 1989, la grande commission franco-soviétique permettra de vérifier, à la mi-février, s'il est possible de ranimer l'intérêt pour la « perestroïka ».

Pour le moment, les statistiques dressent un bilan brutal de la situation. Les huit premiers mois de 1988 se sont soldés par un déficit commercial de 4,5 milliards de francs pour la France, presque autant que durant l'ensemble de 1987. Légère hausse des importations françaises, légère baisse des exportations, les échanges tournent au ralenti.

La France, contrairement à ses concurrents, se serait-elle endormie ? La question mérite d'être posée : depuis le début de l'année, les Soviétiques, rompant avec deux ans de réduction de leurs importations, ont recommencé à acheter plus largement à l'Ouest. Durant le premier semestre, ces achats auraient même progressé de 10 % en volume. Il faudra attendre la fin de l'année pour mieux mesurer ce que ce hiatus signifie en termes de parts de marché pour la France. A moins d'un sursaut durant les derniers mois de 1988, la quatrième place qu'elle s'était arrogée en 1987 avec 8,8 % du marché soviétique contre 11 % pour l'Italie, 13 % pour le Japon, 21,9 % pour l'indéniable RFA, risque de s'amenuiser.

### Entrainer les hésitants

Les experts mettent en garde contre les conclusions hâtives. La légère remontée à 11 milliards de francs des importations françaises tient plus à un renchérissement en dollars des achats de gaz qu'à un accroissement en volume. Côté exportations, les ventes agro-alimentaires, toujours d'un poids essentiel, se sont rassemblées d'une récolte décevante en quantités comme en quantité : les Français n'ont pas été en mesure de répondre à la demande soviétique de céréales panifiables. Un phénomène qui devrait s'inverser ces mois-ci grâce à une bonne campagne.

On ne peut s'attendre à un renversement de tendance aussi favorable pour les ventes de demi-produits, dominées par la sidérurgie et les tubes de gros calibres pour lesquels les Soviétiques, soucieux d'économiser leur devises, sont aujourd'hui moins demandeurs. Reste la nébuleuse des grands contrats et des sociétés conjoints.

Le temps des contrats spectaculaires, en URSS aussi, est révolu. Engagée dans une lutte contre la montre pour améliorer l'approvisionnement des

consommateurs soviétiques, les d'attendre les bienfaits des réformes en cours, l'équipe Gorbatchev a toute raison de se montrer prudente.

Moderniser les unités de production soviétiques plutôt que d'envisager des projets d'exportation, ce choix paraît plus que jamais s'imposer. Et longtemps encore, les commandes de biens d'équipement à la France se stabiliseront autour de 2 milliards de francs par an. Reste à savoir si cette stagnation sera atténuée par la multiplication de « joint-ventures ».

En ce domaine, la France a, plus peut-être que ses concurrents occidentaux, avancé à petits pas. Sur la centaine de sociétés conjoints créées avec l'URSS, neuf l'ont été avec des entreprises françaises. La dernière en date, officiellement née à Paris mardi 22 novembre d'un accord entre Techint et Leningradskiy, un institut de Leningrad spécialisé dans le raffinage du pétrole et la pétrochimie, permettra à la société Lenta, première société mixte d'ingénierie, de se lancer dans des opérations de modernisation d'installations existantes.

L'apport financier et technique de Techint, qui entre à hauteur de 40 % dans le capital de Lenta, est limité à 7,5 millions de francs. A l'exception de l'opération montée par Bouygues pour la construction, à Moscou, d'un hôpital d'ophtalmologie et portant sur 400 millions de francs, les sociétés françaises ne se sont pas engagées au-delà de 5 à 20 millions de francs.

Des projets d'aussi petite taille permettant de limiter les risques. La montée en puissance des opérations à venir pourrait poser des problèmes plus délicats. Si ses projets aboutissent (le Monde du 24 novembre), Pechiney pourrait en faire l'expérience et, à plus long terme, Thomson ou L'Oréal.

Les questions en suspens sont nombreuses, du rapatriement des bénéfices aux règles mêmes de gestion. « Quels salaires, quels prix, quelle quantité proposer sur le marché », restent, selon un industriel, l'inquiétude majeure des candidats aux sociétés conjoints dans un pays peu rompu à ce type de préoccupation.

La surcote à laquelle se livrent les banques européennes pour proposer des crédits alléchants à Moscou pourrait-elle avoir, au moins, une seule retombée en France : entrainer les hésitants à s'insérer à nouveau à l'URSS. Complémentaires au protocole financier renouvelé en mai dernier entre Paris et Moscou, les 12 milliards de francs de crédits proposés à l'initiative du Crédit lyonnais (le Monde du 19 octobre) devraient faciliter le montage de prises de participation ou les commandes de biens de consommation dont les Soviétiques ont un urgent besoin. Mais les plus optimistes le reconnaissent avec lucidité : « Même si quelque chose bouge actuellement dans les milieux d'affaires français, chacun sait que les problèmes sont devant nous et non derrière. »

F. CROUGNEAU.

## un nouveau laboratoire pour la biologie et la médecine



L'ESPACE ET LA VIE  
par Hubert Planel.

Pour la première fois, et d'une manière accessible à tous, l'auteur fait le point sur les principaux aspects de la biologie et de la médecine spatiales, qui passionneront les spécialistes autant que les étudiants et le grand public.

Larousse

## Europe

URSS : En l'absence d'informations officielles

## Les rumeurs de pogroms anti-arméniens s'amplifient dans le Caucase

MOSCOU  
de notre correspondant

Le sang coule dans le Caucase, et si leur ampleur est encore incertaine, les nouvelles violences anti-arméniennes qui ont éclaté, jeudi 24 novembre, en Azerbaïdjan, ont des ressemblances avec les pogroms de 1918-1919.

« C'est pire qu'à Soumgaï », affirmait ainsi en début d'après-midi un membre de l'académie des sciences d'Arménie, M. Bagrat Assatryan, et ce parallèle avec les massacres dont avaient été victimes, en février dernier, les Arméniens de cette ville d'Azerbaïdjan est évidemment présent à tous les esprits.

Et tout comme l'été dernier, l'absence totale d'informations précises laisse chacun supposer le pire, la rumeur s'enflamme et l'imaginaire dépeint l'horreur.

Car, en fait de transparence, les Soviétiques n'ont, pour l'instant, en droit qu'un bref communiqué de l'agence Tass le jeudi soir au journal télévisé et reproduit en bas de deuxième page par la Pravda de vendredi matin. On y lit que « la situation s'est détériorée ces jours derniers en Azerbaïdjan et en Arménie, où il y a eu des heurts entre Arméniens et Azeris » ; que ces « incidents provoqués par des éléments nationalistes irresponsables sapent les fondements des relations de bon voisinage entre les peuples frères » et que « le couvre-feu a été décrété en plusieurs endroits ».

Si l'on s'agitait pas de meurtres et de vols, ce serait presque comique car c'est tout, rigoureusement tout. Où ces heurts ont-ils éclaté ? Combien ont-ils fait de morts ? Qui sont les assassins et qui sont les victimes ? Qu'est-ce qui a été fait pour empêcher cela ? Les Soviétiques n'en savent encore rien, et la seule

conclusion sûre qu'ils puissent tirer reste que si la télévision n'a pas tout simplement passé l'affaire sous silence c'est qu'elle doit être vraiment sérieuse.

Et elle l'est en effet, puisque ces violences anti-arméniennes semblent avoir simultanément éclaté mercredi ou jeudi à Nakhitchevan, chef-lieu d'une enclave azerbaïdjanaise en territoire arménien, et à Kirovabad, surtout, dans le nord de l'Azerbaïdjan, où la population est à un tiers arménienne. Jeudi, en début de matinée, affirme-t-on à Erevan, des unités de troupes spéciales du ministère de l'Intérieur (les forces anti-émeutes) ont été dépêchées d'urgence vers cette ville et vingt hélicoptères militaires ont également décollé de la capitale arménienne pour tenter de « sauver les femmes et les enfants ». Des coups de téléphone échangés entre Kirovabad et Erevan puis Erevan et Moscou, il ressort que « la ville est complètement paralysée » et « les magasins fermés » ; que les enfants ont été « rassemblés près des églises » ; que « les Azeris découpent les Arméniens en morceaux » ; que les troupes du ministère de l'Intérieur « ne font rien » ; que les Arméniens « fuient par milliers » et qu'on tente de forcer les appartements dans lesquels « ils se terrent ».

« Mort aux Arméniens ! »

Impossible de le dire avec certitude mais, sans donner de chiffres, les journalistes de l'agence de presse arménienne affirment qu'il y a des morts et qu'on dénombre déjà mille sept cents réfugiés arméniens d'Azerbaïdjan — pour la plupart des femmes et des enfants — arrivant de Nakhitchevan où les premières violences auraient eu lieu dès mercredi.

De même source, on fait également état d'une « attaque » lancée en Azerbaïdjan contre un train arménien dont les conducteurs auraient été grièvement blessés, et l'on affirme qu'un scandale, mercredi, « Mort aux Arméniens ! » sur la place Lénine à Bakou.

Vrai ? Faux ? Impossible encore à dire, mais il ne peut y avoir l'ombre d'un doute sur l'extrême gravité de la situation, et l'on peut tenir pour à peu près certain que les tensions à Kirovabad et à Nakhitchevan remontent au moins à lundi dernier — c'est-à-dire au surlendemain du début des grandes manifestations de Bakou. C'est en effet ce jour-là que les troupes du ministère de l'Intérieur avaient commencé à être déployées dans ces deux villes, et c'est mardi que trois soldats y avaient trouvé la mort. Or si l'on ignore encore dans quelles circonstances cela s'était produit, on sait en revanche — de source officielle — qu'il y avait eu dans le même temps cent vingt-six blessés. Tout porte ainsi à penser que c'est en essayant de mettre fin

aux violences intercommunautaires que ces trois soldats ont été tués.

Reste à comprendre comment la présence de ces troupes n'a pas pu empêcher les violences non seulement de se poursuivre, mais apparemment aussi de s'amplifier. On est là dans le domaine des suppositions, mais on croit comprendre, à recouper les témoignages, que le quartier où vit l'essentiel de la communauté arménienne de Kirovabad est protégé par les forces de l'ordre qui le cercent, mais que ceux des Arméniens qui habitent d'autres quartiers ont été laissés sans protection.

La situation est « très tendue à Kirovabad », et il y a « peut-être eu des bagarres », déclarait, jeudi soir, un responsable du ministère azerbaïdjanais des affaires étrangères. Parallèlement, de gigantesques rassemblements de plusieurs centaines de milliers de personnes se tenaient, jeudi soir, tant à Erevan qu'à Bakou, malgré l'instauration du couvre-feu et le déploiement dans la capitale azerbaïdjanaise de chars et véhicules blindés.

BERNARD GUETTA.

## Neuf mois d'agitation

Depuis maintenant plus de neuf mois, les républiques du Caucase sont en proie à une agitation quasi constante, provoquée à l'origine par la revendication de la communauté arménienne de la région du Haut-Karabakh, en Azerbaïdjan, d'être rattachée à la république d'Arménie. En voici les dates les plus marquantes :

1<sup>er</sup> mars : l'armée intervient à Sumgaït, en Azerbaïdjan, après des violences interethniques, qui ont fait officiellement trente-deux morts, dont vingt-six Arméniens, et cent quatre-vingt-dix blessés fin février.

18 mars : le comité du PC du Haut-Karabakh se prononce pour son rattachement à l'Arménie, mais le 23 le président du Soviet suprême (Parlement de l'URSS) rejette les revendications arméniennes.

L'agitation se poursuit, ponctuée de manifestations de masses et de grèves qui auront lieu jusqu'en juillet et vont reprendre en septembre.

12 juin : l'armée déplace des chars à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, où un policier et plusieurs Arméniens auraient été tués.

17 juin : le Parlement d'Azerbaïdjan vote contre le rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie.

28 juin : M. Mikhaïl Gorbatchev se prononce contre tout changement de frontière à la conférence fédérale du PCUS.

5-7 juillet : graves incidents à l'aéroport d'Erevan (capitale de l'Arménie) entre forces de l'ordre

et manifestants : au moins deux morts et des dizaines de blessés.

18 septembre : incidents entre Azeris et Arméniens près de Stepanakert, chef-lieu du Haut-Karabakh. Un Arménien serait mort des suites de ses blessures. Couvre-feu le 22 dans la région.

23 septembre : à Tbilissi (Géorgie), manifestation de quelque dix mille nationalistes.

22 octobre : publication dans la presse d'un projet d'amendements à la Constitution soviétique qui doit être examiné, le 29 novembre, par le Soviet suprême.

18 novembre : un des trois Azeris, accusés d'avoir participé au massacre de Soumgaït, est condamné à mort à Moscou par le Cour suprême d'URSS.

21 novembre : cent mille manifestants demandent à Bakou que le problème du Karabakh soit clos. En Géorgie, des milliers de personnes manifestent contre les amendements à la Constitution.

22 novembre : trois soldats russes sont tués en Azerbaïdjan dans de nouveaux affrontements interethniques.

23 novembre : manifestations massives à Erevan et à Bakou.

23 novembre : le Soviet suprême de Géorgie vote en faveur de changements au projet d'amendements de la Constitution de l'URSS.

24 novembre : graves incidents à Kirovabad (Azerbaïdjan). — (AFP.)

## HONGRIE

## Budapest expulse un diplomate roumain

Pour la première fois en Europe socialiste, la Hongrie a décidé jeudi 24 novembre d'expulser un diplomate roumain, pour riposter à une mesure similaire prise la semaine dernière par Bucarest. M. Pavel Platona, conseiller commercial à l'ambassade roumaine à Budapest, a déclaré *persona non grata*, à seize heures pour quitter le pays.

Il y a une semaine, les autorités roumaines avaient interpellé M. Karoly Györfy, conseiller com-

mercial hongrois à Bucarest, l'accusant d'avoir provoqué un accident avec une voiture volée (Le Monde daté 20-21 novembre). Retenu une nuit entière, le diplomate avait ensuite été expulsé. Le gouvernement hongrois avait qualifié cette affaire de « sérieuse provocation », à un moment où les relations hungaro-roumaines ne cessent de se détériorer, en raison du traitement imposé par Bucarest à la minorité magyare. — (AFP, Reuters.)

● IRLANDE DU NORD : excuses de l'IRA après la mort de deux civils. — L'IRA, qui a revendiqué jeudi 24 novembre l'attentat de la veille à Benburg, comté de Tyrone (Le Monde du 25 novembre), a présenté ses excuses après la mort de deux civils, un grand-père et sa petite-fille, lors de l'explosion de la bombe placée devant le commissariat inoccupé. — (Reuters.)

● RÉPUBLIQUE D'IRLANDE : remaniement ministériel « limité ». — Le premier ministre irlandais, M. Charles Haughey, a annoncé jeudi 24 novembre un remaniement ministériel « limité » à la suite de la nomination du ministre des finances, M. Ray McSharry, à la commission européenne. M. McSharry sera remplacé par l'actuel ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Albert Reynolds, dont le portefeuille a été attribué à M. Ray Burke, qui laisse lui-même le ministère de l'Énergie à M. Michael Smith en gardant celui de la communication. — (AFP, Reuters.)

● GRANDE-BRETAGNE : manifestation d'étudiants à Londres. — Deux policiers ont été blessés et une vingtaine de personnes arrêtées jeudi 24 novembre lors d'une manifestation de deux mille étudiants près du Parlement, où les députés discutaient du financement des études universitaires. Le gouvernement projette de remplacer progressivement, d'ici à 1990, les bourses attribuées pour le premier cycle des études universitaires par des prêts bancaires. — (AFP.)

● ESPAGNE : un ancien général putschiste libéré. — L'ancien général Luis Torres Rojas, condamné à douze ans de prison pour sa participation à la tentative de coup d'État du 23 février 1981, a été mis en liberté conditionnelle jeudi 24 novembre pour « raisons humanitaires ». Agé de soixante-dix ans, l'ancien général, qui souffre des yeux et de la colonne vertébrale, a purgé plus de la moitié de sa peine. — (Reuters.)

## TURQUIE

## La position du gouvernement sur la question des droits de l'homme demeure ambiguë

DIYARBAKIR  
de notre envoyé spécial

Les grèves de la faim observées dans la plupart des prisons du pays par 2 000 détenus (sur une population carcérale de près de 50 000 dont 4 000 politiques) ont cessé par endroits jeudi 24 novembre, en particulier à Ekişehir, au trentehuitième jour. Elles continuent ailleurs, en particulier à Diyarbakir, qui fut le symbole de la pire répression immédiate après le coup d'État militaire de 1980 et où restent détenus plusieurs centaines de séparatistes kurdes ; 147 prisonniers n'y acceptent que du sel et de l'eau sucrée, refusés par 20 autres détenus.

En tête de leurs revendications figure l'abrogation du « règlement disciplinaire du 1<sup>er</sup> août » auquel le gouvernement n'accepte d'apporter que des modifications. Imposant le port de l'uniforme carcéral à tous les détenus, prévenus compris, il réduit le droit de visite des familles (30 à 60 minutes tous les quinze jours) et n'autorise pas les avocats à s'entretenir seuls avec leur client. Les plats traditionnellement apportés par les familles pour compléter les 220 F quotidiens d'allocation alimentaire sont interdits, de même que les radiateurs et les communications téléphoniques avec l'extérieur. Les radios et baladeurs « seront immédiatement ramassés pour empêcher l'écoute des émissions idéologiques des stations étrangères ». Machines à écrire et instruments de musique sont interdits en-dehors des « espaces de réhabilitation ».

Le gouvernement a dénoncé le caractère politique du mouvement qu'attestent, selon lui la demande de certains détenus — démentie par ceux de Diyarbakir — d'être considérés comme des prisonniers de guerre. « Même à gauche, les dirigeants du Parti populaire social démocrate (opposition) ont rappelé que de nombreux détenus ont participé aux actions terroristes qui ont conduit au coup d'État de 1980 et que le soutien au mouvement devait rester sur un plan strictement humanitaire ».

Dénonciation  
de la torture

Pour les détenus, l'application du règlement du 1<sup>er</sup> août remet en cause les droits acquis après les décisions du premier ministre, M. Özal, qui ont mis fin à la grève de février. « On a pu parler à nos fils en kurde, notre langue, et rester avec eux sept heures », assurent des dizaines de mères, grévistes par solidarité. « Tout a changé le 24 octobre, le jour où a été découvert un tunnel d'évasion », explique M. Fethi Gumush, l'un des avocats des détenus. Le règlement, resté jusqu'à la lettre morte, a été appliqué et plus de 100 prisonniers ont été évacués avec une extrême violence vers d'autres prisons.

Appliqué ici, non appliqué là, le règlement du 1<sup>er</sup> août illustre les ambiguïtés du pouvoir sur les principaux aspects de la question des droits de l'homme. D'un côté, le gouvernement de M. Özal a assuré des progrès incontestables dans la

pratique. De l'autre, il se refuse à supprimer et renforcer même parfois un arsenal répressif utilisable en cas de besoin et susceptible des interprétations les plus larges.

Régulièrement dénoncée par la presse, la pratique de la torture au cours des interrogatoires de police est loin d'avoir cessé, même si avocats, parents et détenus confirment sa disparition à l'intérieur des prisons depuis 1984. Sur le bureau de M. Gumush s'entassent des dizaines de dossiers concernant des personnes soupçonnées d'appartenance ou de complicité avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), que la lutte pour l'indépendance a parfois conduit au massacre de familles entières de civils. Tous ces dossiers sont des rétractations devant le tribunal d'aveux obtenus par des méthodes qui n'ont pas changé depuis 1980 : électricité, bastonnade, aspergion d'eau froide, etc. Les autorités assurent que ces allégations proviennent de militants et n'ont aucune valeur de preuve.

Parfois, particulièrement à la campagne, ces pratiques entraînent mort d'homme, comme il y a trois mois dans la province de l'Irakschir. Le chiffre avancé par Amnesty International de dix-sept morts en 1987 surprend toutefois les avocats, qui dénoncent surtout la capacité des tortionnaires à dissimuler leurs actions. Selon eux, le décompte des victimes de la torture reste illusoire le plus souvent parce qu'elle s'opère sans témoins. Le mot torture lui-même est souvent employé pour désigner toute forme de brutalités policières, y compris celles qui n'ont pas disparu dans des pays censés respecter les droits de l'homme.

La volonté du gouvernement d'améliorer les choses — en vue notamment de l'adhésion demandée à la CEE, — est pourtant indéniable. Une meilleure infiltration policière dans la population a d'ailleurs contribué à la baisse du nombre d'arrestations et, pourtant, des cas de torture. Nous avons vu des inscriptions signées du superpréfet de la région rappelant « l'interdiction des mauvais traitements » ; un militant assure qu'entre 1982 et aujourd'hui, c'est « le jour et la nuit » et, dans la province de Hakkari, la plus soumise aux contrôles policiers, les plus engagés des milieux d'opposition assurent que la crainte de représailles judiciaires limite les velléités des candidats tortionnaires. Mais les juristes soulignent qu'une loi garantissant la présence des avocats lors des interrogatoires complèterait utilement la signature encore symbolique des protocoles internationaux contre la torture.

Pourtant, tous les avocats rencontrés ont démenti les allégations récentes concernant une aggravation de la situation. Pour beaucoup d'entre eux, la négation, en particulier à l'étranger, de toute évolution ne contribue pas à consolider et développer les changements positifs. « Ceux-ci ne dépendent pas que de la volonté du pouvoir politique », souligne M. Suleyman Demirkapi, un autre avocat de Diyarbakir, ils interviennent dans une société qui, dans son ensemble, fait encore l'apprentissage des notions de droit. »

MICHEL FARRÈRE.

## BELGIQUE

## Un prêtre irlandais incarcéré observe une grève de la faim et de la soif

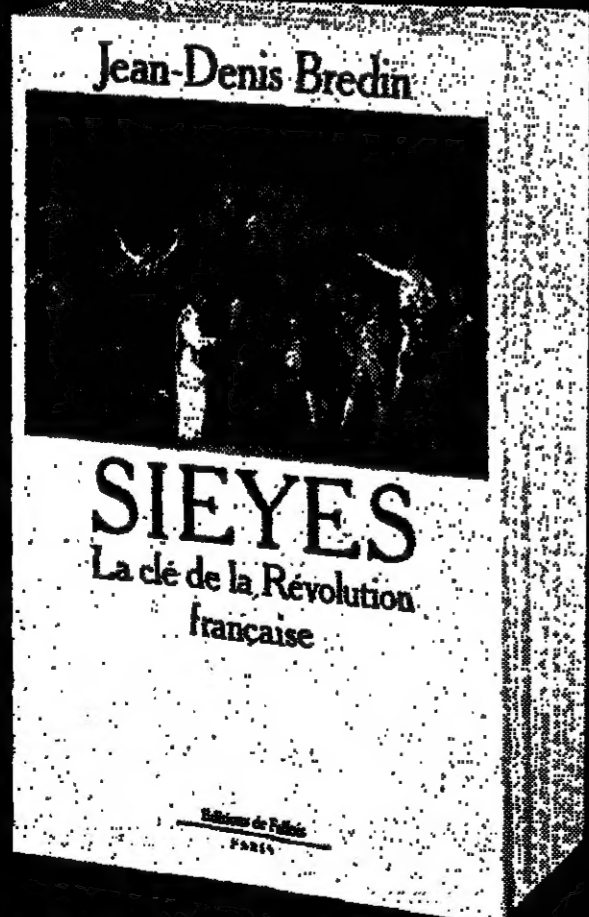
Le gouvernement belge devait se prononcer vendredi 25 novembre sur la demande d'extradition formulée par la Grande-Bretagne concernant le Père Patrick Ryan, un prêtre irlandais incarcéré à Bruxelles depuis le 3 juin dernier pour port de faux passeport et falsification de documents d'identité.

Simple sympathisant de la cause républicaine irlandaise pour les uns, un des « parrains » de l'IRA pour les autres, le Père Ryan est accusé par Londres de complicité dans des attentats de l'IRA. Afin de protester contre « tout projet d'extradition vers la Grande-Bretagne de tout Irlandais », le prêtre a entamé une grève de la soif jeudi, soit trois semaines après avoir entrepris une grève de la faim, ont indiqué ses proches. Selon eux, le Père Ryan, ancien missionnaire en Afrique, souffre de séquelles de la malaria et n'en aurait plus que pour quelques

jours à vivre. Le prêtre aurait dit : « Si l'on m'extrade, ce sera dans un cercueil. »

Ses avocats ont présenté un recours suspensif contre la décision de Bruxelles de ne pas lui accorder le statut de réfugié politique. Un responsable du Comité justice pour le Père Ryan a estimé jeudi, au cours d'une conférence de presse à Paris, que le prêtre était « victime d'une campagne de presse calomnieuse en Grande-Bretagne » et que « tout Irlandais jugé devant une cour britannique est condamné avant que le procès ne commence ».

L'Association internationale des juristes démocrates a attiré l'attention du ministre belge de la justice sur l'état de santé du Père Ryan et l'aspect politique de l'affaire, en l'exhortant de ne pas procéder à son extradition.

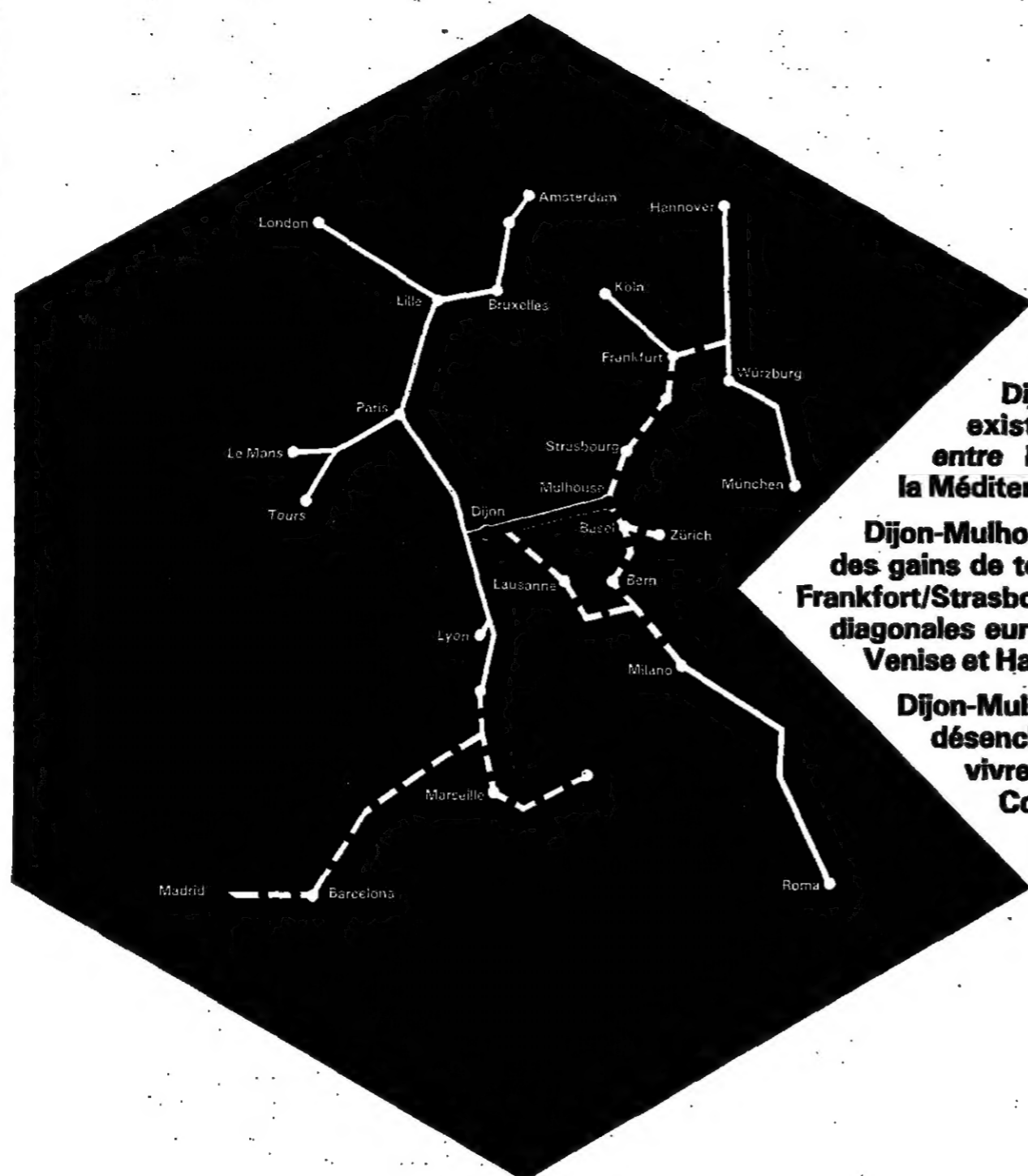
Jean-Denis  
BREDIN

« Emmanuel Sieyès sort enfin du purgatoire... Il fallait beaucoup d'esprit pour réussir la biographie d'un homme qui s'exagérait la puissance de l'esprit ». Beaucoup de minutie pour reconstituer un sinuex itinéraire. Et pour finir la patte de l'écrivain ».

Mona Ozouf, « Le Nouvel Observateur »

«L'avance acquise en matière de TGV doit être maintenue, grâce à un effort important pour constituer un réseau à dimension européenne, reliant, grâce à l'interconnexion des TGV à Paris, l'Angleterre et la Belgique au réseau Sud-Est et au TGV Atlantique. Vers l'Est, ce réseau doit rejoindre celui qui se constitue rapidement entre l'Allemagne et l'Italie. La politique d'aménagement du Territoire ne peut désormais se concevoir qu'au niveau de l'Europe».

La lettre de la DATAR



## LE TGV FRANCE-SUISSE

Dijon - Mulhouse c'est, appuyé sur le T.G.V. sud-est existant, l'interconnexion des lignes T.G.V. à la fois entre Paris et le Nord de l'Italie et entre l'Allemagne et la Méditerranée.

Dijon-Mulhouse c'est, appuyé sur le T.G.V. sud-est existant, réaliser des gains de temps considérables sur les liaisons Paris - Bâle/Zurich et Frankfurt/Strasbourg - Lyon/Méditerranée. C'est concrétiser deux grandes diagonales européennes à grande vitesse, Londres/Paris - Suisse/Milan Venise et Hambourg/Frankfurt/Strasbourg - Lyon/Barcelone/Madrid.

Dijon-Mulhouse c'est, appuyé sur le T.G.V. sud-est existant, désenclaver et renforcer la façade Est de la France et faire vivre cinq régions au rythme de l'Europe : Alsace - Franche-Comté - Bourgogne - Rhône-Alpes - Provence-Alpes-Côte d'Azur.

C'est une liaison rentable : il faut la faire.

*La dimension européenne*

GRAPHICONCEPT Belfort

G. BARBIER : Maire de Dole - J.M. BOCKEL : Député du Haut-Rhin - A. BRUNE : Député du Jura - R. CARRAZ : Député-Maire de Chenove - P. CHANTELAT : Président du Conseil Régional de Franche-Comté - J.P. CHEVENEMENT : Maire de Belfort, Ministre de la Défense - G. GRUILLOT : Président du Conseil Général du Doubs - J. HATSTADT : Présidente de la CCI de Lure-Luxeuil - J. KLIFA : Maire de Mulhouse - F. LACHAT : Président du Gouvernement de la République et Canton du Jura - A. LANG : Maire de Montbéliard - M. LANG : Président de la CCI de Belfort - P.R. MARTIN : Syndic de Lausanne, Conseiller National, Président de la Commission Romande du Simplon - J. MICHEL : Président de la CCI du Doubs, Président de la CRCI de Franche-Comté - J.P. MICHEL : Député-Maire d'Héricourt - R. POUJADE : Député-Maire de Dijon - C. PROUST : Président du Conseil Général du Territoire de Belfort - F. RENAUDIN : Président de la CCI de Gray-Vesoul - J. REYBOZ : Président du Conseil Général de la Haute-Saône - J.P. SANTA-CRUZ : Député du Jura - R. SCHWINT : Député-Maire de Besançon



## Europe

RFA : l'élection de M<sup>me</sup> Süssmuth à la présidence du Bundestag

## Les femmes chrétiennes-démocrates veulent conquérir des postes de responsabilité

M<sup>me</sup> Rita Süssmuth a été élue, vendredi 25 novembre, présidente du Bundestag en remplacement de M. Philipp Jenninger, démissionnaire à la suite des remous suscités par son discours à l'occasion de la commémoration de la « Nuit de Cristal ». Son départ du ministère de la Santé et de la Famille est le prélude à un renouveau du gouvernement. Les femmes chrétiennes-démocrates tiennent à conserver les positions acquises et à en conquérir d'autres.

BONN  
de notre correspondant

Ce n'est pas de gaieté de cœur que M<sup>me</sup> Rita Süssmuth abandonne le ministère de la Santé et de la Famille pour s'asseoir dans le fauteuil occupé jusqu'à par M. Philipp Jenninger. Cette femme de convictions sait fort bien que ses possibilités d'influencer la politique gouvernementale seront désormais beaucoup plus réduites. L'entrée en politique tardive de ce professeur d'université de cinquante et un ans, spécialiste des sciences de l'éducation, avait brusquement transformé cette femme discrète, plus habituée à l'ambiance des séminaires et groupes de réflexion qu'à celle des estrades, en une vedette de la scène politique ouest-allemande. Choisie en septembre 1985 par le chancelier Kohl pour succéder à M. Heiner Geissler, devenu secrétaire général de la CDU, cette inconnue du grand public allait bientôt devenir l'enfant chéri des sondages. Catholique militante, elle surprenait d'emblée par son ouverture d'esprit et son femi-

nisme affiché. « Mon modèle, c'est Simone de Beauvoir », déclarait-elle dès sa prise de fonctions, au grand dam des traditionalistes de son parti. Son abord des problèmes dépendait de son ministère était résolument libéral en dépit des pressions des conservateurs, notamment celles venues de Bavière : sur la lutte contre le SIDA, elle adopte une politique fondée sur l'information plutôt que sur la répression. Elle résiste aussi aux pressions visant à vider de son contenu la loi permettant l'interruption volontaire de grossesse.

Tension  
entre sexes

Mais elle n'a pas pu s'opposer au désir du chancelier Kohl de faire d'une pierre deux coups : se servir de son avantage de la santé et de la famille pour s'asseoir dans le fauteuil occupé jusqu'à par M. Philipp Jenninger. Cette femme de convictions sait fort bien que ses possibilités d'influencer la politique gouvernementale seront désormais beaucoup plus réduites. L'entrée en politique tardive de ce professeur d'université de cinquante et un ans, spécialiste des sciences de l'éducation, avait brusquement transformé cette femme discrète, plus habituée à l'ambiance des séminaires et groupes de réflexion qu'à celle des estrades, en une vedette de la scène politique ouest-allemande. Choisie en septembre 1985 par le chancelier Kohl pour succéder à M. Heiner Geissler, devenu secrétaire général de la CDU, cette inconnue du grand public allait bientôt devenir l'enfant chéri des sondages. Catholique militante, elle surprenait d'emblée par son ouverture d'esprit et son femi-

nisme affiché. « Mon modèle, c'est Simone de Beauvoir », déclarait-elle dès sa prise de fonctions, au grand dam des traditionalistes de son parti. Son abord des problèmes dépendait de son ministère était résolument libéral en dépit des pressions des conservateurs, notamment celles venues de Bavière : sur la lutte contre le SIDA, elle adopte une politique fondée sur l'information plutôt que sur la répression. Elle résiste aussi aux pressions visant à vider de son contenu la loi permettant l'interruption volontaire de grossesse.

nisme affiché. « Mon modèle, c'est Simone de Beauvoir », déclarait-elle dès sa prise de fonctions, au grand dam des traditionalistes de son parti. Son abord des problèmes dépendait de son ministère était résolument libéral en dépit des pressions des conservateurs, notamment celles venues de Bavière : sur la lutte contre le SIDA, elle adopte une politique fondée sur l'information plutôt que sur la répression. Elle résiste aussi aux pressions visant à vider de son contenu la loi permettant l'interruption volontaire de grossesse.

On comprend parfois mal, hors d'Allemagne, cette tension qui règne entre les sexes, dont la traduction sur le plan politique peut être soit l'imposition récente des quotas de femmes dans les instances dirigeantes du Parti social-démocrate, soit les alliances de femmes, parfois d'opinions fort différentes, pour imposer l'une d'entre elles à un poste de responsabilité. Les élections fédérales de 1983 ont vu des femmes de machines débridées et des pays nordiques des espaces d'émancipation féminine sont souvent trompeurs, et même malvenus lorsqu'il s'agit de l'Allemagne. Une récente enquête de l'hebdomadaire *Der Spiegel* démontre, chiffres à l'appui, que la présence des femmes aux postes de responsabilité dans l'économie, la politique et la haute administration était notablement plus réduite que dans d'autres pays européens comparables, même ceux réputés machistes comme la France et l'Italie. Il est, d'autre part, quasiment impossible à une mère de famille de concilier le déroulement d'une carrière avec l'éducation des enfants : crèches et écoles maternelles sont rares et chères, l'école primaire et secondaire ne fonctionne que le matin, les cantines scolaires sont inexistantes.

L'idéologie des trois K (Kirche, Küche, Kinder, l'Eglise, la cuisine, les enfants), reste bien souvent la seule qui détermine le destin des femmes dans la société ouest-allemande. On honore dans de beaux discours dominicaux les « femmes des ruines », celles qui débarrassaient les gravats des villes détruites en 1945, alors que les hommes étaient soit morts, soit en captivité, quarante ans plus tard, dans une situation d'infériorité sociale, en dépit des lois instaurant l'égalité des sexes.

Dans ce contexte, le destin de M<sup>me</sup> Süssmuth fait l'objet de commentaires débattus : « Mais pourquoi, bon sang, n'a-t-elle pas refusé ? », s'exclame l'hebdomadaire *Die Zeit*, qui regrette sa « promotion » au perchoir du Bundestag. On craint, en effet, dans les milieux libéraux que l'accession de femmes à des postes de prestige mais sans pouvoir réel ne soit qu'une ruse des forces conservatrices pour faire en sorte que les choses restent en l'état tout en ayant l'air d'accepter une évolution. Le Comité central des catholiques d'Allemagne, un organisme qui regroupe l'ensemble des organisations de laïcs dans l'Eglise, vient pour la première fois de son histoire d'élire une femme à sa tête, M<sup>me</sup> Rita Waschbüsch, députée CDU au Landtag de Sarre. Mais M<sup>me</sup> Gertrud Höbner, intellectuelle catholique pourvue de très nombreuses distinctions, a refusé de succéder à M<sup>me</sup> Rita Süssmuth au ministère de la Santé, comme l'éventualité en avait été évoquée : elle est mère célibataire.

LUC ROSENZWEIG.

## Afrique

AFRIQUE DU SUD : après son séjour en clinique

## Nelson Mandela sera placé en résidence surveillée

son mari « restait toujours prisonnier ».

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Il était déjà pratiquement acquis que Nelson Mandela ne retournerait pas en prison après sa convalescence. C'est désormais officiel. Le ministre de la Justice, M. Kobie Coetsee, l'a annoncé dans un communiqué, jeudi 24 novembre, précisant que le leader nationaliste « serait transféré, le moment venu, dans un lieu approprié, confortable et sûr, où il serait en mesure de recevoir les membres de sa famille de façon régulière ».

Aucune indication n'a été fournie sur la date à laquelle Nelson Mandela pourrait quitter la clinique privée des environs du Cap où il était soigné pour tuberculose. Il y avait été transféré le 31 août, après trois semaines passées à l'hôpital. Son état de santé s'est considérablement amélioré, à tel point, comme l'a précisé M. Coetsee, qu'« il ne sera plus nécessaire de le garder en clinique ».

Invokant « les circonstances particulières de ce cas », le ministre de la Justice a déclaré que, en raison « des menaces possibles sur sa sécurité émanant de différents horizons », le lieu de son transfert serait un endroit sûr. Le quotidien progressif *Citizen* croit savoir que le plus célèbre prisonnier politique au monde pourrait être hébergé dans une maison servant de logement à des officiers de l'administration pénitentiaire dans l'enceinte d'une ferme-prison. Pas vraiment la liberté, juste un petit pas, une nouvelle étape vers la libération. L'épouse du dirigeant historique de l'ANC (le Congrès national africain) Winnie Mandela, a estimé que

son mari « restait toujours prisonnier ».

Pretoria s'oriente donc, comme il était probable, vers un élargissement graduel de cette figure mythique de la lutte de la communauté noire, aujourd'hui dans sa soixante-et-onzième année. Les contacts avec

président Botswana a fait état, à la mi-août, de « coopération », collaboration que l'ancien dirigeant de l'ANC a démentie par la suite. Dans le passé, cet homme de caractère a toujours refusé d'accepter un quelconque compromis pour être libéré. Il a rejeté les propositions conditionnelles du régime, qui exigeait, en



l'extérieur seront petit à petit accablés, et certaines personnalités ainsi que des membres de la presse très sur le volet pourront, à plus ou moins brève échéance, rencontrer Nelson Mandela. Une procédure par étapes pour désamorcer l'impact que pourrait avoir dans les townships sa libération ; un déverrouillage progressif des contraintes pour essayer de démythifier ce héros. Un moyen également pour le pouvoir de tenter de rompre le difficile dialogue avec celui qui représente aux yeux de sa communauté l'incarnation d'un combat.

Nelson Mandela acceptera-t-il de « collaborer » avec les autorités ? C'est loin d'être acquis, même si le

préalable, un renoncement à la violence comme moyen politique, et à affirmer avoir été contraint à cette extrémité pour se faire entendre. En février 1985, dans une lettre lue par une de ses filles à Soweto, il avait déclaré : « La liberté ne se marchand pas. Seul un homme libre peut négocier. (...) Ma liberté et celle de mon peuple sont inséparables ».

Nelson Mandela avait été transféré en avril 1982, en compagnie de quatre de ses camarades de détention, à la prison de haute sécurité de Pollsmoor, à la périphérie du Cap, qu'il a quittée le 12 août dernier pour désormais ne jamais y retourner.

MICHEL BOLE-RICHARD.

## Amériques

CORRESPONDANCE

## Les camps de réfugiés salvadoriens au Honduras

Après l'article de Bertrand de La Grange consacré aux camps de réfugiés salvadoriens au Honduras intitulé « Pour ne pas cautionner l'emprise de la guérilla sur les camps » (Le Monde du 16 novembre), nous avons reçu une précision du président de Médecins sans frontières, le docteur Rony Brauman, et, invokant le droit de réponse, une lettre de M. Antonio Martinez-Urbe, représentant en Europe de la commission politico-diplomatique du FDR-FMLN (Front démocratique révolutionnaire-Front Farabundo-Martí de libération nationale).

L'article du 16 novembre, écrit le docteur Rony Brauman, montrait comment des « comités » de réfugiés, véritable gouvernement autonome proclamant régnant d'une main de fer sur une population soumise par la force, avaient fini par interdire l'entrée des camps aux équipes de Médecins sans frontières. Je n'ai rien à ajouter ni à retirer à l'article lui-même. Mais le titre qui lui a été donné laisse entendre que le retrait de Médecins sans frontières était dû

à notre refus de cautionner la présence de la guérilla dans ces camps.

Je tiens donc à préciser que notre retrait forcé de ces camps n'est dû qu'à un harcèlement permanent auquel étaient dernièrement soumises nos équipes de la part de ces « comités ». Je ne sais pas si la guérilla est présente dans ces camps. Que ce soit ou non, le cas n'avait aucune incidence sur soi sur le travail que nous pouvions y effectuer. Ce qui a ruiné huit années de présence ininterrompue, c'est un comportement dont René Backmann écrivait, dans les colonnes du *Nouvel Observateur*, qu'il « rappelait fortement celui des Khmers rouges ». Le refus de Médecins sans frontières de devenir un instrument au service de ces « comités » est à l'origine de ce rejet. La mort dans l'âme, nous avons dû quitter ces réfugiés qui, une fois de plus, font les frais d'un radicalisme qui n'est pas le leur.

M. Antonio Martinez-Urbe écrit pour sa part :

« Nous ne devons pas oublier que les réfugiés salvadoriens au Honduras témoignent du conflit au Sal-

vador qui dure depuis huit ans (...). Au Honduras, ils ont subi — comme le reconnaît M. de La Grange — la répression de l'armée d'un pays où, de plus, les militaires américains sont présents. Dans ce contexte, que signifie la qualification de « système d'oppression » pour décrire la situation que vivent les réfugiés dans les camps ? (...) La publication de cet article, tant par sa forme que par son contenu, ne peut que servir à justifier et à renforcer la répression des réfugiés par l'armée hondurienne et les services de sécurité des régimes américains et salvadoriens, qui accusent les réfugiés de « collaborer avec la guérilla communiste » (...).

« En ce qui concerne Médecins sans frontières, il est difficile de comprendre la conduite d'une organisation humanitaire qui renonce à son activité pour ne pas être complice d'une guérilla comme celle du FMLN et qui dénonce les autres organismes, y compris celui patronné par l'Eglise catholique, comme favorables à la guérilla et au système d'oppression. Cette position de MSF ne peut être comprise que comme un engagement en faveur de l'une des parties du conflit. (...) »

Votre 205 automatique  
en livraison immédiate  
c'est possible  
chez  
**NEUBAUER**



4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

# MIKHAIL GORBATCHEV FRANÇOIS MITTERRAND

INTERVIEW EXCLUSIVE EUROPE 1 - ANTENNE 2

Jean-Pierre Elkabbach - Christine Ockrent

ANTENNE 2

ce soir  
20h-20h30

EUROPE 1

Landela sera placé  
ence surveillée



Les moudjahidates - les femmes qui firent la guerre - sont au premier rang. Amis, au pied de l'estrade. L'une d'elles, Min Djebellina. Aussitôt, les autres reprennent en chœur. Puis la foule. Bientôt une main se lève, deux doigts en V. Une forêt de bras surgit alors, tandis que retentit le chant patriotique. Et le bémol répercuté l'écho d'une époque, encore présente, où ceux qui torturaient s'étaient que des ennemis. Aujourd'hui, ce sont des frères. Un slogan chaque, scandé fraternellement : « Pluôt jurer les tortionnaires que les martyrs ».

## Amérique

gés salvadoriens au Honduras

Une interdiction d'attribution et de manifestation planait depuis mercredi soir. Elle a été respectée jeudi matin, place du 1<sup>er</sup> Mai où le comité interuniversitaire avait appelé à manifester. En désespoir de cause, les jeunes se sont repliés à l'intérieur de la fac centrale. Un dispositif policier substantiellement renforcé était déployé dans les rues avoisinantes.

La décision de braver l'interdiction est rapidement prise à Bab Ezzouar, où le Comité universitaire contre la torture avait appelé à une marche silencieuse entre le campus et le cimetière El-Alia (où sont enterrés les héros de l'Algérie et le président Boumedienne), voisin de quelques centaines de mètres. Une couronne de fleurs brandie par deux femmes, en tête du cortège, doit être déposée symboliquement sur la tombe d'un enfant tué début octobre. Les moudjahidates suivent, puis viennent les collectifs et comités. « Chacun selon sa sensibilité », avait annoncé l'un des organisateurs. Des carrés se constituent, chacun se range derrière sa bannière. Les ingénieurs avec les ingénieurs, les médecins avec les médecins. Les journalistes sous une banderole où l'on peut lire : « Non au silence de la presse sur la torture ». De mémoire de jeune Algérois, on n'a « jamais vu ça ». Un à un, les groupes quittent la grande salle.

Quatre cents mètres à peine, et la « marche silencieuse et pacifique » est bloquée. Elle vient d'emprunter un tronçon de route nationale. Des tractations s'engagent entre un capitaine de police qui a des ordres stricts et des membres du bureau du Comité universitaire contre la torture. Les gosses des cités environnantes affluent. Les occasions de se distraire sont si rares ! L'officier campe sur ses positions. Impossible de gagner l'entrée principale du cimetière. Mais la suggestion de faire demi-tour et d'utiliser une entrée dérobée est finalement retenue. L'interminable cohorte s'engage et ignore à gauche pour traverser une cité H.L.M. Mieux vaut un détour qu'une marche arrière.

## Afrique

ALGÉRIE : avant le congrès du FLN

### Protestations contre la torture sur fond d'agitation sociale

ALGER  
de notre correspondant

Le ciel maussade couvre de ses gris le béton triste. Subtil camouflage. Oscar Niemeyer, l'architecte brésilien de Brasília, a voulu la matrice brute. L'université des sciences et des techniques Houari Boumedienne, que tout le monde appelle par son surnom, USTHB ou, plus simplement encore, Bab Ezzouar, du nom de la commune, n'est pas tendue que déjà les volontés du créateur sont plus respectées. Des mosaïques de couleurs apparaissent ici, rectangle orange, sur un mur. Des cloisons s'élèvent dans le bâtiment administratif et hachent l'espace. Du jaune et du rouge badigeonnent l'escalier et la mezzanine. Les profs et les étudiants qui vivent Bab Ezzouar au quotidien aiment bien ces touches de couleurs criardes. Elles déchirent la monotonie comme la sono ville les tympans des quelques cinq mille personnes réunies, jeudi 24 novembre, pour manifester contre la torture.

Un médecin martèle ce que chacun sait maintenant : « L'armée a tiré des balles explosives qui ont fait éclater le ventre des enfants ». La description des blessures qu'il a eu à soigner avec ses confrères est édifiante. Une vieille femme au teint pâle s'exprime debout, le hait noué à la taille, un foulard blanc sur les cheveux. Le tour de ses yeux est mauve comme la laine de son tricot d'avoir trop pleuré. Elle a perdu son mari que les soldats français sont venus chercher pendant la guerre d'indépendance. Elle vient de perdre son fils, torturé par d'autres Algériens, pendant les tristes journées d'octobre. Ses paroles portent.

#### Une marche silencieuse

Dans un débat avec « la presse nationale », le ministre du travail, de l'emploi et des affaires sociales, M. Mohamed Nabi, a fait le bilan de la situation et des conflits qu'il classe en deux catégories : les uns découlant de « problèmes socio-professionnels », les autres de « la contestation des cadres gestionnaires ». Le ministre indique que dans la seule journée du 19 novembre, quatre-vingt-dix-neuf conflits ont éclaté dont « trente-deux seulement relèvent de la remise en cause de l'encadrement ». El Moudjahid qui rend compte du débat avec M. Nabi note également qu'il y avait encore soixante-deux grèves, dimanche 20 et trente et une lundi 21 et mardi 22.

#### Entreprises touchées

De grosses entreprises sont touchées comme le port de Skikda, terminal pétrolier, dans l'est du pays, ou le port d'Arzew, terminal gazier où chaque jour de grève se chiffre par une perte sèche de dix millions de dollars, selon l'hebdomadaire Algérie-Aktualité. Mais de nombreuses entreprises de taille modeste sont également en proie à l'agitation. La proximité du congrès amène l'ardeur des militants et des partisans de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), le syndicat unique, sous l'œil du parti.

Dans un tract daté du 15 novembre, les militants syndicaux d'une quinzaine d'entreprises de Kabylie réclament la « démocratisation » de leur centrale syndicale. Ils exigent aussi la réunion d'un congrès extraordinaire du syndicat qui « consacrerait une UGTA autonome et démocratique » reposant notamment sur « de plus larges prérogatives de revendication » et « la défense et l'extension à tous les secteurs de la gestion socialiste des entreprises ». Le contraire, précisément, de l'essentiel des réformes que le gouvernement de M. Kasdi Merbah est chargé de mettre le plus rapidement possible en application, selon les instructions du président Chadli. Une rencontre a été organisée, jeudi 24 novembre entre le gouvernement et la hiérarchie de l'UGTA. Le premier ministre a saisi l'occasion pour « rappeler les orientations prioritaires de son gouvernement en matière sociale », aux responsables syndicaux, selon la radio algérienne. A quarante-huit heures du VI<sup>e</sup> congrès du Parti, les grandes manoeuvres continuent à battre leur plein.

FREDERIC FRITSCHER.

## Proche-Orient

Après onze ans de rupture

### L'Egypte et l'Algérie rétablissent leurs relations diplomatiques

LE CAIRE  
de notre correspondant

L'Algérie et l'Egypte ont rétabli, le jeudi 24 novembre, leurs relations diplomatiques après onze années de rupture. Dans un communiqué commun publié simultanément à Alger et au Caire, les deux gouvernements affirment qu'ils ont « conscience de la destinée commune » et évoquent leur rôle « dans la défense des causes sacrées de la nation arabe ».

et islamique à la tête desquelles se trouve la question centrale du peuple palestinien ».

Cause de la rupture des relations égypto-algériennes, la question palestinienne a finalement été le principal facteur du rétablissement. Les retrouvailles ont, en effet, eu lieu quatre jours à peine après la reconnaissance formelle par l'Egypte de l'Etat palestinien proclamé par l'OLP à Alger.

La rupture avait eu lieu, en 1977, après la visite du président

Sadate à Jérusalem, qu'Alger avait considérée comme « un acte de trahison à la cause palestinienne ». Cette question avait encore envenimé les rapports entre les deux pays en juin alors que de nombreuses sources donnaient pour imminent le rétablissement des relations diplomatiques. Répondant à la presse égyptienne, qui critiquait le régime algérien, le quotidien Al Chaab avait accusé les responsables du Caire d'« être des marchands de légumes » et de « manquer de dignité » pour ne pas

avoir rompu « l'accord de reddition » (Camp David). Les autorités égyptiennes rappelaient aussitôt en consultation le représentant des intérêts du Caire à Alger.

Mais, si la reconnaissance de l'Etat palestinien par Le Caire et les déclarations du président Mubarak en octobre sur « la mort des accords de Camp David » levaient le principal obstacle à la reprise, un écueil protocolaire demeurait. Les Algériens avaient posé pour condition préalable la visite du ministre égyptien des affaires étrangères en Algérie, condition que le Caire estimait inacceptable.

Les sanglantes émeutes d'octobre et le soutien du président Mubarak à son homologue algérien ont poussé Alger à abandonner son préalable. Le Caire avait publiquement exprimé sa confiance dans le président Chadli Benjedid et avait appelé le peuple algérien à mettre un terme aux émeutes. Ce franc soutien, digne d'un allié fidèle, a dû être favorablement accueilli par le régime algérien alors en butte aux critiques internationales.

Avec le rétablissement de ses relations avec l'Algérie, l'Egypte, dont les rapports se sont quelque peu tendus avec Israël et qui n'est pas particulièrement bien vue à Washington du fait de la reconnaissance de l'Etat palestinien, a cependant marqué un point important. Encore exclu de la famille arabe il y a à peine un an, Le Caire est parvenu aujourd'hui à isoler ses derniers adversaires : la Syrie et la Libye qui, avec le Liban, n'ont toujours pas rétabli leurs relations diplomatiques avec l'Egypte. Si le cas syrien semble encore difficile à régler, les relations avec la Libye pourraient, en revanche, connaître quelque amélioration, l'Algérie pouvant maintenant efficacement jouer les médiateurs entre les deux voisins.

#### LIBAN

### Violents affrontements entre chiites à Beyrouth

BEYROUTH  
de notre correspondant

L'explosion entre Amal et le Hezbollah, les deux milices chiites rivales, que l'on attendait depuis l'attentat qui a coûté la vie à trois dirigeants d'Amal en octobre et le contre-attentat (manqué) auquel ont échappé trois dirigeants du Hezbollah en novembre, s'est produite jeudi 24 novembre, après quelques escarmouches les jours précédents.

La banlieue sud de Beyrouth s'est embrasée malgré la présence de l'armée syrienne qui s'y est déployée en juin dernier en vue précisément de mettre fin à de violents affrontements entre Amal et le Hezbollah. Six morts et douze blessés ont été dénombrés au cours de la nouvelle bataille, dont une femme et ses deux fillettes, tuées à l'entrée d'un abri.

Commencés à la mitrailleuse, les combats se sont rapidement poursuivis au canon et même avec des chars. Seule Amal, cependant, possède des blindés qui lui ont été offerts par la Syrie. La confrontation

s'est étendue à certains quartiers de Beyrouth-Ouest (secteur musulman), notamment à Basta et à Nouseiri.

Jusqu'à minuit, l'armée syrienne s'est contentée de parrainer des belligérants à conclure, mais qui étaient très vite rompus. Au vu de l'extension des troubles hors du secteur chiite qu'est la banlieue sud de Beyrouth, cependant, elle est intervenue plus vigoureusement, ainsi que l'y conviait le premier dignitaire religieux chiite, le cheikh Mohamed Mehdi Chamseddine, sommant en particulier les miliciens de disparaître des rues de Beyrouth-Ouest, sous peine d'être abattus à vue. En même temps, elle massait des renforts de troupes autour de la banlieue sud. Les affrontements - les premiers depuis le déploiement syrien dans cette banlieue peuplée quasi exclusivement de chiites - s'étaient arrêtés, vendredi matin, mais ils risquent de reprendre à tout moment, tant la tension demeure vive.

LUCIEN GEORGE.

ISABELLE VICHREAC.

ALEXANDRE BUCCIANTI.




## FONCTIONNAIRES

### Nos régimes de prévoyance répondent à vos questions


















































































































































































































































































# Politique

L'Assemblée nationale adopte le projet de loi contre la fraude électorale sans examiner l'amendement Pezet

## Marseille, pomme de discorde entre le gouvernement et le PS

Le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, s'est opposé dans la nuit du jeudi 24 au vendredi 25 novembre à l'amendement déposé par M. Michel Pezet, député socialiste des Bouches-du-Rhône et tête de liste désigné par le PS pour les prochaines municipales à Marseille. Cet amendement, dit du « mandataire unique », prévoyait l'obligation, au premier et au second tour, pour les candidats à l'élection municipale de Paris, de Lyon ou de Marseille d'être présents dans la totalité des secteurs à pourvoir (le Monde du 25 novembre). Cette mesure (perçue comme une mesure anti-Vigouret) défavorisait les « petites listes » incapables de présenter des candidats partout.

Vendredi au petit matin, après une nuit blanche à rebondissements, M. Pierre Joxe, hostile depuis le début à la greffe de cet amendement sur son projet de loi, destiné essentiellement à lutter contre la fraude électorale, a écarté sans examen l'amendement Pezet. C'est, depuis la constitution des gouvernements Rocard, le premier incident grave entre le Parti socialiste et le gouvernement. En effet, mercredi 23 novembre, le bureau exécutif du PS avait approuvé deux propositions du candidat du PS à la mairie de Marseille : la première sur le « mandataire unique », la seconde tendant à faire correspondre les secteurs électoraux municipaux aux arrondissements de la ville de Marseille (seize sec-

teurs au lieu de huit). Cette deuxième disposition aurait dû être introduite ultérieurement. Les députés socialistes s'étaient également prononcés, à l'unanimité, mardi dernier pour les amendements Pezet. M. Pierre Joxe, qui y était résolulement hostile, au motif qu'il risquait de perturber et d'affaiblir un texte consensuel sur la lutte contre la fraude électorale, a donc renvoyé la partie. Compte tenu de l'intérêt manifesté, encore tout récemment, par le chef de l'Etat pour la situation à Marseille, on peut imaginer que le ministre de l'intérieur a assuré ses arrières du côté de l'Elysée. C'est du moins le sentiment qui prévalait, jeudi dans les couloirs de l'Assemblée nationale. Vendredi, en tout cas,

les socialistes affirmaient leur intention de déposer de nouveau cet amendement la semaine prochaine.

M. Joxe a reçu dans son entreprise le soutien chaleureux des oppositions de droite et communiste. Il a été chaudement félicité pour avoir résisté aux pressions de son parti. Son projet de loi modifiant diverses dispositions du code électoral et du code des communes relatives aux procédures de vote et au fonctionnement des conseils municipaux a été adopté, après l'examen de quatre-vingt-seize amendements, par la totalité des députés, soit 573 voix sur 573 (trois députés sont invalidés et M. Alain Carignon (RPR) n'a pas encore été remplacé).

### Protéger la démocratie

● Jeudi 16 h 30 : l'examen du projet de loi anti-fraude électorale commence sa première lecture. Il n'y a pas foule dans l'hémicycle. Le texte examiné la semaine dernière par la commission des lois a dégagé des trésors d'unanimité. La question est sur toutes les lèvres : sera-t-il déposé ? Tout le monde pense à l'amendement Pezet, mais personne, pour l'instant, n'en parle. Le débat s'engage dans un climat détendu et serein.

Le président de la commission des lois, également rapporteur du projet, M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine) attaque le sujet du jour, du moins celui qui est officiellement inscrit au programme : la lutte contre le bourrage d'urnes et autres pratiques délictueuses des soirs d'élection. « C'est à l'heure du respect du suffrage universel que l'on peut juger du caractère démocratique de tel ou tel régime », rappelle-t-il, accompagné des hochements de tête de la représentation nationale unanime. « La lutte contre la fraude électorale ne peut donc être l'apanage d'un parti. Lutter contre la fraude, ce n'est pas montrer tel ou tel doigt : c'est protéger tous le monde contre tout le monde, c'est protéger la démocratie », ajoute-t-il, avant de présenter une série d'amendements de la commission tendant tous à renforcer le dispositif du ministre de l'intérieur, notamment en matière de sanction (voir l'encadré).

Prenant la parole à son tour à la tribune, M. Pierre Joxe explique, à propos de la composition des commissions administratives de vérification (le maire ou son représentant, un délégué de l'administration désigné par le préfet et un représentant du juge de grande instance), qu'il a donné des instructions aux préfets pour qu'ils veillent au pluralisme du système.

Il y a parfois des abus dans de petites communes où le préfet et le juge nomment leur représentant sur suggestion du maire. Le ministre rappelle que la sincérité des scrutins repose « avant tout sur la vigilance et le civisme de chacun. Heureusement, dans l'immense majorité des bureaux de vote, il n'y a pas de fraude. Reste qu'il faut légiférer pour répondre à l'existence de fraudes dans un certain nombre de communes — et pas seulement de Corse — fraudes qui aboutissent à inverser les résultats de la consultation populaire ».

M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône) estime, quant à lui, que l'émargement des listes par les électeurs eux-mêmes rendra la pratique du bourrage d'urnes « malaisée ». Pour M. Jacques Limouzy (RPR, Tarn) « l'une des singularités de la fraude, c'est qu'elle est généralement condamnée par ceux mêmes qui la pratiquent ».

« Pour le groupe communiste, la transparence des scrutins est une exigence majeure », proclame M. Guy Béranger (PCF, Bouches-du-Rhône) interrompu par des rires sur les bancs de droite. « Dites-le à Mitterrand ! » lance M. Francis Delattre (UDF, Val-d'Oise). Ce projet nous paraît toutefois bien timide », poursuit le député communiste assisot accompagné d'exclamations sur les bancs de l'UDF et de l'UDC. Peu après, M. Delattre accuse Gaston Defferre ancien ministre de l'intérieur, d'avoir pratiqué en 1983 « la fraude électorale légale à Marseille ». « Abstenez-vous d'insulter un homme que tous ont estimé et respecté quand il était vivant », proteste M. Joxe. « J'ai parlé de fraude légale », réplique M. Delattre. Ce sera la seule escarmouche en séance publique.

● 18 h 5 : le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy est aperçu dans les couloirs. ● 18 h 15 : le porte-parole du groupe PS, M. Jean Le Garrec (PS, Nord) demande une suspension de séance d'une demi-heure pour permettre à son groupe de « réfléchir à la méthode qu'il entend suivre pour discuter les articles ». Personne n'est dupe, l'amendement marseillais pointe son nez, va-t-il bloquer l'entrée de l'hémicycle ?

#### Plaidoirie

● 18 h 17 : les députés socialistes, le ministre de l'intérieur, des membres des cabinets Rocard, Poperen et Fabius se retrouvent dans la salle Colbert. En l'absence (soulignée par certains) du président de groupe, M. Louis Mermaz, M. Jean Auroux (PS, Loire) préside. L'ambiance est tendue. La réunion va donner lieu à un triage. Mauroy-Joxe-Pezet. Le premier secrétaire du PS rappelle que la question de l'amendement Pezet a été tranchée par le bureau exécutif et qu'il s'agit de s'en tenir à cette décision. M. Joxe répond en insistant sur le fait que son projet de loi anti-fraude a sa cohérence, son unité et qu'il ne veut pas y voir annexer un amendement marseillais qui ferait scandale. Il se dit prêt à éliminer de son projet les quelques mesures qui concernent le fonctionnement des conseils municipaux pour mieux préserver encore son caractère propre de loi anti-fraude.

M. Pezet se fait l'avocat (c'est sa profession) de son amendement. D'une voix enflammée il interpelle le ministre de l'intérieur avec véhémence : « Si vous refusez, vous imaginez ce qui va se passer demain ? Toutes les radios, les télévisions, les « unes » des jour-

naux vont clamer : le gouvernement lâche Pezet ! C'est insupportable. Une décision du parti a été prise ». MM. Auroux et Sapin tentent de proposer une solution de compromis tendant à transformer les amendements Pezet en proposition de loi. C'est le refus. L'épreuve de force entre dans sa phase active.

● 19 h 18 : salle des quatre colonnes, les députés socialistes font leur réapparition. Les sources cachent l'embarras. M. Pezet se défend d'avoir eu l'idée de mettre ses deux amendements sur ce texte : « J'ai toujours dit que je ne ferais qu'un amendement, celui sur la présence dans tous les secteurs ». « Cet amendement sera déposé et voté par le groupe », annonce M. Le Garrec. « N'oubliez pas que l'on discute d'un texte sur la fraude », insiste en souriant auprès des journalistes, M. Sapin.

● 19 h 20 : dans l'hémicycle, au nom de l'UDF, M. Delattre demande une suspension de séance pour examiner l'amendement Pezet. A la demande du gouvernement, la séance ne reprendra qu'à 22 heures. Le bras de fer se poursuit, chacune des parties tentant de « ramener » ses alliés. ● 22 h 05 : reprise de la séance. Les députés socialistes semblent commués. M. Pierre Joxe semble nerveux et répond à plusieurs reprises d'une voix blanche aux orateurs qui défendent les amendements. Les députés socialistes, avec l'appui de la droite et du PCF, adoptent plusieurs amendements contre l'avis du gouvernement.

La discussion se poursuit pourtant sur un ton courtisé et toujours consensuel. Pendant ce temps, les négociations se poursuivent dans l'hémicycle et dans les couloirs : entrées, sorties, conciliabules, petits

mots, apparition d'un chargé de mission de l'Elysée, M. Marie-Anne Théobald. Les proches de M. Pezet — M. Janine Ecochard et Yves Vidal s'activent.

#### « Quand je dis non, c'est non »

● Vendredi, 1 h 20 du matin : pour repousser un amendement de l'opposition, M. Joxe brandit l'article 44-2 de la Constitution (voir encadré). Le ministre est en train d'aligner l'arme constitutionnelle dont il entend user contre l'amendement Pezet. N'aurait-il pas dit en séance publique : « Quand je dis oui, mon oui est oui, et quand je dis non, mon non est non ! Et lorsqu'une mesure est importante, je ne m'en remets pas à la sagesse de l'Assemblée (...) ». L'amendement Pezet qui existe sur le papier n'a plus que quelques instants à vivre.

● 1 h 30 : l'ancien président du groupe socialiste prépare l'estocade : « J'ai eu tort d'introduire des dispositions concernant les conseils municipaux dans ce texte destiné à lutter contre la fraude », explique-t-il pour justifier le rejet de plusieurs amendements de l'opposition sur ce sujet. Il rappelle qu'il l'a fait à l'invitation du Conseil d'Etat. Les amendements défilent, celui de M. Pezet est le dernier, il porte le numéro 90.

● 1 h 48 : tout a été dit, le ministre utilise une nouvelle fois le 44-2 pour enterrer, sans discussion ni vote, l'amendement marseillais. Le gouvernement dit non au groupe et au PS : c'est le dénouement. M. Auroux demande une suspension de séance. Tous les députés sortent pour se réunir à nouveau. M. Joxe ne les voit pas et se retire dans l'hémicycle. Dans les couloirs, M. Hernier

(PCF) se félicite de l'attitude du gouvernement et partage totalement l'analyse de M. Joxe : « C'est un problème socialiste qui donne force à notre argumentation ».

● 2 h 15 : M. Auroux sort de la réunion et va chercher le ministre de l'intérieur. Le clan Pezet et les jospiniens espèrent pouvoir encore récupérer le morceau. Il ne faut pas que M. Pezet perde la face. Aux dires d'un participant, le ministre et le représentant du premier ministre se sont « cagoulés ». Certains veulent aller chercher M.M. Mermaz et Mauroy. Les hommes se séparent sans que les choses aient bougé d'un pouce. Le clan Pezet refuse de rentrer dans l'hémicycle. Il ne participera pas au scrutin, ce sont les autres députés PS qui tourneront les clés de M. Pezet et de ses amis au moment du vote.

● 2 h 30 : les orateurs des groupes prennent la parole pour l'explication de vote. L'unanimité est au rendez-vous : d'un ton neutre, M. Auroux (PS) apporte le soutien de son groupe au projet Joxe, les orateurs des oppositions se font amicaux et adressent au ministre leurs félicitations pour sa fermeté...

● 2 h 40 : le texte est mis au vote. Il est adopté à l'unanimité. L'amendement 90 n'est pas de la fête. M. Joxe sort de l'hémicycle : songe-t-il à la fraude qu'il avait menée, en 1982, contre le gouvernement à propos du projet tendant à réintégrer dans le cadre de réserve les généraux putschistes d'avril 1961 en Algérie ? Le gouvernement avait dû, à l'époque, sortir le 49-3 (engagement de responsabilité) pour ramener à la raison le groupe socialiste emmené par son bouillant président. M. Pierre Joxe est assurément de l'autre côté de la barrière, mais sa pugnacité est toujours la même...

PIERRE SERVANT.

#### L'article 44-2

Pour repousser l'amendement Pezet sans même qu'il soit mis en discussion, le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, a eu recours à un article peu utilisé de la Constitution : l'article 44 alinéa 2. Il prévoit la possibilité pour le gouvernement de juger irrecevables les amendements non soumis à la commission compétente avant leur discussion en séance publique. Déposé en dernière minute, l'amendement Pezet n'avait pas été examiné par la commission des lois.

L'utilisation du 44-2 n'est pas fréquente. Si elle l'était, nombreux seraient les amendements refusés sans discussion. Depuis 1959, il n'a été mis en œuvre que sur sept textes (douze amendements). M. Philippe Séguin, alors ministre RPR des affaires sociales et de l'emploi, y avait eu recours le 7 juin 1986 pour décaler la route du projet portant suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Il n'avait pas été utilisé depuis le 18 mai 1972, et le recours à cet article — qui provoque toujours certains remous au sein de la représentation parlementaire — avait créé la surprise, notamment au sein du groupe socialiste de l'Assemblée nationale qui, sous la houlette de M. Pierre Joxe, menait le combat contre ce texte.

Le gouvernement aurait pu également recourir à un autre instrument constitutionnel contraignant : le 44-3 (vote bloqué), qui permet au gouvernement de soumettre à un seul vote tout ou partie d'un texte, le gouvernement ne retenant que les amendements qu'il souhaite voir adopter.

### M. Joxe met le Parti socialiste en échec

(Suite de la première page.)

M. Fabius, pour sa part, s'est efforcé, depuis plusieurs semaines, de ne prendre aucune position publique dans les débats marseillais.

Les relations entre M. Fabius et M. Mauroy, qui l'a battu — contre l'avis de M. Mitterrand — lorsqu'il a fallu désigner le successeur de M. Jospin à la tête du PS, ont atteint un seuil critique. Devant le bureau exécutif de son parti, mercredi 23 novembre, M. Pierre Mauroy a accusé certains de ses amis de chercher à le déstabiliser en participant à un « double langage » qui consiste, selon lui, à approuver officiellement les décisions du PS pour les élections municipales et à les critiquer en sous-main.

Epreuves de force entre le président de la République et un Parti socialiste à la recherche de son indépendance, règlements de comptes à l'intérieur du PS, passes d'armes entre les députés et le gouvernement : cela suffirait à pourrir les fruits des victoires de mai et juin 1988. Il faut croire que les socialistes ont encore des réserves de masochisme puisque leurs relations ne sont guère plus brillantes au sein du gouvernement.

Quelques ministres classés mitterrandistes s'inquiètent de plus en plus ouvertement des défaillances de la gestion, par M. Michel Rocard, des

conflits sociaux. La manière dont ceux-là supportent, avec des mines faussement navrées, le moment où l'ennemi historique rocardien aura perdu la partie ne fait rire que le RPR. Ces critiques, il est vrai, ne sont pas homogènes : d'autres mitterrandistes, en effet, soupçonnent le ministre des finances de compliquer la tâche du premier ministre. Qu'à cela ne tienne : la Lettre de la Nation, organe du RPR, dans sa livraison du jeudi 24 novembre, émet avec ravissement l'hypothèse selon laquelle M. Mitterrand se serait engagé dans une entreprise de déstabilisation de son premier ministre et pratiquerait, avec M. Rocard, de la même façon qu'il avait enfoncé M. Chirac.

Le RPR se moque de la fameuse « méthode Rocard » et commence à se réjouir de ce qu'il appelle la « méthode Mitterrand ».

J.-Y. L.

#### M. Alain Madelin invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Alain Madelin, secrétaire général du Parti républicain, député UDF d'Ille-et-Vilaine, sera l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 27 novembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien ministre de l'Industrie et du Commerce a répondu aux questions d'Alain Ponsard et Daniel Carton du Monde, et de Dominique Pennequin et Bernard Lelout de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Manœuvre.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
45-55-91-82, poste 4330

### Le dispositif antifraude

Les dernières élections législatives ont donné lieu à quatre-vingt-deux recours en annulation et les élections municipales de mars 1983 avaient semblé atteindre des sommets en matière de fraude électorale. Le gouvernement a donc décidé de renforcer le dispositif antifraude, notamment en permettant à l'électeur de signer la liste d'émargement (le Monde du 20 octobre). Le bourrage des urnes devient difficile dans ce cas, car le nombre de bulletins doit correspondre au nombre de signatures. Un amendement a d'ailleurs prévu que le décompte des signatures aura lieu avant le dépouillement. Le cahier d'émargement restera visible de toutes les personnes présentes dans le bureau de vote. Un amendement de la commission prévoit la possibilité de « signer » en apposant ses empreintes digitales.

Le texte de M. Joxe s'attaque également aux problèmes du vote par procuration. Lors des dernières élections, celui-ci a pu représenter dans certaines communes de Corse plus de 50 % des votants. Interdiction est faite désormais de voter par procuration aux élections ayant leur résidence et exerçant leur activité professionnelle hors du département où se trouvent leurs communes d'inscription. C'est donc l'abrogation d'une disposition votée en 1975 à l'initiative des députés corses. Aucun député de l'île de Beauté ne s'est manifesté pendant la discussion pour tenter de revenir sur cette disposition.

M. Joxe s'estime qu'il n'était plus possible de tolérer un système qui permettait à des candidats de se faire inscrire en fraude de procuration pour se constituer un électoral à distance. « C'est ainsi que tel maire, minoritaire chez les électeurs résidents de sa commune, a pu se retrouver finalement majoritaire. » A propos des doubles inscriptions, il a précisé que l'informatique permettrait de faire de grands progrès dans ce domaine. Une enquête menée en Corse a révélé l'existence de deux mille inscriptions rigoureuses sur deux cents mille électeurs, soit 1 %.

Pour éviter le dédoublement frauduleux du vote par procuration, un mandataire ne pourra plus avoir qu'une seule procuration. Cette restriction ne s'appliquera pas aux Français à l'étranger.

Après amendement, les commissions de contrôle désignées par le préfet pour veiller au bon fonctionnement des bureaux de vote, devront être créées dans les villes de plus de vingt mille habitants. Un autre amendement prévoit la possibilité (et non l'obligation) d'installation de machines électroniques à voter dans les villes de plus de trois mille cinq cents habitants. M. Sapin y a vu un amendement de « préfiguration » de ce qui devrait, dans l'avenir, se généraliser.

Plusieurs amendements ont été adoptés contre l'avis du gouvernement : ainsi l'obligation pour les élections législatives, cantonales et municipales de présenter (quand on est électeur d'une commune de plus de cinq mille habitants) une pièce d'identité avec photo pour pouvoir voter : carte d'identité, carte de combattant, passeport, permis de conduire, permis de chasser, etc. Le ministre s'est également opposé en vain aux urnes transparentes. (« Peut-on imposer pour les cinquante-sept mille neuf cent bureaux de vote des urnes à 2 000 francs pièce ? ») et au changement systématique de couleur des enveloppes à chaque scrutin. « Ce serait très coûteux », a le ministre a également fait valoir que les enveloppes étaient généralement dérobées par les personnes à qui elles étaient confiées et que le fait d'en

changer la couleur n'empêcherait pas les fraudeurs d'en ponctionner un certain nombre s'ils bénéficiaient des complicités nécessaires. Les députés ne l'ont pas suivi.

#### Substitution

D'autres mesures tendent par exemple à éviter qu'il n'y ait un trop grand nombre de tables de dépouillement, ce qui peut faciliter la fraude. D'autre part, pour éviter les substitutions, les enveloppes de cent bulletins seront cachetées dès le départ et coignées par le président du bureau et des assesseurs représentant des listes ou des candidats différents (sauf liste ou candidat unique).

Les peines d'amendes contre les fraudeurs ont été réévaluées : le montant maximal a été multiplié par plus de 3. Un délit nouveau a été prévu pour les personnes substituant ou imitant une signature sur la liste d'émargement. Une peine automatique de privation des droits civiques (de deux à dix ans) est prévue dans un certain nombre de cas. Le tribunal peut demander la publication ou l'affichage de la condamnation. La peine infligée est doublée si la fraude est due au président du bureau centralisateur. Les préfets auront les moyens de vérifier les listes de façon à en chasser les membres manifestement inéligibles.

Enfin, s'agissant des conseils municipaux, le projet de loi prévoit un nouvel alinéa au code des communes qui impose la fin, de plein droit, des mandats de maire et des adjoints quand la juridiction administrative, par décision définitive, a rectifié les résultats d'une élection de telle sorte que la majorité a été inversée. Cela permettra d'éviter le maintien d'un maire d'opposition alors que la majorité a changé à la suite d'une rectification du scrutin.

P. S.

MENAGEMENT  
OULF  
12 08 10 2000



# Politique

La préparation des élections municipales et européennes

## Le RPR joue l'unité et interpelle les centristes

« Plus unitaire que moi, tu meurs aussi », c'est ainsi qu'un député RPR résume les résolutions prises par ses collègues, au terme de leur « journée de réflexion », jeudi 24 novembre à l'Assemblée nationale, après les exposés introductifs de MM. Pons et Juppé (le Monde du 25 novembre).

Les députés chiraquiens sont dans l'opposition, personne n'en doutait. Les députés UDF, également. Mais les premiers voudraient que les centristes, eux aussi, s'y placent, sans équivoque et sans arrière-pensées. Ils estiment donc que rien ne doit être fait qui puisse les en détacher. D'ailleurs, assurent-ils, l'écueil de l'ouverture a dû commencer à les convaincre qu'ils n'ont rien à attendre des socialistes.

M. Jacques Chirac a insisté pour que le RPR se montre « unitaire pour trois » et ne se laisse pas impressionner par les États d'âme de certains centristes après la dernière alternance. L'ancien premier ministre veut les ignorer et n'en tenir aucune rigueur au groupe, dont les dirigeants ont participé à son gouvernement et auxquels il a rendu hommage. Le RPR est donc tout à fait prêt à reconduire, avec toutes les composantes de l'opposition, des listes d'union pour les élections municipales du mois de mars. Et MM. Juppé et Pons se sont félicités du climat qui présidait aux réunions de préparation des investitures en vue de cette consultation.

Mais le RPR ne veut pas qu'une fois ces élections passées les centristes rompent avec leurs alliés et constituent une liste séparée pour l'élection européenne du 18 juin. Plusieurs élus ont bien dit qu'ils ne souhaitaient pas être « les dindons

de la force ». M. Pierre Mazeaud, député de la Haute-Savoie, a été le plus net pour exprimer le scepticisme et les craintes d'un certain nombre de députés RPR. Selon lui, « les centristes — à l'instar du MRP d'après la Libération — se sentent attirés tout à la fois par les séductions des fonctions gouvernementales et par les socialistes, sous prétexte de contrebalancer l'influence communiste auprès d'eux ». « Quitte à ce qu'il y ait rupture, autant qu'elle ne tarde pas. La situation sera plus claire », a même estimé l'ancien président de la commission des affaires européennes. Il a montré et montré de nouveau mais il ne se limite pas, a dit M. Pons, à « une Europe marchande : il veut aussi que l'Europe se réalise dans le domaine de la sécurité et de la défense ».

### La tête de liste pour UDF

A l'inverse, M. Philippe Séguin a estimé que tout devrait être fait pour dissuader les centristes d'une quelconque sécession, car cela réduirait d'autant le poids absolu de l'opposition, permettrait aux socialistes de distancer les listes d'union d'une droite éclatée et leur offrirait une « victoire trompeuse mais facile ». Pour lui, « les gauchistes n'ont pas intérêt à se singulariser sur un terrain qui ne leur a jamais été favorable ».

M. Chirac a incité ses amis à se comporter en « membres actifs, loyaux et déterminés de la coalition de l'opposition ». Le RPR a donc décidé de céder la tête de liste européenne à l'UDF : « C'est un sacrifice », a précisé M. Pons, en ajoutant : « Nous ne posons aucun préalable au choix de la personnalité UDF qui conduira cette liste. »

Toutefois, M. Pons a demandé que le RPR participe au groupe de travail constitué par l'UDF et l'UDC pour élaborer une « charte européenne ». Le RPR refuse, en effet, d'être « mis en demeure » par ses alliés d'avoir à accepter ou à refuser un document à la confection duquel il n'aurait pas été associé. D'ailleurs, ont affirmé plusieurs orateurs, dont M. Chirac, « le RPR ne fait aucun complexe à l'égard de la construction européenne ». Il a montré et montré de nouveau mais il ne se limite pas, a dit M. Pons, à « une Europe marchande : il veut aussi que l'Europe se réalise dans le domaine de la sécurité et de la défense ».

L'ancien premier ministre a insisté sur « les mesures initiales » par lui, « malgré l'avis contraire du président de la République ». Il a aussi ajouté : « Nous voulons plus d'Europe mais nous voulons aussi plus de France dans l'Europe. »

Cette attitude n'est évidemment pas dénuée de préoccupations tactiques. Le RPR, en soulignant sa fidélité à une opposition unie, veut se dégager par avance de toute responsabilité dans une éventuelle rupture avec les centristes. Il relance la balle dans le camp de l'UDF, en lui faisant celle-ci régler au préalable les contentieux entre centristes et gauchistes.

ANDRÉ PASSERON.

● RECTIFICATIF. — Une erreur de transcription a transformé un mille-pattes (scolopendres) en un dénominateur de valeurs de figures (scolopendres), dans le compte rendu de l'hommage rendu à Jean-Pierre Strebou par ses amis à la Mutualité (le Monde du 24 novembre). Évoquant « ceux qui n'ont pas eu un mot de compassion » pour le secrétaire général décédé du Front national et « qui le traitent de dur et de cynique », M. Serge de Bekatch, rédacteur en chef de National Hebdo, les a accusés d'être des « scolopendres » (et non pas des scolopendres) et des « nécrophages bouffe-merde qui s'enrichissent sur le cadavre de la démocratie ».

## La direction du PCF et la fédération du Doubs en appellent chacune aux adhérents

BESANCON (de notre correspondant)

Le désaccord entre la fédération communiste du Doubs et la direction nationale du PCF ne semble pas près d'être réglé. MM. René Le Guen, membre du bureau politique, et Jean-Marie Martin, membre du comité central, ont assuré, mardi 22 novembre à Besançon, que la décision de maintenir les dirigeants départementaux à l'écart était « irréversible ».

« Ceux qui vont signer des pétitions perdent leur temps et trompent les communistes », a souligné M. Le Guen, en déclarant que « Martial Bourquin ne disposait pas des qualités pour être secrétaire d'une fédération ».

M. Bourquin, dirigeant local contesté par l'équipe de M. Marchais, reste toutefois membre du PCF, tout comme M. Serge Pagnelli, maire « reconstruc-tionniste » d'Audincourt et auquel il n'est pas certain que le comité central, après avoir « apprécié » les propositions des quatre cellules de la ville, oppose un candidat aux municipales.

Pour l'heure, MM. Le Guen et Martin (avec l'aide prochaine de M. Alain Zoghbi, membre du comité central) s'emploient à « aller » les cellules à retrouver la voie tracée par la direction nationale du PCF. Dix-huit cellules, sur une cinquantaine que compte le département, seraient majoritairement décidées de se rallier à la position du comité central. M. Le Guen a annoncé que M. Jean-Claude Gayssot, membre du secrétariat du comité central, se rendrait dans le Doubs avant la fin de l'année, pour « rendre compte aux communistes du département » des travaux de la conférence nationale des 12 et 13 novembre, dont les dirigeants locaux avaient été écartés.

Selon M. Le Guen, ceux qui n'accepteront pas formellement de « respecter les pratiques du parti » et les règles du centralisme démocratique devront rester en dehors du PCF.

Toutes les cellules sont appelées à se réunir, en présence d'un membre du comité central, pour lire leur direction et leurs représentants pour une nouvelle conférence fédérale, laquelle procèdera, en début d'année, à la désignation d'une nouvelle direction départementale. Les cellules qui ne se plieront pas à cette procédure n'auront pas de cartes à distribuer et se mettront « à côté » du parti.

En réponse, le bureau fédéral a lancé, jeudi soir, un appel à tous les militants du département, leur demandant « de choisir et de décider en toute liberté » leur avenir à l'occasion d'une conférence fédérale extraordinaire dont il propose la tenue. « En calomniant le secrétaire fédéral », souligne cette instance départementale, M. Le Guen « calomnie les communistes qui l'ont élu ».

CLAUDE FABERT.

## Les excuses de M. Crépeau

Le bureau de l'Assemblée nationale réuni jeudi 24 novembre a décidé de ne pas sanctionner M. Michel Crépeau, député (apparenté PS) de Charente-Maritime, après l'incident qui l'avait opposé en séance à M. Ladislav Poniatowski, député (UDF) de l'Eure (le Monde du 25 novembre).

Toutefois, le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, devrait intervenir lors de la prochaine conférence des présidents sur la nécessité pour tous les parlementaires de respecter dans l'hémicycle un minimum de courtoisie.

M. Michel Crépeau qui avait rappelé à M. Ladislav Poniatowski les « forfures », de son père, a de son côté présenté ses excuses jeudi soir sur la B en déclarant : « Le mot forfure était de trop. Je me suis laissé emporter c'est exact et c'est bien volontiers que je présente mes excuses ».

J'étais en colère d'avoir entendu M. Ladislav Poniatowski (le fils de l'ancien ministre de l'Intérieur) laisser entendre que le ministre de la Justice serait complice des terroristes et des assassins, ce qui est inacceptable ».

## Le Sénat vide de son contenu le projet sur l'ISF

Le Sénat a poursuivi, jeudi 24 novembre, l'examen de la première partie du budget de 1989, consacrée aux recettes. Les modifications apportées, malgré l'insuffisance du gouvernement et de la gauche, sont nombreuses et non négligeables : ainsi le taux de prélèvement libératoire sur l'ensemble des produits de placements à revenus fixes (à l'exclusion des produits anonymes) a été abaissé à 15 %, et le projet d'impôt de solidarité sur la fortune, vide d'une bonne part de son contenu.

Le plus gros de la discussion, pour cette quatrième journée de débat budgétaire, a porté sur l'ISF, objet de quatre-vingt-cinq amendements soit presque le tiers de tous ceux qui ont été déposés sur la première partie du budget. La majorité sénatoriale — favorable à l'opposition RPR-UDF, n'est pas allée jusqu'à demander la suppression de l'article 18 rétablissant l'impôt sur la fortune. Une demande aussi radicale n'aurait pas fait forcément l'unanimité à droite et au centre. D'ailleurs M. Paul Robert (gauche dém. Cantal), un fidèle de M. Jacques Chirac, a regretté la suppression de l'IGF en 1986, « erreur politique et psychologique » a-t-il dit. Plus subtilement, la droite sénatoriale a modifié profondément le dispositif.

Sur proposition de la commission des finances, l'ISF voit son application limitée à la seule année 1989. Sur celle de M. Xavier de Villepin (Un. cent. Français de l'étranger) l'assiette de l'ISF en cas de vente d'un bien immobilier passible de la taxation de plus-value est calculée sur le montant de la vente soustraite de la somme due au titre des plus-values. M. Roger Bassani (RPR Paris) a, lui, reçu le soutien des Corcos mais aussi du RPR, des RI, de l'Union centriste, et du radical de gauche François Giacobbi pour que soit appliqué à l'ISF le système d'évaluation qui prévalait et qui avait

permis à la Corse d'échapper à l'ISF. Trois sénateurs socialistes des Bouches-du-Rhône n'ont pas pris part au vote (MM. Bastien Lecia et Pierre Matzja et M<sup>me</sup> Irma Rapuzzi). M. Michel Charmasse, ministre délégué chargé du budget s'est opposé en vain à cette disposition, arguant notamment de la négociation avec les élus corses sur la réforme du statut fiscal de l'île. Les œuvres d'art, exclues du champ de l'ISF, l'ont réintégré dès lors que leur valeur dépasse 150 000 francs ; en revanche, les droits des propriétés littéraires et artistiques sont exonérés, comme le demandait M. André Fosset (Un. cent. Haut-de-Seine).

Autre coup de poêle à l'ISF : l'exonération de l'habitation principale à concurrence de 1 500 000 F (augmentable de 100 000 F par enfant y habitant) introduite à la demande de la commission des finances. M. Maurice Schumann (RPR, Nord) président de la commission des affaires culturelles, est de même parvenu à ce que les monuments historiques soient exonérés. M. Louis Virepolet (Un. cent., La Réunion) est également arrivé à faire voter un amendement exonérant les parts ou actions domiciliées outre-mer dès lors que leur activité participait au développement économique local.

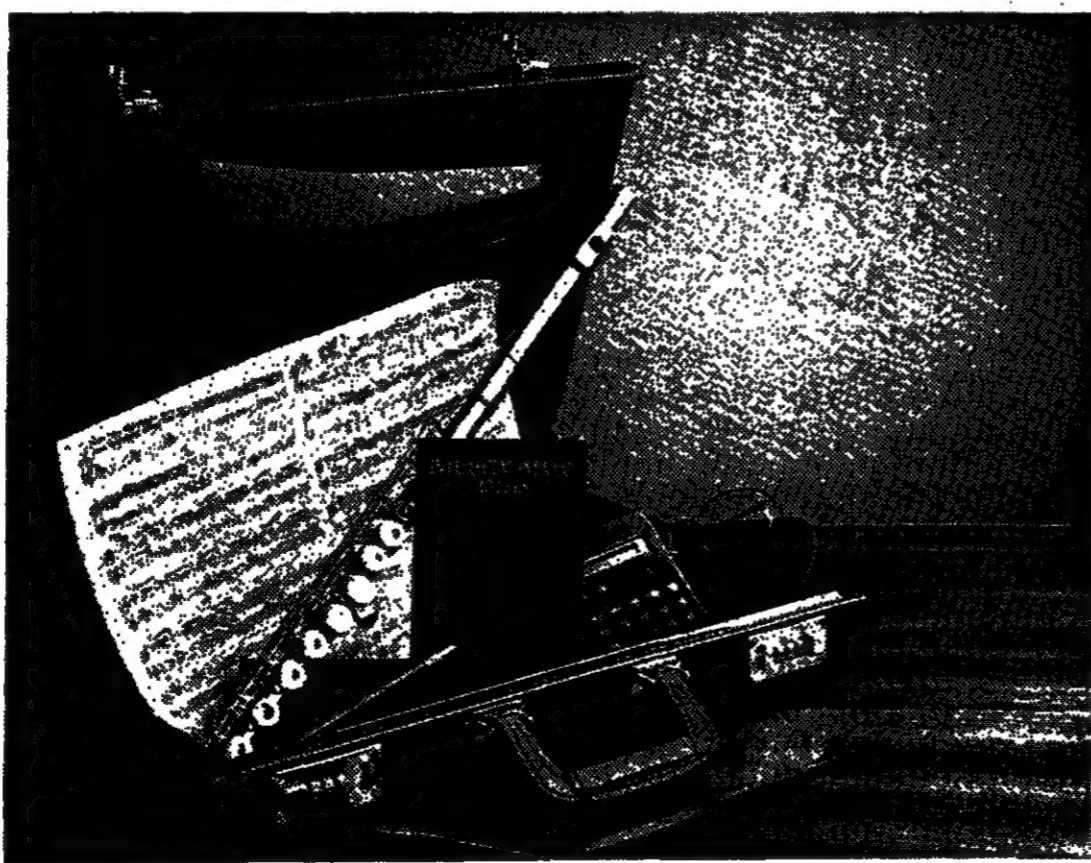
An total, le PC (qui, à défaut de renforcer l'ISF, se contente de ce qui a été voté à l'Assemblée nationale), le PS et douze sénateurs de la gauche démocratique, ont voté contre la version sénatoriale réduite de l'impôt sur la solidarité.

A. Ch.

● M. Michel Charmasse, ministre délégué au budget, a annoncé, jeudi 24 novembre, aux sénateurs qu'il était « en train d'étudier, pour l'ensemble des professions à revenus irréguliers (scripteurs, sportifs, sculpteurs, etc.) un système de retenue à la source ».

Pour votre  
**DEMENAGEMENT**  
**ODOUL** AGENT DE  
16, rue de l'Atlas 75019 Paris 42 08 10 30 demeco

INTERPRETEZ VOS AFFAIRES AVEC BRIO...



...ET TRIOMPHEZ À L'ENTRÉE.

Au programme  
Le Prélude Inter-Continental — pour la saison d'hiver, les tarifs sont en mode minceur.

Cet hiver, vous pouvez donner à vos voyages d'affaires toute l'élégance, l'agrément et le luxe du service d'un hôtel de classe mondiale. Du 1er Décembre au 28 Février, les Hôtels Inter-Continental et Forum vous invitent au tarif spécial d'hiver. Comme point d'orgue à votre séjour, si vous descendez à nos hôtels pour deux nuits ou plus, nous vous offrons en souvenir un très joli cadeau.

Et un Plaisir, pour le week-end.

Si vous séjournez deux nuits en semaine, votre prochaine réservation d'un week-end dans l'un des Hôtels Inter-Continental ou Forum participant à cette promotion sera inscrite, sans frais supplémentaires, dans une

suite ou une chambre de catégorie Luxe.  
Pour recevoir des informations détaillées sur nos tarifs d'hiver spéciaux, renseignez-vous auprès de votre agence de voyage. Pour vos réservations, contactez-nous au numéro ci-dessous.

529 FF	639 FF	749 FF	965 FF	1190 FF
BARCELONE MADRID MILAN	ATHENES LONDRES PARIS ROMA VIENNE ZURICH	BRUXELLES LONDRES PARIS ROMA VIENNE ZURICH	LE GRAND PARIS MILAN ROMA VIENNE ZURICH	LONDRES MILAN PARIS ROMA VIENNE ZURICH

INTER-CONTINENTAL HOTELS  
FORUM HOTELS

RÉSERVATIONS: 19.05.90.85.55.

## L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



350 p.  
140 F.

On s'exclame aujourd'hui, quand un personnage officiel abandonne la langue de bois. Henri IV parlait librement pour exprimer ses inquiétudes, ses désirs, ses plaisirs. Qu'est-il donc arrivé ? Un progrès, ou une régression ?

Pierre Enckell, L'Evenement du Jeudi

# Le Monde

**Le Monde**  
N° 0  
MENSUEL  
JANVIER  
1989  
CLF 89

**de la Révolution française**

Créiques, chroniques, débats, agenda...  
**TOUT & RIEN**  
sur le Bicentenaire de la Révolution française

**LA LIBERTÉ DE LA PRESSE**  
C'est dans l'indépendance de la presse que réside la liberté de la presse. C'est pourquoi, dans ce dossier, nous avons réuni des textes qui ont marqué l'histoire de la presse française. De Voltaire à Louis Braille, de la Révolution à nos jours, nous avons sélectionné des textes qui ont marqué l'histoire de la presse française.

**DOSSIER**  
LA LIBERTÉ DE LA PRESSE  
de Louis Braille

• LE POUVOIR EST DÉJÀ LA!  
de Louis Braille

• PORTRAIT DE VOLTAIRE EN JOURNALISTE  
de Louis Braille

• ÉCLOSION DE LA PAROLE POLITIQUE  
de Louis Braille

• LIBERTÉ ET LICENCE  
de Louis Braille

• LES PLUMES DE PLOMB DE LA RÉVOLUTION  
de Louis Braille

• LIBERTÉ AU PRÉSENT  
de Louis Braille

**UN INTELLECTUEL EN MILITANCE**  
de Louis Braille

**MON DESPOTE!**

En 1789, on ne comptait pas dix républicains à Paris, avant de la Grande Déclaration. Et c'est en fait à cause de ce jour, la Révolution qui commence en ce moment de la vie de la France, contre le privilège. Lorsque Sieyès lance ses réponses choc à la question « Qu'est-ce que le Tiers État ? », Louis XVI vient d'ordonner le doublement du Tiers aux États généraux. Les nobles s'en sont, et tout est déjà joué.

Par Louis Braille

• EXTRAITS DU « TIERS »  
de Louis Braille

• CE QUE LE TIERS ÉTAIT...  
de Louis Braille

• POLITIQUE  
de Louis Braille

• LA RÉVOLUTION A COMMENCÉ A RENNES  
de Louis Braille

• ÉCONOMIE  
de Louis Braille

• UNE FRANCE RICHE, MAIS...  
de Louis Braille

**OFFRE SPÉCIALE DE SOUSCRIPTION**  
**250 F seulement** au lieu de 360 F, prix de vente au numéro  
**OFFRE VALABLE JUSQU'AU 15/12/1988**

**le vrai journal de 1789**  
Une collection prestigieuse de 12 numéros en couleurs largement illustrés à paraître chaque mois de janvier à décembre 1989

## LE GRAND REPORTAGE DE LA RÉVOLUTION

pour revivre l'esprit du temps à travers les principaux événements de l'année 1789. Pour découvrir ses vrais personnages, connus ou inconnus, leurs portraits, leurs discours, leurs actions. Avec de nombreux documents authentiques : pamphlets, édits royaux, affiches, journaux, correspondances.

## LA TRIBUNE DES IDÉES

une approche à la fois historique et contemporaine des grands débats révolutionnaires pour mieux comprendre les grands débats d'aujourd'hui.

## L'AGENDA DU BICENTENAIRE

pour réussir votre année du Bicentenaire. Toutes les manifestations régionales, nationales, internationales. Les informations pratiques, les critiques des livres, disques, films, pièces de théâtre, émissions de télévision...

## LE MONDE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Une coédition  
**Le Monde** CLF 89

les dossiers des historiens, le ton d'un grand journal

### LE MONDE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Souscrivez dès aujourd'hui au Monde de la Révolution française pour recevoir chaque mois en 1989 cette collection prestigieuse de 12 numéros en couleurs largement illustrés.

#### TARIF DE LA SOUSCRIPTION :

FRANCE : 250 F au lieu de 360 F prix de vente au numéro

ÉTRANGER

	VOIE NORMALE	VOIE AÉRIENNE
EUROPE	310 F	330 F
DOM-TOM	310 F	385 F
USA-AMÉRIQUE LATINE	310 F	440 F
AFRIQUE-ÉMIRATS	310 F	385 F

Attention : cette offre est valable jusqu'au 15/12/1988. Le Monde de la Révolution française fait l'objet d'un tirage limité. Dépêchez-vous de renvoyer ce bon de commande avec votre règlement par chèque ou par Carte Visa.

**Le Monde**

SERVICE DES ABONNEMENTS  
B.P. 50 709 CEDEX  
75422 PARIS CEDEX 09 - FRANCE

A RETOURNER A :

NOM \_\_\_\_\_  
PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
LOCALITÉ \_\_\_\_\_  
PAYS \_\_\_\_\_  
CARTE VISA N° \_\_\_\_\_  
DATE D'EXPIRATION \_\_\_\_\_  
Signature (obligatoire) : \_\_\_\_\_

JUSTICE

M. Gilles Boulouque : un juge, rien qu'un juge

Le juge Boulouque ne reçoit plus, et on le comprend. Il y a tout juste un an, il vivait comme une ombre, convoqué à travers Paris dans une voiture blindée. Au palais de justice, son escorte armée créait des embouteillages dans les couloirs étroits et bisbuzqués des galeries d'instruction. La France menait alors une drôle de guerre, la « guerre » des ambassades — une partie de l'ère de fer entre Paris et Téhéran — et Gilles Boulouque, juge d'instruction, chargé de quelques gros dossiers du terrorisme, attendait dans son cabinet de pouvoir entendre Wahid Gordji, réfugié depuis quelques mois à l'intérieur des locaux diplomatiques iraniens.

Curieux anniversaire : Gilles Boulouque, cette fois, est inculpé. Un état fortement ressemblant à celui de son principal « client », Fouad Ali Salih, terroriste présumé, s'est, en effet, offert le luxe de porter plainte contre lui, avec constitution de partie civile, pour violation du secret de l'instruction. Du coup, Gilles Boulouque se retrouve, plus que jamais, dans son bureau. Et personne ne peut savoir s'il regrette d'avoir déclaré au *Figaro* du 26-27 mars dernier sa conviction, à savoir que Fouad Ali Salih est un « poseur de bombes », celui « à qui l'on peut attribuer la totalité des attentats commis au mois de septembre 1986 à Paris ».

Ce n'est pas un juge m'as-tu vu, mais quel succès ! Pour un peu, tous ses dossiers se transformeraient en gros titres. En 1986, son face-à-face avec Georges Ibrahim Abdallah influença tous les Français. Un an plus tard, il symbolisa le petit juge titi. Il veut entendre Gordji et en fait une affaire d'Etat. Il joue les indépendants et certains de ses confrères s'interrogent sur son incompétence, tandis que d'autres le soupçonnent de se laisser manipuler par la direction de la surveillance du territoire (DST), le contre-espionnage français.

1988 amplifie son capital de notoriété. Le dossier mystérieux des écoutes du Conseil de la magistrature lui échappe. Et ce n'est pas fini. La veille, maintenant, bien involontairement, à l'origine d'une « affaire Arpeilange », la garde des sceaux étant accusée par l'opposition parlementaire d'avoir laissé la justice l'insulper.

Qui est-il donc ? Mais un juge, rien qu'un juge. Un juge qui supporte, sans mot dire, les injures et les menaces de son « client » Fouad Ali Salih. « Pour, j'ai, franc-parole... Je suis tout les Français » — par esprit de service. Pas question d'y répondre, de se laisser emporter et de commettre alors une erreur. On imagine que la défense ne lui en ferait pas cadeau.

Pourtant, il brille de s'expliquer, de se justifier aussi, peut-être. Il souffre de ne pas être compris et semble parfois, à trente-huit ans, bien fragile. Rien ne le prédisposait à vivre en permanence sous protection policière, non pas terré mais sous cloche, ses jours et ses nuits dédiés à la République. Il se destinait à l'enseignement de droit et au professorat, une carrière à coup sûr moins chahutée que la sienne. Car, juge, il se retrouve avec une arme en poche, tout comme son frère, commissaire de police.

Deux ou trois choses simples

A ses débuts, il fut un magistrat anonyme, après avoir fait ses classes à l'Ecole nationale de la magistrature. Et, avant d'arriver à Paris, il apprit à se familiariser avec ces tribunaux périphériques que sont Evry et Bobigny.

Un premier cas d'arrêt fit tout de même de lui le juge-instructeur d'un dossier en stérile, à tout le

moins étrange. C'était en 1981. La police venait d'arrêter une dizaine de personnes, auteurs ou complices présumés d'un trafic d'armes de poing entre la Belgique et la France. On lui offrit, sur un plateau, d'inculper le capitaine Paul Baril, numéro deux du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN). Il insulpa. Et Paul Baril se vit, un courtin temps, reprocher l'usage abusif du matériel militaire à un grand parfumeur parisien de ses amis sur fond de complot d'extrême droite. A l'évidence, ne vivait-on pas, à l'époque, dans la crainte d'un putsch ?

Aime-t-il les dossiers obscurs, où les repères se diluent ? Se fait-il un devoir et un plaisir de jeter les lumières de la justice dans les dossiers où règne la confusion ? Apparemment. Le terrorisme devient, progressivement, son terrain de prédilection, à partir de 1983, lorsqu'il arrive au tribunal de grande instance de Paris. Ce travail le persuade, au moins, de deux ou trois choses simples, qui ne souffrent pour lui aucune contradiction : le terrorisme est une affaire sérieuse, qu'il faut traiter comme telle ; les juges n'ont pas à rougir de travailler en étroite collaboration avec la police ; la loi relative à la lutte contre le terrorisme, votée en 1986, s'imposait et s'impose toujours.

Rien de très bouleversant dans tout cela. Simplement une petite torpille, qui explique que Gilles Boulouque se sente tout à fait en phase avec l'Association professionnelle des magistrats (APM), proche de l'opposition. Ainsi fait-il également comprendre qu'il n'y ait eu, jeudi 24 novembre, qu'une cinquantaine de magistrats à se réunir dans la chambre des crimes du Palais de justice de Paris pour apporter leur soutien à Gilles Boulouque, petit juge dévoué et aspiré par la politique.

LAURENT GRELSAMER.

Les poseurs de bombes d'Anney

Les remords tardifs de Thierry Maitret

ANNECY de notre envoyé spécial

« L'un assume, l'autre nie », avaient dit les experts psychologiques, sans faire d'autres différences entre Thierry Maitret et Claude Vallot, qui compareraient depuis mercredi 23 novembre devant la cour d'assises de la Haute-Savoie, accusés d'avoir organisé quatre attentats, en 1984, dans le seul but d'obtenir une rançon de la part du gouvernement (*Le Monde* du 25 novembre).

Présentés par les psychologues comme deux êtres privés de toute qualité humaine, les accusés n'ont pas véritablement cherché, lors de l'évocation des faits, à modifier cette vision. Il est vrai que Claude Vallot est entré dans son système de défense : « Je n'ai jamais participé à ce projet. J'ai deux petites filles : je n'aurais jamais pensé à aller, comme Maitret, blesser des gens et risquer de tuer. » Vallot reconnaît seulement avoir fabriqué, à partir de lourds tuyaux de chauffage, cinq cylindres soudés aux extrémités, qu'il a remis à Maitret.

A l'entendre, il s'agissait de réservoirs destinés à contenir le combustible de fusées que son ami envisageait de lancer dans l'espace. La charge de manœuvre de Maitret est plus large. Lui se reconnaît auteur des faits. Tout en laissant entendre que c'est Vallot qui a eu l'idée de créer un climat d'insécurité

et pour obtenir que le gouvernement ne s'oppose pas au versement d'une rançon. Mais les bombes, c'est lui qui les a posées, et seul.

Les experts en pyrotechnique ont été catégoriques : les éclats pouvaient tuer dans un rayon d'une vingtaine de mètres. Dès lors, Maitret pourra-t-il faire admettre qu'il ne voulait pas faire de victimes ? Il a un argument. Il a renoncé à poser la bombe dans l'église Saint-Maurice d'Anney, le 15 août, en voyant la foule et notamment une femme accompagnée de deux enfants à l'endroit où il avait prévu de placer son engin. Le président Dominique Dulin est resté dubitatif : « Vous n'avez pas pensé aux conséquences ? » Maitret a répondu en technicien : « Nous avions totalement sous-estimé la puissance de nos bombes. »

Et puis M<sup>me</sup> Simone Josse est venue, en larmes, expliquer comment elle avait perdu une jambe, alors qu'elle se trouvait devant l'office de tourisme d'Anney au moment de l'explosion. Maitret l'a écoutée la tête dans ses mains, presque couché sur son banc. Après qu'elle eut quitté la barre, il a déclaré, vraiment ému : « J'ai été bouleversé. J'ai honte de moi, j'ai trop honte. Si cette dame veut bien me croire aujourd'hui, je lui demande de me pardonner. » Puis, se ressaisissant : « Je veux dire simplement que je regrette. »

MAURICE PEYNOT.

Le secret de l'instruction, un mythe

(Suite de la première page.)

Sans même qu'il soit besoin d'y mêler la politique, sans même se complaire dans la satisfaction de voir admettre le même reproche successivement à un juge classé « à gauche » puisque membre du Syndicat de la magistrature (SM) et un magistrat proche d'un bord opposé, l'Association professionnelle des magistrats (APM) avec en commun une idéologie affaiblissante, la tentation serait l'iniquité.

Pourtant la sagesse commande la sérénité. En ce domaine du secret violé par un magistrat, la Cour de cassation a été saisie en 1987 de deux requêtes en désignation de juges, dont une est demeurée sans suite. L'année 1988 ira à son terme avec les mêmes chiffres, affaire Boulouque comprise. En regard des milliers d'affaires pénales instruites chaque année, il n'y a nulle raison de perturber l'esprit des populations, c'est-à-dire des justiciables.

Ceux-ci sont-ils au demeurant perturbés, ou seulement émus ? Ils écoutent la radio, regardent la télévision. Auront-ils ouï ouï qu'une affaire Ben Barka dans les années 60, une affaire de Broglie dans les années 70, plus récemment une affaire Villumin, puissent être demeurées ignorées d'eux au motif d'un nécessaire secret dont tout a déjà démontré depuis longtemps qu'il était illusoire, irréalisable alors que tout n'a pas prouvé que son inobservance ait été forcément malsaine.

Il convient ici de bien s'entendre, de rappeler avec force que le droit d'informer a été bien souvent invoqué du côté de la presse pour justifier plus d'une fois l'injustifiable. Tout autant convient-il de s'entendre sur les réels desseins du législateur lorsqu'il élabore l'article 11 du code de procédure pénale. Les termes peuvent en apparaître clairs. Remettons-les en mémoire. « Sauf dans les cas où la loi en dispose autrement et sans préjudice des droits de la défense, la procédure au cours de l'enquête et de l'instruction est secrète. Toute personne qui concourt à cette procédure est tenue au secret professionnel dans les conditions et sous les peines de l'article 378 du code pénal. » C'est l'article qui sanctionne les violations du secret professionnel.

Ceux qui rédigèrent ces lignes en 1957, parmi lesquels se trouvait, en sa qualité alors de parlementaire, député de Paris à l'Assemblée nationale, M<sup>re</sup> Jacques Isorni ne pouvaient s'imaginer avoir trouvé en si peu de mots la panacée. Selon qu'ils étaient magistrats, avocats, greffiers, experts ou tout simplement juristes, chacun avait son idée en tête. Les uns voulaient une instruction secrète pour protéger le citoyen appréhendé, empêcher que soient connues, répandues, répétées les raisons que policiers, gendarmes et juges pouvaient avoir de le suspecter et même en fin de parcours de l'inculper, voire de l'incarcérer. L'instruction secrète n'était-elle pas

la meilleure façon de concrétiser le principe inscrit à la Déclaration des droits de l'homme : « Tout homme est présumé innocent tant qu'il n'a pas été déclaré coupable. » Il est vrai qu'en poussant ce raisonnement à l'extrême, on pouvait aller jusqu'à l'affirmation logique d'une interdiction de parler d'une affaire tant que ceux qui y étaient mêlés n'avaient pas été condamnés définitivement. En d'autres termes, un jugement correctionnel devait rester ignoré si celui qu'il avait condamné les juges décidait d'interjeter appel, comme aurait dû échapper à toute publicité un arrêt d'assises contre lequel était formé un pourvoi en cassation.

Arrière-pensées

En fait, personne ne songea jamais sérieusement à pousser l'exigence jusqu'à de pareilles extrémités, même s'il n'est pas mauvais à l'occasion d'y penser, ne serait-ce que pour des exercices de purisme.

L'article 11 habille en vérité des pensées ou arrière-pensées beaucoup plus ordinaires, ce qui, en la matière, revient à dire plus pratiques. Le secret qu'il demandait à ceux qui concouraient à la procédure pénale durant une enquête et une instruction à pour objet premier que cette enquête et cette instruction soient conduites de façon libre et malicieuse, sans gêne, avec, s'il le faut, l'appel au peuple, mais dûment réglementé et contrôlé. Les circulaires, les instructions, sont légion. Tout y est prévu, et si l'on s'aperçoit d'un oubli, rien n'est plus facile que d'ajouter un alinéa, de modifier le texte sans pour insinuer ce péché.

L'instruction générale C22 est, au reste, suffisamment éloquent pour que personne ne puisse nourrir un excès d'illusions. Il va de soi, tout d'abord — expose ce texte qu'il ne faut jamais perdre de vue —, que les magistrats, les officiers et agents de police judiciaire, les experts, les greffiers, etc., « concourent » à la procédure, mais l'inculpé lui-même ne saurait être considéré comme concourant à cette procédure au sens du second alinéa de l'article 11. Il demeure dans tous les cas en dehors du champ d'application de ces dispositions.

Voilà donc, pensera-t-on hâtivement, une source d'information. Dans l'absolu, c'est une réalité. En fait, un inculpé, sauf à être d'avant-garde intellectuelle, sauf à vouloir démontrer libre, se montrera réticent, inquiet. Sa tendance, son inclination, le portera à s'en remettre à son défenseur. Mais l'instruction générale C22 est là pour le rappeler à l'ordre et, avec lui, les révérences.

« En revanche, dit-elle avec un rigueur, le respect des droits de la défense n'autorise pas le conseil, fait-ce avec le consentement de son client, à enfreindre la règle du secret de l'instruction. Il a été clairement dit, au cours de travaux parlementaires, que l'avocat demeurerait en tout cas tenu au respect des règles traditionnelles de sa profession. »

C'est ce qui s'appelle mettre les points sur les « i », d'autant mieux que la presse pourra être utilisée en tant qu'auxiliaire (diffusion d'un portrait-robot) ou qu'on lui consentira

l'annulation d'un communiqué insipide qui démontre uniquement la méconnaissance par ses auteurs du métier de journaliste exercé sérieusement. Aujourd'hui, on ne s'en souvient plus guère, mais cet oubli fait aux avocats comme l'un de ceux-ci à battre publiquement sa coulpe en 1968. Il s'appelait M<sup>re</sup> Jacques Isorni. Il s'était vivement opposé dans les colonnes de ce journal, à l'un de ses confrères, ténor à l'époque, dans sa profession, M<sup>re</sup> Maurice Garçon. Garçon avait beaucoup fustigé contre les méthodes de police, les coups fourrés des instructions et des enquêtes, perdurant, après guerre, au-delà des habitudes ou des lignes que concevait l'instruction. C'est pour cela qu'il était déclaré opposé au secret de l'instruction et qu'il prônait un système inspiré des traditions anglo-saxonnes.

Isorni, lui, rétorquait que la nouvelle loi, en plaçant l'instruction sous le contrôle de la chambre d'accusation, en limitant l'obligation de secret de l'avocat avec la formule « sous réserve des droits de la défense », offrait des garanties aux justiciables. Une affaire déterminée qui fut jugée à Reims l'éclaira brutalement. Le secret n'était pas compte, écrivait-il dans ses colonnes le 1<sup>er</sup> novembre 1968, que le secret de l'instruction avait permis le pire, et que le pire devait normalement aboutir à la condamnation à mort d'un innocent. La conclusion était dans la manière de l'homme, tout feu, tout flamme : « Cette loi, au vote de laquelle j'ai tant contribué, il faut la changer, et la changer vite ! »

Vos le déserte. La loi n'a pas été changée. Plus, les recours à ses possibilités répressives se sont multipliés. Qu'un parlementaire ou un notable soit inculpé et fise dans la presse ce qu'il sait bien être véridique, le voilà qui invoque la violation du secret de l'instruction. Il sait que le journaliste ne figure pas parmi les personnes qui concourent à l'instruction et qu'il n'a donc pas de secret professionnel à respecter. Il sait aussi qu'il se livre par l'origine de son information. Alors, on a tenté de créer un délit nouveau : le recel d'une violation du secret de l'instruction : ce ne saura pas qui est coupable mais on trouvera le « recel ». Les tribunaux n'ont pas encore entériné cette façon de tricher.

Pendant ce temps, des avocats, des juges, parlent, expliquent sur les bords de la Volonne, ou ailleurs, de quoi a été faite leur journée. L'opinion se croit-elle informée ? Pendant ce temps aussi, des milliers d'affaires s'instruisent dans l'ignorance publique de leur existence. Des centaines de juges, d'avocats font leur métier en même temps que leur devoir sans songer à briller pour quiconque. Entre le silence de ces modestes et les propos claironnés des Déroulede-marchandises des plateaux de TV ou des portiques de palais, la voie doit bien être défilante qui puisse conduire à une information vraie, si timorée face à la menace d'une amende de plus, ni franchissant pour faire oublier son indigence. Car l'article 11, tel qu'on veut continuer à nous l'offrir, est, enfonçons-nous bien cela dans la tête, sans avenir à la façon d'une légimité des batards.

JEAN-MARC THÉOLÉRYE.

DÉFENSE

L'armée belge choisit un hélicoptère italien de préférence à l'Ecureuil français

L'armée belge a choisi l'hélicoptère A-109 conçu par la société italienne Agusta, de préférence à l'hélicoptère Ecureuil AS-350 L-1 du groupe français Aérospatiale. Ce contrat, qui porte sur quarante-huit appareils, est estimé à environ 13 milliards de francs belges, soit l'équivalent de 2 120 millions de francs français. Ce choix a été présenté, vendredi 25 novembre, à Bruxelles, par le ministre belge de la défense, M. Guy Coens, devant le comité

ministériel de coordination économique et sociale, qui réunit les ministres les plus importants du gouvernement belge.

Il y a un an, un appel d'offres avait opposé, outre les A-109 italiens et Ecureuil français, des hélicoptères allemands et américains, qui ont, ensuite, été écartés.

L'A-109, qui a été retenu en fin de compte, est un birotor, pesant 2,7 tonnes. Après avoir proposé le Gazelle armé de missiles antichars Hot, l'Aérospatiale avait présenté l'Ecureuil AS-350 L-1, équipé de missiles antichars Tow, de conception américaine.

Pour l'instant, si l'armée belge vient de faire connaître son choix, le contrat n'a pas été conclu officiellement, pour autant, avec la société italienne. La décision définitive devrait être annoncée publiquement avant la fin de cette année. A l'Aérospatiale, on affirme, en effet, que les discussions continuent, notamment à propos des compensations industrielles et économiques qui devront être consenties aux trois grandes régions de la Belgique (la Flandre, qui devrait recevoir de l'ordre de 35 % de la valeur du contrat en contreparties locales ; la Wallonie, pour 35 %, et Bruxelles, pour 10 %).

Le concurrent européen de Rafale devrait voler en 1991

Les consortiums Eurofighter et Eurojet ont signé, jeudi 24 novembre, à Munich, les accords par lesquels la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, l'Italie et l'Espagne de vont développer en coopération l'avion de combat European Fighter Aircraft (EFA), concurrent du Rafale français.

Ces accords portent sur la fabrication de l'avion, qui sera assurée par Eurofighter (British Aerospace, Messerschmitt-Bölkow-Blomh, Aeritalia et CASA) et sur le développement du réacteur EJ 200 construit par Eurojet (Rolls-Royce, MTU, Fiat-Avionics et Saab). La Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale participent chacune pour 33 % du coût de développement de l'EFA ; l'Italie pour 21 % et l'Espagne pour 13 %.

Quelque 800 avions et 1 800 réacteurs (dont 200 de remplacement) devraient être construits pour les armées de l'air des quatre pays. Le premier vol de l'EFA est prévu pour 1991.

FROG, c'est le plus beau livre de l'année.

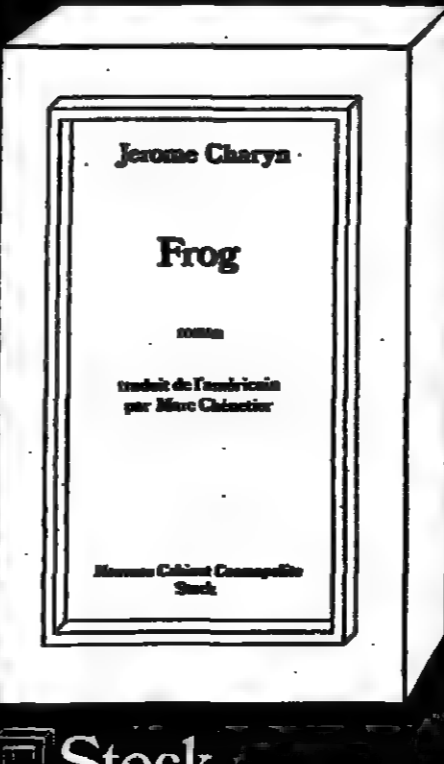
FROG, c'est Woody Allen chez Al Capone. L'univers de Charyn tient à la fois du roman noir américain et du conte de fées.

Gerard Mouchet, *Libération* : c'est à la fois Heilzapoppin et Scarface.

Claude Michel Cluny, *Le Figaro* : On songe à Marquise pour la poésie folle des images, à Singer pour son côté rabbin de Chagall, à Salinger pour l'enfance omniprésente.

Daniel Pennac, *Le Monde* : Ce romantique est un "killer", un antidote à la déprime, une revanche sur la bêtise.

Frédéric Farnet, *Le Figaro Magazine* :



312 pages  
98F

Stock

## Société

## JUSTICE

Deux anciens policiers libérés puis écroués  
dans une affaire de drogue

## Des erreurs rattrapées

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Jacques Seguin, a annulé, jeudi 24 novembre, l'essentiel de la procédure dans une affaire de drogue où étaient inculpés et écroués deux anciens inspecteurs de la police de l'air et des frontières (PAF), révoqués le 3 octobre dernier (*le Monde* du 24 novembre). Cette décision devait entraîner

« J'ai le plaisir de voir que, quelles que soient les personnes incriminées ou les faits reprochés, la procédure pénale est respectée : c'est la preuve que nous vivons en Etat de droit, avec des magistrats indépendants. » C'est en ces termes que M. Dominique Pivonia, avocat de René Baudin, a commenté la décision de la chambre d'accusation. Celle-ci sanctionne, en effet, une énorme faute de procédure commise par le parquet de Bobigny, si évidente qu'elle semble incroyable.

En mars dernier, ce parquet est informé par l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCRTIS) d'une déposition qui doit entraîner l'ouverture d'une information judiciaire. Quelques mois plus tard, en novembre 1986, un Colombien, Boris Olarte, arrêté à Panama, révèle l'existence d'un trafic de drogue via la France, et désigne trois complices, deux hommes et une femme, travaillant à l'aéroport de Roissy. L'un des hommes, précise-t-il, se prénomme Georges et est « chef de la sécurité de l'aéroport », l'autre est « expert en bombes » et la femme travaille dans « le service du protocole ». Il ajoute une description physique. L'OCRTIS identifie Georges comme étant le chef inspecteur divisionnaire Bechoche, on précisait qu'il est officier de police judiciaire (OPJ).

Le droit est strict : dès qu'un OPJ est susceptible d'être inculpé d'un

délit commis dans la circonscription où il est territorialement compétent, la chambre criminelle de la Cour de cassation doit être saisie afin de désigner la juridiction d'instruction. Or le parquet de Bobigny attendra le 29 juin 1988, soit l'interpellation et la garde à vue des personnes impliquées, pour faire cette démarche. « La procédure est donc brévilée et doit être déclarée nulle », conclut la chambre d'accusation. Elle n'écartera de cette nullité que le rapport de l'OCRTIS et le réquisitoire introduit, rédigé avant cette inobservation des règles de procédure, ainsi que la désignation, le 6 juillet, du juge d'instruction.

C'est cette porte entrouverte qui a permis, jeudi soir, à M<sup>me</sup> Coste-Florat d'inculper et d'écrouer à nouveau les

leur mise en liberté et l'annulation de leurs inculpations. Cependant la désignation du juge d'instruction n'ayant pas été annulée, celui-ci, Mme Christine Coste-Florat, du tribunal de Bobigny, a immédiatement délivré de nouveaux mandats d'amener qui ont entraîné de nouvelles inculpations et incarcérations des deux anciens policiers, Georges Bechoche et René Baudin.

trois personnes identifiées par l'OCRTIS : Georges Bechoche, René Baudin et Florence Antolini, épouse Zaden. Renée en liberté sous caution de 200 000 F, mardi soir 22 novembre, le quatrième protagoniste, Hafiza Nadi, de nationalité afghane, a été immédiatement interpellé par la police judiciaire de Reims pour une autre affaire de drogue. Elle était toujours en garde à vue vendredi matin. Ainsi la justice s'est-elle empressée de rattraper sa « bourde », qui avait grandement ému le monde policier au raison de passé de l'inspecteur Baudin, qui avait servi d'intermédiaire, en 1986, dans la remise à Yves Châlier d'un « vrai-faux » passeport dans l'affaire du Carrefour du développement.

E. P.

● RECTIFICATIF. — C'est par erreur que, dans nos éditions du 24 novembre, nous avons désigné sous le nom de Florence Jacqueline Zaden l'une des personnes impliquées dans l'affaire de trafic de drogue concernant deux anciens policiers de l'aéroport de Roissy. Il s'agit de Florence Zaden, née Antolini, qui ne travaille pas à Roissy et qui n'a aucun lien avec Florence Jacqueline Zaden. Cette confusion a pour origine une erreur de la police judiciaire, qui, au début de son enquête, a cru que la « Florence » désignée par un informateur colombien travaillait à l'aéroport.

● Remise en liberté du secrétaire général de la chambre de commerce de Nancy. — Inculpé notamment de « destruction de documents », dans l'affaire des fausses factures de Nancy, et placé sous mandat de dépôt le 18 novembre (*le Monde* du 18 novembre), M. Gérard Bourthier, secrétaire général de la chambre de commerce de Nancy (Meurthe-et-Moselle), a été mis en liberté provisoire, jeudi 24 novembre. Libéré sous caution de 50 000 F, il est placé sous contrôle judiciaire.

● AUTOMOBILISME. — Rallye du RAC. — Le Finlandais Markku Alen (Lancia Delta Intégrale) a remporté, jeudi 24 novembre à Harrogate (Grande-Bretagne), le rallye du RAC.

## MÉDECINE

## M. Evin officialise soixante-quatorze établissements pour la procréation médicalement assistée

Soixante-quatorze établissements viennent d'être autorisés à poursuivre leurs activités de procréation médicalement assistée (PMA) : 71 en métropole et trois dans les départements d'outre-mer. En annonçant au cours d'une conférence de presse, jeudi 24 novembre, cette décision, le ministre de la santé, M. Evin, a précisé que ces établissements seront répartis presque équitablement entre le public et le privé (38 pour le premier secteur, 33 pour le second et un pour la métropole).

Depuis plusieurs années, les praticiens de PMA s'étaient répartis de façon anarchique. Or le recueil d'ovocytes humains tout comme le transfert des œufs humains fécondés sont soumis à la planification sanitaire. Le ministre de la santé avait donc demandé aux équipes désirant poursuivre ces activités de soumettre leur dossier pour recevoir l'autorisation nécessaire. En tout 300 dossiers ont été étudiés par la commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction (*le Monde* du 30 septembre 1988).

La répartition s'est faite de façon que chaque région sanitaire ait au moins un établissement autorisé. « Il faut que les couples puissent avoir accès à ces techniques de lutte contre la stérilité sans avoir de trop grands déplacements à effectuer. » Sept autres établissements pourront être ultérieurement autorisés en Aquitaine, Auvergne, Bretagne, Centre, Nord-Pas-de-Calais, Basse-Normandie et Poitou-Charentes.

En ce qui concerne les établissements qui n'ont pas reçu l'autorisation

requise, le ministre leur accorde un délai de six mois pour arrêter leurs activités de procréation médicalement assistée, afin que les femmes en cours de traitement puissent terminer celui-ci. « Dans le cas où la congélation des œufs fécondés était réalisée, une convention sera signée avec un établissement proche, habilité à poursuivre cette activité, et les couples concernés seront avertis par écrit. »

Le souci du ministre a été d'offrir « les meilleures garanties techniques pour les actes de PMA et pour les conditions dans lesquelles ces techniques sont proposées (détermination de la cause de la stérilité et choix du traitement offert) ».

Les équipes habilitées devront présenter au ministre un rapport annuel d'activité, et tout changement de chef de service ou de responsable des actes devra être signalé. La commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction sera alors saisie pour avis sur la formation et l'expérience en médecine de la reproduction du nouveau praticien.

Lors de cette conférence de presse, le ministre de la santé a également rappelé son souci d'améliorer le fonctionnement interne des hôpitaux et d'étudier les rapports entre le privé et le public, ainsi que les relations entre l'hospitalisation et les soins à domicile. « J'en ai la conviction, notre système hospitalier est à un tournant de son histoire. On en voit des signes : le conflit des infirmières (...), l'explosion, entre autres, d'une crise d'identité de la

profession et, plus largement, du service public hospitalier. Je pense également aux difficultés que rencontrent les hôpitaux pour recruter ou pour conserver les professionnels de santé et notamment les praticiens hospitaliers des hôpitaux généraux. »

Le ministre de la santé craint particulièrement « la répartition implicite et silencieuse des tâches qui est en train de se dessiner entre le secteur privé, qui prend en charge les traitements les plus classiques, et le secteur public, qui accueille les patients les plus graves, les plus touchés ». Ce sont donc ces derniers établissements, qui ont des contraintes de budget global fortes, qui doivent dispenser les soins les plus coûteux. Une donnée qui, note M. Evin, peut préfigurer un déséquilibre du système hospitalier français.

M. Evin, rappelle-t-il, a confié au docteur Peigne de mener une réflexion globale sur l'avenir du service public hospitalier et l'évolution de l'hôpital public. « Je l'ai aussi chargé d'étudier la place de l'hôpital dans le système de santé en mettant l'accent sur la diversité de ses missions selon les différents types d'établissements. »

En ce qui concerne les infirmières, le ministre a confirmé le calendrier fixé lors de la signature du protocole et déclaré que les décrets d'application seront publiés comme promis pour le 1<sup>er</sup> décembre. La semaine prochaine, la commission devra commencer à travailler sur le rôle et la place des infirmières dans l'équipe soignante.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

## ÉDUCATION

## Des décisions contestées du Conseil national de l'Université

Trop, c'est trop... Les efforts de la droite mêlée — c'est-à-dire de l'Union nationale interuniversitaire (UNI) et de la tendance dure du Syndicat autonome — pour contrôler l'Université commencent à provoquer de sérieux remous, y compris dans les milieux les moins suspects de gauchisme. Dans une pétition au canon, une trentaine d'éminents philosophes — professeurs d'université, du Collège de France, du Collège international de philosophie ou de l'École des hautes études en sciences sociales — « manifestent leur émotion » contre le fait que la candidature de M<sup>me</sup> Sarah Kofman à un poste de professeur à l'université Paris-I ait été repoussée par la section « philosophie » du Conseil national des universités (CNU).

Une autre décision de la même section à l'encontre de M. Jacques Rancière, candidat à l'université Paris-VIII (Saint-Denis), a provoqué une réaction identique. M. Michel Cronzet, professeur de littérature à l'université Paris-IV, vient de démissionner de la section « langue et littérature françaises » parce que celle-ci avait rejeté la candidature de M<sup>me</sup> Colette Becker à l'université Paris-IV.

Dans ces trois cas, les candidats évincés étaient proposés en premier rang par les universités, qui ont ainsi été désavouées par le CNU. Dans les trois cas également, il s'agit de chercheurs réputés, écartés au profit d'autres candidats, dont l'expérience et la notoriété scientifique sont incontestablement plus minces.

Auteur de dix-huit ouvrages — sur Platon, Comte, Nietzsche, Freud... — M<sup>me</sup> Sarah Kofman jouit d'une réputation internationale. M. Jacques Rancière, dont la thèse (parue sous le titre *La Nuit des prolétaires*) avait été saluée comme un événement, est l'un des représentants les plus originaux de la jeune philosophie française. Quant à Colette Becker, qui a obtenu depuis un poste de professeur à Amiens, elle est une des meilleures spécialistes de Zola, auquel elle a consacré plusieurs études qui font référence, et elle publie sa correspondance au CNRS.

Ces trois affaires sont en réalité la conséquence de la politique de nomination menée sous le précédent gouvernement, à l'initiative de M. Yves Durand, vice-président de l'UNI et conseiller de M. Chirac pour l'éducation, qui a abouti à assurer la mainmise de l'UNI et du Syndicat autonome sur plusieurs sections du CNU, en particulier en littérature, philosophie, ethnologie et économie.

Cette politique a été facilitée par la réforme du CNU qui a porté du quart au tiers la proportion des membres nommés, ce qui a pu permettre, dans certains cas, de renverser la majorité issue des élections.

## « Une dérive inquiétante »

Les conflits d'écoles, de personnes ou d'idéologie sont certes de tradition dans le milieu universitaire, et certains ont pu voir dans cette pratique de gouvernement Chirac une compensation normale à des excès antérieurs venant de l'autre bord. Mais il semble que la mesure, en l'occurrence, ait été largement dépassée, au point d'inquiéter les plus modérés, pour qui les débats d'idées ne doivent pas faire oublier une certaine respectabilité académique.

M. Michel Cronzet, démissionnaire du CNU, où il était élu, et lui-même membre du Syndicat autonome, ne cache pas que les décisions de la section où il siègeait sont plus souvent dictées par des arrière-pensées politiques que par des jugements scientifiques. Pour M. Michel Prigent, animateur des Cercles universitaires, qui ont fait campagne contre la gauche de 1981 à 1986, puis contre M. Mitterrand en 1988, il est temps de « mettre un terme

aux règlements de comptes politiques, personnels ou syndicaux ». Tel est aussi l'avis de M. Jacques Bompierre, ancien président de Paris-IV, qui avait mené la bataille de cette université contre la loi Savary, mais qui a démissionné de son poste lorsque son conseil refusa la candidature de M<sup>me</sup> Gendreau-Massaloux, hispaniste réputée et présentée par la commission de spécialistes de l'établissement... mais qui avait le tort d'être conseiller à l'Elysee. Si M. Bompierre ne veut pas attacher à ces affaires récentes une importance excessive, il y voit « les signes d'une dérive inquiétante ». L'historien Pierre Chaunu, nouveau président du syndicat autonome, réagit dans le même sens en rappelant les principes élémentaires de la déontologie universitaire.

L'attitude de ces quelques sections du CNU est d'autant plus préoccupante que cette instance joue théoriquement le rôle de garant scientifique et de contre-poids aux pressions locales, particulièrement fortes lorsqu'il s'agit de nominations d'enseignants. Si son rôle est de s'opposer aux propositions des universités qui ne lui paraissent pas justifiées, une telle intervention est lourde de conséquences. Elle doit donc être justifiée et incontestable sur le plan scientifique. Ce qui n'est pas précisément le cas dans les affaires qui défilent actuellement la chronique.

L'autonomie de l'institution universitaire donne peu de possibilités au ministère d'intervenir. Le ministre n'est certes pas tenu de suivre l'avis du CNU, mais une telle décision, contraire à l'usage, ne peut qu'être maniée avec la plus grande précaution. Le CNU venant d'être constitué, ses membres élus ou nommés sont en place pour six ans, et l'on voit mal le ministre se livrer à une nouvelle réforme de cet organisme qui a déjà été modifié plusieurs fois en quelques années.

Certains ne manquent pas, toutefois, de l'y inciter, comme M. Jacques Derrida, directeur d'études à l'EHESS, qui souhaite dans une interview au *Nouvel Observateur* que « le ministre favorise des débats de fond au cours desquels la communauté académique prépare la mise en place de nouvelles institutions. Celui-ci devrait être autant que possible à l'abri de l'intolérance et des abus de pouvoir ». « Tout discours en direction des intellectuels qui laisserait l'université en l'état, à l'écart ou à la disposition forces paralysantes serait gravement incohérent », ajoute M. Derrida.

Instituer un tel débat revient à soulever les questions de l'appréciation du travail scientifique des enseignants, des processus de recrutement et de nominations, et de l'autonomie des universités. Ce qui repousse, en définitive, sur l'aptitude de la communauté académique à s'auto-évaluer et à gérer ses conflits. Les affaires récentes montrent qu'elle en est encore loin...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

**Le Monde**  
PUBACITÉ TOURISME-CASTRONOMIE  
45-55-91-82, poste 4344

**LA BOURSE**  
**Le 1**  
**AUX STAGES**

Etudiants\*  
100 stages  
en Europe

à gagner dans le Monde  
du 21 au 30 novembre.  
Retrouvez laquelle  
des entreprises participantes  
se cache derrière  
les affirmations suivantes.  
(Voir logos dans  
le Monde Affaires.)

Conservez vos réponses.  
Vous les repartirez  
dans le bulletin-réponse qui paraîtra  
le 30 novembre (*le Monde* du  
1<sup>er</sup> décembre). Pour vous aider  
en Europe 1.  
un indice sera diffusé chaque jour  
au Journal de 20 heures pendant  
toute la durée de la Bourse.  
Retrouvez ces indices sur minitel :  
36.15 LEMONDE  
ou 36.15 EUROPE 1.

\* Bas + 3 minimum obtenu courant 1988.

- 21 Un oui pour se faire un nom.
- 22 Le numéro un européen du progiciel.
- 23 Des transactions électroniques aux services pétroliers, de la gestion de l'eau, du gaz, de l'électricité au contrôle industriel, des systèmes graphiques aux instruments électroniques, nous sommes 50 000 à travers le monde.
- 24 Il réunit l'ensemble des activités chimiques d'un grand groupe qui a changé de nom en septembre 1988.
- 25 Artisan du paysage régional, l'entreprise associe son nom aux grands projets de construction normands et picards.

**Le Monde**  
**CAMPUS**  
avec  
**EUROPE 1**



## Les avions de Mérignac

La construction d'un institut de maintenance aéronautique devrait démarrer en 1989 à proximité de l'aéroport de Bordeaux-Mérignac. Cet institut formera cinquante étudiants par session à un DEUG, puis à une licence de maintenance aéronautique qui débouchera, après un stage de six mois en entreprise, sur un diplôme d'ingénieur-technicien. Il accueillera également des stagiaires européens et étrangers, africains en particulier.

La création de cet institut s'inscrit dans la ligne des efforts entrepris par les responsables du secteur aéronautique de l'IUT A de Bordeaux avec le concours de la SOGERMA, filiale de l'aérospatiale installée à Mérignac et spécialisée dans la réparation des avions. Depuis peu, des compagnies aériennes, Air France, Air Inter, Air Italia, des constructeurs aéronautiques et des universités belges en particulier se joignent au projet dans le cadre de l'association SIAR. Créée en 1987, elle bénéficie d'une reconnaissance européenne dans le cadre du projet COMETT destiné à faciliter la circulation des étudiants dans les universités européennes.

G. de M.

(IUT A — Domaines universitaires, 33405 Talence Cedex ; tél. : 55-80-88-88.)

## ● Robotique

L'École des mines de Douai (Nord) propose une formation d'une durée de vingt mois à des techniciens supérieurs, pour acquies un diplôme d'ingénieur, notamment dans les secteurs de la robotique, l'informatique, le génie civil et les biotechnologies. (École des Mines — 641, rue Charles Bernad, BP 838, 59508 Douai Cedex ; tél. : 27-93-20-29.)

## ● Formation et régions

La Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) lance un appel d'offres de recherche sur le thème « formation et développe-

ment régional en Europe à l'horizon 1995 ». Date limite de dépôt des projets : 5 janvier 1989.

(DATAR, Faculté des sciences économiques d'Aix-Marseille II — 14, rue Pavie-de-Chavannes, 13001 Marseille ; tél. : 91-90-98-98.)

## ● Forum Mines-Ponts

L'École nationale des ponts et chaussées et l'École nationale des mines de Paris organisent, les 29 et 30 novembre, à l'Hotel Pullman, 17, boulevard Saint-Jacques (Paris-14<sup>e</sup>) un forum sur le thème « relations humaines et innovation ».

(Forum Mines-Ponts — 28, rue des Saints-Pères, 75007 Paris ; tél. : 42-60-34-13.)

## Société

### ENVIRONNEMENT

Un accord européen applicable le 1<sup>er</sup> octobre 1992

## Les gaz polluants des petites automobiles seront réduits de moitié

Les ministres de la CEE chargés de l'environnement, ont abouti, jeudi 24 novembre, à un compromis sur les normes antipollution pour les petites voitures (cylindres inférieurs à 1 400 centimètres cubes). La réglementation adoptée par les Douze entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1992, tandis que la législation européenne pour les moyennes et grosses cylindrées, arrêtée en décembre 1987, commencera à s'appliquer l'année prochaine.

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre envoyé spécial

« Pour la protection de l'environnement et l'avenir de l'industrie automobile, le me flâne de cet accord », a déclaré M. Brice Lalonde, le secrétaire d'Etat français chargé de l'environnement, à l'issue des travaux du conseil des ministres de la Communauté. La France a, il est vrai, tout lieu de se montrer satisfaite en raison de la position de l'Allemagne fédérale, qui a permis de prendre une décision à la majorité qualifiée. La Grèce, le Danemark et les Pays-Bas se sont prononcés contre le projet de la Commission européenne, ces trois Etats estimant des valeurs d'émission plus basses, comparables à celles en vigueur aux Etats-Unis.

Les normes européennes, même si elles permettront de réduire de plus de 50 % les gaz polluants (monoxyde de carbone, hydrocarbures, oxyde d'azote) émis actuellement par les véhicules vendus dans la CEE, sont, en effet, moins strictes que celles appliquées par les Américains. Les Allemands, malgré la

pression du parti des Verts, ont finalement accepté de jouer la cohésion communautaire.

Le dossier n'est pas pour autant bouclé. Les constructeurs français ne seront pleinement rassurés que l'année prochaine. Le projet de loi néerlandais, qui porte sur les incitations fiscales (sous forme de réduction de TVA) pour le rachat de véhicules répondant aux normes américaines a suscité une mise en garde de l'Institut de la CEE. En octobre, Bruxelles avait menacé La Haye d'un recours devant la Cour européenne de justice si la législation envisagée était votée et appliquée au début de 1989.

C'est ce projet qui avait incité M. Jacques Calvet, le PDG de Peugeot, à faire feu de tout bois pour éviter le gouvernement à revenir sur l'accord de principe donné en juin dernier à la réglementation adoptée aujourd'hui. La volonté de la Commission de contrôler les Pays-Bas explique que la France n'ait pas finalement changé de position.

Désormais, tout dépend de l'arrêt qui sera rendu par les juges de Luxembourg si les Néerlandais mettent à exécution leur projet. A ce stade, rien n'indique qu'ils y renonceraient. Une condamnation des Pays-Bas signifierait la fin des incertitudes françaises.

Dans le cas contraire, la République fédérale s'engouffrera allègrement dans la brèche ouverte en offrant à son tour des dégrèvements fiscaux aux automobilistes désireux d'acquiescer des voitures moins polluantes. Deux régions allemandes appliquent déjà une loi qui limite par temps de brouillard la circulation aux seuls véhicules respectant les normes américaines. Là encore, la réponse de la Cour de justice de la CEE sera décisive.

Soucieux de maintenir l'accord tel qu'il a été conclu, les Français,

imités par les Espagnols, ont pris la précaution de déclarer formellement que les normes européennes ne pourront pas être modifiées pendant les premières cinq années d'application de la directive communautaire. Le texte des Douze prévoit en effet de faire le point en 1991 afin d'apprécier l'opportunité de baisser les seuils d'émission. Pour les Français, qui développent un moteur « à mélange pauvre », toute modification mettrait en cause les travaux en cours.

### Interdire le transfert des déchets toxiques

Les ministres de l'environnement ont, en outre, adopté une résolution invitant les Etats membres à prendre toutes les précautions nécessaires pour les exportations de déchets toxiques vers le tiers-monde. La Grande-Bretagne a consenti à donner son avis au texte communautaire.

### RELIGIONS

## Une « fraternité » officielle pour les transfuges d'Ecône

Le Vatican vient officiellement de reconnaître la Fraternité Saint-Pierre, fondée le 18 juillet dernier à Hauterive, près de Fribourg, en Suisse, devenue la structure d'accueil des prêtres et des séminaristes qui ont refusé de suivre Mgr Lefebvre dans le schisme.

Cette Fraternité obtient le statut de « société de vie apostolique », directement reliée au Saint-Siège (à la différence d'autres sociétés sacerdotales comme les Sulpiciens ou les Cisterciens), ce qui leur laisse une assez large autonomie. Ses prêtres seront ordonnés dans cette société et non soumis à l'autorité des évêques diocésains. C'est un tel statut qui avait été proposé par le Vatican à Mgr Lefebvre pour sa Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, que le futur évêque schismatique avait fini par refuser après avoir accepté.

Le supérieur général de la Fraternité Saint-Pierre est l'abbé Joseph Biez, un prêtre suisse, qui a été pendant longtemps l'un des principaux collaborateurs de Mgr Lefebvre à Ecône. Il vient d'ouvrir un séminaire à Wigratzbad, près d'Augsbourg (RFA), qui compte déjà trente et un étudiants, dont vingt-cinq sont d'anciens séminaristes de la Fraternité lefebvriste Saint-Pie X.

# CLASSE AFFAIRES AMERICAN AIRLINES

PLUS D'ESPACE

PLUS DE CONFORT

6 FAUTEUILS

PAR RANGÉE

ET SEULEMENT

UN VOISIN



## American Airlines

4 vols quotidiens sans escale au départ de Paris-Orly. Correspondances vers 200 destinations en Amérique du Nord (dont certaines en liaison avec notre partenaire régional American Eagle). Pour vos réservations, appelez votre agent de voyages ou contactez-nous au (1) 42.89.05.22. En province, contactez notre agent général Loisirs S.A.

### JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

DES fantômes pharaoniques se sont emparés, la semaine passée, du barreau de Paris. Ce ne sont en effet pas moins de deux mille personnes — selon des estimations qui ne sont pas dues aux renseignements généraux — qui ont répondu par leur présence aux quinze mille invitations lancées par le conseil de l'ordre.

Qu'il parait masqué le président de la République, qui ne réunit, pourtant au nom de l'Etat, que six mille invités le 14 juillet dernier (après sa réélection) dans les jardins de l'Élysée ; avec, à côté, le premier ministre qui n'a convié que trois mille personnes à sa garden-party du mois de juin. Quant aux réceptions qui donnent le président du Sénat et le président de l'Assemblée nationale, elles en deviennent carrément sorcères.

Tout cela ne constituerait qu'un épisode supplémentaire des fêtes à la Eugène Rougon si, pour recevoir, nourrir et divertir cette sous-préfecture d'un soir, le barreau de Paris, qui geint volontiers sur sa condition, n'avait déboursé, selon des indiscretions venues des meilleures langues de vipère de la profession, qui n'en est pas chiche, quelque chose comme 8 millions de francs.

Pour donner une idée de ce que représente cette somme, elle équivaut à deux ans et trois fois le budget annuel de l'aide judiciaire pénale du tribunal de Paris. En 1987, au titre de cette aide judiciaire, dite exactement « commissions d'office », les avocats ont touché, pour 11 985 prestations gratuites au tribunal de Paris, 3 143 190 francs.

Mais il est vrai que pour installer dix-huit buffets et une grosse douzaine d'orchestres, pour rémunérer le personnel costumé façon Bicentenaire ; afin que dans la défense et mange le conseil, qui grignote le civil et déguise le pénal, il fallait bien compter cela.

Inutile de dire que pour abriter tout ce monde, le palais de justice, dont les dimensions ne sont pourtant pas étonnantes, n'a pas suffi. Le barreau avait donc aussi réquisitionné le tribunal de commerce qui fait face au palais.

En dépit de cela, les invités ont eu la très nette impression, selon plusieurs témoins qui tous assurent qu'on ne les y reprendra pas, d'avoir pris le métro en robe du soir aux heures d'affluence.

Il est juste de dire que cette folie des grands est récente. Jusqu'au début des années 70, la « réception du bâtonnier » était vraiment la sienne puisqu'il la payait sur ses deniers personnels. Aussi le nombre des invités était-il nettement plus modeste (quelques centaines) et la (grande) salle basse de la Conciergerie suffisait à les recevoir.

A sa sortie de charge, non sans avoir lui-même réglé les deux réceptions qui lui incombaient durant ses deux années de fonctions, un bâtonnier fit décider que, désormais, cette manifestation serait financée par l'ordre des avocats. Cela paraissait plus logique.

Ses successeurs firent donc de bonnes économies pour recevoir un choix de leurs confrères et un échantillon des magistrats de la juridiction. La salle de la Conciergerie conti-

nue d'être le théâtre de ces raisonnables festivités. Un seul orchestre, si ce n'est même une simple « bande-son », suffisait à faire danser la jeunesse et les vieux dragueurs.

Puis vint un bâtonnier qui, prétendant de la démocratie, se prit les pieds dans la grandeur. Estimant qu'il n'y avait pas lieu de priver celui-ci et d'éliminer celui-là, il résolut d'inviter « tout le palais » : les six mille avocats, les huit cents magistrats ; peut-être même les greffiers et les appariteurs car, étant un libéral de la variété Chamillière-Frères, il avait des préoccupations sociales.

Son successeur tenta de revenir à plus de raison. Force est de dire qu'il s'en mordit les doigts. Son deuxième raout montra les limites de sa résistance et l'on emprunta de nouveau les chemins réels de Malingre de la Poudre aux yeux et de Tourne-bras de M<sup>me</sup> de Ségur. C'est pourquoi, un soir de 1988, le RER a traversé le palais de justice de Paris et ses dépendances.

## Soirées

Compte tenu de l'inflation naturelle des choses qui n'affecte pas que les monnaies, un avocat prédit qu'il faudra l'année prochaine annexer la préfecture de police et le dépôt ; celle d'après, la cathédrale Notre-Dame.

**A**LORS que la seule évocation de ce magna aurore, chez celui qui la peut, une sensation voisine de la suffocation, la soirée que donnait, mardi, le Conseil constitutionnel fait passer sur le papier un parfum d'herbe fraîche. Pour la réception annuelle de l'institution qu'il préside, Robert Badinter avait en effet imaginé de recréer « un concert au Palais-Royal en 1788 ». Ne serait-ce que pour rappeler que la France existait aussi cette année-là, même si les célébrations à venir l'an prochain nous gèreront jusqu'à l'éclatement de la seule année 1789.

Il avait pour cela sollicité le concours du trio Bretonno... et de compositeurs de l'époque. Sans oublier, pour la partie vocale, M<sup>me</sup> Brigitte Lafon, que la nature (et le travail, qui en est une seconde) a dotée d'une voix dite « de Dugazon », du nom d'un soprano mezzo coloratura qui brillait à la fin du dix-huitième siècle.

A peine deux cents personnes assistaient à ce concert d'une heure (pile !), au premier rang desquelles le président de la République venu de la sorte honorer le Conseil constitutionnel malgré le peu de goût — et c'est un euphémisme — qu'on lui connaît pour la musique et, moins encore, pour l'opéra.

M<sup>me</sup> Françoise Tillard au piano, M. Edouard Pops au violon, M. Raymond Maillard au violoncelle (ah ! le violoncelle !),

jouèrent donc les compositeurs à succès qui enchantent la monarchie et divertissent la Révolution. Y compris « Marie-Antoinette, reine de France », comme disait le programme, dont la carrière fut interrompue pour cause de licenciement, mais qui avait auparavant tiré de sa tête plutôt écorchée une jolie musique pour aller sur les paroles de Florian.

**L**ES commémorations en cours ont le mérite de tirer d'un oubli partiel ou total ces compositeurs qui, franchement, méritent mieux que cela. A commencer par Grétry ou Deshayes dont les romances donneront à M<sup>me</sup> Lafon l'occasion de développer une voix dont la grâce la dispute à l'ampleur. Des textes dits en même temps que chantés, un modeste et des aigus effranchis du moindre vibrato ; cela créant un tel ravissement que le dix-huitième acquiesce des privilèges s'en trouvent ressuscités et qu'à la légèreté de ces éveugles, on se surprenait, l'espace d'un moment, à distinguer des accusers.

Mais, après tout, si de rudes révolutionnaires, entre deux guilothades, pâlemaient à Pleyel ou à Méhul, pourquoi un honnête citoyen de 1988, hostile à la peine de mort, ne ferait-il pas sans vergogne de même ?

D'autant que ce trio Bretonno, soutenu, c'est vrai, par le somptueux décor du Palais-Royal, qui abrite le Conseil constitutionnel (et le Conseil d'Etat et le ministère de la culture), possède une rare puissance d'évocation.

Des images passent devant les yeux qui sont d'un temps révolu. Les embarras actuels en paraissent éloignés. A 3 mètres de soi, l'adversaire ou l'ennemi en devient un compagnon de plaisir. Tout est simple et facile. L'époque s'épure dans un trio de Mozart, s'envoie dans une sonata de Méhul. La musique adoucit les mœurs. Même Pierre Joxe, à l'injuste réputation de dureté, faisait passer un moment d'émotion en demandant, adversaire politique mais fils attentif, à M. Louis Joxe si « papa » voulait un jus d'orange.

Il venait alors des pensées coupables sur le modèle de cette bien neuve duchesse d'Empire gémissant devant Murat sur « la douceur perdue de l'ancien Régime », mais qui s'attirait cette réplique : « A quoi pensez-vous de dire cela ? A cette époque, vous auriez été aux cuisines et moi à l'écurie. » C'est pourtant vrai et il ne faut pas le perdre de vue, même sous le coup d'un concert dédié au Palais-Royal.

**P. S.** Ce qui s'est passé, mercredi, à l'Assemblée nationale rend honteux de s'attarder à des événements évidemment futiles. Car il est clair que l'assaut conduit contre M. Arpaillange n'a pour origine ni la divergence des opinions ni la différence des convictions mais la haine. Oui, la haine. La droite est-elle à la recherche d'un deuxième Roger Salengro, accusant aujourd'hui Pierre Arpaillange de complicité avec les terroristes, comme elle accusa Roger Salengro, durant l'entre-deux-guerres, de défection devant l'ennemi en 1914-1918 ?

## Sports

## Un entretien avec Michel Platini

« Nous allons souffrir pendant deux ans »

Moins de vingt-quatre heures après la défaite de l'équipe de France à Belgrade, le nouveau sélectionneur des Bleus, Michel Platini, avait repensé Nancy. C'est là, dans les locaux du club local, l'ASNL, dont il est vice-président depuis six semaines, qu'il a renoué pour nous le fil de son histoire avec le football.

NANCY  
de notre envoyé spécial

« Pourquoi avez-vous utilisé le mot « hold-up » en évoquant ce qui aurait pu être une victoire française à Yougoslavie ? »

« Quand une banque est dévalisée, on dit bien qu'elle a été victime d'un hold-up. Et personne ne s'attend à ce qu'une banque soit dévalisée. C'était la situation de l'équipe de France à Belgrade samedi dernier. Elle pouvait, elle a failli réussir un hold-up, c'est-à-dire arracher aux Yougoslaves, qui étaient réputés plus forts, que nous, une victoire qui nous aurait rapporté deux points précieux. »

« Mais cela revient à dire que la France doit voler les victoires, donc qu'elle est en situation d'effraction, de faiblesse... »

« Je pense que nous allons souffrir pendant deux ans. C'est un problème de gestion. Il manque un maillon dans la chaîne du recrutement. Mais ce n'est pas catastrophique. En football il s'agit avant tout de ne pas faire d'erreur. A Belgrade, la défense Yougoslave en a fait une, grossière, qui a permis à Perez d'ouvrir la marque. Puis nous en avons fait qui ont permis aux Yougoslaves de revenir et de gagner. Moins nous ferons d'erreurs, mieux ça ira... »

« En fait, je n'ai eu que deux semaines pour préparer cette rencontre. En arrivant au centre de Clairefontaine pour le stage, il y avait des joueurs que je ne connaissais pas autrement que de nom. Je parlais dans l'inconnu. J'ai dû improviser. Le match contre l'Écosse est dur, mais cela nous laisse le temps de voir ce qui n'a pas collé, de discuter avec les gens qui ont les mêmes conceptions du foot-

ball que moi, de faire des mises au point. »

« Mais l'important dans ce qui s'est passé à Belgrade, c'est que Jean Tigana, qui comprend ce que je ressens et qui peut le transmettre sur le terrain, a retrouvé l'envie de jouer sous le maillot bleu, la même envie qu'il avait il y a trois ou quatre ans. Je suis donc serein. »

« L'image de Platini flottant, triomphant sur le terrain, est-elle définitivement effacée par celle de Platini en trench-coat, se rougeant les joues sur le banc de touche ? »

« En me retrouvant dans l'ambiance de l'équipe, j'ai eu envie de jouer. C'était comme un réflexe. Sans doute parce que je n'ai pas tout à fait arrêté. Je m'entraîne parfois avec les joueurs de Nancy. Avec les Bleus, lorsqu'il y en a un qui tire la jambe je fais le seizième. »

« Mais je sais que je dois rester en dehors du terrain. Maintenant, mon rôle est de préparer l'équipe, de former un groupe, de lui donner un esprit, une tactique... Et pour cela, je peux être amené à faire des choix qui surprennent. Personne n'avait trouvé ni les seize ni les onze pour Belgrade. Bref, le sélectionneur a bien pris le pas sur le joueur. »

« Lors de votre jubilé, un malin disait, vous aviez écarté l'idée d'être dirigé par club ou entraîneur. Or quatre mois après on vous retrouve dans la peau d'un vice-président de l'AS Nancy-Lorraine et d'un sélectionneur de l'équipe de France. Qu'est-ce qui vous a décidé à « plonger » ? »

« Je n'avais pas le droit de faire autrement. Un droit moral s'entend. Je dois beaucoup au football, je lui dois même d'avoir réalisé, à trente ans passés, qu'il n'était qu'une infime partie de la vie, du monde, qu'il était surtout la part de rêve. »

« Voilà pourquoi j'ai accepté alors que je croyais pouvoir refuser. Beaucoup n'ont pas compris. Les journalistes italiens en particulier, qui me sont tombés dessus. Ils y ont vu une histoire d'argent, de business. C'est faux. Comme il est faux de dire que ce sont des cercles d'amitiés qui m'ont amené à cette place. Je compte sur Canal Plus, je joue avec le Varès club, j'écris dans l'Équipe, je parle sur RTL... Ce n'est pas là que s'est prise la décision. »

Et Claude Bez ne m'a pas convaincu avec un chèque. Il n'y a pas d'ailleurs le moindre casier judiciaire entre nous. »

« Avant cela, je l'avais rencontré trois fois : quand il m'avait demandé de venir jouer à Bercy et que je lui avais répondu non ; quand il m'avait invité au jubilé de Bernard Lacombe ; et quand il m'a demandé de jouer avec les Girondins à Los Angeles... Claude Bez est un bon gestionnaire. Et nos tâches auprès de l'équipe de France sont clairement réparties : je m'occupe du terrain, il s'occupe de l'entraînement. Et il le fait bien. Ses réactions ont des coups de gueule à propos des uns et des autres ne sont pas mon problème. »

« Je constate simplement qu'il a passé cinq jours avec l'équipe de France à la veille d'une rencontre de coupe d'Europe importante pour son club. En fait, tout marchera bien si chacun fait bien son travail à la place qui est la sienne. Jean Sedoulet à la Ligne, Jean Fourmet-Fayard à la Fédération, moi comme sélectionneur et Claude Bez comme entraîneur. »

« Le sens du devoir et le masochisme, dont vous avez aussi parlé pour expliquer votre décision - puisque elle risque de vous attirer plus de critiques que de louanges - sont-ils vraiment les deux seules raisons de votre prise de responsabilité ? »

« Ce que j'ai dit au moment de la dernière Coupe du monde a pu faire croire que je me désintéressais du Mondial. Ce séjour au Mexique était vraiment une galère pour moi. J'étais blessé, donc je ne pouvais pas donner le meilleur de moi-même et je m'exposais aux critiques. L'isolement et aux contraintes de sécurité étaient pesants... »

« Mais, toute autre circonstance, une Coupe du monde c'est bien le plus beau moment de la vie d'un joueur, et c'est aussi le plus beau moment pour les supporters de ces joueurs. C'est pour cela qu'il ne faut pas manquer la Coupe du monde en Italie, un pays où jouer au football, c'est réellement fantastique. C'est pour cela que je me suis impliqué dans la sélection. Pour rien d'autre. J'ai un contrat jusqu'en 1989 uniquement parce qu'il fallait en faire un. »

« A propos de votre collaboration à Canal Plus, Charles Bétty disait que vous aviez besoin de « travail, motivation et concentration ». Est-ce que la sélectionneur a les mêmes contraintes que le commentateur ? »

« J'ai le football dans la peau. C'est peut-être ce qu'on ne comprend pas bien à Canal Plus. Je n'ai pas besoin de travailler ou de me concentrer pour comprendre en trente secondes ce qui se passe sur un terrain. Et ce n'est pas la peine de parler de ma motivation... »

« En revanche, ma collaboration avec cette chaîne m'a permis de voir le terrain sous un autre angle, à formuler clairement ma pensée, à soigner ma présentation dans toutes les circonstances. Et c'est utile pour le sélectionneur. Mais ça fait je sais comme un candidat, je m'adapte aux circonstances. C'est sans doute ma nature de Gémus, enfin c'est ce qu'on m'a dit... »

« C'est pour cela que vous avez tellement changé dans vos rapports avec la presse entre la conférence de presse qui a suivi votre nomination et maintenant... »

« L'ennui, c'est qu'il faut toujours se justifier. J'ai passé plus de temps à expliquer pourquoi j'ai fait tel ou tel choix qu'à faire ces choix. Or c'est simple : je pense que je peux être utile pour faire progresser l'équipe de France. Je le pense sans orgueil parce qu'à Auxerre Guy Roux demandait à ses joueurs de regarder les matches que je commentais sur Canal Plus afin d'acquiescer une meilleure compréhension du jeu. »

« Cela dit, voilà pourquoi la première conférence de presse s'est déroulée dans un climat malsain : on me posait des questions biaisées, qui ont fait s'adresser à d'autres. Je me suis brisé. Et dans ces cas, l'humour, les piroquettes me servent de bouclier, un peu comme pour Jean-Pierre Rivet. Après, lors du stage et à Belgrade, tout a été plus clair : on ne parlait plus que de football. »

« Est-ce que vous pensez que Roger Bessac, l'ancien champion de France, qui depuis un an, ont obtenu de la Fédération française de ski l'autorisation de travailler ensemble et de former le groupe des polyvalents avec l'entraîneur de leur enfance : Serge Guillaume, s'exprime, « Lucio devient ainsi le porte-parole improvisé de « Péggy ». »

« Nous ne nous connaissons pas. Il est venu à Belgrade et il nous a dit que l'équipe avait maintenant des bases pour construire la qualification. C'est très aimable de sa part. Mais j'avais envie de lui demander pourquoi un mois après la rentrée des classes mon fils n'avait toujours pas de cours de gym... »

« Dans les discours politiques plus personne ne parle de sport. C'est sans doute parce que dans l'esprit de beaucoup le sport est devenu une affaire de gros sous. Cela rend les gens jaloux et amers. Pourtant, le sport c'est d'abord une histoire d'amitié et de copains. C'est aussi la part du rêve comme je le disais. »

« Lundi dernier, la une des journaux était partagée entre le match de Belgrade et les opérations de Pechiney. On annonçait la création de mille emplois à Dunkerque alors que le double, si j'ai bien compris, était supprimé ailleurs. C'est la réalité. Notre défaite, c'était le rêve, quelque chose sans autre importance que les sentiments et les émotions qu'il en restera. »

Propos recueillis par  
ALAIN GAUDOU.

LES HEURES  
DU STADE

## Basket-ball

Championnat d'Europe. — France-Finlande, jeudi 1<sup>er</sup> décembre au stade Coeurbin à Paris (Cetel + à 22 h 20).

## Football

Championnat de France. — Vingt-troisième journée, le samedi 26 novembre, Marseille-Lille, le 25 (Cetel + à 20 h 05).

## Hockey sur glace

Championnat de France. — Dix-septième journée, samedi 26 novembre, France Volants-Mont-Blanc (FR 3 à 23 h 35).

## Rugby

Roumanie-France. — Samedi 26 novembre à Bucarest (A 2 à 15 h).

## Ski

Coupe du monde de ski alpin. — Supergéant dames, samedi 26 novembre. Supergéant hommes, dimanche 27 novembre à Schladming (Autriche). Géant dames, lundi 28 novembre aux Manégros. Géant hommes, mardi 29 novembre à Val-Thorance.

## Tennis

Maestros masculins. — A partir du mercredi 30 novembre à New-York.

## SKI ALPIN : la rentrée de Franck Piccard

## Le poids d'une médaille

La première épreuve de la Coupe du monde de ski alpin a lieu samedi 26 novembre à Schladming. La station autrichienne héberge les deux supergéants initialement prévus aux Manégros, et qui avaient été reportés faute d'enneigement suffisant dans les Alpes. Depuis que cette décision a été prise par les délégués de la Fédération internationale de ski (FIS), les flocons sont tombés et la station « olympique » de la Savoie est prête pour organiser des compétitions lundi 28 et mardi 29. Ces courses vont permettre à Franck Piccard, champion olympique à Calgary, de retrouver ses adversaires du cinq blanc et peut-être d'oublier ses angoisses de l'hiver.

Les cameramen le traquent, les chasseurs de signatures célèbres le guettent, les premiers skieurs de l'hiver s'arrêtent pour regarder ses évolutions. Walkman sur les oreilles, Franck Piccard essaye de garder son calme devant ces assauts. Le champion olympique tente d'oublier les victoires et les succès de l'hiver passé pour ne penser qu'à la préparation de la saison qui débute.

C'est Piccard le « masque », profil bas. Mieux vaut ne pas le déranger dans ces moments-là. Les représentants des différentes chaînes de télévision vérifient ce trait de caractère du champion tricolore. Ses « oui » et ses « non » débites sur un ton mono-

tribue continue quand même à donner son point de vue. « Luc Alphand considère que son ami n'a pas beaucoup changé. Parfois je me demande seulement si sa bulle n'est pas plus épaisse, car il sait que les sollicitations extérieures sont plus nombreuses. » Les deux copains retrouvent encore leurs séances de fou rire. Ensemble ils s'amuse à tous les grimaces de Jean-Luc Crétier, un autre larron de la bande.

Un match de volley-ball rend au passeur Piccard un sourire naturel. Les sports collectifs pratiqués le soir après avoir déchaussé ne sont pas une contrainte pour cet amateur de bal-



Franck Piccard : il a sorti le ski français de l'oubli.

corde ne satisfait personne. Pic, ainsi que le surnomment ses rares intimes, l'emporte finalement par abandon. Les « gémus » depuis, il peut à nouveau fixer ses bottes et enfiler son casque pour aller rejoindre ses compagnons d'entraînement.

Lorsque Franck s'enferme dans sa bulle, il est difficile de l'en faire sortir. Mais Luc Alphand, le copain de toujours, est là pour supplier les silences, pour raconter les derniers mois de vie commune. Membre du « gang des Top Guns » — ces quatre skieurs, qui depuis un an, ont obtenu de la Fédération française de ski l'autorisation de travailler ensemble et de former le groupe des polyvalents avec l'entraîneur de leur enfance : Serge Guillaume, s'exprime, « Lucio devient ainsi le porte-parole improvisé de « Péggy ». »

Luc, le Méridional — Montgenèvre, c'est presque le sud — raconte les stages d'été. Il évoque les courses à bicyclette sur la Côte d'Azur, les descentes en kayak à Briançon, et bien sûr le ski qu'il a pratiqué depuis le mois de juin sur les glaciers d'Autriche et de France. « Chacun notre tour, nous avons pris en charge l'organisation matérielle des stages de préparation physique, explique-t-il. Une façon de s'occuper encore plus du groupe des polyvalents, selon notre entraîneur. » Franck a participé à tous ces déplacements. Mais lui n'a rien proposé dans sa station avoyard. Son obé secret. La nouvelle fois emporté même à l'égard de ses amis intimes.

Aux Saïens, il y est retourné pour tant au cours de l'été. Il a même travaillé avec ses frères à la réfection d'un chalet familial. « Champion olympique ou pas, le père Piccard sait faire travailler ses enfants », commente Sylvain Doo Lema, le nouveau patron des skieurs français. Les cadeaux, les chèques, héritages des victoires de Calgary, n'ont pas modifié profondément la vie de Franck. Il a été légèrement les cordes de sa nouvelle guitare, présent de la Fédération, mais a décidé de garder sa R5 Turbo 2 car « elle tourne vraiment bien ».

Pas de folies pour ce solitaire, qui reconnaît seulement l'achat de billets d'avion pour aller à La Bèche. Dix jours de vacances et de promenade en vélo avec son amie. Une sorte de trêve dans son programme, justifiée par l'annulation des épreuves de la Coupe du monde prévues en Argentine à la fin de l'été. Pas de dédain, de la part du médaillé, qui a honoré tous les engagements liés à sa performance. Mais devant l'afflux des sollicitations, il s'est quand même tourné vers des spécialistes. Les professionnels du groupe IMG de l'Américain Mark McCormack l'aident maintenant à gérer son agenda comme il l'avait fait naguère pour le dernier Français médaillé d'or, Jean-Claude Killy.

Depuis les Jeux, Franck a pris un peu plus de poids dans le groupe. Mais chacun des cinq membres de la

lions ronds. Au pied du fillet, il se laisse aller à parler de « la bonne saison passée, bonne pour tous, garçons et filles », de son ami Jean-Pierre Fathol, avec qui il s'entraîne souvent au téléphone, des bouleversements à la tête de la Fédération. Le ton est calme, les allusions à peine voilées, et sous les cheveux ras les yeux pétillent.

Franck évoque les entraînements où « les trois autres sont bien supérieurs à moi ». Il regrette l'annulation des courses en Argentine — « on s'est retrouvé le bec dans l'eau alors que l'on était fin prêt » — et affirme qu'il est candidat aux trois disciplines : descente, slalom et supergiant. Candidat à concourir bien sûr, parce qu'avec ce champion il ne faut pas parler de victoires. Le mot n'est pas tabou, mais il répugne à le prononcer. « Moi je veux que Luc réussisse, et les autres aussi, après. Je souhaite que les JO profitent à tout le monde. »

Calgary, deux médailles et quinze jours plus tard, une victoire en supergiant dans une épreuve de la Coupe du monde à Vail aux États-Unis : l'année 1988 a enrichi le palmarès de l'ancien champion du monde junior. Des succès presque trop rapides après une longue période de pénurie. « J'aurais peut-être dû arrêter, en rentrant des Jeux. Cela aurait été plus simple. »

Le douanier Piccard n'a quand même pas hésité très longtemps. La passion du ski l'a poussé à continuer. « C'est ma vie », explique-t-il, heureux de vanter un sport qu'il pratique depuis près de seize ans. Mais les glisses ordinaires ne satisfait pas le perfectionniste qu'il est. Cette année, il veut aller très vite dans les pentes. Les hostilités ne sont pas terminées avec son adversaire de toujours, le Suisse Pirmin Zurbriggen. D'ailleurs, la liste des prétendants au podium qu'il dresse est impressionnante. Tous sont là et possèdent plus de chances que lui. Piccard la déprime refait surface. Il se plaint de ses chevilles trop serrées dans ses nouvelles chaussures, des hésitations de la FIS qui a proposé d'interdire son arme secrète, une « alouette » appelée Derbyflex et constituée d'une plaque de caoutchouc épaisse de 6 millimètres permettant d'éliminer les vibrations dues au contact du ski avec la chaussure, avant d'en autoriser finalement la présence.

Et puis il y a l'angoisse. Cette boule qui se forme dans l'estomac à chaque fois que le représentant d'une firme ou le délégué d'un club vient le saluer en lui lançant « on compte sur toi ». Franck n'aime pas ce compte de dégradation de pouvoir trop facilement attribué. Il ne fait pas ses responsabilités. L'homme qui a sorti le ski français de l'oubli souhaite simplement que l'on ne le « charge pas trop ». « Tout le monde a les yeux braqués sur lui, assure son frère John, nouveau venu dans l'équipe nationale. Alors il craint le verdict. »

SERGE BOLLOCH.

## AUTOMOBILISME : la réforme des sport-prototypes

## Le retour des grandes heures

Le championnat du monde 1988 des voitures de sport-prototypes a pris fin dimanche 20 novembre, à Sandown-Park (Australie), sur la victoire du Français Jean-Louis Schlesser, associé à l'Allemand de l'Ouest Jochem Mass, sur une Mercedes-Sauber. Avec sept succès — dont celui aux 24 Heures du Mans — contre cinq pour les voitures allemandes, Jaguar s'est toutefois assuré, pour la deuxième année consécutive, le titre mondial des marques. Au clas-

sement des pilotes, le Britannique Martin Brundle (Jaguar) a devancé Jean-Louis Schlesser. Après l'adoption par le Conseil mondial de l'Automobile, réuni en octobre à Paris, de nouveaux règlements susceptibles de relancer les courses de sport-prototypes, Peugeot a annoncé (le Monde du 24 novembre) son intention de participer à ce championnat du monde à partir de 1991, aux côtés d'autres grandes constructrices.

La « révolution » est en marche. Jean-Marie Balestre l'a assuré lors de la dernière réunion du Conseil mondial de l'Automobile. Après s'être acharné sur les 24 Heures du Mans menacées par l'hégémonie des Porsche depuis le début des années 80, et surtout par la volonté des dirigeants de l'Automobile-Club de l'Ouest de ne pas céder leurs droits d'images, le président de la Fédération internationale de l'Automobile (FIA) a décidé de promouvoir la plus grande course d'endurance et le championnat du monde des voitures de sport-prototypes.

La volte-face présidentielle a certes été imposée par les circonstances. Le grand projet d'un championnat du monde de voitures-silhouettes (1) a échoué faute d'un nombre suffisant de candidats. Seuls Alfa Romeo et Peugeot s'étaient ouvertement déclarés très intéressés. Mais l'épreuve manquée a surtout été sauvée par ceux qui lui doivent leur gloire sportive : Jaguar et Mercedes, qui ont décidé de revenir trente ans après leurs derniers affrontements.

Une regrettable concurrence de date avec le Grand Prix du Canada de formule 1 n'avait pas empêché deux cent mille amateurs de sport automobile de se déplacer au Mans cette année, malgré le forfait de dernière

heure de Mercedes à la suite d'un décalage de peu aux essais dans la courbe des Hunaudières. Trente et un ans après son dernier succès, Jaguar a triomphé pour la dixième fois, mais avec moins de trois minutes d'avance sur la première Porsche, et le même suspens a souvent été un rendez-vous des autres marches du championnat du monde, où la firme britannique a finalement devancé Mercedes.

Avec leur puissant V8 de 5 litres, alimentés par deux turbos, les Mercedes préparées par l'écurie suisse Sauber se sont souvent révélées plus rapides que les Jaguar propulsées par leur vieux V12 atmosphérique de 7 litres. En onze courses — Le Mans excepté — Jean-Louis Schlesser s'est ainsi qualifié neuf fois en pole-position et a remporté autant de meilleurs temps en course, mais il a dû se contenter de quatre victoires (Jerez, Brno, Nürburgring, Sandown-Park). La meilleure tenue de route et la fiabilité des Jaguar ont le plus souvent permis à Martin Brundle de l'imposer en fin de course.

Cette réminiscence des grands affrontements des années 50 ne pouvait toutefois pas suffire pour assurer durablement l'avenir des 24 Heures du Mans et du championnat des sport-prototypes. Pour attirer d'autres grandes constructrices, les responsables de la FIA se sont résolu à leur assurer enfin la stabilité des règlements qu'ils

reconnaissent et à leur proposer l'adoption, à partir de 1991, d'un même moteur atmosphérique de 3,5 litres pour la formule 1 et les sport-prototypes. Bernie Ecclestone, vice-président de la FIA et grand argentier des sports mécaniques, a surtout promis aux constructeurs de nombreuses retransmissions télévisées par l'augmentation d'une alliance avec les grands prix de formule 1 et la réduction de toutes les courses de 1 000 kilomètres à moins de 500, à l'exception, bien sûr, des 24 Heures du Mans.

A la dernière réunion du Conseil mondial de l'Automobile, Jean-Marie Balestre — peut-être un peu optimiste — a affirmé que dix-huit motoristes seraient au rendez-vous de 1991 : Honda, Renault, Ferrari, Lamborghini, Arden, Cosworth, Ford, Subaru, Ford, Judd, Alfa, Vaguer (AGF), Mugen et Yamaha en formule 1 ; Jaguar, Toyota, Nissan, Peugeot et Alfa Romeo en sport-prototypes. D'autres encore, comme la General Motors (Chevrolet), Mazda, Mercedes, Audi, BMW et Porsche, menacent des projets.

Si ces promesses sont tenues, la confrontation entre grands constructeurs atteindrait un sommet jamais encore approché dans les compétitions automobiles. C'est cette concurrence au plus haut niveau que Jean Bollet, président d'Automobile Peugeot, et Jean Todt, directeur de Peugeot Talbot Sport, ont souhaité en annonçant, le mercredi 23 novembre, le lancement d'un programme de sport-prototypes pour 1991. Renault, promoteur du moteur turbo en formule 1, qui revient à cette discipline en 1989 avec l'écurie Williams, et Peugeot, champion du monde des rallyes en 1985 et 1986, et vaincu depuis dans les rallyes-réids, savent trop ce qu'ils doivent à la compétition pour y renoncer et manquer ce rendez-vous à l'approche de l'ouverture du grand marché européen de 1993.

GÉRARD ALBOUY.

(1) Ces voitures seraient de série construites à vingt-cinq mille exemplaires par an au minimum. Une grande liberté était en revanche laissée aux ingénieurs pour les solutions techniques.

J'AVAIS QU'À DIRE  
UN MOT ET JE NE  
L'ON N'EST PAS LE  
COUP D'ENVOI !

... QU'EST-CE QUE TU VEUX,  
TU N'ES QU'UN SUPPORTER  
SANS  
MÉTHODE !

En vente  
chez votre libraire

**ASSIMIL**  
Le don des langues

ASSIMIL B.P. 25 - 94431 CHENNEVIERES-sur-M. Cedex - Tél. : 45.76.08.99

CHEZ VOUS - PAR VOUS-MÊME - 23 LANGUES SUR LE BOUT DES DOIGTS.

Le Monde  
ANS VIS

Potosi  
ou la leçon



Le douanier Piccard n'a quand même pas hésité très longtemps. La passion du ski l'a poussé à continuer. « C'est ma vie », explique-t-il, heureux de vanter un sport qu'il pratique depuis près de seize ans. Mais les glisses ordinaires ne satisfait pas le perfectionniste qu'il est. Cette année, il veut aller très vite dans les pentes. Les hostilités ne sont pas terminées avec son adversaire de toujours, le Suisse Pirmin Zurbriggen. D'ailleurs, la liste des prétendants au podium qu'il dresse est impressionnante. Tous sont là et possèdent plus de chances que lui. Piccard la déprime refait surface. Il se plaint de ses chevilles trop serrées dans ses nouvelles chaussures, des hésitations de la FIS qui a proposé d'interdire son arme secrète, une « alouette » appelée Derbyflex et constituée d'une plaque de caoutchouc épaisse de 6 millimètres permettant d'éliminer les vibrations dues au contact du ski avec la chaussure, avant d'en autoriser finalement la présence.

Et puis il y a l'angoisse. Cette boule qui se forme dans l'estomac à chaque fois que le représentant d'une firme ou le délégué d'un club vient le saluer en lui lançant « on compte sur toi ». Franck n'aime pas ce compte de dégradation de pouvoir trop facilement attribué. Il ne fait pas ses responsabilités. L'homme qui a sorti le ski français de l'oubli souhaite simplement que l'on ne le « charge pas trop ». « Tout le monde a les yeux braqués sur lui, assure son frère John, nouveau venu dans l'équipe nationale. Alors il craint le verdict. »

SERGE BOLLOCH.

## Le Monde SANS VISA

# Potosi ou la leçon du temps



**Potosi, dans les Andes boliviennes, vient de se voir officiellement remettre la Déclaration de l'Unesco — adoptée en décembre 1987 — qui fait d'elle un « monument naturel et culturel de l'humanité ». Après deux siècles de déclin, la ville reste un modèle des cités coloniales de l'empire espagnol.**

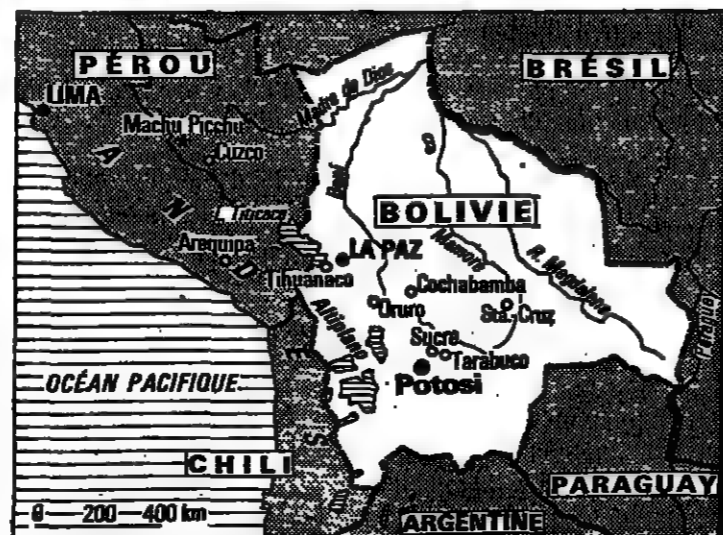


par Jean-Claude  
Buhrer

**A**L'ABORDER aujourd'hui, Potosi surprend, encastrée dans un décor sauvage et grandiose, baignée par la solitude des Andes. Au seizième siècle, pourtant, quand ils écumèrent les terres nouvellement découvertes, il arrivait parfois aux conquistadores de faire d'étonnantes rencontres, quitta à se battre ensuite impitoyablement entre eux pour la possession d'une chimère. Celle de Potosi, notamment. Ainsi, tandis que Gonzalo Pizarre semait le trouble à Cuzco, Centeno, qui avait accompagné Alvarado au Mexique, s'aventurait vers d'autres horizons.

Au cours de l'une de ses expéditions, entre deux escarmouches et trois pillages, Hualpa, un Indien des hauts plateaux, avait révélé à Centeno et à l'un de ses lieutenants, Villaruel, l'existence d'une colline bien particulière surplombant le lieu dit Potosi : les indigènes l'appelaient en quechua *Sumaj Orcko*, la Montagne d'Argent, devenue en castillan le *Cerro Rico*. La légende disait que l'Inca, informé des richesses qu'elle recelait, n'y avait pas touché après avoir entendu une voix d'outre-tombe l'avertir que ce trésor n'était pas pour lui.

Voyant un heureux présage dans cette histoire chuchotée par les vents de la haute plaine, sans cesser de guerroyer, Diego Centeno s'empresse d'entreprendre l'exploitation artisanale de ces fabuleux filons. Tout aussitôt les rixes commencent et Centeno, contraint de fuir, se réfugie dans une grotte près d'Arequipa, abandonnant temporairement Potosi à un rival plus chanceux. Et naturellement, ses mines. Une année plus tard, en 1547, dans un calme apparemment rétabli, Centeno



refait surface, reprend Cuzco « au nom du roi » et regagne sans tarder ses obscures mines.

Pour des aventuriers dénués de scrupules, avides de s'enrichir à n'importe quel prix — celui du sang versé ou de la félonie — le Cerro Rico ne pouvait être qu'un trophée envié, ou une pomme de discorde. A la suite des confidences de l'Indien Hualpa, dès 1545, le lieu commence à attirer soldats de fortune et mineurs d'occasion : la vie est rude dans cet espace de nulle part, mais la soif de richesses l'emporte.

### L'opulence du seizième siècle

Peu à peu, la ruée s'organise et se structure, et, en 1546 déjà, Charles Quint signe à Ulm un décret élevant Potosi au rang de ville impériale. Dans le désordre et l'anarchie, la cité de la cupidité croît à la va-comme-je-te-pousse, tandis que s'étoffe sa sanglante légende d'empoignades mortelles parsemées de fêtes somptueuses et de crises de folie.

Par son opulence et sa population, la ville impériale demeure longtemps la principale cité des Indes occidentales. Elle compte 120 000 habitants en 1573 — autant que Londres à l'époque, et plus de 150 000 âmes vingt ans plus tard. A la fin du seizième siècle, elle s'enorgueillit de 594 rues et de 16 000 maisons dans une circonférence de deux lieues.

Il ne faut pas oublier que, juchée entre 4 000 et 4 100 mètres d'altitude, Potosi est sans doute la ville la plus haute du monde, et que son climat rigoureux n'incite guère à en faire un lieu de villégiature. Ce serait plutôt un baignoire. Dépendant de Chuquibaca-La Plata jusqu'en 1565, Potosi obtient son autonomie administrative par une ordonnance royale de Philippe II, qui lui octroie de nouvelles armées et le droit de former sa propre municipalité, sous réserve d'un dédommagement à La Plata.

Pendant plus d'un siècle, cette étrange cité du bout du monde est le théâtre de toutes les rivalités, de meurtres provoqués pour des

vieilles, de règlements de comptes qui dégénèrent en bouffées de guerre civile entre « Vigognes » et « Basques », de trahisons spectaculaires et d'intrigues sordides, de drames étouffés par l'épaisseur des murs de demeures seigneuriales, d'ascensions sociales fulgurantes et de revers de fortune qui ne se sont pas moins.

Pendant toute la période coloniale, Potosi continue d'exercer une fascination délétère. Certes, elle-même consacre cette renommée en mettant sur les lèvres de son Chevalier à la triste figure son fameux « Vale un Potosi » (« Cela vaut un Potosi »), expression désormais enracinée en espagnol comme expression d'une valeur inestimable. Cette façade rutilante d'arrogance et de brutalité a néanmoins son revers : la *mita*, ou le tribut imposé aux Indiens.

Réorganisée par le viceroy Francisco de Toledo, la *mita* est pratiquée par équipe pour les indigènes amenés contre leur gré de dix-sept provinces d'altitude. Ce travail forcé dans les pires conditions a rapidement décimé les rangs de la population autochtone : en quatre siècles, uniquement à Potosi, huit millions d'Indiens ont payé de leur vie la soif inextinguible de leurs nouveaux maîtres. Un temps, vingt mille galeries étaient en exploitation, trois mille sont encore en activité.

La montagne aussi s'est vengée, et cruellement, de l'insatiable humanité. Outre qu'elle a dressé les uns contre les autres des clans antagonistes, en 1628, un lac artificiel déborda soudainement, engloutissant une quarantaine de quartiers, une centaine de « moullins » à laver le minerai, 8 000 masures indiennes et plus de 4 000 personnes.

A partir du dix-huitième siècle, les veines argentifères se tarissent,

la production chute, la main-d'œuvre se fait rare et le rêve périclète. Il en reste aujourd'hui une ville fantomatique, d'à peine 100 000 habitants, dans un décor embrumé de nostalgie. Un art colonial raffiné a marqué de son empreinte la plupart des édifices importants, érigés en dur contre-temps aux habitations des hommes, que ce soit la Maison de la monnaie, où les presses imposantes patinées par le temps ne servent plus à rien, ou les très nombreuses églises, qui témoignent encore d'un passé révolu. A présent, il y a quelque chose de désolatoire qui s'inscrit inexorable-

ment dans la pierre, comme usée du désir des hommes.

Pourtant, le Cerro Rico domine toujours la ville de sa silhouette curieusement géométrique, avec ses niveaux chatoyants de couleurs différentes selon le minéral qui affleure. Et certains jours, dans cette lumière singulière du haut plateau, un charme à la fois poignant et vénérable semble se dégager comme un halo de ce symbole ambigu. Un paysage où l'espace s'effrite dans les volutes d'un silence pétrifié. Potosi, ou la leçon du temps.

(Lire la suite page 17.)

## LISBONNE

OFFRE SPECIALE

POUR LES AMOUREUX  
DU TAGE

à partir de 1.995 F

Ce prix comprend le transport A/R par avion, le séjour en chambre double (pour un week-end dans un Hôtel de 3\*) avec petit-déjeuner et les transferts aéroport/hôtel/aéroport. Consultez votre Agence de Voyages.

la 100<sup>ème</sup> PORTUGAL Tél.: (1) 42 96 16 09 ou le Centro de Turismo de Portugal em França Tél.: (1) 47 42 55 57

Inoubliable LISBOA

## LA TABLE

## ENSEIGNE

## La dame de Château-Margaux

Il y avait Yquem, il y avait le Château-Margaux. En consacrant le second ouvrage de sa prestigieuse collection au seul cru classé portant le nom de l'appellation dont il défend les couleurs, le maître Fiammarion fait beaucoup mieux qu'exploiter le joli filon inauguré il y a quelques années avec le premier des vins de Sauternes. On dira qu'il y a quelque chose d'injuste, voire pour certains d'insupportable, à trop écrire sur les vins de Bordeaux et en particulier sur les meilleurs d'entre eux. Tout pourtant y invite, à commencer par le caractère indélébile des impressions sensorielles offertes par beaucoup des crus du Médoc, de Graves ou du Sauternes. C'est aussi qu'on a affaire, avec Bordeaux, à une institution plus que centenaire, celle du classement, qui pour être régulièrement jalonnée, attaquée ou imitée, constitue l'outil d'un système sans égal au service de vins uniques au monde.

Tout, ici ou là, avait déjà été dit et écrit sur Château-Margaux. Un patronyme on ne peut plus féminin pour soixante-cinq hectares de vignes rouges (cabernet sauvignon avant tout, merlot, cabernet franc et petit-verdot) et une douzaine de sauvignons blancs. Quatre cent mille bouteilles vendues bon an mal an, exclusivement par le négoce bordelais, en grande partie à l'étranger à des prix qui prêtent à toutes les spéculations. Pour un peu il n'y aurait rien à ajouter sur ce qui constitue l'une des entreprises viticoles les plus prestigieuses et les plus florissantes du Médoc. Ce serait compter sans l'histoire du lieu, sans ce feuillet hors de l'ordinaire, fait d'embellies et de récessions, de folles envolées et de profondes déceptions.

Il y a surtout, pour rester à la période actuelle, la grande affaire du rachat du domaine à la famille Ginestat par la famille Mentzelopoulos. « Président grec joué au bout des ongles d'une société anonyme française », comme l'écrit Nicolas Faïth, André Mentzelopoulos dirige Félix Potin lorsqu'il décide en 1978, pour soixante-douze millions de francs, de s'offrir aussi Château-Margaux, grand créancier du Crédit agricole que personne (Rémy Martin, l'UAP

ou des firmes étrangères) ne veut, ou ne peut plus acquérir. Mort en 1980, le nouveau propriétaire n'aura ni la chance ni le temps, à la différence de Philippe de Rothschild, de découvrir les merveilles que peut receler et offrir un patrimoine viticole. Mais le miracle fut que la famille Mentzelopoulos entreprit d'accomplir le vœu du père. Corinne surtout, licenciée des lettres et diplômée de Sciences-po, qui ne connaissait rien ou presque au vin à dix ans et qui se trouve aujourd'hui, cas rarissime pour une femme, à la tête à trente-cinq ans d'un premier cru classé au prestige heureusement retrouvé.

Peut-on expliquer les miracles viticoles ? Il y eut bien sûr, passé 1980, cette fantastique période bordelaise faite de milleheures hors du commun et d'un dollar qui permettait toutes les folies. Il y eut aussi l'investissement d'une fraction de la fortune familiale dans des travaux importants de rénovation du vignoble et du château. Il y eut encore l'aide d'Emile Peynaud. Mais il y eut surtout — et le phénomène est suffisamment rare pour qu'on puisse le souligner — la gracieuse entrée d'une famille étrangère au vin et une exploitation viticole, entre la gestion programmée et la création artistique millésimée.

Château-Margaux aujourd'hui ne va bien et veut faire mieux. On ne cherchera pas à y acquiescer d'autres parcelles. On commence l'été à sacrifier du raisin lorsque, en dépit de la taille, la vigne veut donner trop de fruits. Il y a peu, on a même été jusqu'à procéder à une coupe saignée en vendant 60 000 bouteilles à 13 francs l'unité sous appellation générique, au motif qu'une partie de la récolte ne méritait pas le nom, unique au monde, du château rattaché.

JEAN-YVES NAU.  
★ *Château-Margaux*, de Nicolas Faïth, préface d'Emile Peynaud et photographies de Michel Guillard. Flammarion, 150 p., 395 F.  
★ A lire également l'ouvrage exceptionnel d'Emile Peynaud, *Le Vin et les Jours*, que l'auteur présente comme « les chroniques d'une vie passée dans l'intimité des plus grands vins du monde ». Dazod, 368 p., 298 F.

## Aux quatre coins de France

## Vins et alcools

## VINS DU BEAUJOLAIS :

Brouilly, Beaujolais-Villages, coul. 22 L et bott.

Tarif : GAG BERTHIAUD-CAZEL, viticulteur, « La Grand Grange », CHARENTAY, 69220 BELLEVILLE.

SAUTERNES 1<sup>er</sup> GRAND CRU

CHATEAU LA TOUR BLANCHES - DOMAINE 33210 LANGON

Tarif sur demande. Vente directe. Nouveaux millésimes en vente 1988. Service présent au 3<sup>e</sup> Salon des caves particulières qui se déroulera du 2 au 5 décembre à l'Espace Champarnet.

## Bruit et fureur

P our un succès, c'est un succès que ce mini-sondage sur les nuisances au restaurant ! Une avalanche de lettres de lecteurs donne leur classement, quelquefois avec un peu d'humour, souvent avec humour.

Ainsi, si les enfants ont leurs défenseurs, nombreux sont les lecteurs qui estiment que, s'ils sont mal élevés, c'est la faute des parents et que ce serait ceux-ci qu'il faudrait refuser. Ce qui conduit l'un d'entre eux à ne voir qu'une catégorie d'indésirables, une seule nuisance, celle des gens mal élevés « qui vous lâchent dans le nez la fumée de leur cigare, qui parlent bruyamment et qui sortent enfants ou chiens sans les avoir, au préalable, les premiers avertis, les seconds dressés, à ne point hurler, à ne pas aboyer ». Bref, ce qu'il faut redouter ce sont « les traditions », conclut joyeusement un docteur des sciences qui entend qu'un repas gastronomique soit tout de calme. Il faut pouvoir s'entendre manger, comme disait l'autre !

Il est aussi d'autres nuisances qui semblent, avec raison, quelquefois, gêner le lecteur. Pour l'un d'eux, c'est le grand vase de fleurs au milieu de la table (mais on peut demander au service de l'enlever), la chaleur, le soleil sur les terrasses — mais tant de gens, au contraire, aiment cela, bien à tort à mon sens, car soleil et digestion ne vont pas ensemble. Pour d'autres, ce sont les tables trop rapprochées, mais cela, on le voit et on peut ne plus revenir dans le restaurant, tandis que vous ne sauriez prévoir que le mauvais hasard vous infligera, à la table voisine, deux mômes brailards, un chien baveux ou trois fumeurs à la



Rostand : « Ça, Monsieur, lorsque vous pétez... »

Un jeune lecteur de Strasbourg ajoute, lui, l'attente entre les plats. Peut-être ne sait-il pas faire la différence entre les restaurants, de plus en plus nombreux, où l'on se contente de travailler au micro-ondes et ceux où, selon le mot de Brillat-Savarin, la bonne cuisine s'attend. Enfin, cette lectrice me fait sourire qui, à propos des parfums, me reproche de n'avoir parlé que de voisins trop parfumés, alors que, quelquefois, les voisins...

Bien, diriez-vous, mais le résultat ? Le voici. En première place

dans l'ordre des nuisances, le bruit : 45 % ; puis les fumeurs : 38 % ; puis les enfants mal élevés : 12 % ; puis les chiens : 3 % ; et enfin, les voisins parfumés : 2 %.

J'ajouterais que sur les 45 % stigmatisant le bruit, 40 % ont placé les fumeurs en deuxième place tandis que sur les 38 % d'antifumeurs, 35 % ont mis le bruit en second. Voilà donc les ennemis du gourmet parfaitement désignés : le bruit et la fumée. Reste à trouver des remèdes.

Pour la fumée, une extraction d'air soigneusement réalisée est possible, mais elle est fort coûteuse, je crois. Il peut aussi y avoir une salle réservée (on y vient mais ce n'est pas toujours facile). Signalons que l'Institut Louis-Harris, dans un récent sondage, a posé la question : « Êtes-vous d'accord ou pas d'accord pour que l'on interdise de fumer dans les restaurants ? » Réponse : 57 % des consultés d'accord contre 31 % (12 % ne se prononçant pas).

Pour le bruit, des conversations notamment, il peut être atténué par des plafonds absorbants. Mais il y a aussi la musique dite d'ambiance, ce qu'un lecteur appelle « les scores dont l'industrie du spectacle empoisonne le public », une « vomissure de décadence ». Et là, la très grande majorité des lecteurs est unanime : guerre au bruit !

LA REYNIÈRE.

## MIETTES

● Saumon fumé irlandais. — Nouveau sur le marché, ce saumon irlandais fumé sur les lieux de production... mais fumé whiskey. Vous le trouverez à la Boutique Belidor (3, rue Belidor, 75017 Paris, tél. : 45-74-72-01).

● Produits de la ferme. — On connaît le restaurant Pile ou Face (52 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris, tél. : 42-33-64-33). Les animateurs de cette excellente petite maison viennent d'acquiescer une ferme en Eure-et-Loir dont la production (potager, poulets, œufs des poules pondeuses, lapins) est uniquement réservée à leur cuisine. C'est ainsi que l'on trou-

vera sur leur carte une terrine de lapin aux aromates, les œufs brouillés purée de champignons, le poulet en croûte d'herbes ou sauté à l'ail, la marmelade de lapin au romarin, etc.

● Musique au château d'Artigny. — Dans le grand salon Régence de ce château-hôtel où la cuisine est remarquable ont lieu tous les samedis jusqu'au 18 mars des soirées musicales. Programme sur demande au château d'Artigny ou aux 4 Grandes étapes françaises (140, rue de Belleville, tél. : 43-65-06-08).

L. R.

## VACANCES-VOYAGES

## HÔTELS

## Côte d'Azur

## 06160 CAP-D'ANTIBES

## MOTEL ROI SOLEIL

153, bd Kennedy. A 500 m de la mer. Studios et ch. Park, piscine, 2 pers. 1150 F la sem. 1780 F 2 sem. 3100 F 4 sem. 5000 F (santé, juil., août, sept.). Tél. 93-61-68-36.

## NICE

## HOTEL LA MALMAISON

East Western \*\*\*/N. Hôtel de charme près mer, calme, grand confort. 30 ch. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES. TV COULEUR PAR SATELLITES. Restaurant de qualité. 40, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE. Tél. 93-47-42-56 - Tél. 47-41-48. Télécopie : 93-16-47-49.

## HOTEL VICTORIA \*\*\*

33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE. Tél. 93-89-39-60. Plein centre-ville, calme. Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur. 161, direct, minibus.

## Montagne

## 05350 MOLINES-EN-QUEYRAS

Ski alpin, stages ski de fond, randonnée, peu de pluie. HOTEL LA MAISON DE GAUDISSART 05350 MOLINES. Tél. (04) 92-45-83-29.

## 05350 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, Queyras) Parc régional. Site classé. Stat. village. Fête, fond. Plus lux. comm. d'Europe, 2040 m. LE VILLARD, tél. 92-45-82-08. GRILL ET CHAMBRES-STUDIO. Appart. Depuis 650 F pers./semaine. BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62. 1/2 pers. 1029 F à 1680 F la sem. Pension compl. 1316 F à 1925 F la sem. Spécial Noël 123. 2900 F.

## Provence

## DROME PROVENÇALE

4 heures de Paris par TGV (Montélimar). Site except. Microclimat. Idéal repos, promenades, sports. Cuis. à votre goût. On ne fume pas à table. Bibliothèque. Chère grand confort. Séminaires. Prix d'hiver. AUBERGE DU VIEUX VILLAGE D'AUBRES 26110 NYONS. Tél. 75-26-12-85.

## Paris

## SORBONNE

HOTEL DIANA \*\* 73, rue Saint-Jacques. Chambres avec bain, w.-c., TV couleur. Dr. 250 à 350 F. - Tél. 43-54-91-35.

## Italie

## VENISE

HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES \*\*\* (près du Théâtre la Fenice) 5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Réservation : 41-52-32-333 VENISE. Tél. : 411150 FENICE I. Directeur : Dante Apollonio. Télécopie : 411-520-57-51.

## Suisse

## LEYSIN 1400m. Alpes vaudoises

HOTEL SYLVANA \*\*\* Situé aux pieds de la porte. Situation panoramique. Chambres tout confort. Pens. compl. dès 75 FS (env. 310 FF). Fam. BONELLI. CH-1854 LEYSIN. Tél. 19-41/25/34-11-36.

## SAINT-MORITZ (ENGADINE)

KULM-HOTEL L'hôtel de 5 étoiles avec la plus grande tradition. Centre moderne et sportif. CH 7590 St-Moritz - Tél. : 1941 32/2 11 51 Fax : 82/3 27 38, Tx : 85 21 72

## 3920 ZERMATT-VALAIS-SUISSE

HOTEL HOLIDAY \*\*\* Appart'hôtel avec service d'hôtel, 60 lits. Situation tranquille, à proximité du funiculaire Sunnegga. Tous les studios avec balcon, cuisine, frigidaire, bain, w.-c., radio. Hall d'accueil avec bar. Entrée gratuite dans une piscine couverte, restaurant. Prix spécial en janv. dès 70 FS (env. 280 FF), demi-pension. Tél. 1941/28/67 12 63. Fam. R. Perren. Tél. 472 107.

## TOURISME

## SKI DE FOND

JURA (frontière suisse) La glisse est extra en janvier et les prix sont doux. Le forfait (1575 F) comprend : - Une semaine pension complète, cuis. soignée. - Skis init. on perfect, par moniteurs diplômés. - Prêt du matériel, sauna. - Animation de soirée. - Mini club 1950 F enfant + 2 ans 1/2. - Accès par TGV et navettes. Rens. : ASS. ACCUEIL MONTAGNARD 25240 CHAPPELLE-DES-BOIS. Tél. 81-69-26-19.

FLORIDA  
**Orlando**  
FORFAIT DÉCOUVERTE  
**4 685 F**  
A/R  
AVION + TRANSFERT + 2 NUITS  
HOTEL - 7 J. LOCATION VOTURE  
BASE 2 PERS.

ICELANDAIR  
9, Bd des Capucines. Tél. (1) 47-42-52-26  
ou chez votre agent de voyages

## RESIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

## CÔTE D'AZUR

MENTON - LOCATIONS MEUBLÉES ÉTÉ - HIVER. Demandez notre catalogue photos. Agence Avenir. BP 175 06000 MENTON CEDEX. Tél. : 93-57-49-49.

## MEGEVE/MONT-D'ARBOIS

près du trou n° 2 du golf à vendre APPARTEMENT magnifique 2 pièces 50 m<sup>2</sup>, terrasse + jardin + garage + cave + accès à skis. Cuisine équipée. Prix : 950 000 F. Tél. : 39-53-97-31.

## 24 PAGES DE PLAISIR!

- Scooter des neiges
- Traîneaux à chiens
- Ski de fond, ski de descente
- Randonnées, safaris
- Pêche au trou
- Circuits, séjours en hôtels ou en chalets.

FINLANDE  
LAPONIE  
NORVÈGE  
SUEDE

Demandez notre brochure à votre Agent de Voyages ou retournez ce coupon à : SCANDITOURS 10, rue Auber 75009 Paris Tél. : (1) 47 42 80 00

SCANDITOURS

DÉSERTER! VOYAGES À PIED, EN 4x4 ET SOUS LES ÉTOILES SAHARA, YEMEN, NEPAL.

**NOMADE**

Doc. 50, avenue des Ternes 75017 Paris - Tél. : 43-42-45-45

## URGENT

commandez votre CAMPAGNE DES FÊTES

Priorité à la qualité. L'expression de la différence. Elaboré en fondrière de chêne. Cuvée appréciée des amateurs.

CHAMPAGNE DU REDEMPTEUR Blanc de Blanc Brut

Offre spéc. dégustation 6 bouteilles : 498 F TTC/lot. Pour com. + 24 bott. Nous adresser. Autres caves traités sur demande.

CL. DUBOIS - Les Almanachs - VENTEUIL, 51200 EPERNAY. Tél. : (16) 26-58-48-37.

Laponie

Suède, Norvège

SCANDITOURS

Veillez m'adresser la brochure SCANDITOURS - Hiver 88/89

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

LMTH 88/100.03

Plein



## L'Inde avec un grand guide

Conservateur au Musée Guimet, Gilles Béguin est bien placé pour éclairer et commenter l'art et l'architecture de l'Inde du Nord et du Népal. C'est dans cette région du sous-continent en effet que la FNAC Voyages (6, boulevard Sébastopol, 75004 Paris, tél. : 42-71-31-25) emmène ceux qui veulent s'attarder dans des sites habituellement visités moins en profondeur : Delhi, Agra, Fatehpur-Sikri, Sikandra, Khajuraho, Varanasi, en Inde, Katmandou et ses environs, Patan, au Népal.

Visite du Taj Mahal, joyau de l'architecture moghole, mais aussi celle de vieilles villes, de ports, de bazars et d'innombrables musées, temples, mosquées, fortresses, palais, pagodes, stupas, musées. Sans oublier une promenade en bateau sur le Gange pour assister aux prières et bains rituels, au soleil levant. Du 3 au 19 mars, 21 200 F par personne en chambre double, tout compris (voies Paris-Delhi-Paris et vols intérieurs,

logement en hôtels de première catégorie, pension complète, taxes et frais divers).

## New-York en musique

Voyage haut de gamme à New-York pour passer le cap du Nouvel An. La Fugue (32, rue de Washington, 75008 Paris; tél. : 43-59-10-14), spécialiste du voyage musical, a choisi la qualité au prix fort. New-York diverse, animée, avec comme point d'ancrage après les spectacles, à Central Park, le quartier de Manhattan, l'hôtel Pierre, son calme et son atmosphère « vieille Europe ».

A l'affiche de ce voyage, une comédie musicale qui est un succès londonien : le *Phantom of the Opera*, de A. L. Weber, à Broadway ; deux opéras : la *Chauve-Souris*, de Johann Strauss et les *Noces de Figaro*, de Mozart, au Metropolitan Opera House ; un concert du New-York Philharmonic Orchestra dirigé par Zubin Mehta, avec Plácido Domingo en soliste ; un

après-midi jazz avec un classique : *Anything Goes*, de Cole Porter, au Lincoln Center ; une visite du Metropolitan Museum of Arts, qui présentera alors une rétrospective Degas. Et une journée libre pour clore le séjour. Du 29 décembre 1988 au 3 janvier 1989, 21 000 F par personne en chambre double. Ce prix comprend les vols et transferts, le logement et le petit



déjeuner américain, les places de première catégorie aux représentations, les visites et deux dîners dont celui du Nouvel An.

## Un rien de Muscate

Abu-Dhabi, Dubaï, Muscate. A la pointe extrême de la péninsule Arabique, au bord des eaux du golfe Persique et du golfe d'Oman, villes-Etats de deux des Emirats arabes unis, dont l'appartenance au concert des nations date de 1971, pour les deux premières, capitale du sultanat d'Oman pour la troisième, ces noms éveillent des visions « d'or noir et de sable rose ». C'est d'ailleurs le titre choisi par Kuoni (dans les agences de voyages) pour caractériser ce voyage au Moyen-Orient.

Modernité et villes méditerranéennes, forts et ports, sable et eau, souks et palais, derviches et mosquées, les contrastes ne sont pas seulement inscrits dans les lignes architecturales ; ils devraient façonner l'esprit de ce voyage pour qui sait lire au-delà des lignes... Abu-Dhabi, l'hôtel Intercontinental, le Musée du

pétrole, le palais Al Huan, ancienne résidence princière, le chantier de construction des Dhows, bateaux de bois fabriqués à la main. Dubaï, ancien port de pêche et mégapole moderne, musée et mosquée de Jumeirah, souk de l'or, mosquée du roi Fayçal. Muscate, l'hôtel Al Bustan, ancien palais du Sultan, aux deux cent quarante-sept chambres, dans un somptueux jardin, entre le sable de la plage et celui du désert. De 14 900 à 17 800 F par personne en chambre double, tout compris. Un à deux départs par mois cet hiver et au printemps.

## Palma, George et Chopin

C'est au cours de l'été 1838 que George Sand éprouva le désir « d'un climat plus chaud pour l'hiver ». Elle se décide pour Majorque. A l'aube du 18 octobre 1838, elle quitte Paris avec ses enfants et retrouve Chopin à Perpignan le 30. Tout le monde embarque à Port-Vendres le 1<sup>er</sup> novembre en direction de Barcelone. On arrive à Palma le 7 novembre. Lire et Partir



118, rue de l'Arcade, 75008 Paris, tél. : 42-65-88-45) propose du vendredi 2 au dimanche 4 décembre, un séjour littéraire sur les traces des deux amants. Prix par personne, en chambre double : 3 800 F.

## L'Europe des week-ends

Dublin ou Munich... Prague, Budapest ou Berlin. L'Europe des grandes villes est à portée de week-end. Avec les tarifs « Air France visites » ou les « vols vacances » et des forfaits hôtel ou voiture, il est possible d'organiser pour le prix d'un billet d'avion un week-end qui, sans être « au bout du monde », réservera les surprises et le dépaysement d'une langue, de mœurs et

de paysages différents. Parmi les destinations proposées par Air France et Jet Tours dans leur brochure d'hiver (tarifs valables jusqu'au 31 mars), les exemples suivants peuvent être relevés.

Les prix indiqués comprennent le transport aérien sur vol régulier, deux nuits d'hôtel en chambre double et les petits déjeuners, une assurance, mais ni guide ni circuit imposé : Dublin, les vieux quartiers géorgiens et les pubs, 2 780 F par personne ; Munich, les collections de la pinacothèque et un hôtel dans le quartier « artistes » de Schwabing, 1 715 F par personne ; Prague, le pont Charles et les vieux quartiers, 2 845 F (2 nuits) ; Budapest et le Danube, 2 430 F (2 nuits) ; Berlin (2 nuits, 2 410 F par personne).

## Potosi ou la leçon du temps

(Suite de la page 15.)

Potosi est sans doute l'une des villes les plus oubliées des Andes, à l'écart des routes du tourisme coutumier. Les habitants y déambulent dans un silence dense, ouaté, marqué par l'altitude et le froid. Les grands chapeaux, noirs et hauts, des Indiennes aux jupes multiples ajoutent encore une touche sombre à une atmosphère déjà pesante.

### Engourdie par la légende

Seul le ciel bleu et profond des mois d'été — en fait, d'hiver austral — sculpte parfois d'autres reliefs dans les roches tortueuses qui renvoient un écho bizarre de bourgeoise castillane. L'irréalité du lieu se pare des caprices du temps, sans parvenir vraiment à donner le change. Comme si, engourdie par la légende et les vents, Potosi attendait sans trop y croire des lendemains plus engageants.

Peut-être la distinction de l'UNESCO rappellera-t-elle la cité à l'attention des voyageurs en quête de chemins inédits, mais il en faudrait davantage pour lui rendre vie. Cette Belle à la Montagne dormante a d'ailleurs des sœurs, qui sont autant de rivales

potentielles au jour de son réveil, posées sur la carte comme de lointains repères jalonnant les cabotantes distances bolivienues.

Sucre fait partie de ces petites provinciales somnolentes. Ville de pierre blanche qui a su préserver le charme des bourgades universitaires pillant de la bonne humeur des écoliers et étudiants, c'est elle la capitale officielle de la région. Bonne fille jalouse de ses aîsés, elle laisse sans trop s'en offusquer La Paz jouer les premiers rôles et donner le coup au cœur au voyageur qui débarque, le souffle coupé par la découverte... et l'altitude.

Sucre, qui doit son nom actuel au maréchal du même patronyme, l'un des plus fameux libérateurs des possessions espagnoles du Nouveau Monde, s'est appelée successivement Charcas à sa fondation en 1538, puis La Plata, avant de devenir temporairement Chuquisaca. C'est là que fut proclamée en 1825 l'indépendance du Haut-Pérou. A l'ombre de sa cathédrale et de son palais du gouverneur, Sucre garde aujourd'hui encore un peu de cette indolence coloniale qui flotte dans la grâce de la végétation et la gentillesse des habitants.

### Carnet de route

Potosi est située à quelques 800 kilomètres au sud de La Paz sur l'Altiplano bolivien. On peut s'y rendre par le train ou par la route, via Oruro.

Dominée par le cône de la montagne d'Argent à 4 200 mètres d'altitude, la cité minière donne parfois l'impression de vivre encore à l'époque coloniale. Ville-musée, Potosi abrite dans son cœur historique la célèbre maison de la Moravia avec la salle des machines, les archives et la pinacothèque.

Autres vestiges du passé, la préfecture, la mairie, les hôtels particuliers aux façades de style baroque, et des dizaines de bâtiments religieux. A ne pas manquer : San Lorenzo, l'une des premières églises, datant du seizième siècle.

Prendre un taxi pour se rendre au fameux Cerro-Rico où l'on peut visiter des galeries de mines.

Pour aller à Sucre, il faut compter cinq heures de route.

Pourtant, à une soixantaine de kilomètres de là, un autre univers demeure tapi, en attente — celui des Indiens de Tarabuco, les Indiens musiciens qui exhalent de leurs instruments rudimentaires la longue complainte des aïeux d'oppression. Sucre et Potosi sont toujours des antennes perverses d'un monde conquérant pour ces Indiens qui ont perdu la mémoire des sentiers qui mènent aux vestiges de leur propre histoire.

### Passé perdu

Ils savent encore Tiwanaco au bord du lac Titicaca, mais ont-ils jamais appris Incallajta, Iskanwaya, Samaipata ou la route de l'Inca ? Passé perdu, jalons oubliés, cités retrouvées le temps d'une cérémonie, ou renaissance chaque année le temps d'un carnaval endiablé comme à Oruro, la Bolivie d'aujourd'hui réserve toujours et encore des surprises. Sous son masque contemporain rongé par le trafic de coca qui la maintient vaille que vaille à flot, affleure le profil du Collasuyo, ce pays d'avant Colomb, qui a payé un si lourd tribut à Potosi, la cité que l'UNESCO vient d'élever au rang de « patrimoine de l'humanité ».

JEAN-CLAUDE BUIHREL.

Pour tous ceux qui recherchent des vacances "hors traces"...

**"CHEMINS D'HISTOIRE"**

Guidés par des historiens, des séjours et des voyages qui associent randonnée pédestre douce et découverte culturelle.

Brochure sur demande au : **RENARD VAGABOND**

30, Galerie des Beaux-Arts  
38100 Grenoble  
Tél : 76-40.18.60

en Terre Sainte

**SIP** voyages

● Nouveauté : séjours en liberté - 8 jours à Jérusalem, Galilée et Mer Morte

Groupe de 6 personnes avec un guide

● Périodes : toutes l'année, pour un véritable ressourcement spirituel.

Prix « hiver » très promotionnels

**SIP** 1, rue Garancière 75006 PARIS  
Tél. : (1) 43.29.56.70

Pour vos vacances de neige découvrez la Finlande et la Laponie

Vacances en auberge, à la ferme, en hôtel, randonnée à ski, safari en scooter des neiges, pêche à travers la glace. Des vacances exotiques dans une nature authentique.

**1 SEMAINE AU DÉPART DE PARIS**

- L'auberge de URNIMONNI 4830 F
- La ferme de l'éleveur de rennes à partir de 6290 F
- L'hôtel OUNASVAARA à partir de 6940 F

Demandez la brochure "Vacances Finlandaises hiver 88/89"

à votre agent de voyage ou ALAITS TOURS 5, rue Dussault, Courbevoie 75001 PARIS - Tél. : (1) 42.96.58.78



Paris Bangkok en 12h30 tous les jours.

**Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.**

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77



## JEUX

## échecs

N° 1308

## UNE BOTTE SECRÈTE

(Coupe du monde de Nayagat, 1988)

Blancs : J. TIMMAN (Pays-Bas)

Noirs : G. KASPAROV (URSS)

Défense indienne, Système Sämisch.

1. d4 c6 2. f4 f5 3. c3 g6 4. e4 d6 5. f3 e5 6. f4 g6 7. f5 g6 8. f6 g7 9. g4 h5 10. g5 h6 11. h4 g7 12. h5 g6 13. h6 g7 14. g7 f6 15. f6 e5 16. e5 d6 17. d6 c5 18. c5 b4 19. b4 a3 20. a3 b2 21. b2 c3 22. c3 d4 23. d4 e5 24. e5 f6 25. f6 g7 26. g7 h6 27. h6 g7 28. g7 f6 29. f6 e5 30. e5 d6 31. d6 c5 32. c5 b4 33. b4 a3 34. a3 b2 35. b2 c3 36. c3 d4 37. d4 e5 38. e5 f6 39. f6 g7 40. g7 h6 41. h6 g7 42. g7 f6 43. f6 e5 44. e5 d6 45. d6 c5 46. c5 b4 47. b4 a3 48. a3 b2 49. b2 c3 50. c3 d4 51. d4 e5 52. e5 f6 53. f6 g7 54. g7 h6 55. h6 g7 56. g7 f6 57. f6 e5 58. e5 d6 59. d6 c5 60. c5 b4 61. b4 a3 62. a3 b2 63. b2 c3 64. c3 d4 65. d4 e5 66. e5 f6 67. f6 g7 68. g7 h6 69. h6 g7 70. g7 f6 71. f6 e5 72. e5 d6 73. d6 c5 74. c5 b4 75. b4 a3 76. a3 b2 77. b2 c3 78. c3 d4 79. d4 e5 80. e5 f6 81. f6 g7 82. g7 h6 83. h6 g7 84. g7 f6 85. f6 e5 86. e5 d6 87. d6 c5 88. c5 b4 89. b4 a3 90. a3 b2 91. b2 c3 92. c3 d4 93. d4 e5 94. e5 f6 95. f6 g7 96. g7 h6 97. h6 g7 98. g7 f6 99. f6 e5 100. e5 d6 101. d6 c5 102. c5 b4 103. b4 a3 104. a3 b2 105. b2 c3 106. c3 d4 107. d4 e5 108. e5 f6 109. f6 g7 110. g7 h6 111. h6 g7 112. g7 f6 113. f6 e5 114. e5 d6 115. d6 c5 116. c5 b4 117. b4 a3 118. a3 b2 119. b2 c3 120. c3 d4 121. d4 e5 122. e5 f6 123. f6 g7 124. g7 h6 125. h6 g7 126. g7 f6 127. f6 e5 128. e5 d6 129. d6 c5 130. c5 b4 131. b4 a3 132. a3 b2 133. b2 c3 134. c3 d4 135. d4 e5 136. e5 f6 137. f6 g7 138. g7 h6 139. h6 g7 140. g7 f6 141. f6 e5 142. e5 d6 143. d6 c5 144. c5 b4 145. b4 a3 146. a3 b2 147. b2 c3 148. c3 d4 149. d4 e5 150. e5 f6 151. f6 g7 152. g7 h6 153. h6 g7 154. g7 f6 155. f6 e5 156. e5 d6 157. d6 c5 158. c5 b4 159. b4 a3 160. a3 b2 161. b2 c3 162. c3 d4 163. d4 e5 164. e5 f6 165. f6 g7 166. g7 h6 167. h6 g7 168. g7 f6 169. f6 e5 170. e5 d6 171. d6 c5 172. c5 b4 173. b4 a3 174. a3 b2 175. b2 c3 176. c3 d4 177. d4 e5 178. e5 f6 179. f6 g7 180. g7 h6 181. h6 g7 182. g7 f6 183. f6 e5 184. e5 d6 185. d6 c5 186. c5 b4 187. b4 a3 188. a3 b2 189. b2 c3 190. c3 d4 191. d4 e5 192. e5 f6 193. f6 g7 194. g7 h6 195. h6 g7 196. g7 f6 197. f6 e5 198. e5 d6 199. d6 c5 200. c5 b4 201. b4 a3 202. a3 b2 203. b2 c3 204. c3 d4 205. d4 e5 206. e5 f6 207. f6 g7 208. g7 h6 209. h6 g7 210. g7 f6 211. f6 e5 212. e5 d6 213. d6 c5 214. c5 b4 215. b4 a3 216. a3 b2 217. b2 c3 218. c3 d4 219. d4 e5 220. e5 f6 221. f6 g7 222. g7 h6 223. h6 g7 224. g7 f6 225. f6 e5 226. e5 d6 227. d6 c5 228. c5 b4 229. b4 a3 230. a3 b2 231. b2 c3 232. c3 d4 233. d4 e5 234. e5 f6 235. f6 g7 236. g7 h6 237. h6 g7 238. g7 f6 239. f6 e5 240. e5 d6 241. d6 c5 242. c5 b4 243. b4 a3 244. a3 b2 245. b2 c3 246. c3 d4 247. d4 e5 248. e5 f6 249. f6 g7 250. g7 h6 251. h6 g7 252. g7 f6 253. f6 e5 254. e5 d6 255. d6 c5 256. c5 b4 257. b4 a3 258. a3 b2 259. b2 c3 260. c3 d4 261. d4 e5 262. e5 f6 263. f6 g7 264. g7 h6 265. h6 g7 266. g7 f6 267. f6 e5 268. e5 d6 269. d6 c5 270. c5 b4 271. b4 a3 272. a3 b2 273. b2 c3 274. c3 d4 275. d4 e5 276. e5 f6 277. f6 g7 278. g7 h6 279. h6 g7 280. g7 f6 281. f6 e5 282. e5 d6 283. d6 c5 284. c5 b4 285. b4 a3 286. a3 b2 287. b2 c3 288. c3 d4 289. d4 e5 290. e5 f6 291. f6 g7 292. g7 h6 293. h6 g7 294. g7 f6 295. f6 e5 296. e5 d6 297. d6 c5 298. c5 b4 299. b4 a3 300. a3 b2 301. b2 c3 302. c3 d4 303. d4 e5 304. e5 f6 305. f6 g7 306. g7 h6 307. h6 g7 308. g7 f6 309. f6 e5 310. e5 d6 311. d6 c5 312. c5 b4 313. b4 a3 314. a3 b2 315. b2 c3 316. c3 d4 317. d4 e5 318. e5 f6 319. f6 g7 320. g7 h6 321. h6 g7 322. g7 f6 323. f6 e5 324. e5 d6 325. d6 c5 326. c5 b4 327. b4 a3 328. a3 b2 329. b2 c3 330. c3 d4 331. d4 e5 332. e5 f6 333. f6 g7 334. g7 h6 335. h6 g7 336. g7 f6 337. f6 e5 338. e5 d6 339. d6 c5 340. c5 b4 341. b4 a3 342. a3 b2 343. b2 c3 344. c3 d4 345. d4 e5 346. e5 f6 347. f6 g7 348. g7 h6 349. h6 g7 350. g7 f6 351. f6 e5 352. e5 d6 353. d6 c5 354. c5 b4 355. b4 a3 356. a3 b2 357. b2 c3 358. c3 d4 359. d4 e5 360. e5 f6 361. f6 g7 362. g7 h6 363. h6 g7 364. g7 f6 365. f6 e5 366. e5 d6 367. d6 c5 368. c5 b4 369. b4 a3 370. a3 b2 371. b2 c3 372. c3 d4 373. d4 e5 374. e5 f6 375. f6 g7 376. g7 h6 377. h6 g7 378. g7 f6 379. f6 e5 380. e5 d6 381. d6 c5 382. c5 b4 383. b4 a3 384. a3 b2 385. b2 c3 386. c3 d4 387. d4 e5 388. e5 f6 389. f6 g7 390. g7 h6 391. h6 g7 392. g7 f6 393. f6 e5 394. e5 d6 395. d6 c5 396. c5 b4 397. b4 a3 398. a3 b2 399. b2 c3 400. c3 d4 401. d4 e5 402. e5 f6 403. f6 g7 404. g7 h6 405. h6 g7 406. g7 f6 407. f6 e5 408. e5 d6 409. d6 c5 410. c5 b4 411. b4 a3 412. a3 b2 413. b2 c3 414. c3 d4 415. d4 e5 416. e5 f6 417. f6 g7 418. g7 h6 419. h6 g7 420. g7 f6 421. f6 e5 422. e5 d6 423. d6 c5 424. c5 b4 425. b4 a3 426. a3 b2 427. b2 c3 428. c3 d4 429. d4 e5 430. e5 f6 431. f6 g7 432. g7 h6 433. h6 g7 434. g7 f6 435. f6 e5 436. e5 d6 437. d6 c5 438. c5 b4 439. b4 a3 440. a3 b2 441. b2 c3 442. c3 d4 443. d4 e5 444. e5 f6 445. f6 g7 446. g7 h6 447. h6 g7 448. g7 f6 449. f6 e5 450. e5 d6 451. d6 c5 452. c5 b4 453. b4 a3 454. a3 b2 455. b2 c3 456. c3 d4 457. d4 e5 458. e5 f6 459. f6 g7 460. g7 h6 461. h6 g7 462. g7 f6 463. f6 e5 464. e5 d6 465. d6 c5 466. c5 b4 467. b4 a3 468. a3 b2 469. b2 c3 470. c3 d4 471. d4 e5 472. e5 f6 473. f6 g7 474. g7 h6 475. h6 g7 476. g7 f6 477. f6 e5 478. e5 d6 479. d6 c5 480. c5 b4 481. b4 a3 482. a3 b2 483. b2 c3 484. c3 d4 485. d4 e5 486. e5 f6 487. f6 g7 488. g7 h6 489. h6 g7 490. g7 f6 491. f6 e5 492. e5 d6 493. d6 c5 494. c5 b4 495. b4 a3 496. a3 b2 497. b2 c3 498. c3 d4 499. d4 e5 500. e5 f6 501. f6 g7 502. g7 h6 503. h6 g7 504. g7 f6 505. f6 e5 506. e5 d6 507. d6 c5 508. c5 b4 509. b4 a3 510. a3 b2 511. b2 c3 512. c3 d4 513. d4 e5 514. e5 f6 515. f6 g7 516. g7 h6 517. h6 g7 518. g7 f6 519. f6 e5 520. e5 d6 521. d6 c5 522. c5 b4 523. b4 a3 524. a3 b2 525. b2 c3 526. c3 d4 527. d4 e5 528. e5 f6 529. f6 g7 530. g7 h6 531. h6 g7 532. g7 f6 533. f6 e5 534. e5 d6 535. d6 c5 536. c5 b4 537. b4 a3 538. a3 b2 539. b2 c3 540. c3 d4 541. d4 e5 542. e5 f6 543. f6 g7 544. g7 h6 545. h6 g7 546. g7 f6 547. f6 e5 548. e5 d6 549. d6 c5 550. c5 b4 551. b4 a3 552. a3 b2 553. b2 c3 554. c3 d4 555. d4 e5 556. e5 f6 557. f6 g7 558. g7 h6 559. h6 g7 560. g7 f6 561. f6 e5 562. e5 d6 563. d6 c5 564. c5 b4 565. b4 a3 566. a3 b2 567. b2 c3 568. c3 d4 569. d4 e5 570. e5 f6 571. f6 g7 572. g7 h6 573. h6 g7 574. g7 f6 575. f6 e5 576. e5 d6 577. d6 c5 578. c5 b4 579. b4 a3 580. a3 b2 581. b2 c3 582. c3 d4 583. d4 e5 584. e5 f6 585. f6 g7 586. g7 h6 587. h6 g7 588. g7 f6 589. f6 e5 590. e5 d6 591. d6 c5 592. c5 b4 593. b4 a3 594. a3 b2 595. b2 c3 596. c3 d4 597. d4 e5 598. e5 f6 599. f6 g7 600. g7 h6 601. h6 g7 602. g7 f6 603. f6 e5 604. e5 d6 605. d6 c5 606. c5 b4 607. b4 a3 608. a3 b2 609. b2 c3 610. c3 d4 611. d4 e5 612. e5 f6 613. f6 g7 614. g7 h6 615. h6 g7 616. g7 f6 617. f6 e5 618. e5 d6 619. d6 c5 620. c5 b4 621. b4 a3 622. a3 b2 623. b2 c3 624. c3 d4 625. d4 e5 626. e5 f6 627. f6 g7 628. g7 h6 629. h6 g7 630. g7 f6 631. f6 e5 632. e5 d6 633. d6 c5 634. c5 b4 635. b4 a3 636. a3 b2 637. b2 c3 638. c3 d4 639. d4 e5 640. e5 f6 641. f6 g7 642. g7 h6 643. h6 g7 644. g7 f6 645. f6 e5 646. e5 d6 647. d6 c5 648. c5 b4 649. b4 a3 650. a3 b2 651. b2 c3 652. c3 d4 653. d4 e5 654. e5 f6 655. f6 g7 656. g7 h6 657. h6 g7 658. g7 f6 659. f6 e5 660. e5 d6 661. d6 c5 662. c5 b4 663. b4 a3 664. a3 b2 665. b2 c3 666. c3 d4 667. d4 e5 668. e5 f6 669. f6 g7 670. g7 h6 671. h6 g7 672. g7 f6 673. f6 e5 674. e5 d6 675. d6 c5 676. c5 b4 677. b4 a3 678. a3 b2 679. b2 c3 680. c3 d4 681. d4 e5 682. e5 f6 683. f6 g7 684. g7 h6 685. h6 g7 686. g7 f6 687. f6 e5 688. e5 d6 689. d6 c5 690. c5 b4 691. b4 a3 692. a3 b2 693. b2 c3 694. c3 d4 695. d4 e5 696. e5 f6 697. f6 g7 698. g7 h6 699. h6 g7 700. g7 f6 701. f6 e5 702. e5 d6 703. d6 c5 704. c5 b4 705. b4 a3 706. a3 b2 707. b2 c3 708. c3 d4 709. d4 e5 710. e5 f6 711. f6 g7 712. g7 h6 713. h6 g7 714. g7 f6 715. f6 e5 716. e5 d6 717. d6 c5 718. c5 b4 719. b4 a3 720. a3 b2 721. b2 c3 722. c3 d4 723. d4 e5 724. e5 f6 725. f6 g7 726. g7 h6 727. h6 g7 728. g7 f6 729. f6 e5 730. e5 d6 731. d6 c5 732. c5 b4 733. b4 a3 734. a3 b2 735. b2 c3 736. c3 d4 737. d4 e5 738. e5 f6 739. f6 g7 740. g7 h6 741. h6 g7 742. g7 f6 743. f6 e5 744. e5 d6 745. d6 c5 746. c5 b4 747. b4 a3 748. a3 b2 749. b2 c3 750. c3 d4 751. d4 e5 752. e5 f6 753. f6 g7 754. g7 h6 755. h6 g7 756. g7 f6 757. f6 e5 758. e5 d6 759. d6 c5 760. c5 b4 761. b4 a3 762. a3 b2 763. b2 c3 764. c3 d4 765. d4 e5 766. e5 f6 767. f6 g7 768. g7 h6 769. h6 g7 770. g7 f6 771. f6 e5 772. e5 d6 773. d6 c5 774. c5 b4 775. b4 a3 776. a3 b2 777. b2 c3 778. c3 d4 779. d4 e5 780. e5 f6 781. f6 g7 782. g7 h6 783. h6 g7 784. g7 f6 785. f6 e5 786. e5 d6 787. d6 c5 788. c5 b4 789. b4 a3 790. a3 b2 791. b2 c3 792. c3 d4 793. d4 e5 794. e5 f6 795. f6 g7 796. g7 h6 797. h6 g7 798. g7 f6 799. f6 e5 800. e5 d6 801. d6 c5 802. c5 b4 803. b4 a3 804. a3 b2 805. b2 c3 806. c3 d4 807. d4 e5 808. e5 f6 809. f6 g7 810. g7 h6 811. h6 g7 812. g7 f6 813. f6 e5 814. e5 d6 815. d6 c5 816. c5 b4 817. b4 a3 818. a3 b2 819. b2 c3 820. c3 d4 821. d4 e5 822. e5 f6 823. f6 g7 824. g7 h6 825. h6 g7 826. g7 f6 827. f6 e5 828. e5 d6 829. d6 c5 830. c5 b4 831. b4 a3 832. a3 b2 833. b2 c3 834. c3 d4 835. d4 e5 836. e5 f6 837. f6 g7 838. g7 h6 839. h6 g7 840. g7 f6 841. f6 e5 842. e5 d6 843. d6 c5 844. c5 b4 845. b4 a3 846. a3 b2 847. b2 c3 848. c3 d4 849. d4 e5 850. e5 f6 851. f6 g7 852. g7 h6 853. h6 g7 854. g7 f6 855. f6 e5 856. e5 d6 857. d6 c5 858. c5 b4 859. b4 a3 860. a3 b2 861. b2 c3 862. c3 d4 863. d4 e5 864. e5 f6 865. f6 g7 866. g7 h6 867. h6 g7 868. g7 f6 869. f6 e5 870. e5 d6 871. d6 c5 872. c5 b4 873. b4 a3 874. a3 b2 875. b2 c3 876. c3 d4 877. d4 e5 878. e5 f6 879. f6 g7 880. g7 h6 881. h6 g7 882. g7 f6 883. f6 e5 884. e5 d6 885. d6 c5 886. c5 b4 887. b4 a3 888. a3 b2 889. b2 c3 890. c3 d4 891. d4 e5 892. e5 f6 893. f6 g7 894. g7 h6 895. h6 g7 896. g7 f6 897. f6 e5 898. e5 d6 899. d6 c5 900. c5 b4 901. b4 a3 902. a3 b2 903. b2 c3 904. c3 d4 905. d4 e5 906. e5 f6 907. f6 g7 908. g7 h6 909. h6 g7 910. g7 f6 911. f6 e5 912. e5 d6 913. d6 c5 914. c5 b4 915. b4 a3 916. a3 b2 917. b2 c3 918. c3 d4 919. d4 e5 920. e5 f6 921. f6 g7 922. g7 h6 923. h6 g7 924. g7 f6 925. f6 e5 926. e5 d6 927. d6 c5 928. c5 b4 929. b4 a3 930. a3 b2 931. b2 c3 932. c3 d4 933. d4 e5 934. e5 f6 935. f6 g7 936. g7 h6 937. h6 g7 938. g7 f6 939. f6 e5 940. e5 d6 941. d6 c5 942. c5 b4 943. b4 a3 944. a3 b2 945. b2 c3 946. c3 d4 947. d4 e5 948. e5 f6 949. f6 g7 950. g7 h6 951. h6 g7 952. g7 f6 953. f6 e5 954. e5 d6 955. d6 c5 956. c5 b4 957. b4 a3 958. a3 b2 959. b2 c3 960. c3 d4 961. d4 e5 962. e5 f6 963. f6 g7 964. g7 h6 965. h6 g7 966. g7 f6 967. f6 e5 968. e5 d6 969. d6 c5 970. c5 b4 971. b4 a3 972. a3 b2 973. b2 c3 974. c3 d4 975. d4 e5 976. e5 f6 977. f6 g7 978. g7 h6 979. h6 g7 980. g7 f6 981. f6 e5 982. e5 d6 983. d6 c5 984. c5 b4 985. b4 a3 986. a3 b2 987. b2 c3 988. c3 d4 989. d4 e5 990. e5 f6 991. f6 g7 992. g7 h6 993. h6 g7 994. g7 f6 995. f6 e5 996. e5 d6 997. d6 c5 998. c5 b4 999. b4 a3 1000. a3 b2

## NOTES

a) Bien qu'il ait fait son cheval de bataille de la « Défense Grünfeld » depuis son dernier match pour le titre contre Karpov, le champion du monde accepte d'autant plus volontiers d'entrer dans une « est-indienne » qu'il sait que son adversaire choisira sans doute, selon son habitude, le « système Sämisch ».

b) En 1982, au tournoi de Bugino, les Blancs avaient presque la victoire en poche contre le même adversaire après

6... Cg6; 7. Cg2, a6; 8. Dd2, Td8; 9. h4, b5; 10. h5, e5; 11. d5, Ca5; 12. Cg3, bxc4; 13. o-o-o, Cd7; 14. hxc6, fxc6; 15. Cb1, Tb5; 16. b4, cxb3; 17. Fxb5, g5. Malgré une T de plus, Timman, après bien des péripéties, dut accorder un demi-point.

c) L'échange 7... dx65; 8. Dxd8, Txd8 ne pose aucun problème particulier aux Noirs. Outre la fermeture du centre (7. d5), les Blancs peuvent également tenter de maintenir la tension au centre par 7. Cg2.

d) La vieille continuation 7... Ch5 est assez difficile à jouer pour les Noirs; par exemple, 8. Dd2, f5; 9. o-o-o, Cd7; 10. exf5, gxf5; 11. Fd3, Cd4; 12. Cg2, Rb8; 13. h3 on 13. Fd3. De même, si 7... c5; 8. g4, Cg8; 9. h4, f5; 10. gxf5, gxf5; 11. exf5, Fxf5; 12. Fd3, e4; 13. fxe4, Fg8; 14. e5, Fx65; 15. Cg3, Fg7; 16. Cg5, Cg8-16; 17. Dd2, h6; 18. o-o-o et les Blancs ont une forte attaque. La suite 7... c6 est, en principe, dirigée contre le grand roque ennemi (ouverture de la colonne c et avance des pions a et b).

e) On a, g4, cxd5; 9. cxd5, a6; 10. Cg2, b5; 11. h3, Cb-d7; on bien 8. Dd2, cxd5; 9. cxd5, Ca6; 10. o-o-o, Fd7; 11. Rb1, Da5; 12. g4, Tf-d8 comme dans la partie Polugaievsky-Geller (Kiev, 1966). Ici, les Blancs préparent tranquillement le petit roque.

f) Mais voici qu'au lieu de poursuivre « normalement » par 8... cxd5; 9. cxd5, Cg8 on 9... Ch5, le champion du monde entre dans un gambit que son adversaire connaît bien puisqu'il le jura lui-même avec les Noirs contre Spassky en 1973 à Amsterdam!

g) Dans la plupart des parties jouées dans des grands tournois sur ce thème, les Blancs ont systématiquement refusé le gain du pion, ce qui n'a jamais permis de se faire une idée sur la correction du sacrifice proposé. On trouve souvent la suite 9. dxc6, bxc6; 10. Fxc4, Cxg6; 11. Cg2, Fd6 avec une pleine égalité (Knaak-Geller, Amsterdam 1974 ou la suite 9. Dd2, bxc6; 10. Fxc4, g5; 11. Cg2, Cb-d7 ou Fd6 (A. Petrosian-Kotchik, 1976) ou encore 9. Cg2, bxc6; 10. Fxc4, g5 (Groszpeter-Vogt, Trnava, 1983 et Ligerink-Spragen, Wijk aan Zee, 1985) ou bien 9. Cg2, b4; 10. Ca4, g5 (Christiansen-Za, Folger, New York, 1987). Piqué au vif, Timman accepte le sacrifice.

h) Ce don d'un second pion est sans aucun doute le fruit d'une minutieuse préparation en laboratoire. On imagine la surprise de Timman qui se souvenait seulement de la partie Ek-Ligerink (Wijk aan Zee, 1975); 10... Cg3; 11. Cg2, C4-d3 et tout est réglé.

i) On 11. Fx64, Cx64; 12. Cx64, Dd5+! (si 12. Fx64, Cx64; 13. bxc3, Dd4+) ou 11. Fx64, Cx64 et 11... a6.

j) Menaçant le pion d2 et le Fd3. Obtenir une position aussi dégagée dans une « Sämisch », même au prix d'un pion, est un succès pour les Noirs.

k) Si 12. Fd3, Dd6! m) On 16. Cxd6, Cd7; 17. Cxg6, Txd6.

n) Tel est l'enjeu de la continuation 9. cxb5: pour une position moins active, trop pion de plus.

o) Pourquoi les Blancs ne gagneraient-ils pas?

p) 22. Fxd5, Fxd5 laisserait aux Noirs l'avantage de la paire de F et le centre: si 23. g4, Tg2; 24. Tf-d1, Fg4!

q) Les Noirs commencent ainsi, tout en conservant l'initiative, à concrétiser leur avantage. Le pion a2 est attaqué et ne peut avancer en a4; la case c4 appartenait aux Noirs qui avaient les Fd3 et d2 par Tf-d8. Si 23. Tb-cl, Tg-d8; 24. Cf4, Fxa2 menaçant g5.

r) Tout est défendu mais l'équilibre des Blancs semble bien instable.

s) Si 24... Txc1 et 25... Txd3.

t) Menace 28... Cg3.

u) A noter l'incroyable recul des forces blanches sur la première rangée.

v) Gagnant au moins la qualité.

w) Dernière tentative.

x) Si 24... Txc1 et 25... Txd3.

y) Les Blancs abandonneront, le pion a2 triomphant; par exemple, 45... h4; 46. b6, Tb2+; 47. Rg5, Txb6!

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1307

E. DOBRESCU, 1986

Blancs: Rf3, Dg2, Tg1 et b7, Pd4 et g3. Noirs: Rg8, Dd8, Td2, Fg1, Ch4, Fg5, Na6.

Ann.: N. don. N-S vuln.

Ouest Nord Est Sud

André X. Colette Mourgues

— Passe 1° passe 2°

1° contre passe 2°

Ouest a entamé le Roi de Pique pris par l'As, et le déclarant a joué

Cœur. Combien a-t-il fait ensuite de

### ***« Par les villages », de Peter Handke à la Bastille***

**Par les villages  
est un long et beau poème  
dramatique mis en scène  
par un familier  
de Peter Handke,  
Jean-Claude Fall,  
au plus près de la vérité  
d'une œuvre admirable.**

Il y a dans *Par les villages*, pièce écrite à la fin de 1980, par Peter Handke, un personnage féminin fabuleux, Nova, qui, telle la jeune étoile chère à l'astronomie, apparaît brusquement et lui d'un feu intense au tout début de la pièce, elle ordonne au poète : *- Passe par les villages, je le sais. - Puis, au bon du voyage, de la lente promenade dessinée par l'écrivain autrichien, elle réapparait pour une adresse longuue et belle, irradiée de soleil, enflammée de courage, appelée sublime à la résistance face à tous les dangers.*

Nova est certainement le plus beau personnage écrit de longue date par un auteur dramatique. Va-  
-rès, d'abord vertigineux, exaltant et qui met en danger, à tous les instants, son interprète, Jean-Claude Fall, metteur en scène du spectacle créé il y a quelques jours à la Maison de la culture de La Rochelle et présenté à partir de mardi prochain à Paris dans le cadre du Festival d'automne, a senti l'importance du Penjet et pris tous les risques : il a confié ce rôle à une jeune femme, Dominique Frot, singulière autant pour son physique — elle est si petite, fluette, apparemment fragile — que pour sa voix, forte, incroyablement à l'aise.

dans le grave comme dans l'aigu, sinistre donc. On peut le tenir ainsi bien pour un « phénomène » bizarre, aux limites du supportable, que pour l'actrice la plus bouleversante qui soit, on bien encore osciller, à l'intérieur d'un même spectacle, entre ces deux attitudes.

C'est la chemise qu'il a dû faire, à La Rochelle, un public d'écrits. Après ça Dominique Froton dit la moitié des neuf pages du texte qui cite *Par les villages*, quelques-uns des spectateurs puis une bonne partie de la salle ont voulu l'interrompre, le chasser, haïssa par une diotion si troublante. L'auteur s'est contenté de répondre : « Je ne suis pas orange », mais quand il y a Dieu ou non-Dieu, disant-le. Ça ne vous plaît pas ? Vous voulez que j'arrête ? J'étais en train de vous parler de Dieu... Elle achevait un court, haletant dialogue avec ses partisans, avec la salle, par ces mots : « Je vais vous dire la fin à la fin, c'est tout ce que je veux dire, c'est qu'elle fit et qui était vierge, réconciliant avec elle-même, avec la pièce, ce public qui avait feint.

On entendit alors les mots ultimes de Peter Handke comme peut-être personne ne les dira ainsi bien. La comédienne avait enfin fait sienne l'attitude de Handke, telle que le rapportait un débat des années 70 où un critique new-yorkais qui venait d'assister à une lecture par Handke de l'un de ses textes : « Quand il dit son texte devant un public, Handke fascine par sa voix non émotionnelle, monotone, figée... » Domini que Frot fut fascinant. Par les valeurs aussi. Double promesse, à

l'intérieur et au-delà des frontières du langage d'abord, aventure périlleuse et, comme le notait Nicole Canavova, « c'est dans ce effort, dans cette tentation que se trouve le lieu logique de l'œuvre de Hamelin, qui brûle de la déstrier » (1). A tous les instants, dans la bouche de chacun des protagonistes, le langage d'« Alabore » médiant les faits, les expériences, les mots les plus simples, les plus significatifs mais assemblés, exprimés de telle manière que les voix semblent vouloir jeter un pont qui paraîtrait du cœur pour atteindre le ciel, de l'intimité la plus secrète à l'universel partagé.

Promenade dans le temps et l'espace austral, celle de Peter Hain, représentant britannique au village d'origine après deux heures de pérégrinations, des hésitations, retrouvant l'Europe centrale avec une lucidité incroyable et, ce pen de mots, acquiesçant une morale politique. N'écrit-il pas, visionnaire, avant même que l'Autriche n'élise son président si controversé : « Tu es dans la mauvaise place, mon cher. Tu es dans un pays aussi petit que moi-même, plein de prisonniers qu'on mène dans des heures cellulaires et plein d'écarts de policiers oublieux, plus solidement en poste après chaque méfait, avec des voix qui sonnent comme si on leur avait placé des hauts-parleurs de mort dans la gorge ».

Dans ce village de montagne, où s'achève la construction d'un chantier, ici une carrière, lieu de l'exploitation la plus dure et aussi du courage le plus quotidien, Handke veut dessiner encore une morale sociale.



exprimée ici par le chant, blues bouleversant de trois ouvriers que, seule, sauve la fraternité face au mépris des puissants.

Ces onestsats seraient terribles, cyniques, si Peter Handke, ce distingué ainsi de Thomas Bernhard (à qui le Festival d'automne rend d'ailleurs hommage), ne trouvait en lui, et dans un environnement qui doit encore pouvoir s'épanouir, la force de continuer d'avancer et de croire, au risque de confrontations successives avec les autres, avec les siens — superbement mises en scène par Jean-Claude Fall à l'avant-scène, dans un couloir de lumière vive de Dominique Bruguier, — au risque des transmissions les plus fortes — comme cette adresse du frère à

l'enfant, — au risque de moments noirs comme celui où la vieille femme dit, le souffle court : « *Je ne me plains pas, je porte plainte* », comme d'autres portent le poids de la souffrance.

On a compris que Jean-Claude Fall et ses comédiens, souvent excellents dans le sillage de Grégor (Michiel Kruf) et de son frère Hans (Laurent Arnal), nous convient au rendez-vous du cœur, de l'intelligence, de la réflexion. Sans plus d'effets que le décor de Gérard Diéter et les lumières de Dominique Brugnière, magnifiques. Le metteur en scène, familier de Peter Handke, s'est souvent que l'auteur, dans son *Histoire de crayon*, esquissait une « dramaturgie naturelle » du poème dramatique ou « les personnages

devraient pouvoir s'adresser l'un à l'autre comme jadis les héros s'adressaient aux Dieux ». Ce spectacle-là prouve que, quelquefois, la voix du poète peut être entendue.

**OLIVIER SCHMITT**

(1) *In Documents*, numero 1, mars 1976.

★ **Théâtre de la Bastille.** Du mardi 29 novembre au samedi 31 décembre. A 21 heures du mardi au samedi. Matinée dimanche à 14 h 30. Tél. : 43-57-42-14, et Festival d'automne : 42-96-12-27. (Durée : trois heures.) Le texte de la pièce, traduit par Georges-Arthur Goldschmidt, est disponible dans la collection « le Manteau d'Arlequin », chez Gallimard.

**« La Liberté ou la Mort », de Robert Hossein, et « Marie 89 », de Bernadette Rollin**

**Coup d'envoi sur les planches  
des célébrations  
du Bicentenaire.  
Au départ, Robert Hossein  
et son armée d'acteurs,  
et Bernadette Rollin,  
une danseuse  
et un percussionniste.**

La « stérilité du Bicentenaire » a pris le **départ, avec deux ouvrages : Le Liberté et la Mort**, de Robert Hossain, et **Libre 89**, de Bernadette Rollin. Les comédiens arrivent en avance, si l'on fait partir les faits révolutionnaires de la réunion des Etats généraux le 4 mai 1789, mais non, l'Histoire a montré que, en province comme à Paris, la Révolution commença plus tôt. Dans notre domaine du théâtre, les deux pièces marquantes de la Révolution sont antérieures au 4 mai : bien sûr *le Mariage de Figaro*, créé le 27 avril 1784, puis *Charles IX* ou *l'Ecole des rois*, de Marie-Joseph Chénier, qui fut écrite en 1788.

Il y eut des dizaines de pilotes révolutionnaires, à part ces deux-là. Aucune n'a survécu, mais les protagonistes de ces œuvres, leur classe sociale, leur ton, et aussi la liberté et l'élan des propos, annonçaient un théâtre neuf, celui de Hugo ou de l'Alexandre Dumas d'Anthony.

Le spectacle de Robert Hossain commence par l'appel nominatif des députés qui, les 16 et 17 janvier 1793, votèrent la mort du roi. Hossain ne fait pas défiler les 721 votants, il n'en montre qu'une trentaine.

taires, parmi les plus connus, ce qui, d'emblée, donne une impression un peu inexacte des choses : il semblerait qu'une forte majorité se soit prononcée pour la mort, tandis que la minorité comprendrait les 381 députés qui votèrent la mort, et 390 qui ne votèrent pas.

Nous voyons Fouad voter la mort ! Il, d'une voix sourde, sans commentaire, et Hossein ne peut pas indiquer l'absence de la Convention à ce moment-là. Le pleuratoire qui a été choisis par les auteurs du texte (Dezac, Sorlin, Lorenz) est celle de de Sèze : le passage est dit avec une charge spirituelle forte et belle par Lucien Pascal.

**Une idée active  
et sûre**

C'est le voix de Hossain qui, dans les haut-parleurs, boucle le spectacle en prononçant le texte de la Déclaration des droits de l'homme : « ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression », — ces quatre termes ont suscité, depuis deux siècles, d'innombrables méditations ! Le 14 juillet 1989, la Déclaration des droits sera plus publiquement, dehors, « sur la grand-place », dans les préfectures et grandes villes de ce pays, par des comédiennes et comédiens : ce sera l'un des moments graves du théâtre du Bicentenaire.

Entre la mort du roi et les Droits de l'homme, Hossein reprend dans l'ensemble le schéma de son spectacle *Danton* et

Robespierre, trêves et conflits des deux «grands», entre le retour de Danton de son repos à Arcis-sur-Aube, fin novembre 1793, jusqu'à l'arrestation de Robespierre le 9 thermidor.

L'idée de Robert Humeau a été de maîtriser le grand espace du Palais des seigneurs en stabilisant les structures, s'inscrivant à même le public, confondus avec le public, dans les travées, un peu perché, de sorte que les bancs de notre auditoire deviennent aussi ceux de la Convention, tandis ceux du club des Jacobins ou du tribunal révolutionnaire. Idée simple, mais active et sûre.

Le texte est surtout un montage des interventions qui furent réellement faites dans toutes ces séances. Hossain a réservé beaucoup de place à Jacques Hébert, le Père Duchesne. Et, en contrepoint, il y a, devant les travées, des scènes prises chez Danton, chez Robespierre, et au Comité de salut public.

C'est la parole qui prend la dessus, étayée par de belles voix : Hugues Quastier (Saint-Just), Daniel Miesguich (Desmoulins), Hosen (Les Droits de l'homme), Bernard Fresson (Danton), Jean Negroni (Robespierre), Paul La France (Vader), Jean-Pierre Bernard (Gillaud-Varenne), Jean-Pierre Melo (Hébert)... Impossible de citer les valeureux amis d'acteurs ici présents. De très beaux moments de mise en scène, fugitifs, sans insistance, par exemple, un effet d'Instantané à Desmoulins, Danton, Deslacroix et Philippeaux, s'éloignent juste après leur condamnation.

Mais, dans l'ensemble, ici comme dans chaque grand spectacle de Robert Hossein, c'est la « retenue » qui frappe. Car les acteurs sont nombreux, mais Hossein fait juste une mise en place, une mise en voix, sans déclarations tape-à-l'œil, sans coups de théâtre. L'homme de théâtre le plus populaire, dans le nom déplace les publics sans que lui-même paraisse sur scène, est l'homme d'un théâtre simple.

Précisons maintenant de cette salle **présentée en 1906 au « Deuxième Quartier »** entre Etoile et Défense, à une salle petite dans un quartier plus prospère. Le Théâtre du Bel-Air est installé rue Louis-Bouillie, peu loin de ce jardin de la rue de Picpus où, à partir du 13 juin 1794, furent creusées les fosses dans qui étaient versés les corps des personnes décapitées place de la Nation (appelée alors Place du Trône renversé).

## Des images et des sons

Dans le Théâtre du Bel-Air, Bernadette Rollin joue *Marie 89*, une chose on ne peut plus singulière et présente. Nous voyons une femme, l'espace de trois années, de la prise de la Bastille aux massacres de Septembre, qui, peu à peu, au cours de treize journées, change de démarche, de voix, de regards, change de conscience, change d'être, au travers des événements.

Mais la pièce n'est pas un rappel seulement d'une Révolution d'autrefois, et

L'intelligence de ce spectacle tient à ce que Marie 89 est une Marie de 1989 aussi, et même d'abord. Un 1989 qui s'annonce sans histoire déterminante, sans grand destin politique.

**Ces correspondances entre les** consciences des deux femmes, celle du bond d'autruche, celle du « vague » d'aujourd'hui, sont comme approchées, au-dessus, par des gestes et des sons, très sensuels. Bernadette Rollin et une danseuse, Marouelle Vossen, se succèdent ou se contraignent, on dirait qu'elles se traînent la route dans une brousse imaginaire, un taillis de dimanches, de projets, de chances à saisir. Cependant que le personnage de Stéphane Gremud intervient, on se sent en présence d'un être étrange. Incroyable la richesse mélodique, la finesse acoustique, qu'atteint aujourd'hui la percussion, chez un musicien de la classe de Gremud.

**Marie 89**, ce sont en somme des images et des sons qui vous arrivent comme les échos immédiats de choses que vous sentirez, que vous songeriez, en évoquant, aujourd'hui, la Révolution française. C'est fascinant. Le moins bon de la pièce, c'est peut-être le texte lui-même, style Jacques Prévert à côté de ses pompes, mais le texte se fond dans l'ensemble.

MICHEL COURNOT.

★ *La Liberté ou la Mort*, au Palais des congrès. TEL : 48-28-40-90. *Marie* 89, au Théâtre du Bol-Air. TEL : 43-46-91-93.

JAMES H. KAYE JR., FRANK E. HUBBARD, JOSEPHINE C. THOMAS HOWELL, SOPHIE WYRD, JOHN RUTH, DAVID P. HILBERTWOOD  
FRANCO NERO  
THOMAS BRYANT, JAMES H. KAYE JR., FRANK E. HUBBARD, JOSEPHINE C. THOMAS HOWELL, SOPHIE WYRD, JOHN RUTH, DAVID P. HILBERTWOOD

496

## Culture

## JAZZ

Dave Valentin au New Morning

## Les roseaux chantants

Trente-quatre ans, flûtiste, originaire du South Bronx, bercé par la collection de disques de carnaval de son père, Dave Valentin fait son entrée à Paris.

Jusqu'au mois de décembre dernier, Dave Valentin n'était qu'un flûtiste de plus, à la discographie abondante. Enregistré sous nombreux pseudos, très moderne, souvent aussi pluri qu'un électro-encéphalogramme de moribond, aussi virtuose que possible : toute la panoplie pour faire une carrière d'auteur au kilomètre (musiques d'autoroute, d'ambiance, de fond, de télé, etc.). Comme dit le pianiste de *Mari-Barbela*, le roman de Pierre Veilletet (Éditions Arléa), toutes les musiques sans exception, Mozart comme Coltrane, finissent en musique de magasin : il n'empêche, l'important est tout de même de ne pas commencer par là.

En décembre dernier, Dave Valentin déboule au Festival de Fort-de-France. Une prestation éblouissante. Valeurs et impressions chavirées. Public renversé (mais public rythmic, public musicien) et concert tout spécial de grenouilles, d'insectes étranges, d'oiseaux de l'ombre, toute la splendeur de la « nuit tropicale » dénichée par sa fouge.

Dave Valentin est né dans le Bronx. D'Amérique du Sud, son père ne rapportait que des disques de carnaval, Bongos, congas et maracas. Dave Valentin joue dès onze ans dans les clubs latins du Bronx. Plus tard, il se met à la flûte dans de vrais collèges artistiques. Il acquiert technique et savoir. Mais c'est en scène qu'il explose. Avec l'énergie d'un soleil écarlat par les nuits du Bronx, le physique d'un chanteur de charme (la moustache) égaré dans une salle de boxe, et le talent d'un instrumentiste qui n'est pas retenu.

Il joue des flûtes, de la traversière en argent, bien sûr, mais aussi de tous les tuyaux avec trois ou sans dont on peut tirer un son, flûtes de Pan, sifflets, roseaux, bambous, porcelaines, flûte roumaine, trucs sans nom, flûte basse du Pérou, bricolages pittoresques... Il en joue avec l'aisance d'un type qui aurait été lib-

tiste dans une autre vie. Et avec ce sens des percussions, son premier emploi, qu'il n'oublie jamais plus.

En technique pure, il pourrait se contenter de l'exploit. De la démonstration à couper le souffle des autres. Mais Dave Valentin ne s'empêche, sur n'importe quel instrument, du plus fruste au plus complexe, qu'à la musique et à la danse. Avec un sens de la communication et de la transmission qui est immédiat en scène, évident comme un sifflet, pour peu que le public s'y prête, et qui se perd dans les sillons de l'enregistrement ou, allez savoir, dans l'atmosphère glacée des studios.

Son dernier disque enregistré au Blue Note de New-York (1 CD GRP) donne une idée à peu près exacte de ce dont il est capable. Mais pour lui, comme pour bon nombre de musiciens d'expression populaire — ni à proprement parler jazzmen, ni simplement salsaeros, — rien ne vaut l'épreuve du concert, sa sœur, son caprice et la force qu'elle donne. Là, il peut improviser comme Jeremy Steig, mélanger comme Roland Kirk, innover comme tous les inventeurs. Avec la trépidation d'un enfant du Bronx.

FRANCIS MARMADE.

★ New Morning, le 26, 22 heures. Tél. : 43-46-30-70.

## ROCK

Huey Lewis à Bercy

## Humour et soleil californien

Huey Lewis s'échappe du rhythm and blues classique et s'embarque dans des zones plus mouvantes.

L'air d'un bon garçon sans histoire qui a sans doute traîné ses guêtres un peu partout avant de décrocher la timbale, mais qui, la quarantaine venue, aime le baseball, les virées avec les copains et les jeans repassés, Huey Lewis fait un peu songer à Eddy Mitchell, dont il a la dégingolée bonhomie et nonchalante. Originaire de San-Francisco,

Huey Lewis est le nouvel homme tranquille du rock.

Sans sacrifier aux sons à la mode, en toute bonne foi et simplicité, le cœur au ventre, il propose avec un étonnant succès depuis cinq ans — les chansons de chacun de ses albums deviennent systématiquement des tubes — un bon rock carré, trépidant et familial qui se joue à l'ancienne dans les années 60 et qui était fabriqué dans les studios Stax de Memphis mais que Lewis modernise à sa manière : tous cuivres dehors, batteries accentuées, claviers gonflés, humour et soleil californien.

Cette formule magique pour l'Américain moyen, Huey Lewis ne l'a pas évidemment trouvée tout de suite. Lewis a appris l'harmonica sur le bord des routes avant de devenir le chanteur d'un groupe san-franciscain à la fin des années 60 : Clover. La fusion de Clover avec une autre formation de la cité californienne, Sound Hole, a abouti à la constitution de News, l'équipe de musiciens qui entoure à présent Lewis.

Justement, à la veille du dixième anniversaire de la création de l'orchestre, Huey Lewis et les News ont produit un album qui, pour la première fois, s'éloigne du schéma and blues, c'est-à-dire du schéma qui a fait leur succès. Certes, quelques mélodies (*Walking with the Kings*) restent dans la ligne des grands classiques du groupe, mais Huey Lewis et ses complices s'efforcent d'intégrer à leurs sons habituels des touches de jazz (*Small World*, où, dans le disque, Stan Getz joue le solo de saxophone), de reggae (*Bobo Tempo*) et de zydeco (*San Antonio's*). C'est dans cet esprit d'innovation prudente d'un groupe arrivé à maturité que Huey Lewis et les News entreprennent aujourd'hui leur nouvelle tournée.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Le vendredi 25 novembre, 20 heures, au Palais omnisports de Paris-Bercy.

## VENTES

## Chers masques

La vente des objets d'art primitif de la collection Tristan Tzara qui a eu lieu à Drouot jeudi 24 novembre a été dominée par quatre visages, ceux de quatre masques africains exceptionnels. Le plus célèbre, un Kwele, a atteint l'enchère de 2 millions de francs. Un Bangwa a été payé 1 360 000 F et deux masques Guro-Bete 1 200 000 F et 1 900 000 F, le dernier cité faisant l'objet d'une préemption à l'issue de la vente.

La provenance des œuvres a largement contribué à l'augmentation de la cote des pièces tant océaniques qu'africaines. Un reliquaire Fang a été poussé jusqu'à 1 200 000 F, un « kota » du Gabon jusqu'à 720 000 F. Enfin, un rare tambour du détroit de Torres, lui aussi propriété du poète dadaïste, a atteint 520 000 F, triplant de la sorte l'estimation initiale.

Ph. D.

## Communication

La création d'une nouvelle imprimerie par l'IPSN et le Livre CGT

## Le choc de la réalité

Le compte à rebours est engagé pour l'imprimerie de la presse sociale nouvelle (IPSN). Cette entreprise, dont le capital est détenu majoritairement par ses deux cent dix salariés, grâce à son statut de société anonyme à participation ouvrière, projette de réaliser un nouveau site d'imprimerie. M.M. Frédéric Marchand, PDG de l'IPSN, et Roger Lancy, secrétaire du Livre CGT qui soutient activement l'initiative « afin de garantir le pluralisme et défendre l'emploi » ont annoncé jeudi 24 novembre, que l'entreprise avait commandé deux rotatives Koenig et Bauer d'une capacité d'impression de soixante-dix mille exemplaires l'heure et s'était portée candidate à l'acquisition du site de l'imprimerie de la Plaine-Saint-Denis (le Monde du 24 novembre). Ce site sera abandonné par le Monde en avril 1989, lors de la mise en marche de son imprimerie d'Ivry, réalisée avec le concours des groupes Hachette et Amarray.

Le 15 décembre, au premier acompte financier doit être versé par l'IPSN sur l'achat de ses futures rota-

tives qui représentent un investissement de 300 millions de francs. L'IPSN espère réunir, d'ici là, 70 millions de francs permettant d'obtenir un crédit équivalent. Un groupement d'intérêt économique (GIE) rassemblant l'imprimerie (qui détient 33 % du capital) et les quotidiens intéressés, avec la garantie des pouvoirs publics (ministères de l'Industrie et de la Communication) devrait être créé dans ce but. Mais les journaux avec lequel l'IPSN et le Livre CGT ont pris contact (*Libération*, *Le Tribune* de la Région, *la Croix*, *le Quotidien de Paris*, etc.) sont prudents.

D'autres imprimeries (*le Monde-Hachette*, *Hermann*) ou les projets en cours (*Maxwell*, *Ricochard*) peuvent toujours les intéresser. Et les pouvoirs publics gardent pour l'instant une certaine réserve vis-à-vis du projet de l'IPSN. Qualifié de « projet indépendant d'imprimerie » par le Livre CGT vis-à-vis de celui des grands groupes, le projet de l'IPSN est plus que jamais confronté à la réalité et à l'urgence.

Y.-M. L.

Le projet de convention sur la télévision transfrontière

## Les avancées de Stockholm

STOCKHOLM de notre envoyé spécial

« Nous touchons au but », se félicitait le ministre suédois de la culture, M. Bengt Göransson, à l'issue de la deuxième conférence ministérielle européenne soumise à la « politique de communication de masse ». Deux jours de négociations intenses et un ultime accord entre les chefs de délégation des grands pays (République fédérale d'Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni) au grand dam du Luxembourg ont, en effet, permis de rapprocher sensiblement les points de vue. Deux ans après sa mise en chantier à Vienne, le projet de Convention européenne sur la télévision transfrontière devrait être transmis en décembre au comité des ministres du Conseil de l'Europe pour sa mise au point définitive. « L'ouverture à signature » au printemps 1989 ne paraît donc plus un objectif hors de portée.

L'optimisme officiel — largement commandé par la rivalité opposée

le Conseil de l'Europe à la Communauté européenne — doit toutefois être nuancé. Si certaines divergences se sont estompées, les points les plus litigieux sont encore loin d'être aplatis. Au cœur des difficultés : la défense de l'identité culturelle européenne — ardemment défendue par la France et, bien sûr, tous les problèmes liés à la publicité.

Sur le premier point, Paris, assez isolé, avait choisi de frapper un grand coup en assouplissant d'emblée sa position (*le Monde* du 25 novembre). Psychologiquement, la tactique à portée et évitée à la délégation française de jeter les bombes émissaires. Mais sur le fond, les thèses défendues par M<sup>me</sup> Catherine Tasca n'ont été acceptées qu'avec de fortes réserves. L'obligation pour les télévisions transfrontières de diffuser une « part majoritaire d'émissions européennes » ne devrait s'appliquer que « progressivement et sur la base de critères appropriés » si l'amendement « de consensus » est adopté en l'état. De même, la chronologie des médias se verrait réduite à sa plus simple expression : le délai entre la sortie d'un film en salle en Europe et sa diffusion sur une chaîne serait de deux ans (un an pour les coproductions réalisées avec des télévisions). De nouvelles concessions que la France ne souhaite pas accepter sans contrepartie. En marchant d'ailleurs, l'Allemagne a accordé sur les propositions britanniques en matière publicitaire notamment.

Les nouvelles tractations qui s'annoncent, seront pourtant difficiles. En amenant la République fédérale d'Allemagne sur ses positions, la Grande-Bretagne a joué habilement et se trouve aujourd'hui bien placée pour faire avaliser la multiplication des coupures publicitaires dans les films et téléfilms (une coupure toutes les quarante-cinq minutes, trois pour les longs métrages de cent dix minutes). Quant au Luxembourg, souvent isolé, il a jusqu'ici sauvé l'essentiel, en obtenant la réécriture complète de l'article 16 du projet de Convention. Cette nouvelle monture autorise désormais la publicité spécifiquement adressée à un pays voisin de l'Etat émetteur, à condition toutefois de se conformer aux dispositions légales du pays récepteur. Le Grand-Duché a, de même, atteint un autre de ses objectifs : un pays ne pourra plus suspendre la réception d'une chaîne pour la seule violation de ses règles publicitaires.

Les avancées de Stockholm relancent en tout cas, les supputations sur l'avenir de la directive « Télévision sans frontières » que la Communauté européenne promet de son côté. Paris en souhaite toujours l'adoption, espérant qu'elle sera plus contraignante que la Convention du Conseil de l'Europe. Mais l'Allemagne et les Britanniques qui regardent cette initiative de Bruxelles avec suspicion, ne s'appuieront-ils pas sur les travaux du Conseil de l'Europe pour la remettre en cause ?

PIERRE-ANGEL GAY.

## « Le Point » et « l'Express » bataillent en Belgique

L'un des deux hebdomadaires d'informations francophones en Belgique, *Pourquoi pas ?*, est actuellement l'objet de la convoitise de deux grands hebdomadaires français, *le Point* et *l'Express*, respectivement alliés aux groupes Ringier et Roularta.

*Pourquoi pas ?* est une véritable institution à Bruxelles et en Wallonie. Fondé en 1910 pour l'exposition universelle de Bruxelles, cet hebdomadaire voltairien satirique avait alors choisi une orientation à la fois radicale et libérale, largement inspirée par la doctrine laïque du petit père Combes. Réputé avant guerre pour ses caricatures signées Octa appartenant à sa « une », le journal dans la politique s'impliquait au fil du temps davantage à droite tombée, en 1968, dans l'escarcelle de l'assesseur Jean-Pierre Laurens-Joli.

Le journal garde sa bonne santé et son monopole en Belgique francophone, jusqu'en 1983. Il y a trois ans, l'imprimeur flamand Roularta, qui publie déjà des journaux comme *Knack*, *Trends*, *Tendances* et plusieurs

« toutes boîtes » (journaux gratuits) lance un hebdomadaire concurrent, *le Vif*.

Un accord de partenariat entre Roularta et le groupe français Express est conclu en 1986. *L'Express* supprime son édition internationale en Belgique et la remplace par sa formule *le Vif-Express*. Les ventes de *Pourquoi pas ?* encourent le choc : de 80 000 exemplaires vendus au début des années 1980, sa diffusion passe à 53 000 exemplaires alors que *le Vif-Express* se stabilise autour de 60 000 exemplaires. Mais le danger vient surtout du côté des recettes publicitaires. *Pourquoi pas ?* est traditionnellement une « vache à lait » en la matière. Ses recettes venant de la publicité représentent 80 % de son chiffre d'affaires (360 millions de francs belges soit 60 millions de francs). La concurrence du *Vif-Express* mais aussi de la télévision (RTL-TV et KIBF) le menace.

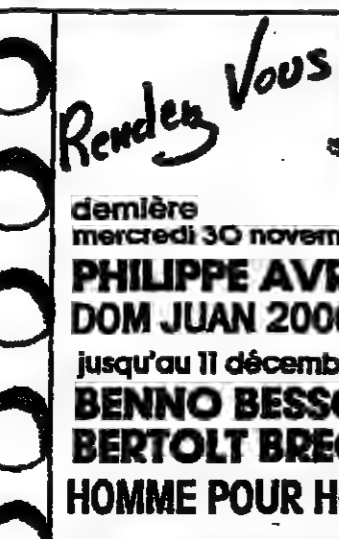
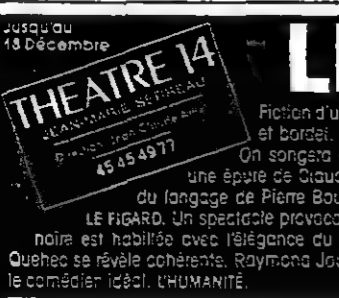
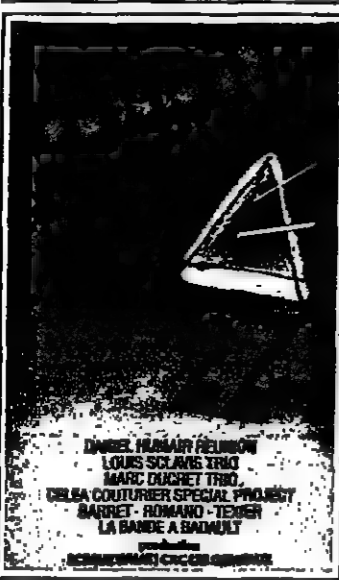
Au printemps dernier, des discussions sont entamées avec le groupe suisse Ringier. Mais cet imprimeur-éditeur (*l'Hebdo*, *Emmi*, etc.) s'aligne

l'autisme avec *le Point* dont il prend 20 %. De son côté, *L'Express* et son partenaire Roularta envisagent de racheter *Pourquoi pas ?* pour une somme d'environ 50 millions de francs et de faire fusionner le journal avec le *Vif-Express* afin de retrouver une situation de monopole. Un coupage mal accepté au sein de la rédaction du *Vif*, plus versée à gauche que celle de *Pourquoi pas ?* Une société des rédacteurs y est créée.

Ringier et son allié *le Point* envisagent de prendre 51 % du capital du journal belge. L'alliance entre les trois titres francophones — *le Point*, *l'Hebdo*, *Pourquoi pas ?* — permettrait une synergie à la fois rédactionnelle et publicitaire. D'autant que d'autres entreprises comme le groupe Marie-Claire et Information et publicités-Belgique, la régie filiale d'Havas, sont prêtes à tenter l'aventure.

Contraint de trouver un allié, *Pourquoi pas ?* n'a pas tranché. Le titre, en tout cas, intéresse bien au-delà de la Belgique : l'hebdomadaire *Stern* (Gruener und Jahr) a aussi fait acte de candidature.

YVES-MARIE LARÉ.



THEATRE DE LA BASTILLE 43 57 42 14

29 novembre au 31 décembre



Par les villages

Alpha Franc

de Peter Handke

mise en scène Jean-Claude Fall



## Culture

### Double élection à l'Académie française

## M<sup>me</sup> Jacqueline de Romilly : l'ordre de la passion

L'helléniste Jacqueline de Romilly sera la deuxième femme membre de l'Académie française, après Marguerite Yourcenar. Elle a été élue au premier tour, le jeudi 24 novembre, par 18 voix sur 31 (il y avait 13 bulletins blancs, parmi lesquels douze marqués d'une croix, ce qui revient à un vote d'opposition). Jacqueline de Romilly succède à André Roussin.

Deux candidats prétendaient au fauteuil du professeur Jean Deloy. C'est le commandant Jacques-Yves Cousteau qui a été élu au premier tour, par 19 voix contre 5 au peintre Michel Ciry et 7 bulletins blancs marqués d'une croix.

### Jacques-Yves Cousteau : les éblouissements de l'océan

Toute la vie de Jacques-Yves Cousteau est fondée sur la mer. Certes, il est né le 11 juin 1910 à Saint-André-de-Cubzac (Gironde) qui n'est « que » sur la Dordogne, mais il a été élève à l'École navale et a appartenu à la marine nationale (jusqu'en 1956), avant de se consacrer à populariser l'océan.

J.-Y. Cousteau a commencé par permettre à l'homme d'évoluer dans la mer. En 1943, avec Gagnan, il a inventé le scaphandre autonome d'Y. Le Prieur du détendeur qui rend possible au plongeur de respirer l'air comprimé emporté sous l'eau dans des bouteilles. Plus de scaphandre lourd, plus de tuyau encombrant. Désormais le nageur est agile et indépendant. Il peut — dans les limites imposées par la physiologie de mammifère et par la technique — évoluer, se promener, observer et travailler sous l'eau.

J.-Y. Cousteau a eu ensuite l'idée de repousser ces limites physiologiques. Le temps « perdu » pendant la remontée du plongeur par l'obligatoire décompression s'allonge en fonction de la profondeur atteinte et du temps passé à cette profondeur. Mais au-delà d'un temps donné pour une profondeur donnée, le plongeur est « saturé » et le temps de sa décompression ne s'allonge plus. D'où l'idée de faire vivre le plongeur dans des caissons où règne une pression équivalente à celle de la profondeur de travail. Que ces caissons soient posés sur le fond de la mer ou sur le pont d'un bateau de surface, il n'y aura qu'une décompression finale. L'idée fut réalisée en 1962 devant Toulon, mais J.-Y. Cousteau eut la grande déception de se faire devancer de huit jours, aussi devant Toulon, par l'Américain Edwina Link. Il n'empêche que sans cette idée de caissons, la plongée industrielle ne serait pas possible, et que l'exploitation du pétrole offshore n'aurait pu progresser à pas de géants comme elle l'a fait depuis vingt-cinq ans.

Avant même la réalisation de cette idée, J.-Y. Cousteau avait révélé au grand public les splendeurs du monde sous-marin. En 1956, le film *Le Monde du silence*, tourné avec Louis Malle, reçut la palme d'or au Festival de Cannes. En 1962, c'est *Le Monde sans soleil*. L'un et l'autre longs métrages comme ensuite les dix-huit moyens métrages réalisés pour des télévisions américaines sont l'illustration parfaite de la déclaration que nous a faite J.-Y. Cousteau en 1966 : « Je veux éblouir. Je ne veux pas instruire ». Il a effectivement ébloui le monde entier, suscitant des vocations d'océanographes et attirant l'attention des responsables de nombreux pays sur la nécessité de développer les recherches océanographiques.

#### La Calypso

Son bateau, la *Calypso*, a été utilisé, pendant un temps, par les chercheurs de divers laboratoires français. Une de ses sociétés (régie par la loi de 1901) a fait, sous la direction du professeur Jacques Cousteau, des recherches sur la physiologie de la plongée et a mis au point des engins sous-marins — très photographiques pour la plupart. Depuis 1957 J.-Y. Cousteau est, encore, jusqu'à la fin de cette année, directeur du Musée océanographique de Monaco. Il a aussi fait un bout de chemin avec les écologistes, sou-

levant les « Verts » aux élections législatives de 1978 et de 1981, et aux élections européennes de 1984, poussant à la navigation où l'énergie est fournie par le vent.

L'essentiel de l'action de J.-Y. Cousteau a été — selon son expression — de promouvoir la mer par l'éblouissement. Par les films, avec-nous déjà dit, par ses livres qui sont d'abord de superbes albums d'images. Ce qui explique le succès prodigieux, surtout aux États-Unis, de la Fondation Cousteau.

#### YVONNE REBEYROL

Parmi les ouvrages de Jacques-Yves Cousteau, signalons *A la recherche de l'Atlantide*, *Compagnons de plongée*, les *Dauphins de la liberté*, *Le grand large aux grands lacs*, *Fortunes de mer*, *Le Mer bleue*, la *Méditerranée*, *Notre monde des baleines*, les *Requins*, *Trésors engloutis*, *Trois aventures de la Calypso*, *Vie et mort des coraux* (Flammarion), le *Monde des océans* (Laffont), *France, on a volé la mer* (Laffont).

[Né à Saint-André-de-Cubzac (Gironde) le 11 juin 1910, Jacques-Yves Cousteau, ingénieur de plongée, a été officier de marine de 1930 à 1956. Avant même de donner la démission de la marine nationale, il a fondé plusieurs sociétés, régies par la loi de 1901, et a réalisé le film *Le Monde du silence* (1952). Depuis ce premier film, il a tourné un peu partout dans le monde de nombreux films, surtout pour la télévision, et a publié des albums très illustrés par les photos prises au cours de ses expéditions. Depuis 1957 et jusqu'à la fin de 1988, il est directeur du Musée océanographique de Monaco. Titulaire de nombreux prix et distinctions français et étrangers, J.-Y. Cousteau est commandeur de la Légion d'honneur et grand-croix de l'Ordre national du mérite.]

Marguerite Yourcenar en 1980, elle est aujourd'hui la deuxième à mettre au féminin le titre d'académicien. De la Sorbonne au Collège et à l'Institut, puis à l'Académie : c'est aussi qu'elle a de plus prestigieux, qui est honoré. Le sanctuaire de la langue française accueille aujourd'hui un savant épris de « beaux mots » parlant à la fois à la sensibilité et à l'intelligence.

Avec finesse et précision, Jacqueline de Romilly a décrit dans son œuvre les idées et les passions des Grecs, plus exactement des Grecs d'Athènes, en ce cinquième siècle avant Jésus-Christ inauguré par Eschyle et les victoires sur les Perses, clos par Thucydide et l'effondrement de la grande cité. C'est là son domaine de prédilection, où elle recherche le stimulant offert par le « texte nu », devant lequel « nous ne pouvons que lire ».

Lire et faire lire : Jacqueline de Romilly s'y est appliquée d'abord à propos de l'historien Thucydide, objet de sa thèse, achevée en 1941. « Toute ma vie, j'ai traduit, étudié, commenté Thucydide », dira-t-elle. De fait, c'est trente ans plus tard, en 1972, que paraît le dernier tome de l'édition — traduction, aussi sûre qu'élégante, qu'elle en a donnée avec Raymond Weil, — une entreprise, à elle seule, monumentale.

Et pourtant, elle n'est pas devenue historienne. « Je ne veux l'événement que sous la forme qu'il a prise à travers la pensée de la conscience grecque. C'est ce principe qui m'inspire ». Cette déclaration de 1973, on aurait pu la présenter dans le sous-titre de son livre de 1941 : *La Pensée de l'historien et la genèse de l'œuvre*. Derrière les mots de Thucydide, c'était l'unité organique d'un être vivant qu'elle recherchait — cette unité que possède à un très haut degré la réflexion de la nouvelle académicienne, depuis la conclusion de son premier travail, *De la politique à la morale*, jusqu'à l'instinct de ses derniers cours, « La Grèce et la formation des idées morales et politiques ».

C'est également à propos de Thucydide, dans *Histoire et Raison*

(1956), que Jacqueline de Romilly a défini une méthode d'explication des textes grecs, attentive aux répétitions de mots, aux parallélismes des expressions, aux convergences de descriptions ou d'analyses qui permettent aux auteurs de suggérer sans dire explicitement, faisant appel à la subtilité de leur lecteur-interprète. Méthode nécessaire — nous avons assez de témoignages pour savoir que c'est ainsi que les Anciens lisaient — et délicate. Jacqueline de Romilly l'a appliquée avec félicité à la tragédie, les études s'enchaînant les unes aux autres : la *Créonte* et l'angoisse dans le théâtre d'Eschyle (1958), l'évolution du pathétique d'Eschyle à Euripide (1961), où l'analyse des tentatives préparatoires eschyléennes, distillant l'angoisse, opposées aux courtes crises et aux coups de théâtre euripidéens, semble annoncer le *Temps dans la tragédie grecque* (1967-1971). Et toujours, le savant veillait à mettre des textes à la disposition du public.

#### La joie d'enseigner

Puis est venue la gerbe des quinze dernières années, associant l'étude individuelle des idées morales et politiques (*La Loi, la Douceur*) et le tableau des lances de fond de la société athénienne des cinquième et sixième siècles (*Problèmes de la démocratie*, *Essai de la psychologie et, tout dernièrement, les Grandes Sophistes dans l'Athènes de Périclès*), avec le souci d'imposer à l'attention « les parents entre ce lointain passé et les temps modernes ». A côté de ce courant d'une constance et d'une force remarquables depuis ses débuts, Jacqueline de Romilly a donné des synthèses d'histoire littéraire, dont un récent *Homère* (1985).

C'est ici le professeur ou l'ancien professeur qui parle, et plus encore dans ses écrits pour la défense des études classiques et d'une certaine conception de l'enseignement. *Notre autre professeur* (1969), *l'Enseignement en détresse* (1984). Polémique, elle poursuit les péchés de collège, qui jarguent aujourd'hui dans les grammaires de nos enfants,

et prône l'émulation entre les élèves et la sélection, moyens efficaces de promotion sociale et de brassage.

Après tant de luttres et, parfois, de déceptions, après avoir fait l'expérience d'un monde où, comme chez Euripide, règne trop souvent une « duperie sans espoir », elle n'a pas oublié la joie. « Les œuvres littéraires font le bonheur de ma vie. Les expliquer m'enchantent ». Et cette joie n'est pas seulement diversion. Lutter debout comme les héros d'Eschyle, soucieuse comme eux de transformer l'angoisse sourde en « bonne crainte » de la Loi, elle n'est pas moins heureuse de se battre pour ces langues denses classiques, où se sont formées les notions fondamentales de notre civilisation, ces notions qui partent à la dérive si on achève de les arracher à leur sol natal.

Assurément, tant que nos écoles intellectuelles résonneront de « débats », qu'on y priera les « enjeux » et qu'on y célébrera la « mémoire », tout hellénisme n'aura pas disparu de ce pays. Mais Jacqueline de Romilly demande plus : une fidélité consciente, lucide et fervente à une « tradition de la liberté » inscrite par l'éducation. En appelant en son sein ce professeur de grec, il est sûr que l'Académie a fait un beau geste de défense de la langue française.

#### PIERRE CHUVILLON

[Née le 26 mars 1913 à Chartres, Jacqueline de Romilly fut la première jeune fille reçue à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, en 1933, et la première candidate féminine reçue à l'agrégation des lettres, en 1936. Elle fut, avant la guerre, professeur aux lycées de Bordeaux, de Toulon, de Montpellier, puis, après la Libération, à celui de Versailles, avant d'être nommée maître de conférences, puis professeur à la faculté des lettres de Lille, à l'École normale supérieure (1953-1960) et à la Sorbonne (1957-1973). En 1973, elle est élue professeur au Collège de France, titulaire de la chaire « La Grèce et la formation de la pensée morale et politique ». Elle prend sa retraite en 1984. Elle reçoit cette année-là un grand prix de l'Académie française pour l'ensemble de son œuvre. Candidature à l'Académie en 1986, elle avait obtenu treize voix contre seize à Jacques Laurent, élu au fauteuil de Fernand Braudel.]

# NOUGARO

Je suis au  
Zénith

A PARTIR  
DU 18 AVRIL 1989

SOIRÉE 20 H 30 DU MARDI AU SAMEDI  
MATINÉE 16 H 30 LE DIMANCHE

EUROPE 1

wea

LOCATIONS : 3 FNAC • AGENCES • PAR TÉLÉPHONE 45 72 11 22

MEILLEUR INTERPRÈTE  
MASCULIN DE L'ANNÉE  
MEILLEUR  
ALBUM DE L'ANNÉE  
(Nougayork)

**théâtre**

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

**LA RIVE D'EN FACE.** Théâtre  
Escalier de Paris (42-78-46-42), 21 h.  
**LE FLEUR DE L'AMÉRIQUE.**  
**QUATRE-VINGTS-NEUF.** Théâtre  
Déjazet TLP (42-74-20-50), 20 h 30.  
**CLAUDE INSOLITE.** Théâtre  
Renard-Barrault (42-56-60-70),  
18 h 30.  
**DEJANÉ, JARRETE.** Théâtre de  
Tourcoing (48-87-82-48), 22 h.  
**MOL, CASSIOPÉE, ANTI-  
CHRIST ET MESSIE. UN COL-  
LIER POUR UNE RÉVOLUTION.**  
Théâtre de la Plaine (40-43-01-52),  
20 h 30.  
**D'ARTAGNAN.** Théâtre national de  
Chailiot (47-27-81-15), Grand Théâtre,  
20 h 30 ; 15 h 25.  
**LE JOURNAL D'UN FOU.** Thé-  
âtre de la Plaine (48-05-01-52),  
Salle II, 18 h 30 (25).

### Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17).  
Woolwich Casting : 20 h 30.

ANTOINE — SIMONE-BERRIAU (42-08-77-11). Avant : 20 h 30.

ARCAÏNE (43-38-19-70). Banderaire : 20 h 30.

ARTISTE-ATHÉVAINS (46-06-36-02).  
L'Éclair : 20 h 30.

ATHÈS-HÉBERTOT (43-87-23-23).  
O Ariane ou l'Age d'or : 20 h 30.

ATELIER (46-08-49-24). Baby Boom : 20 h 30.

ATHÈS-LOUIS JOUVET (47-62-57-00). Les Cinq C. Mireux. Le Drame de vie : 19 h.

BERRY (43-57-51-55). Le maison acceptée l'épouse : 20 h 30.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-30). Le Drame de vie : 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Une alliance : 20 h 30.

CARRÉ SÉLIA MONFORT (45-31-25-34). Théodora : 20 h 30.

CARTOUCHIERE ATELIER DU  
CARTOON (43-38-97-04). Les Brûlés : 20 h 30.

CARTOUCHEUR THEATRE DE  
L'AQUARIUM (43-74-99-61).  
L'Aménagement : 20 h 30.

CARTOUCHEUR THEATRE DE LA  
CARTOUCHE (42-39-34-30). Salle II. Le Bal de N'Dinga : 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Ah ! Ca rira, ça rira, ça rira... : 20 h 30.

DIAMANTS (45-80-51-31).  
L'Orage : 20 h 30.

CIRQUE D'IVER (48-78-75-00). André : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRES (45-89-38-69). Grand Théâtre. Passion Musicologique : 20 h 30.

COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11). L'Amour : 20 h 30. La Remorse. Henry Brillard : 20 h 30.

COMEDIE DE CHAMPS-ÉLYSÉES (42-73-37-31). Une femme sans histoire : 21 h.

COMEDIE ITALIENNE (43-21-23-22). Les Délices du balais : 20 h 30.

DANOU (42-61-69-14). Monsieur Mère : 20 h 30.

DEJAZET-T.L.P. (42-74-20-50). Le Tour du monde en quatre-vingt jours : 20 h 30.

DEUX ANS (46-06-10-26). Le Côté du feu français : 21 h.

DU-HUIT THEATRE (42-26-47-47). Les Cinq C. Mireux. Le Drame de vie : 19 h.

EDGAR (43-20-45-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nos on fait où on nous dit de faire : 12 h.

ESPACE POLOAISE (R.V. sur plan). Le Drame de vie : 20 h 45.

ESPACE ATTELIER (42-63-63-00). Le Prince travesti : 20 h 30.

ESSAIEN DE PARIS (43-78-46-42). La Rive d'Is. Les Anciennes Oudres : 19 h. La Rive d'Is. Les Anciennes Oudres : 19 h. La Rive d'Is. Les Anciennes Oudres : 19 h.

FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (43-77-22-90). O Bonjour Monsieur Gault : 20 h 30.

FOURMANS (46-74-74-04). Quelle France : 21 h.

GAITE-MONTMARTRE (43-22-16-18). Necrosis : 20 h 45.

GALERIE S.S. THE ENGLISH THEATRE OF APPARITIONS (43-26-63-51). Signal d'Apparitions (des Angéliques) : 20 h 30.

GUCHET MONTFARNAISE (43-77-82-61). 0 Extrait de la sauterie : 18 h 45.  
0 Le Festival de Cuculinas : 20 h 30.  
Etreintes : 22 h 15.

GYMNASIE MARIE-BELL (43-46-79-79). L'Ange gardien : 20 h 30.

FRUCHETE (43-26-38-99). La Contre-  
bande : 19 h 30. La Legion :  
20 h 30.

L'ESPACE EUROPEEN (42-93-69-68).  
La Face cachée d'Orion : 20 h 30.

LA BASTILLE (43-57-42-14). Poésie  
adulte en concert avec Jean Videl.  
Festival d'automne à Paris 1988 :  
19 h 30.

LA BRUYERE (48-74-76-99). Les Ar-  
moines : 21 h.

LE BOULEVARD (43-73-47-84). Le Grand  
Ecart : 20 h.

LE GRAND EDGAR (42-90-40-09). 0  
Valéry : 20 h 15.

LE PROLOGUE (43-75-33-15). 0 Et si  
on faisait la nuit juste une minute ?  
21 h.

**LES DÉCHAÎNÉS** (42-35-00-02). Le commissaire est bon enfant, l'Épave : 21 h.

**LIQUIDATIONNAIRE FORUM** (45-46-57-34). Théâtre sans titre. Mort à crédit : 21 h 30. Théâtre sans titre. O Comtes grotesques théâtre du XIV<sup>e</sup> siècle : 20 h. O Pour un monde meilleur : 21 h 30.

**MADEIRAINE** (42-65-07-09). O Les Sept Miracles de Jésus : 18 h. La Foire d'enfants : 21 h.

**MARAIAS** (42-75-05-53). O Une vie bouleversée : 18 h 30. La Grand Iravide : 20 h.

**MARIE STUART** (45-08-18-00). Le Mont-Pasque : 18 h 30. La Tentative : 20 h 30. Tentons l'autre : 22 h.

**MARGRIT** (42-56-04-01). Leoonc fait l'été : 21 h.

**MATHURINS** (42-65-04-90). La Femme à contre-jour : 21 h.

**MATHURINS (PETITES)** (42-65-90-00). Le Minotaur : 19 h.

**MICHEL** (42-65-35-02). Pyjama pour six : 21 h.

**MICHOUDÈRE** (47-49-95-23). Ma cousine de Varsovie : 20 h 45.

**MOGADOR** (48-78-75-00). Le Rêcle de la servante Zedine Festival d'automne à Paris 1988 : 20 h 30.

**MONTMARNASSE** (43-22-77-74). La Trésor : 21 h.

**MONTMARNASSE (PETIT)** (43-22-77-74). Voyage au bout de la nuit : 20 h. Paroles : 21 h 15.

**MUSEE DE L'Œuvre HISTORICAL DE MONTMARTRE** (46-06-78-82). O Après un Chat noir : 16 h, 14 h 30 et 17 h 30.

**NOUVEAU THEATRE MOUFFERTARD** (43-31-11-99). Le Prince de Hombourg : 20 h 30.

**NOUVEAUTES (47-70-52-76)**. *Le Grand Standing* : 20 h 30.

**ODEON (43-25-70-32)**. *O Retours* : 20 h 30.

**ODEON (PETIT) (43-25-70-32)**. Les *Evénements amoureux* : 18 h.

**OLYMPIA (47-74-74-52)**. *Je ne suis pas Rappaport* : 20 h 45.

**PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-36)**. *Kilowatt* : 20 h 15. *Les Vampes* : 21 h.

**PALAIS DES GLACES (GRANDE PALAIS) (47-57-49-93)**. *L'Edipien des tombés* : 21 h.

**PALAIS ROYAL (42-97-59-81)**. Et le spectacle continuait ! *Raymond Devos* : 18 h 30.

**PARIS-VILLETTE (42-02-02-68)**. *Premières Fiançailles de Franz K.* : 21 h.

**POCHE-MONTMARNESE (45-48-92-97)**. *Salle L*. Le plus heureux des trois : 21 h.

**THEATRE SAINT-MARTIN (46-67-57-33)**. *Tout* : 20 h 30.

**UTINIERE (43-61-44-16)**. *Le Frocane* : 20 h 45.

**UNELAGEL (42-58-64-44)**. *L'Etrange Mister Knight* : 21 h.

**VERDANCE (42-08-18-50)**. *A la même Adresse* : 20 h 45.

**JOSEAU-THEATRE (47-70-52-76)**. K. von G. d'après *Ancien lieu, nulla part* : 20 h 30.

**THEATRE SAINT-GEORGES (48-78-63-67)**. *Dehors* : 20 h 30.

**THEATRE DES HALLES (42-36-37-27)**. *O Robinson à la fois* : 18 h 30.

**PLEINIED SAINT-MARTIN (42-08-92-93)**. *Le Feu-Femme de son vie* : 20 h 30.

**THEATRE DES ARTS-ET-METIERS (42-27-40-27)**. *Marc, un matin* : 19 h.

**TUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (47-23-35-10)**. *O Albertine en cinq temps* : 20 h 30.

**AC STUDIO (43-73-74-47)**. *Le Bonnet de l'Ami* : 21 h.

**THÉÂTRE GRÉVIN (42-66-44-47).** Tu m'aimes combien ? : 20 h 30.  
**THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-37-81-15).** Grand Théâtre. O D'Artagnan : 20 h 30. Théâtre Génier. Le Faussement : 20 h 30.  
**THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60).** Petite salle. Une visite inopportune : 21 h.  
**THÉÂTRE BÉNAUD-BARRAULT (42-56-60-70).** Grande salle. Le Retour au désert Festival d'automne à Paris 1988 : 20 h 30. M.L.T. - Claude insolite :

## La cinémathèque

**PALAIS DE CHAILLOU (47-86-24-34)**

Festival Musique 86 : carte blanche à  
Jean-François Halévy (1929), de King  
Lear, de Shakespeare, Samedi 10 mai.  
Cinéma britannique : Tempête dans une  
casse de téle (1927, v.a.), de Victor Sjöström  
en lui Duldryne, 19 h ; Himmels zu Rai-  
ner Werner Fassbinder, Ro des Mardes  
(1970, v.a., trad. simphonise sous réserve),  
de Rainer Werner Fassbinder, 21 h.

**SALLE GARANCE - CENTRE**  
**GEORGES POMPIDOU (42-78-37-25)**

Cinéma pluriel : La Petite Ville  
d'Alfred Hitchcock, Samedi 10 mai.  
Cinéma d'Amérique : Les Fugitifs, 14 h ;  
Guerre Chiracade, 19 h ; 1975, v.a. du  
de Gueiro Tchiradze, Hors du chemin  
1931, v.a. version russe - traduction sim-  
phonie, de Mikhaïl Tchaikovsky, 17 h 30 ; Le  
Werner Fassbinder, (v.a. s.l.f.), de Teague  
Abendstein, 20 h 30.

**VIDEOTHEQUE DE PARIS**  
**(42-26-34-38)**

Les Années communes 1938-1948 :  
"Empire totalitaire : Actualités  
du régime nazi". Vidéo, 1985, 100 min.  
Marte aux camps (1943) de E. Lallier et  
J. Sachse, in Guerre d'un seul homme  
1981) d'Eduardo Cosentino, 14 h 30 ;  
1942 (1976) de Simone Bruchonchi,  
1981) de J. Sachse, 1985, 100 min.  
1942-1943 : Prase, Power et Société (1981)  
de Philippe Prier, Section spéciale (1975)  
et Costa Gavarr, 18 h 30 ; Traces d'un  
1985) d'Hervé Licard-  
1985, Cité de la science (1986) de Jean-  
Philippe Lallier, 20 h 30.

## Les exclusivités

**BOUT DE COURSE** (A. v.a.) : Elysees  
Locoin, # (43-26-80) ;  
**LES AILES DU DESIR** (Pr.-All. v.a.) :  
Saint-Amand des Arts II, # (43-26-  
80-25).  
**AMATEUR** (Pol. v.a.) : L'Entrepté,  
# (43-41-41-43).  
**LUX FRONTIÈRES DE LAUPE (\*)**  
Locoin, # (43-26-80) ; UGC  
Momperruz, # (45-74-94-94).  
**MAGDAS CAFE** (A. v.a.) : Forum Orient  
Express, I# (42-23-42-26) ; 14 Juillet  
Odéon, # (42-25-59-83) ; Gaumont  
Ambassade, # (45-59-19-85) ; UGC  
Momperruz, # (45-74-94-94) ; Gaumont  
Paranaise, I# (43-35-40-40) ; Convention  
Saint-Charles, I# (45-79-39-30) ; V.F.  
Mineral, I# (45-39-39-43) ; Images, I#  
(45-42-22-42).  
**UGC** (A. v.a.) : UGC Normandie, # (45-  
63-61-16).  
**MRD** (A. v.a.) : 14 Juillet Parnasse, #  
(43-26-58-00).  
**LACK MIC MAC 2** (Fr.) : Forum  
Orient Express, I# (42-23-42-26)  
Gaumont Ambassade, # (45-59-19-85)  
Boulevard, # (47-70-10-41) ; Pathe  
Paranaise, # (47-70-13-88) ; Faveite,  
I# (43-21-12-06) ; Pathe Momperruz,  
I# (45-39-39-43) ; Images, I# (45-42-  
22-42).  
**CHEMIN DU SERPENT** (Sm. v.a.) :  
Epée de Saint, # (43-37-51-47).  
**COMMISSAIRE** (Sov. v.a.) : 14 Juil-  
let Parnasse, # (43-26-58-00).  
**LA COULEUR DU VENT** (Fr.) : Sage  
Brocodile Duvigne, I# (A. v.a.),  
Pathe Marignan-Concorde, # (43-59-  
97-82) ; V.F. Rex, # (42-36-83-93) ;  
UGC Momperruz, # (45-74-94-94).  
**GONGE V.** # (45-62-46-46) ; Paranaoui  
et Gange, # (47-63-26-31) ; UGC Cohe-  
Alaina, I# (43-26-23-44) ; Gaumont Alaina,  
I# (42-27-84-50) ; Pathe Momperruz,  
I# (43-20-12-06) ; Convention Saint-  
Charles, I# (45-79-39-30) ; Gaumont  
Convention, I# (48-28-42-27) ; Pathe  
Clichy, I# (45-22-46-01) ; Le Genie,  
20, # (46-36-10-96).  
**LE DIABLE EN ENFEREUR** (Brit.-It.).  
I# (A. v.a.) : George V, # (45-62-41-41).  
**DERNIERE TENTATION**  
**DE CHRIST** (A. v.a.) : Saint-Germain Stia-  
le, # (45-43-33-43).

18 h 30. Petite suite. 0. Lettres d'une romancière portugaise: 20 h 30.

**TINTAMARRE (48-87-83-82).** Barthélemy: 19 h. Hôtes, tant mieux!: 20 h 15. Les majorettes ne cachent pour rien: 21 h 30.

**TOURTOUR (48-87-82-48).** Armistice au port de Grenelle: 19 h. Gédé Marion: 20 h 30. Demain, fleurée!: 22 h.

**TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40).** Rififi dans les labours: 21 h.

**VARIÉTÉS (42-33-09-92).** La Présidente: 20 h 30.

## ema

**L'ETUDIANT (Fr.)**: George V. # (45-52-41-46); Les Monopoles, 1<sup>er</sup> (42-52-52-37).

**LE FESTIN DE BALLETT (Dan. v.o.)**: Cissy Palaca, 9<sup>e</sup> (44-51-07-76).

**LES GENS DE DUBLIN (A. v.o.)**: (Lit.) 1<sup>er</sup> (45-52-41-46); Les Monopoles, 1<sup>er</sup> (42-52-52-37).

**GOOD MORNING VIETNAM (A. v.o.)**: Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (42-33-62-26); Canebox, 6<sup>e</sup> (46-33-10-32).

**LE GÉNÉRAL (Fr.)**: (42-33-62-26); Les Monopoles, 1<sup>er</sup> (42-52-52-37).

**LE GRAND OUF (Fr.)**: Publicis Saint-Germain, 6<sup>e</sup> (42-22-73-80); Publicis Canebox-Elysees, 9<sup>e</sup> (47-20-76-23) v.; Gasmont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-42-42); Revue, 1<sup>er</sup> (42-51-56-86); Les Monopoles, 1<sup>er</sup> (42-52-52-37); Gasmont Convention, 1<sup>er</sup> (48-28-22-27).

**HOTEL TERMINUS (Fr. v.o.)**: Les Tins Locomobile, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77).

**LA FEMME GÉRETT (Fr.)**: (Lit.) 1<sup>er</sup> (45-52-41-46); Les Monopoles, 1<sup>er</sup> (42-52-52-37).

**L'ETRE (A. v.o.)**: Canebox, 6<sup>e</sup> (46-33-10-32); Tins Parmesan, 1<sup>er</sup> (44-50-10-19).

**LA ELECTRIC (Fr.)**: Hyères Lincoln, 1<sup>er</sup> (45-52-41-46); Sept Parmesan, 1<sup>er</sup> (44-50-10-19).

## LES FILMS NOUVEAUX

**ACHIK KERGIS.** Film soviétique de Sergueï Paradjanov et David Abouladze. Formas Arca, 1966 (42-57-53-74); Cosmos, 6° (45-44-28-80); Le Triomphe, 6° (45-62-63-74); La Juliette Bismille, 11° (43-57-53-74).

**DANS LES TÉNÉBREUX.** Film espagnol de Pedro Almodovar, 4° (45-44-28-80); Gaumont Les Halles, 11° (40-25-30-33); Gaumont Opéra, 11° (40-30-33); Gaumont Ambassade, 6° (45-59-14-08); Gaumont Parisasse, 11° (45-59-14-08).

**EMANUEL DES BUSINESS.** Film finlandais d'Aksi Kauramäki, 11°; Reflet Louis 14, 6° (45-54-42-34); Le Reflet Louis 14, 11° (45-54-42-34); Sept Parisiennes, 14° (45-50-32-30).

**LA LUMIÈRE DU LAC.** Film franco-italien de Francesco Centofanti, CMC Beaubourg, 3° (42-71-52-36); UGC Danton, 6° (42-52-10-30); UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94); UGC Barriz, 6° (45-74-94-94); UGC Opéra, 6° (45-74-94-94); UGC Convention, 11° (45-74-94-94).

**MISS ARIZONA.** Film italo-hongrois de Miklos Jancso, CMC Beaubourg, 3° (42-71-52-36); UGC Danton, 6° (42-52-10-30); UGC Barriz, 6° (45-62-60-40); V.L. UGC Convention, 11° (45-62-60-40); Paramount Opéra, 6° (47-42-36-31); UGC Lyon Beaulieu, 12° (43-43-01-59); UGC Godolieu, 11° (43-43-01-59); MCM, 11° (43-43-01-59); 22-43; Conversion Saint-Charles, 15° (45-79-33-00); Imago, 11° (45-79-33-00).

**RAGGIERE.** Film britannique de Bob Fostine, 4°; Gaumont Les Halles, 11° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Racine Odéon, 6° (45-74-94-94); MCM, 11° (43-43-01-59); Elysees, 6° (43-59-04-57); La Basculle, 11° (45-54-07-76); Gaumont Opéra, 11° (45-54-07-76); La Juliette Bismille, 14° (43-57-53-74); 14 Lyon Beaugrenelle, 15° (45-75-75-79).

**LE SAUT DU CHÂTEMENT. (\*)** Film américain de William Friedkin, 4°; CMC Beaubourg, 3° (42-71-52-36); UGC Normandie, 6° (45-74-94-94); UGC Opéra, 6° (45-74-94-94); UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94); UGC Opéra, 6° (45-74-94-94); UGC Beaulieu, 12° (43-43-01-59); UGC Convention, 11° (43-43-01-59).

**LA MAIN DROITE DU DIABLE (A. v.a.) :** Gaumont Les Halles, 15 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 25 (47-42-60-33) ; UGC Odéon, 65 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 75 (43-59-19-08) ; UGC Bastille, 15 (45-62-20-40) ; UGC Lyon Saint-Ex, 12 (43-41-01-59) ; Gaumont Parisine, 14 (43-35-30-30) ; UGC St-Michel, 14 (43-27-30-30) ; 14 rue lat. Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 95 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-72-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-26-10-96).

**LE PRISON DE JADE (F.F.) :** Paramount Opéra, 95 (47-42-56-31).

Normandie, » (45-63-16-16).  
MIDNIGHT RUN (A.v.a.): UGC Biarritz, » (45-62-30-00); Sept Paroissiens, » (45-62-30-00); UGC Orléans, » (45-62-30-10); UGC Opéra, » (45-74-95-40).  
LES MODERNES (A.v.a.): Locomat, » (45-62-57-34).  
MON AMI LE TRAITEUR (Fr.); Paillard Marignan-Concordia, » (45-59-92-82).  
MORT À L'ARRIVÉE (A.v.a.): Forum Horizon, » (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, » (45-62-30-37); UGC Opéra, » (45-62-30-37); Paillard Marignan-Concordia, » (45-59-92-82); 14 Juillet Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79); P.F.; Bretagne, » (45-22-72-72); Vulf; Paris Francis, » (45-70-33-85).  
NEUF SEMAINES ET DEMIE " (A.v.a.): Le Triomphe, » (45-62-65-76).  
NOTES POUR DUBUSSY (Fr.): Utopia Champollion, » (45-36-84-63).  
LA NUIT BENGALI (Fr.): Gaumont 14 Juillet Odéon, » (45-32-59-83); Gaumont 14 Juillet Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79); Montparnasse, 15° (45-44-25-25).  
L'OURS (Fr.-Al.): Forum Horizon, 15° (45-08-57-57); Gaumont Opéra, 2° (45-62-30-37); 14 Juillet Odéon, » (45-62-30-37).

# NOUVEAUX

(42-36-22-44) : *Mistral*, 1<sup>re</sup> (43-59-32-43) ; UGC, Convention 1<sup>re</sup> (45-42-52-53) ; *Le grand Schtroumpf*, 1<sup>re</sup> (47-49-41) ; *Trois Secrétain*, 1<sup>re</sup> (43-56-79-95) ; *Le grand Schtroumpf*, 1<sup>re</sup> (43-56-79-95).

LA SEPTIÈME PROMÉTÉE. Film américain de John Schrimsher. v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1<sup>re</sup> (42-97-33-74) ; George V, 8<sup>e</sup> (45-62-42-52-53) ; UGC, Convention 1<sup>re</sup> (43-50-30-15) ; *Faustre*, 1<sup>re</sup> (43-51-36-48) ; *Les Montparnasse*, 1<sup>re</sup> (42-97-52-57) ; *Convention Sainte-Geneviève*, 1<sup>re</sup> (43-51-36-48) ; *Le Gamba*, 2<sup>o</sup> (46-36-10-56).

TROIS PLACES POUR LE 26. Film français de Jacques Demy. Gaumont, Convention 1<sup>re</sup> (43-59-19-08) ; Rex, 2<sup>e</sup> (42-36-33-93) ; *Paté Hauteville*, 6<sup>e</sup> (46-39-79-38) ; UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; *Le Pagan*, 7<sup>e</sup> (47-45-12-13) ; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; *Saint-Lazare-Parquet*, 8<sup>e</sup> (43-57-35-45) ; *Paranorm Opéra*, 9<sup>e</sup> (41-50-56-31) ; 14 *Palais National*, 9<sup>e</sup> (43-57-30-81) ; *Les Nation*, 12<sup>e</sup> (43-45-06-47) ; *Escaulier*, 13<sup>e</sup> (47-07-07-08) ; *Le Grand Schtroumpf*, 14<sup>e</sup> (46-36-10-56) ; Gaumont Alsina, 14<sup>e</sup> (43-57-24-50) ; *Miramar*, 14<sup>e</sup> (43-20-88-52) ; 14 *Joulin Bourgoinville*, 14<sup>e</sup> (43-57-24-50) ; *Le Grand Schtroumpf*, 15<sup>e</sup> (46-36-10-56) ; *Convention*, 15<sup>e</sup> (45-28-42-07) ; UGC *Maillet*, 17<sup>e</sup> (47-42-42-26) ; *Studio Wepler*, 18<sup>e</sup> (47-42-42-26).

LE RATON LÉVITE. Film HULM. LE FILM. Film américain de Phil Joanou. v.o. : Forum Horizon, 1<sup>re</sup> (45-08-57-57) ; *Action River Danche*, 3<sup>e</sup> (45-08-57-57) ; *Le Grand Schtroumpf*, 4<sup>e</sup> (45-01-10-60) ; *Paranorm Opéra*, 9<sup>e</sup> (45-01-47-56-31).

UNE FOIGNEE DE CENDRE. Film américain de Charles Crichton. v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1<sup>re</sup> (42-97-33-74) ; *Paté Imperial*, 2<sup>e</sup> (47-42-75-52) ; *Paté Hauteville*, 6<sup>e</sup> (46-39-79-38) ; *Marguerite-Concorde*, 8<sup>e</sup> (43-59-92-82) ; UGC *Lyon Bessière*, 12<sup>e</sup> (43-59-92-82) ; *Le Grand Schtroumpf*, 14<sup>e</sup> (43-50-30-15) ; v.f. : *Saint-Lazare-Parquet*, 8<sup>e</sup> (43-57-35-43) ; *Faustre*, 8<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> (43-51-36-47) ; *Le Grand Schtroumpf*, 14<sup>e</sup> (43-50-30-15).

LE VOYAGE. Film solo-cinéma de Peter Watkins. v.o. : Epée de

Gaumont Ambassade, 8\* (43-59-10-08)  
Publicis Champs-Élysées, 8\* (37-20-76-23); Max Linder Panorama, 9\* (48-24-88-88); Les Nation, 12\* (43-44-04-67); UGC Lyon Bastille, 12\* (43-43-01-59); Fauvette Bis, 13\* (43-60-74); Gaumont Alésia, 14\* (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15\* (48-28-42-27); Kinoparagoramas, 15\* (43-06-50-50); UGC Mailloz, 17\* (48-06-06); Pathe Wepler, 18\* (45-22-46-01); Trois Secrétan, 19\* (42-46-79-79); Le Gambetta, 20\* (46-36-10-06).

[illegible]

**ERMATAGE**, cf. (45-63-01-6) v.f.: Forum Montopiana Opéra, 9 (45-74-56-11).

**LE PIGEON EST DE RETOUR** (L.) (v.s.): Forum Orient Express, 10 (42-33-38-33).

**LES PORTES TOURANNaises** (Cam.): Laune, 6 (42-78-47-86); UGC Gocbe, 12 (43-36-73-24-4).

**QUELQUES JOURS AVEC MOI** (Fr.): UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Gocbe, 12 (43-36-73-24-4).

**QUI VEUT LA PEAU DE ROUGE RABBIT ?** (A.v.): Forum Horizon, 12 (45-08-57-37); Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-93-93); UGC Danon, 6 (42-35-35-35-35); Normandie, 10 (45-74-16-16); Miramar, 14 (42-30-89-52); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) v.f.; Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-93-93); UGC Danon, 6 (42-35-35-35-35); Paramount Opéra, 9 (47-43-56-31); Les Nations, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Basille, 12 (43-31-01-59); UGC Gocbe, 12 (43-36-73-24-4); Mifem, 14 (45-74-93-40); UGC Conception, 12 (45-74-93-40); UGC Maillet, 17 (47-40-06-06); Pathe Clichy, 19 (45-22-46-01); Tour Secrétain, 19 (46-06-06-06); Le Gambetta, 20 (42-33-10-86).

**JAMBO III** (A.v.): George V, 8 (45-62-41-46) v.f.; Pathe Montparnasse, 14 (45-20-12-66); Pathe Clichy, 19 (45-22-46-01).

**LE REPAS DU DRAGON** (Al.): Cinéochas, 6 (46-33-10-81).

**SANS FIN** (Pol., s.v.): L'Europe, 14 (45-43-41-63).

**STORMY MONDAY** (Brit.-A.v.): Hollywood Boulevard, 9 (47-07-10-41).

**LES SURPRISES DE L'AMOUR** (Fr.): Studio 13, 12 (45-74-94-94) v.f.

**TU NE TUERAS POINT** (C.) (Pol., v.s.): Forum Arc-en-Ciel, 15 (42-97-53-74); Elysées Lincoln, 6 (43-59-59-14); Saxe Parisiens, 14 (42-30-32-32-32).

**UN MONDE A PART** (A.v., va.), UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16) v.f.; Rex, 2 (42-36-83-93).

**UN PRINCE A NEW YORK** (A.v.), George V, 8 (45-62-41-46) v.f.; Rex, 2 (42-36-83-93).

**UNE AFFAIRE DE FEMMES** (Fr.): Forum Orient Express, 10 (42-33-38-33); Pathe Imperial, 2 (47-42-42-42).

10

1. *Pharmaceuticals* (1997) 10, 11.

[illegible]

**Augmenté  
de 5 h 30**

**AN II**

**STAN**

**Gagner  
seche**

1. **Section 1.**  
 2. **Section 2.**  
 3. **Section 3.**  
 4. **Section 4.**  
 5. **Section 5.**  
 6. **Section 6.**  
 7. **Section 7.**  
 8. **Section 8.**  
 9. **Section 9.**  
 10. **Section 10.**  
 11. **Section 11.**  
 12. **Section 12.**  
 13. **Section 13.**  
 14. **Section 14.**  
 15. **Section 15.**  
 16. **Section 16.**  
 17. **Section 17.**  
 18. **Section 18.**  
 19. **Section 19.**  
 20. **Section 20.**  
 21. **Section 21.**  
 22. **Section 22.**  
 23. **Section 23.**  
 24. **Section 24.**  
 25. **Section 25.**  
 26. **Section 26.**  
 27. **Section 27.**  
 28. **Section 28.**  
 29. **Section 29.**  
 30. **Section 30.**  
 31. **Section 31.**  
 32. **Section 32.**  
 33. **Section 33.**  
 34. **Section 34.**  
 35. **Section 35.**  
 36. **Section 36.**  
 37. **Section 37.**  
 38. **Section 38.**  
 39. **Section 39.**  
 40. **Section 40.**  
 41. **Section 41.**  
 42. **Section 42.**  
 43. **Section 43.**  
 44. **Section 44.**  
 45. **Section 45.**  
 46. **Section 46.**  
 47. **Section 47.**  
 48. **Section 48.**  
 49. **Section 49.**  
 50. **Section 50.**  
 51. **Section 51.**  
 52. **Section 52.**  
 53. **Section 53.**  
 54. **Section 54.**  
 55. **Section 55.**  
 56. **Section 56.**  
 57. **Section 57.**  
 58. **Section 58.**  
 59. **Section 59.**  
 60. **Section 60.**  
 61. **Section 61.**  
 62. **Section 62.**  
 63. **Section 63.**  
 64. **Section 64.**  
 65. **Section 65.**  
 66. **Section 66.**  
 67. **Section 67.**  
 68. **Section 68.**  
 69. **Section 69.**  
 70. **Section 70.**  
 71. **Section 71.**  
 72. **Section 72.**  
 73. **Section 73.**  
 74. **Section 74.**  
 75. **Section 75.**  
 76. **Section 76.**  
 77. **Section 77.**  
 78. **Section 78.**  
 79. **Section 79.**  
 80. **Section 80.**  
 81. **Section 81.**  
 82. **Section 82.**  
 83. **Section 83.**  
 84. **Section 84.**  
 85. **Section 85.**  
 86. **Section 86.**  
 87. **Section 87.**  
 88. **Section 88.**  
 89. **Section 89.**  
 90. **Section 90.**  
 91. **Section 91.**  
 92. **Section 92.**  
 93. **Section 93.**  
 94. **Section 94.**  
 95. **Section 95.**  
 96. **Section 96.**  
 97. **Section 97.**  
 98. **Section 98.**  
 99. **Section 99.**  
 100. **Section 100.**

THEATRE  
DE GENNEVILLIERS  
TELEPHONE 47 93 26 30

**HECUBE**  
M. S. A. S.

D'EURÉDIE  
MISE EN SCÈNE  
BERNARD SOBEL  
DU 10 NOVEMBRE  
AU 18 DÉCEMBRE



**LE DESEPOIR  
TOUT BLANC**  
'après le roman de Clarisse Nicoïdski  
mise en scène Daniel Mesguich  
SALLE GERALD ROBARD  
Lun., mar., ven. et sam. 21h, dim. 16h  
Places 100 F et 70 F.

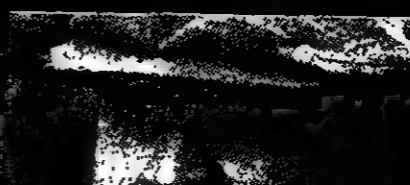
**THEATRE GERARD PHILIPPE - 59, Boulevard Jules Guesde - 93200 Saint-Denis - Réservation 42.43.17.17 - Agences et FNAC**

**MADE IN  
BRITAIN**  
de David Leland  
et en scène Stéphanie Loïk  
**LE JEAN-MARIE SERREAU**  
mar., ven. et sam. 21h, dim. 16h  
Places 65 F et 45 F.

**VERT PETIT POIS  
TENDRE**  
Concert à six voix  
de Muriel Mayette  
LE TERRIER  
Tous les jours sauf mercredi et jeudi à 18h30  
Places 30 F

**DOLBY STÉRÉO DANS LES SALLES ÉQUIPÉES**  
**V.O. : GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES - GAUMONT OPÉRA - GAUMONT LES HALLES**  
**RACINE ODÉON - GAUMONT PARNASSE - GAUMONT ALÉSIA - LA BASTILLE**  
**14-JUILLET BAUGEMELLE**  
**PÉRIPHÉRIE - V.O. : MÉLIES MONTREUIL - V.F. : GAUMONT OUEST - GAUMONT EVRY**

HANDMAIDEN  
**RAGGEDY**  
UN FILM DE  
**BOB HOSKINS**



**MADE IN  
BRITAIN**  
de David Leland  
à la scène Stéphanie Loïk  
**JEAN-MARIE SERREAU**  
r., ven. et sam. 21h, dim. 16h  
Places 65 F et 45 F.

**VERT PETIT POIS  
TENDRE**  
Concert à six voix  
de Muriel Mayette  
**LE TERRIER**  
Tous les jours sauf mercredi et jeudi à 18h30  
Places 30 F

**Quesle - 93200 Saint-Denis - Réservation 42.43.17.17 - Agences et ENA**









## SOMMAIRE

■ Candidat de la dernière minute, M. Philippe Jaffré va prendre la direction générale du Crédit agricole (lire ci-dessous).

■ Les treize pays de l'OPEP ont défini un compromis à Vienne : hausse de la produc-

tion, réintégration de l'Irak. Reste à obtenir l'accord de Téhéran. (lire page 28).

■ Avec une perte de 186 millions de francs, le budget de la SNCF revient pratiquement à l'équilibre (lire page 28).

■ Le déficit budgétaire aurait pu, dès 1987, être ramené aux environs de 100 milliards de francs (lire ci-dessous).

■ Pour son dernier congrès à la tête de la CFTD, M. Edmond Maire a obtenu un large quibus (lire page 29).

## Candidat surprise

### M. Philippe Jaffré va succéder à M. Bernard Auberger à la tête du Crédit agricole

Réuni dans la matinée du vendredi 25 novembre, le conseil d'administration de la Caisse nationale du Crédit agricole (CNCA) a désigné M. Philippe Jaffré, actuel président de la Banque Stern, comme successeur de M. Bernard Auberger au poste de directeur général de la « banque verte ». Pour être effective, cette nomination devra recevoir l'agrément des ministres de l'économie et de l'agriculture.

En tirant de son chapeau le nom de M. Philippe Jaffré pour succéder à M. Bernard Auberger, « démissionné » le 8 novembre de la direction générale de la Caisse nationale du Crédit agricole, le conseil d'administration de la « banque verte » a causé une véritable surprise. A quarante-trois ans, cet inspecteur des finances n'est pas totalement étranger aux cercles de la première banque d'Europe. Directeur adjoint du Trésor entre 1984 et 1987, il a siégé plus de deux ans au conseil d'administration de la Caisse nationale comme représentant de droit du ministère de l'économie.

« On le connaît et il nous connaît », soulait-on jadis à la Fédération nationale de Crédit agricole (FNCA). Mais, de là à lui offrir le premier poste de commande trois mois jour pour jour après son arrivée à la présidence de la Banque Stern, il y a un pas qu'on ne s'attendait guère à lui voir franchir.

## Réalisation des prêts

Sous réserve de l'agrément ministériel qui ne paraît pas devoir faire défaut, la désignation de M. Jaffré clôt un feuilleton dont il devra, pour sa propre gouverne, retenu quelques épisodes. Lâché par son conseil pour des motifs « culturels » assez flous — on lui reprochait de n'avoir pas su insuffler l'esprit des caisses régionales à la caisse nationale — M. Auberger vivait dans l'insécurité permanente depuis sa nomination en juin 1986.

« La fusil était toujours chargé », confia-t-il aujourd'hui. Par qui ? Par M. Lucien Douvrou, secrétaire général de la FNCA. On soutient de bonne source que l'homme était disposé à accepter de grandes concessions pour devenir directeur général, même s'il s'en défend vivement.

Souppes de vouloir abandonner le monopole des prêts bonifiés à l'agriculture, on lui prêta aussi l'intention de servir les opérations de « dénouement » du gouvernement socialiste à travers les participations détenues par la « banque verte » dans les « privatisées » Havas et Suez. « Faux », s'insurge l'intéressé, qui précise qu'il n'y aura pas de conflit entre lui et M. Jaffré.

Mais M. Lucien Douvrou renouait la semaine dernière à sa candidature. M. Michel Rocard se méfiait de cet ami de M. François Guillaume, l'ancien ministre de

ERIC FOTTORINO.

(1) Le Monde Affaires, 17 janvier 1987.

[Inspecteur des finances (ENA 1973), Philippe Jaffré a été secrétaire général du Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (CIASI). Conseiller technique (1979) au cabinet de M. René Monory, ministre de l'économie, puis chef de bureau des marchés financiers (1980) à la direction du Trésor, Philippe Jaffré a été ensuite directeur adjoint (1984) puis chef de service (1986). C'est lui notamment qui a organisé les privatisations décidées par M. Chirac et Balladur.

Depuis août dernier, Philippe Jaffré a succédé à M. Jean Peyrelevade à la présidence de la Banque Stern.]

## Dettes de l'Etat et déficit budgétaire

### Quand le gouvernement cache la réalité

Comme ils le font chaque année vers novembre ou décembre, les pouvoirs publics viennent de modifier le budget de l'Etat (1). Ont été ajoutées — alors que l'exercice 1988 s'achève — des dépenses qui n'avaient pas été prévues il y a un an et d'autres qu'il fallait augmenter : emplois, armée, lycées, dotations aux entreprises publiques...

Que les partisans d'une gestion rigoureuse des deniers publics se rassurent : le déficit budgétaire n'a pas été modifié d'un franc, restant fixé à 115 milliards, cela grâce à de très abondantes rentrées fiscales.

A y regarder de plus près, on s'aperçoit que la forte activité économique a permis à l'Etat d'encaisser sous forme de TVA, d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les sociétés 54 milliards de francs de plus que prévu. Une manne telle qu'on se demande pourquoi l'Etat, qui continue de prêcher la rigueur, n'a pas donné l'exemple en réduisant davantage son déficit. De telles occasions ne se reproduisent peut-être pas de sitôt.

A ce genre de questions embarrassantes, le gouvernement répond en substance par deux arguments. Le premier est que des dépenses nouvelles fin 1987 devaient être couvertes, comme cela a été le cas pour l'assurance crédit-exportation garantie par l'Etat. Le second est qu'une autre voie de désendettement a été choisie qui a pris la forme d'une provision de 5 milliards de francs destinée par le gouvernement pour payer des intérêts dus en 1990 et 1991 sur des obligations d'un style particulier émises par le Trésor en 1983 et 1984. En clair : le montant du déficit budgétaire restait fixé à 115 milliards de francs, mais la situation s'assainit en profondeur. Voir !

Les garanties à l'exportation assurées par la COFACE (Compagnie française pour le commerce extérieur) permettent aux industriels et aux banquiers français, selon une technique parfaitement rodée, de se faire rembourser quand des contrats passés avec un pays en voie de développement tournent à la déconfiture. La liste en est longue depuis les déconvenues polonaises et mexicaines qui remontent à 1981 et 1982, jusqu'aux déboires essayés avec le Nigeria et l'Egypte. Ainsi, l'année dernière, 24 milliards de francs dus par des acheteurs étrangers n'ont pas été payés.

## Dépenses déguisées

Pendant longtemps — en fait jusqu'en 1986 — l'Etat a pu échapper à ses obligations en ouvrant de nouveaux crédits aux pays en difficulté.

Ces crédits financés par des emprunts de la BFCE (Banque française du commerce extérieur) permettaient aussi à la COFACE de se rembourser. C'est ainsi qu'en « débudgétisant » — c'est-à-dire en reportant sur les années à venir le coût des sinistres qu'il aurait dû assumer immédiatement puisqu'il s'était porté garant — l'Etat a dissimulé volontairement des dépenses très importantes.

Que MM. Balladur et Juppé qui n'avaient prévu à ce titre que 2 milliards de francs dans le budget de 1988, après 8 milliards en 1987, aient volontairement sous-évalué la charge, cela est évident. Mais tous les ministres des finances ont procédé de la sorte depuis le début des années 80 et les lourdes « ardoises » que récupère maintenant M. Bérégovoy ne sont que les retombées catastrophiques de

contrats passés avec imprudence, alors que M. Delors et lui-même officient rue de Rivoli.

Mais surtout — et c'est là qu'on peut mettre en doute l'assainissement durable des comptes de l'Etat dans ce domaine — il semble bien que le gouvernement continue, même si c'est à un rythme ralenti, de garantir des contrats qu'une élémentaire prudence déconseillerait d'assurer.

## Diaboliques obligations

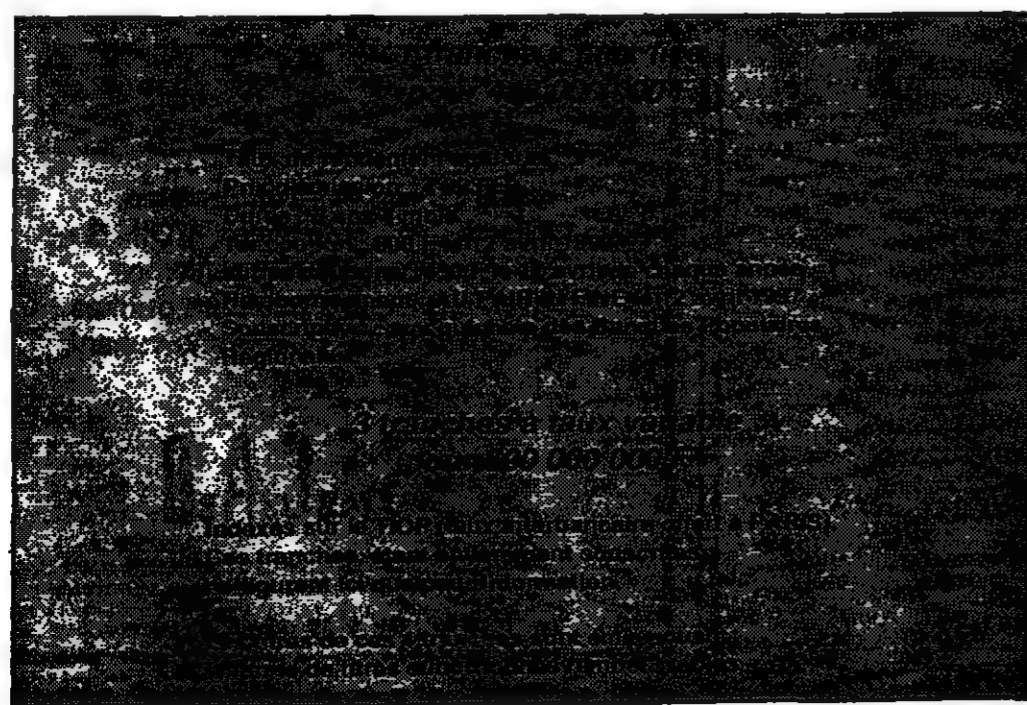
L'endettement public n'est pas réduit de façon plus convaincante par la provision de 5 milliards de francs constituée par le gouvernement sous forme d'un versement au Fonds de soutien des rentes (2). Certes, ce fonds « portera » jusqu'en 1990 une petite partie des ORET (obligations renouvelables du Trésor) émises en abondance (38 milliards de francs sans les intérêts), alors que MM. Delors et Bérégovoy étaient ministres des finances (1983-1984). Faut-il en déduire que de se débarrasser d'une énorme charge : en 1990 le budget aura à supporter 28 milliards de francs d'intérêts et encore 6 milliards de francs en 1991, sur ces obligations diaboliques qui avaient comme particularité de reporter en bloc à la date du remboursement final le paiement des intérêts. La provision de 5 milliards de francs annoncée par le gouvernement ne relève donc pas du désendettement, mais d'un « lissage » dans le temps d'une charge brusquement soignée.

On voit, au travers de ces deux exemples (COFACE et ORET), mais il y en a bien d'autres) à quel point tout gouvernement peut modifier en fonction de ses convenances les chiffres du déficit budgétaire.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**EMPRUNT**  
**CASDEN Banque Populaire**  
**Novembre 1988**  
**1 000 000 000 F**

(Visa COB 88 444 DU 18.11.88)



**CASDEN**  
- BK Banque Populaire

Cette opération est dirigée par la BNP (Banque Nationale de Paris) avec la CCBP et la BRED, chefs de file associés.

**LA BANQUE DE L'EDUCATION**

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**COFIR**  
**AUGMENTATION DE CAPITAL**  
**DE 12 100 MILLIONS DE PESETAS**  
**(\* 627 millions de francs).**  
**La valeur de l'action a doublé durant les 5 derniers mois.**

L'Assemblée Générale des Actionnaires de COFIR (CORPORACION FINANCIERA REUNIDA), holding créé par CERUS en septembre 1987, s'est réunie à Madrid le 12 novembre 1988 sous la Présidence de M. José Ramón Alvarez Rendueles.

Le Président de COFIR a informé les actionnaires de l'évolution de la société au cours du présent exercice, durant lequel des participations significatives ont été prises dans les sociétés Pascual Hermanos SA, Sanitas SA et NH Hoteles SA.

Fin septembre, les bénéfices avant impôts de la société ont atteint la somme de 1 986 millions de pesetas (103 millions de francs) provenant des revenus de ses acquisitions et de la plus-value effectuée sur la vente d'une partie de sa participation dans Pascual Hermanos SA.

L'Assemblée a été appelée à approuver le projet d'une augmentation de capital de 12 100 millions de pesetas. L'opération se fera fin décembre prochain, sur la base de 5 actions nouvelles de 2 200 pesetas (114 francs) pour 8 actions anciennes de 1 000 pesetas (51,82 francs) de nominal et portera les fonds propres de la société, avant clôture de l'exercice, à 23 527 millions de

pesetas (1 220 millions de francs). Cette nouvelle augmentation de capital est destinée à permettre à COFIR de poursuivre son développement dans les meilleures conditions.

Les chefs de file de l'augmentation de capital seront : Banco Zaragozano, Asesoros Bursátiles, Dillon Read, Banco de Bilbao-Vizcaya, Banco Santander de Negocios, JP Morgan, BNP, Benito y Monjardín, Shearson Lehman Hutton et S.G. Warburg.

COFIR est désormais cotée régulièrement sur le marché boursier espagnol depuis le mois de juillet dernier, après une remise de titres dans le public effectuée alors à un cours de 1 600 pesetas (82,92 francs). A l'issue des 4 derniers mois, 2 millions de titres COFIR environ ont été échangés, avec une tendance à la hausse qui a atteint, au cours de certains échanges, le double du prix de la cotation de juillet.

Après augmentation de capital, la répartition de l'actionnariat se maintiendra de la façon suivante :

CERUS	40 %
Groupe Construcciones y Contratas-Banco Zaragozano	10 %
Groupe Banco Bilbao-Vizcaya	10 %
Investisseurs institutionnels étrangers	19 %
Public	21 %

(\* sur la base de 0,051820 franc pour 1 peseta)

**COFIR sur Minitel**  
composez le 36-16 LMBOURSE puis CERUS

**COFIR**

# Économie

## TRANSPORT

Malgré un budget 1989 rigoureux

### Le président de la SNCF se consacre à la reprise du dialogue social

M. Jacques Fournier, nouveau président de la SNCF, avance lentement dans sa tâche de redressement de la société nationale. D'abord, le dernier budget du contrat de plan Etat-SNCF attendu en 1989 l'objectif du retour à l'équilibre puisque le résultat sera une perte de 186 millions de francs contre 2 milliards en 1987 et 1 milliard en 1988. En présentant les prévisions adoptées par le conseil d'administration, M. Fournier souligne que, rapporté à des recettes d'exploitation de 64,71 milliards de francs, ce petit déficit équivaudra à l'équilibre. Il a même bon espoir que les négociations en cours avec le ministère puissent le ramener à positif. « Nous pouvons considérer que le contrat de plan est exécuté sur ce point », conclut le président.

Les prévisions de trafic laissent, en effet, espérer une croissance globale de 0,5 %, soit + 2,1 % pour les voyageurs « grandes lignes », + 1,4 % pour la banlieue parisienne, la stabilité pour les dessertes régionales, mais la baisse attendue 1,4 % pour les marchandises.

Au chapitre des investissements, M. Fournier tient à souligner qu'il n'y a pas de « SNCF à deux vitesses » et que les crédits seront équitablement répartis entre les TGV (4,7 milliards de francs), le réseau principal (5,4 milliards) et le réseau de banlieue (1,3 milliard). Un effort particulier sera prévu pour la banlieue parisienne, où un contrat pluri-annuel sera engagé; celui-ci verra, en 1989, 30 millions de francs engagés dans un programme d'amélioration de la qualité de service.

Comme ses prédécesseurs, le président de la SNCF se dit inquiet de la montée de l'endettement de l'entreprise, qui atteindra 100 milliards de francs et dont le remboursement coûtera 10,58 milliards de francs, représentant environ 15 % du budget d'exploitation.

#### Reprise de l'embauche

Malgré le budget 1989 porte déjà son empreinte. Dans le domaine des effectifs, et malgré la tendance longue à la diminution, il a infléchi le rythme en reprenant l'embauche (2200 emplois, contre 700 en 1987) et en réduisant le nombre des suppressions d'emplois (6400 contre 9090). Ce qui ne l'empêche pas de répéter qu'il serait tout à fait « démagogique » de prétendre échapper à cette contraction qui a ramené, en cinquante ans, le nombre des cheminots de 500 000 à 205 000.

La deuxième innovation qu'a introduite cet homme de gauche dans le budget 1989 concerne les salaires. Pour la première fois, la masse salariale inscrite dans les prévisions est une donnée indicative et non plus un plafond fixé aux négociations; preuve en était donnée, puisque les propositions de la direction se situent au-delà du montant figurant au budget.

Lorsqu'on lui demande comment il perçoit la société nationale trois mois après son arrivée à sa tête, il répond sans fard. « C'est une entreprise en mutation qui a su s'adapter à temps dans le domaine technique, où elle se trouve même en avance.

Le virage commercial et économique aussi a été amorcé, et je crois que la SNCF a pris conscience de la concurrence. En revanche, le virage socioculturel n'a pas été pris, et la société nationale demeure une entreprise lourde et hiérarchisée dans laquelle les cadres ne peuvent faire carrière qu'en se coupant du terrain. On n'a pas appris suffisamment à animer des équipes et des hommes dans ce secteur. Le dossier des trains express régionaux est plus gratifiant, mais il lui faut savoir « quels objectifs les collectivités publiques veulent nous voir poursuivre pour améliorer la vie quotidienne de leurs administrés et quels concours elles sont prêtes à apporter ». Le développement du réseau à grande vitesse n'est pas un problème : « Avec le TGV Atlantique, le TGV Nord et les contournements de Lyon et de Paris en construction. Nous sommes à plein régime pour quelques années, mais nous devons dès aujourd'hui prévoir la suite. »

#### Quels TGV ?

M. Fournier pense que la SNCF a d'abord besoin de la reprise du dialogue social, et il s'y emploie. Il juge ensuite qu'elle exige une politique claire, qu'un contrat de plan et un projet d'entreprise viendront préciser et organiser. « J'aimerais que nous puissions aller plus loin que le contrat de plan précédent dans le sens d'une plus grande liberté, remarque-t-il. Nous disposons de la liberté tarifaire pour les marchandises. Je souhaite plus de marge pour les tarifs voyageurs de même qu'en matière salariale. »

Le président de la SNCF et son directeur général voudraient encore réformer les structures de la maison en donnant plus de responsabilités et de moyens aux hommes de terrain,

chefs d'établissement et directeurs de région. Avant la fin de l'année des mesures seront annoncées dans ce sens.

Les trois dossiers concernant les activités futures, qui mobilisent son attention, sont le TGV, les transports de la vie quotidienne (banlieue parisienne, dessertes régionales) et le trafic marchandises. Ce dernier est le plus délicat, en raison de la forte concurrence qui existe dans ce secteur. Le dossier des trains express régionaux est plus gratifiant, mais il lui faut savoir « quels objectifs les collectivités publiques veulent nous voir poursuivre pour améliorer la vie quotidienne de leurs administrés et quels concours elles sont prêtes à apporter ». Le développement du réseau à grande vitesse n'est pas un problème : « Avec le TGV Atlantique, le TGV Nord et les contournements de Lyon et de Paris en construction. Nous sommes à plein régime pour quelques années, mais nous devons dès aujourd'hui prévoir la suite. »

Commencera-t-on par la très rentable ligne Valence-Marseille, qui a les préférences de la SNCF, ou par Paris-Strasbourg, « qui réclamera une contribution publique importante ». Raccordera-t-on d'abord la Catalogne espagnole ou Nice à la vallée du Rhône ? Fera-t-on un Rhin-Rhône ferroviaire cher à M. Chevènement, entre l'Allemagne de l'Ouest et Lyon ou bien une transversale Marseille-Toulouse-Bordeaux ? Un schéma directeur des TGV arrêtera bientôt des priorités dans le seul secteur où le développement est non seulement assuré mais rentable.

ALAIN FAUJAS.

## ÉNERGIE

L'Iran accepterait le même quota que l'Irak

### L'OPEP proche d'un accord pour redresser les prix du pétrole

VIENNE  
de notre envoyée spéciale

Après huit jours de tractations et d'impasse, l'optimisme est enfin revenu jeudi 24 novembre au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), réunie à Vienne pour tenter de redresser les prix. Sous réserve de l'approbation définitive du représentant de l'Iran, qui doit consulter son gouvernement, les treize pays semblent en effet près de s'entendre sur un accord de compromis qui réduirait leur production actuelle de près de 4 millions de barils/jour en la plafonnant à 18,5 millions de barils/jour pour les six prochains mois.

En assainissant le marché, cette décision, si elle est appliquée, devrait permettre de faire remonter les cours, tombés autour de 12 dollars ces dernières semaines, jusqu'au prix « cible » du cartel : 18 dollars. D'ores et déjà, l'espoir d'un accord a fait remonter le prix du brut, qualité de référence sur le marché de Londres, de 12,9 dollars à 14,2 dollars pour livraison en décembre.

L'accord, approuvé par douze des treize pays membres, reste encore suspendu à la décision de Téhéran, désormais placé devant un dilemme. Car, s'il laisse prévoir un net raffermissement des cours — et donc une amélioration des revenus des producteurs — il prévoit aussi de réintégrer l'Irak, exclu depuis deux ans du système, avec un quota de 2,6 millions de barils/jour, égal à celui de l'Iran. Ce que Téhéran refuse depuis plusieurs mois, pour ne pas subir, à l'OPEP, une nouvelle déroute politique.

#### Une grosse épine retirée

Si l'Iran, contrairement aux jours précédents, n'a pas refusé d'embellir cette solution, c'est que ce sont les onze autres pays membres qui ont en fait accepté de sacrifier une petite partie de leur part du volume global pour faire place à l'Irak, sans exiger que Téhéran donne quoi que ce soit de sa propre part. Selon le schéma proposé le plafond total augmenterait de 11,4 %, passant de 16,6 millions de barils par jour précédemment à 18,5 millions (contre une production réelle actuellement de 22,5 millions). Mais, tandis que l'Iran verrait son quota augmenter de la même façon (11,4 %), tous les autres pays verraient leur augmentation limitée à 4,5 % environ afin de permettre à l'Irak, grand vainqueur de l'affaire, d'obtenir le quota désiré, supérieur de près des trois quarts à celui, il est vrai théorique, qui lui avait été attribué précédemment. Ainsi seuls l'Irak et, dans une moindre mesure, l'Iran profiteraient pleinement de l'augmentation de la part du marché engrangée par le cartel depuis un an.

Bien que le sacrifice politique soit important, la plupart des observateurs s'attendaient que Téhéran se résigne finalement à « accepter l'inacceptable » et ratifie l'accord proposé. Tout en précisant qu'il devait consulter son gouvernement

sur le point précis de la parité avec l'Irak, le ministre iranien du pétrole, M. Gholamreza Aghazadeh, a souligné qu'il acceptait tous les autres points de l'accord.

L'accord proposé paraît de fait susceptible de régler bon nombre de problèmes en suspens, qui — outre la réintégration de l'Irak — sont à l'origine des difficultés récentes du cartel. Bien que le plafond retenu soit le plus élevé de ceux adoptés depuis six ans, il devrait permettre d'éponger une bonne partie du surplus accumulé en quatre mois de surproduction, et de ramener à la raison les pays du Golfe qui, derrière les Emirats arabes unis, premiers fauteurs de troubles, avaient poussé leur rythme d'extraction d'un tiers depuis l'été. En outre, l'accord prévoit, selon le ministre iranien, le retour « dans un futur proche » au prix cible de 18 dollars par baril et, en cas de nouveau glissement, la réunion immédiate du comité des prix du cartel pour décider des mesures à adopter.

Vendredi matin, alors que le ministre iranien s'apprête à regagner sa capitale, l'espoir renaît à nouveau parmi les délégations restées à Vienne dans l'attente d'une réponse définitive. « Maintenant que le conflit Iran-Irak se termine, une grosse épine est retirée du pied de l'OPEP », estime un responsable de l'organisation, épuisé par huit longs jours de « marathon ». Le comité de « conciliation », composé du Nigeria, de l'Algérie, de l'Indonésie et du Venezuela, surnommés les « sages », n'a, il est vrai, pas épargné sa peine, multipliant démarches, rencontres et discussions d'un hôtel, d'une chambre à l'autre jusqu'à tard dans la nuit pour tenter de trouver une solution acceptable — même difficilement — par toutes les parties. Il paraît avoir presque réussi au soulagement général, y compris des producteurs non membres du cartel, rendus prudemment dans la coulisse tout au long du suspense, parmi lesquels on note pour la première fois des Américains, mais aussi... un Soviétique.

VÉRONIQUE MAURUS.

## ÉTRANGER

### Haussé du taux d'intervention de la Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre a relevé de 12 à 13 % son taux d'intervention sur le marché monétaire, le vendredi 25 novembre, ce qui entraîne un relèvement parallèle des taux de base bancaires.

Cette hausse, la neuvième depuis juin, fait suite au déficit record de 2,43 milliards de livres de la balance des paiements courants en octobre, qui a provoqué un recul de la livre sur le marché des changes londonien en fin de matinée, de 3,1508 deuschemarks à 3,14, et de 1,8340 dollar à 1,8295. A la Bourse, l'indice Footsie a oscillé 18,8 points. — (AFP, Reuters.)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



# 1250 F.

Actionnaires d'Epéda-Bertrand Faure, en vendant vos actions avant le 2 décembre dans le cadre de l'OPA présentée par Gefina, vous rejoignez la solution choisie par le conseil d'administration d'Epéda-Bertrand Faure et vous recevrez 1250 F par action.

EPEDA. BERTRAND FAURE.

Une note d'information (réf. COB 88-431 du 10 Novembre 1988) est tenue à la disposition du public auprès des banques et des intermédiaires financiers.

MONTPELLIER DU 7 AU 11 DÉCEMBRE 1988

Le Rendez-vous des Partenaires dans les échanges Nord-Sud

1 000 dirigeants d'entreprises, de Collectivités Territoriales, d'O.N.G. et de représentants d'organismes internationaux, des pouvoirs publics et des Instituts de Recherche venant de 40 pays.

**S.I.C.A.D.**

2<sup>e</sup> SALON INTERNATIONAL DE LA COOPÉRATION ET DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT  
TÉL. 33 1 42 41 66 33

LA BOURSE AUX STAGES

ÉTUDIANTS, GAGNEZ 100 STAGES EN EUROPE

Tout ce qu'il faut savoir pour participer au concours et gagner un stage sur minitel

36.15 LE MONDE  
36.15 EUROPE 1

# Économie

## SOCIAL

### Succès aux points pour la direction confédérale de la CFDT

STRASBOURG  
de notre envoyé spécial

Pour son dernier congrès de secrétaire général de la CFDT, M. Edmond Maire peut légitimement nourrir le sentiment d'avoir remporté plusieurs succès. Pour l'élection, le 24 novembre, de bureau national de trente-cinq membres, les huit candidats à la commission exécutive (CE) — le « gouvernement » de la centrale — ont été retenus, même si les plus proches de M. Maire ont moins de suffrages que les quatre autres, M. Jean Kaspar, qui va devenir secrétaire général le 25 novembre au soir, est triomphalement élu avec 87,6 % des voix, loin devant M. Nicole Notat, future secrétaire générale adjointe (64,5 %). Les plus proches de M. Kaspar sont après lui les mieux élus : 83,1 % pour M. Chupin (énergie), 81,4 % pour M. Spaeth, 76,4 % pour M. Masson (santé). Même M. Notat Mandray, qui

apparaissait très menacé, sauve sa place avec 56,8 %.

Ainsi les congressistes de Strasbourg n'ont-ils pas fait payer aux proches de M. Maire la non-reconduction de M. Pierre Héritier, considéré comme le porte-parole de l'aile gauche parmi les candidats à la future CE. Pourtant le 24 novembre, dès la fin du discours de M. Maire, plus d'un tiers des congressistes avaient manifesté bruyamment leur mécontentement en scandant pendant plusieurs minutes le nom de M. Héritier.

M. Maire peut se flatter d'avoir gagné plusieurs autres batailles. Ainsi, la résolution d'orientation qui sanctionne en même temps l'activité du bureau national pour les trois dernières années — remplaçant le quinquennat jusqu'en 1985 validait seulement l'activité — a obtenu 63,9 % de votes pour, 35,7 % de contre et 0,4 % de bulletins blancs.

La grogne exprimée par les congressistes à la tribune ne s'est donc

pas vraiment reflétée dans les votes. La raideur de M. Maire à l'égard des opposants ne l'a pas davantage desservi. Avant de laisser les rôles du pouvoir à M. Kaspar, M. Maire donne le sentiment d'avoir laissé une maison en ordre — après son coup de semonce aux trotskistes — et d'avoir levé les dernières ambiguïtés subsistant sur l'orientation. Un amendement visant à maintenir une référence au « socialisme autogestionnaire » — alors que la direction accorde la préférence à l'autogestion — n'a obtenu que 44,7 % des voix.

Un autre amendement, qui souhaitait que la CFDT donne de nouvelles consignes électorales lors des élections politiques, n'a recueilli que 37,5 % de suffrages. « Il n'est pas sain d'identifier automatiquement la CFDT à la gauche », avait lancé M. Edmond Maire, en donnant un ultime coup de patte aux trotskistes, en fusillant certains radicaux d'extrême gauche dont les outrances font le jeu du patronat.

MICHEL NOBLECOURT.

## AFFAIRES

### Après trois mois de rivalités

### Pernod-Ricard vainqueur pour le rachat d'Irish Distillers

C'est une histoire connue on le sait bien, au pays du chausvinisme hexagonal et du coq gaulois, qui s'est achevée jeudi 24 novembre à Dublin. L'arbitre était irlandais : le ministre du commerce et de l'industrie, M. Albert Reynolds a donné son accord au rachat par Pernod-Ricard de la firme Irish Distillers Group (IDG), qui détient le monopole du « whiskey » irlandais. Dans ce tournoi des cinq nations de l'alcool, le français (numéro trois mondial des vins et spiritueux) a battu, à l'issue d'un match de trois longs mois, son rival britannique Grand Metropolitan (numéro un mondial du secteur).

Pour courser le tout, Pernod-Ricard a remporté la bataille en offrant moins que le conglomerat londonien : 4,5 livres irlandaises par action d'IDG, contre 5,25 dans l'OPA de Grand Met.

En investissant donc 2,59 milliards de francs (contre 3 milliards proposés par son adversaire) le groupe français s'offre le luxe d'apparaître comme le sauveur de l'industrie irlandaise du whiskey — que Grand Met voulait démanteler — et ajoute à ses marques Glen Campbell, Cutty Sark, Wild Turkey et Gilbey's Gin, celles du groupe irlandais : les whiskeys Bushmills, Jameson, Paddy et James Power, ainsi que le Cork Gin et la vodka Huzzar.

IDG est loin d'être une mauvaise affaire puisqu'il réalise environ 2,1 milliards de francs de chiffre d'affaires et dégage 163 millions de francs de bénéfices cette année. En prime, il a développé l'un des « wine coolers » (boisson pétillante à base de vin et de fruits) les plus exportés du monde, West Coast Cooler.

Dans la grande bagarre pour le contrôle d'IDG qui a commencé, en fait en mai dernier, les médias juridiques et les manchettes procédurales n'ont pas manqué non plus.

Premier match de cette saison agitée : une équipe rassemblant les stars de l'alcool des îles britanniques (Grand Met, Allied Lyons et Guinness) tente au printemps une OPA sur IDG, un tranquille monopole constitué avec peine en 1972 entre irlandais du Nord et du Sud et rassemblant toutes leurs marques de whiskey. Le consortium attaquant ne cache pas ses intentions : se partager les dépouilles. Mais un arbitre inattendu siffle la fin du match, la Commission européenne, qui estime que l'OPA contrevient aux règles du jeu de la concurrence. Étant donné jeudi, sans succès, un porte-parole du groupe anglais.

Et comme, même seul, il reste menaçant, IDG fait appel à l'équipe française Pernod-Ricard pour le second tour. Cette dernière lance sa contre-attaque et approche les principaux actionnaires d'IDG, le distributeur irlandais de fruits et légumes FFI Fyffes (20,04 % du capital) et l'assureur Irish Life (9,7 %).

Is acceptent l'offre, verbalement — non sans l'avoir fait monter un peu, — mais Grand Met renchérit.

Et là commence la deuxième mi-temps. Les deux gros actionnaires changent d'avis et se tournent vers Grand Met. Au pays du whiskey, une parole donnée vaut contrat : Pernod-Ricard les attaque donc en justice et, après un mois de procès, gagne à Dublin. Pendant ce temps, à Londres, le Take Over Panel (arbitre des OPA en Angleterre comme en Irlande) semble hésiter à confirmer cette victoire. Finalement, à la grande surprise des milieux financiers de la City, le Panel se prononce en faveur de l'offre du Français. Grand Met, dans une dernière furie défensive tente une remontée et fait appel ; en vain. Et le ministre irlandais siffle la fin de la partie.

A Dublin, où l'arrivée du très anglais Grand Met était mal vue, on

respire. Mais le ministre insiste, dans son communiqué sur le fait qu'il « empêcherait Pernod et Grand Met... si ce dernier restait un actionnaire minoritaire d'IDG, de parvenir à un arrangement ou un accord qui empêcherait ou altérerait la libre concurrence sur le marché des alcools en Irlande. On n'est jamais trop prudent : après tout Pernod et Grand Met sont des étrangers... Et si l'un est assés d'ores et déjà de détenir 53 % des actions, l'autre en possède 29,9 % et semble vouloir les garder. « Nous croyons à l'avenir de l'industrie du whiskey irlandais », a déclaré jeudi, non sans humour, un porte-parole du groupe anglais.

Voilà donc un match qui se termine sur un score net mais partagé. Pernod a eu de la peine, dans le conseil d'administration d'IDG, à compter avec son encombrant adversaire. Ce dernier n'a décidément pas de chance face aux équipes françaises : au deuxième semestre 1987, le match qui l'opposait à Martell s'était terminé par la victoire... du Canadien Seagram qui avait emporté le célèbre distillateur de cognac. Par ailleurs, Grand Met se bat depuis deux mois pour prendre le contrôle de Pillsbury, firme de Minneapolis qui pratique une défense plus proche du football américain que du rugby. Il est vrai que, dans cette affaire, on est loin des 3 milliards de francs d'IDG : Grand Met est prêt à investir onze fois plus pour s'approprier les marques G&W Vert et Burger King.

DIDER POURQUERY.

### M. Pébereau contrôle plus de 10 % de la Société générale

Marceau Investissements et sa filiale la Société immobilière de gestion et de participation (SIGP) ont annoncé le vendredi 25 novembre avoir franchi la base des 10 % dans le capital de la Société générale.

M. Georges Pébereau, patron de Marceau, avait reçu le feu vert des autorités bancaires et du Conseil d'Etat pour dépasser ce seuil et avait indiqué, à plusieurs reprises, qu'il monterait sa part dans le capital de la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

monterait sa part dans le capital de

la banque à un peu plus de 10 %.

M. Georges Pébereau, patron de

Marceau, avait reçu le feu vert des

autorités bancaires et du Conseil

d'Etat pour dépasser ce seuil et avait

indiqué, à plusieurs reprises, qu'il

# Marchés financiers

Pour arrêter la baisse du dollar

## La France et l'Allemagne veulent avancer la réunion du groupe des Sept

La France et l'Allemagne fédérale veulent qu'une réunion du groupe des Sept se tienne dès que le président George Bush se sera installé à la Maison Blanche, a indiqué, jeudi 24 novembre, M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances et de l'économie (le Monde du 25 novembre). « Lors de notre dernière rencontre à Paris, nous sommes convenus avec M. Gerhard Schröder, mon collègue de RFA, de suivre de près l'évolution des marchés des changes et, dès que M. George Bush aura pris ses fonctions, de prévoir une réunion des ministres des finances des pays industrialisés ». Le groupe en question est l'instance de coordination de sept pays : Allemagne, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon. Il s'était réuni fin septembre à Berlin, et sa prochaine réunion était prévue pour le mois d'avril.

M. Kichi Miyazawa, ministre japonais des finances, a toutefois déclaré vendredi, à Tokyo, qu'il ne voyait pas l'utilité d'une telle réunion si elle était uniquement consacrée à la stabilité des taux de change.

Manifestement, certains partenaires des États-Unis ne veulent pas attendre cette date pour étudier une action commune sur les marchés des changes, destinée à stabiliser le dollar : en cinq mois, ces marchés pourraient être agités de soubresauts

dangereux, liés à l'incertitude qui plane sur les projets de M. Bush, notamment pour ce qui concerne la réduction du déficit budgétaire des États-Unis. L'Allemagne et la France sont les premiers à réclamer que soit avancée la réunion du groupe des Sept, car une baisse supplémentaire du dollar provoquerait de nouvelles tensions au sein du système monétaire européen. Elle renforcerait le mark aux dépens du franc français, notamment.

M. Bérégovoy a réaffirmé que malgré le récent recul du dollar « la stabilité du franc n'est pas en cause. Nous sommes en bon de la fourchette de fluctuation du franc au sein du SME, mais on connaît sa détermination. Il n'est pas question d'accepter un réajustement des parités dans le système. Les marchés doivent en être convaincus ».

Les marchés des changes ont guère réagi à ces propos, le dollar glissant encore à Tokyo à 120,65 yens, au plus bas niveau historique, avant de remonter à 121,30 sur l'intervention de la Banque du Japon. A Francfort, il a fléchi à 1,7085 mark pour se rétablir un peu à 1,7180 mark, retombant à 5,87 F à Paris, où le cours du mark est resté obstinément fixé à 3,4175 F, au voisinage de son cours-plafond de 3,43 F.

## Bénéfices records pour les treize principales banques japonaises

Les treize principales banques japonaises ont enregistré des bénéfices records au cours du premier semestre de l'exercice budgétaire commencé le 1<sup>er</sup> avril 1988, annonce, jeudi 24 novembre, la Fédération des associations de banquiers du Japon. En hausse de 36,8 % sur la période correspondante de 1987, les profits cumulés ont représenté 1 210 milliards de yens (60 milliards de francs), un record historique sur six mois. Les bénéfices nets ont, pour leur part, progressé de 40,9 % et se sont élevés à 609,7 milliards de yens. Selon les responsables de la Fédération, cette vive augmentation est due à une forte demande intérieure et au dynamisme des investisseurs productifs.

La banque Sumitomo se classe en tête des treize banques, avec un

bénéfice avant impôts de 195 milliards de yens, en hausse de 86,6 %, suivie de la Fuji Bank, avec 168,5 milliards (+43,3 %), Mitsubishi Bank, avec 165,3 milliards (+19 %), Sanwa Bank, avec 158,7 milliards (+67,1 %), Dai-ichi Kangyo Bank, avec 139,2 milliards (+27,3 %), Mitsu Bank, avec 69,6 milliards (+15,6 %), Tokai Bank, avec 53,6 milliards (+20,4 %), Taiyo-Kobe Bank, avec 52 milliards (+16,5 %), Tokyo Bank, avec 51,2 milliards (+10,1 %), Kyowa Bank, avec 44,9 milliards (+12,2 %), Daiwa Bank, avec 43,8 milliards (+25,9 %), Seitama Bank, avec 33,9 milliards (+45,8 %), Tokai Bank, avec 19,4 milliards (+52,8 %).

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



**DUMEZ JAPON S.A.**, filiale commune de DUMEZ S.A. et de TOBISHIMA CORPORATION, a obtenu du gouvernement de Tokyo, le 10 novembre 1988, la licence d'entreprise de bâtiment et de travaux publics lui permettant de réaliser sur le sol japonais tous ouvrages relevant de ce secteur d'activité.

C'est la première fois qu'une telle autorisation est conférée à une société européenne.

**Le Monde**  
PUBLICITE FINANCIERE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

**UNILOG**  
POURSUITE D'UNE CROISSANCE RÉGULIÈRE

Société d'ingénierie informatique et de conseil UNILOG poursuit de manière harmonieuse son développement sur trois axes : informatique, électronique, logiciels.

Le chiffre d'affaires consolidé des neuf premiers mois de 1988 est de 245,4 MF, en augmentation de 23 % sur les neuf premiers mois de 1987. Pour l'exercice de l'exercice 1988, la croissance porte du même ordre.

UNILOG continue le succès de son développement régional.

UNILOG confirme la réussite de son développement régional. Après l'implantation d'UNILOG Sud-Est à Lyon début 1987, UNILOG Nord de France, la 1<sup>re</sup> nouvelle filiale de UNILOG Ouest, une nouvelle filiale créée à Roubaix et à Valenciennes.



## JOINT-VENTURE AUX ÉTATS-UNIS AVEC ACUSTAR

VALEO et ACUSTAR Inc. ont signé ce jour un accord de joint-venture pour associer, au sein de la société dénommée « Valeo Acustar Thermal Systems Inc. », la technologie de Valeo en climatisation automobile et thermique moteur aux capacités industrielles d'Acustar et de Valeo en Amérique du Nord.

Le siège social et l'usine de cette nouvelle société, dont Valeo détient 51 % des parts, seront situés à Livonia, Michigan, où Valeo a déjà un centre de recherches et une représentation commerciale.

Valeo Acustar Thermal Systems Inc. consacrera son activité à la mise au point et à la commercialisation de systèmes de climatisation habitacle et de refroidissement moteur et initiera le développement d'une nouvelle génération de systèmes thermiques très élaborés dont le domaine est croisé par le marché nord-américain.

L'un des premiers projets de cette nouvelle société sera de développer un système de climatisation de très haute technologie pour les véhicules Chrysler.

Ce nouveau système de climatisation sera produit conjointement dans l'usine Valeo d'Hampton, Virginie, et dans l'usine Acustar de Dayton, Ohio.

C'est environ 1 000 000 de ces nouveaux systèmes qui seront fournis à Chrysler dès le début des années 90.

Acustar Inc., filiale de Chrysler Motors Corporation depuis 1987, emploie 28 000 personnes, exploite 31 usines en Amérique du Nord et réalise un chiffre d'affaires de 3,3 milliards de dollars. L'usine Acustar de Dayton produit déjà toute la gamme des systèmes et composants de la fonction thermique.

Valeo, qui emploie 28 000 personnes et dont le chiffre d'affaires devait légèrement dépasser 16 milliards de francs en 1988, vend aux États-Unis 7 lignes de produits, fabriqués dans son usine d'Hampton (dont thermique, embrayages, éclairage, matériaux de friction, équipements électriques moteur et essuyage), pour le marché de la première monte ainsi que les marchés de la rechange et du remplacement.

New-York, 24 novembre

### Clos

Tous les marchés financiers, boursiers et de marchandises des États-Unis ont fermé jeudi 24 novembre à l'occasion du « Thanksgiving Day ».

### Projet de collaboration boursière entre Nancy et Abidjan

La Bourse d'Abidjan (Côte-d'Ivoire) va établir en 1989 des relations de partenariat avec la Bourse interregionale de l'Est de la France (BIE), à Nancy, et le club des sociétés cotées. Le secrétaire général de la BIE, M. Vogelweith, l'a lui-même annoncé.

La Bourse d'Abidjan, qui regroupe environ 35 valeurs, essentiellement des filiales de groupes occidentaux, cherche à réactiver l'appel au marché pour des entreprises ivoiriennes susceptibles d'être cotées. Pour les attirer, elle entend s'inspirer de l'expérience de la BIE et de celle, unique en son genre, du club des sociétés cotées de Nancy.

Créé en 1985, ce club, qui regroupe 52 membres, a pour but de favoriser les échanges et les informations entre les dirigeants d'entreprises cotées et cotables, et de représenter ces sociétés auprès des organisations boursières nationales et régionales.

Des conventions entre les deux organismes devraient être signées en 1989. La Bourse de Nancy a déjà accueilli de nombreux stagiaires ivoiriens et la secrétaire générale de la Bourse d'Abidjan, M<sup>me</sup> Koué, s'est rendue en Lorraine à plusieurs reprises.

LONDRES, 24 novembre

### Léger repli

L'attention a été portée jeudi à la Bourse de Londres entraînant un léger repli de l'indice Footsie qui a clôturé en baisse de 4,1 points à 1 433 (-0,2 %). Le nombre des titres échangés a été quant à lui de 1,4 milliard de titres, soit 321 millions d'actions. Toutefois, les investisseurs préfèrent rester prudents avant la publication vendredi des chiffres du commerce extérieur britannique pour octobre. Dans ce contexte, les investisseurs ont été sélectifs, se concentrant sur les titres de sociétés de services, de biens de consommation et de services financiers. Parmi les titres cotés, les investisseurs ont été sélectifs, se concentrant sur les titres de sociétés de services, de biens de consommation et de services financiers. Parmi les titres cotés, les investisseurs ont été sélectifs, se concentrant sur les titres de sociétés de services, de biens de consommation et de services financiers.

La plupart des autres secteurs ont perdu du terrain notamment les valeurs bancaires (Lloyds), les assurances (Plessey) et les assurances (General Accident). Seul Eurotunnel s'est distingué avec une hausse de 6 points à 438.

## FAITS ET RÉSULTATS

● La Fuji Bank à Paris. — Les banques japonaises arrivent en force à la Bourse de Paris. Après Sumitomo Bank et Dai-ichi Kangyo Bank, la Fuji Bank a été cotée à partir du 30 novembre sur le marché français, quelques jours à peine avant la Sanwa Bank.

Les 2,5 milliards d'actions qui composent le capital de la Fuji Bank vont être négociées à Paris par voie d'arrivage. Un des directeurs de la Banque, M. Kusuhara, estime que la « position géographique clé de la France fait de Paris un marché idéal pour les grandes possibilités dans la perspective du marché unique européen ».

La Fuji Bank, troisième banque commerciale japonaise par son bilan (environ 2 102 milliards de francs) et première par le montant de ses fonds propres, dégageait à la fin mars 1988 (clôture de l'exercice) un résultat d'exploitation de 200 milliards de yens et un résultat net de 128 milliards, soit respectivement 9,7 et 6,2 milliards de francs.

Les dirigeants de la banque s'attendent pour l'exercice 1988-1989 à un bénéfice consolidé de 163 milliards de yens, soit 68,9 yens par action.

La Fuji Bank dispose de 297 agences, dont 254 succursales au Japon, de 11 succursales, 4 agences et 23 bureaux de représentation à l'étranger. En 1983 la Fuji Bank avait ouvert une succursale à Paris.

● Bouygues gère la distribution d'eau bréviaire. — Saur Water Services, filiale britannique à 100 % de Saur, société de services de groupe Bouygues, lance des OPA « amicales » sur trois sociétés de distribution d'eau anglaises, la Mid-Sumner Water Com-

PARIS, 25 novembre

### Calmé

Fin de semaine dans le calme à la Bourse de Paris, où la prudence, toujours, semble à nouveau de mise. L'indicateur transactionnel, qui avait ouvert en hausse de 0,34 %, se maintient en début d'après-midi à 0,3 %. L'absence d'indications de provenance de New-York, le marché étant fermé la veille en raison des fêtes du Thanksgiving Day, a peu influé sur la tendance en début de séance. Les investisseurs se sont surtout intéressés à la publication du déficit des paiements courants britanniques et de celui de la balance commerciale d'octobre. L'ampleur des pertes était telle qu'elle a entraîné instantanément une hausse des taux d'intérêt en Grande-Bretagne. Cette mauvaise nouvelle a conduit à un changement de tendance sur le MATIF, qui s'orientait un moment à la baisse.

Sur le marché des actions, l'activité était calme, à l'exception de la Bourse d'Abidjan, où les titres ont été échangés sur le marché à règlement manuel. Les valeurs pétrolières s'inscrivent parmi les plus fortes hausses (BP-France, Raffinage distribution), suivies par Imvib, SCRE et Générale occidentale. Parmi les valeurs figurant nombre de « situations spéciales », à commencer par Eurotunnel, dont le volume des transactions a augmenté de 1,25 million de titres échangés en début d'après-midi. La Société générale était également en repli, et Marianne Investissement a enregistré un déficit de 10,36 % de cette banque. Moulinex était aussi en baisse, après la hausse provoquée ces jours derniers dans l'attente de la vente des titres détenus par le fondateur du groupe. Des replis étaient aussi observés sur le CCF et Valeo.

Enfin, la société financière Finco informait la Société des Bourses françaises qu'elle avait franchi le seuil des 5 % dans la Scopée, créée en 1973, et dont elle détenait 7,32 % du capital.

TOKYO, 25 novembre

### Reprise

A peine vingt-quatre heures de baisse et la hausse a repris vendredi à Tokyo. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement s'est lentement développé dans la journée et, à la clôture, l'indice Nikkei s'est élevé à 29 406,65, en progrès de 66,62 points (+0,23 %).

C'est essentiellement le secteur des intérêts soulevé par le secteur de l'électronique grand public qui a favorisé cette reprise. « Sans cet intérêt », disait un professionnel, « je pense que le marché aurait continué à baisser ». Les investisseurs ont été à peu près seuls à prendre quelques initiatives d'achat. Les institutions sont pour la plupart restées fermes au pied, la nouvelle baisse du dollar les incitant à la prudence. Relative fermeté des automobiles, inscription de la production, informatique et céramiques. Repli des sociétés financières et des alimentaires. L'activité est restée très faible avec 900 millions de titres échangés contre 920 millions.

VALEURS	Cours du 24 nov.	Cours du 25 nov.
Adi	586	582
Bridg	1 228	1 230
Canal	1 320	1 320
Fuji Bank	3 800	3 800
Imvib	1 010	1 010
Mitsubishi Bank	2 340	2 340
Nissan	1 020	1 010
Toyota Motor	2 480	2 500

## PARIS :

Second marché (injection)					
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.S.P. S.A.	308	308	La Compagnie Electre	305	308
Amstel & Associés	305	305	Le gel fin du bois	280	280
Amstel	280	280	Le gel fin du bois	280	280
B.A.C.	350	375	Lacoste	162	162
B. Comptoir & Assoc.	630	651	Mattel, Minnie	154	160
B.I.C.M.	485	485	Métallurgie Industrielle	500	500
B.I.P.	415	417	Métallurgie	178	178
Bouygues	638	640	M.M.M.	617	617
Bouygues Industries	1050	1050	Motex	305	305
Châles de Lyon	1455	1455	Nord-Océan	715	715
Colson	719	718	Obéissance	250	250
Coiff	888	888	On. Est. Fr.	384	387
C.A.I. de Fr. (C.E.I.)	230	230	Parafin	387	387
C.A.T.C.	137	142	P.F.A. S.A.	438	438
C.D.M.E.	1184	1187	Praxair (C. in. & Fr.)	425	449
C. E. S. S.	385	370	Praxair	449	449
C.E.S.P.	225	225	Publicis	718	718
C.E.P. Communication	1488	1505	Replis	718	718
C.E.L. Information	870	880	St-Gobain	230	232
Châles de Lyon	548	548	St-Gobain	230	232
C.H.M.	417	417	S.C.E.P.M.	261	261
Concept	230	230	Sigla	402	402
Conform	847	847	Sine-Metex	488	488
Coval	408	408	S.E.P.	338	338
Coval	185	170	S.E.P.A.	1230	1230
Dapla	1140	1140	S.M.T. S.A.	280	280
Danville	835	835	Sigla	402	402
Dedra	610	610	Sigla	402	402
Danville-Lamé	380	380	TF 1	301	312
Edison	114	111	Unilog	170	170
Elyse Invest	23	23	Union Financ. de Fr.	388	388
Finco	230	219			
St. Francis R. 165 F1	237	237			
Galaxi	510	500			
L.C.C.	231	231			
DIA	216	216			
M.F.	90	100			
MEF	186	180			
Inc. M&M Services	490	490			

## Marché des options négociables

le 24 novembre 1988					
Nombre de contrats : 11 809					
VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente	Options d'achat	Options de vente
Accor	528	28	6,20	—	—
CGE	406	28,50	38,50	18	18,50
ED-Agimatis	7	6,50	—	—	—
Lafarge-Coppée	1 400	15,50	—	—	—
Michellie	182	5,10	13,50	9	15
MGI	1 500	—	200	13,50	—
Paribas	440	30	50	8	19
Perpet	1 200	74	129	23	51
Saint-Gobain	560	8,90	27	26	—
Société générale	520	51	70	15	30
Thomson-CSF	200	7	16,50	7,50	—

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 24 nov. 1988				
Nombre de contrats : 55 881.				
COURS	ÉCHÉANCES			
	Déc. 88	Mars 89	Juin 89	
Dernier .....	106,75	106,40	105,75	
Précédent .....	106,40	106	105,40	
Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 88	Mars 89	Déc. 88	Mars 89
106 .....	0,72	1,26	0,01	3,92

## INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 5,8715 F		PARIS (BSE, base 100: 31-12-87)	
Le dollar s'est légèrement redressé vendredi 25 novembre sur toutes les places financières internationales. Il a notamment coté 5,8715 F (contre 5,8660 F la veille). A l'origine de ce raffermissement : l'intervention de la Banque du Japon, l'espérance d'un assouplissement au sein de l'OPEP et, surtout, la rumeur insistante d'un relèvement des taux de base aux États-Unis.		Valeurs françaises : 136,7	
FRANCFORT 24 nov. 25 nov.		Valeurs étrangères : 113,1	
Dollar (en DM) .. 1,7128	1,7170	(Sib, base 100: 31-12-87)	
TOKYO 24 nov. 25 nov.		Indice global CAC : 391,1	
Dollar (en yen) .. 121,15	121,15	(Sib, base 100: 31-12-87)	
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		Indice CAC 40 : 1 471,82	
Paris (25 nov.) .. 71/109-71/104		(OMF, base 100: 31-12-87)	
New-York (23 nov.) .. du		Indice OMF 50 : 404,72	
		NEW-YORK (Indices Dow Jones)	
		Industrielles : 2 892,38	
		LONDRES (Indices Financial Times)	
		Industrielles : 1 497,4	
		Mines d'or : 188	
		Fonds d'Etat : 88,19	
		TOKYO	
		Nikkei Dow Jones : 29 406,65	
		Indice général : 2 273,51	

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
+ haut	+ bas	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
S.E.U.	5,8720	5,8750	- 42	- 27	- 140	- 115	- 310
S. can.	4,8933	4,8979	- 112	- 84	- 236	- 198	- 661
Yen (100)	4,8395	4,8434	+ 125	+ 166	+ 270	+ 340	+ 961
DM	3,4150	3,4197	+ 81	+ 100	+ 146	+ 191	+ 530
Florin	3,3236	3,3316	+ 60	+ 74	+ 126	+ 154	+ 402
FB (100)	16,3021	16,3172	+ 42	+ 175	+ 110	+ 294	+ 662
FS	4,0749	4,0784	+ 98	+ 118	+ 204	+ 233	+ 706
L. (1 000)	4,5945	4,6024	- 173	- 125	- 342	- 287	- 861
F. franc	10,7652	10,7806	- 345	- 320	- 755	- 686	- 2838

## TAUX DES EUROMONNAIES

</

# Marchés financiers

## BOURSE DU 25 NOVEMBRE

**Cours relevés  
à 14 h 54**

Companien	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -
3642	C.I.E. 3%	3687	3676	3700	+ 0.35
1048	B.N.P. 2%	1055	1058	1058	+ 0.28
1048	C.C.P. 2%	1156	1160	1180	+ 0.26
1076	Créd. Lyonn. 2%	1088	1087	1087	- 0.09
1076	C.C.P. 2%	1088	1087	1087	- 0.09
1030	Moine-Pon. 2%	1640	1640	1640	0.00
1271	St-Gobain 2%	1228	1226	1226	- 0.16
1274	Thomson T.P.	1282	1282	1286	+ 0.22
1300	Créd. Lyonn. 2%	1345	1345	1345	0.00
1300	Al. Lyonn. 2%	544	532	538	- 1.47
2420	Alcan 2%	2474	2474	2484	- 0.40
1490	Al. Lyonn. 2%	1500	1500	1500	0.00
1490	Al. Lyonn. 2%	327	327	327.50	+ 0.15
1490	Al. Lyonn. 2%	367	367	367	0.00
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	2578	2570	2581	+ 0.32
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%	1062	1053	1061	- 1.33
1490	Al. Lyonn. 2%	621	620	621	- 0.16
1490	Al. Lyonn. 2%	416	404	422	- 1.45
2260	Argon. Paris 2%	2314	2310	2276	- 1.89
1490	Al. Lyonn. 2%</				

**Comptant** (sélection)**SICAV** (collection)

24/11

VALEURS	% du cours	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Extension Prête int.	Rachet net	VALEURS	Extension Prête int.	Rachet net	VALEURS	Extension Prête int.	Rachet net	VALEURS	Extension Prête int.	Rachet net
Obligations																							
Emp. 8,80 % 77	128	4 484	C.I.C. France, del.	161	161	Leonty (Bel)	2300	2300	Thy. Edil	380	380	A.A.A.	807 75	885 82	Francis	408 88	388 88	Pennine-Water	1169 81	1169 70			
9,80 % 78/79	100 15	3 082	C.I. Martine	688	688	Lucile	1360	1360	Blue S.M.D.	851	851	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
10,80 % 78/79	100 80	2 426	C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
12,80 % 80/80	104 80	8 363	C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
12,80 % 82/88	100 72	11 071	C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104 51	901 47	Providence Finance	175 28	171 81			
16,20 % 82/88	14 031		C.I. Martine	1886	1886	Mathilde del	128	128	Ughy A. Chem. Group	255	255	Actim	238 85	238 23	Francis Piana	104							

## Cote des changes

## Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché — o : offert — • : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

**45-55-91-82, poste 4330**

## Les conflits sociaux

## Sur le vif